Les
PUBLICATIONS
DU QUÉBEC

La situation économique au Québec

1984 et 1er semestre 1985

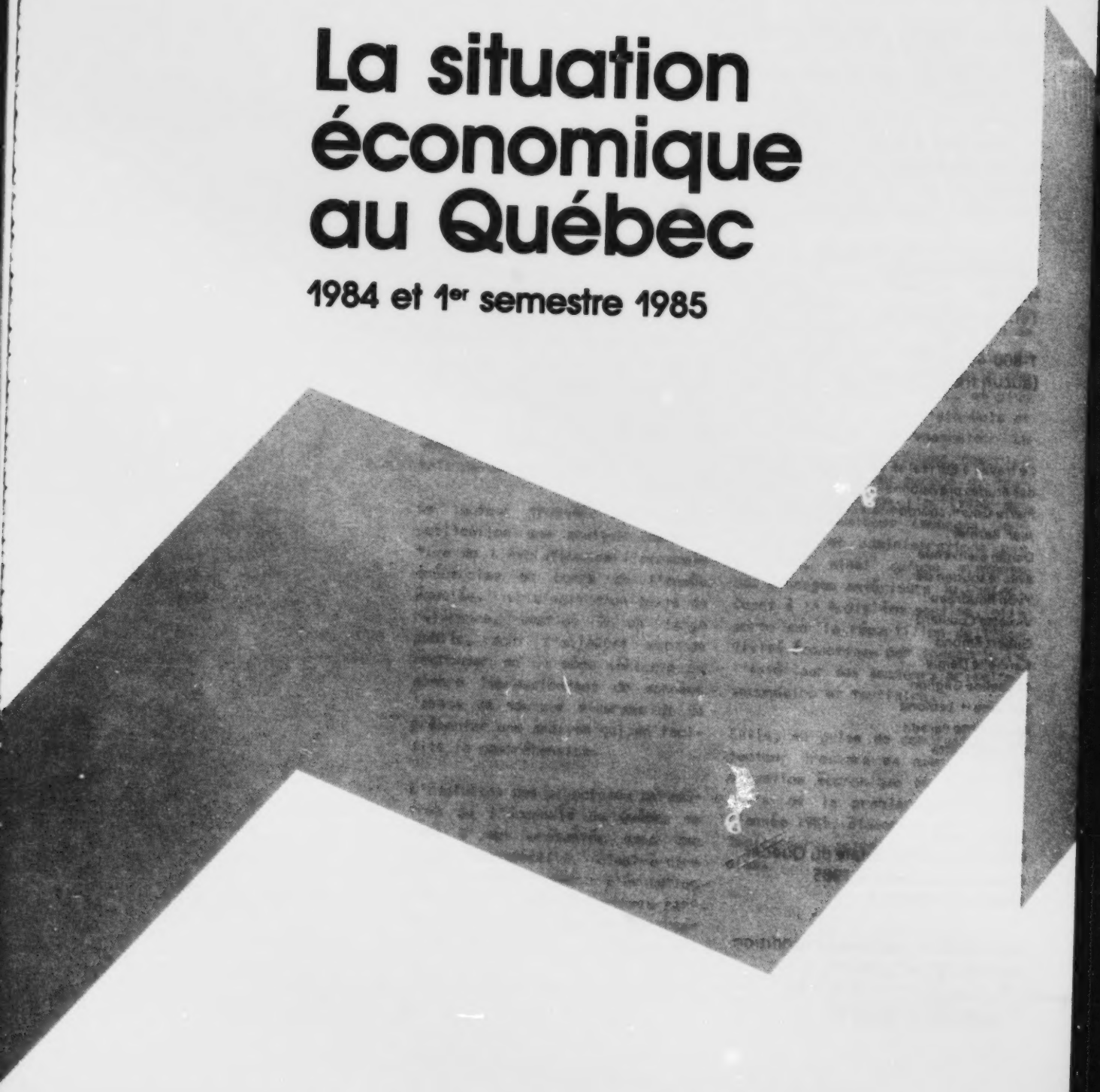
Québec

86-03093/

Les Publications du Québec

La situation économique au Québec

1984 et 1er semestre 1985



Le contenu de cette publication a été réalisé par le BSQ.
Cette édition a été produite par l'Éditeur officiel.

Pour tout renseignement concernant
le BSQ et les données statistiques
qui y sont disponibles, s'adresser au:

117, rue Saint-André
Québec (Québec)
G1K 3Y3
Tél.: (418) 643-5116
ou
1410, rue Stanley, 3e étage
Montréal (Québec)
H3A 1P8
Tél.: (514) 873-4722
ou
1-800-463-4090
(aucun frais d'appel)

Ce travail a été réalisé à la Direction
des études prévisionnelles par:
Pierre Gouin, coordonnateur du projet
Jean Bernier
Daniel Bienvenue
avec le soutien de:
Yvon Boudreau
Violette Couillard
Gilbert Émond
Carmelle Daigle
Micheline Gagnon
Lorraine H. Leblond
Marguerite Paradis
Vivianne Ratté

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
Quatrième trimestre 1985
ISBN 2-551-09127-6

Reproduction autorisée à condition
de mentionner la source.

© Éditeur officiel du Québec.

Avant-propos

Depuis quelques années, le Bureau de la statistique du Québec procède à la mise en place graduelle d'un dispositif d'information et d'analyse qui lui permette de rendre compte de l'évolution de la conjoncture économique au Québec. La publication annuelle intitulée **La situation économique au Québec** constitue un des résultats de ces travaux.

Le lecteur trouvera dans cette publication une analyse descriptive de l'évolution de l'économie québécoise au cours de l'année écoulée. Il s'agit d'un texte de référence, destiné à un large public, dont l'objectif est de regrouper en un même véhicule un nombre impressionnant de données issues de sources diverses et de présenter une analyse qui en facilite la compréhension.

L'évolution des principaux paramètres de l'économie du Québec en 1984 y est présentée dans une double perspective, c'est-à-dire en parallèle avec l'évolution économique de ses principaux partenaires commerciaux et par rapport aux années antérieures.

L'organisation du texte permet par ailleurs de distinguer trois grandes sections. La première comporte une analyse trimestrielle de la conjoncture économique du Québec en relation avec celle des principaux pays de l'OCDE, et plus particulièrement les États-Unis et le Canada dans son ensemble. La section II contient une description de l'état du marché du travail, un bilan de l'activité des agents économiques (ménages, entreprises et administrations publiques), ainsi qu'une synthèse des échanges extérieurs du Québec. Quant à la troisième section, elle porte sur la répartition de l'activité économique par industrie, à l'intérieur des secteurs primaire, secondaire et tertiaire.

Enfin, en guise de conclusion, le lecteur trouvera un aperçu de la situation économique au Québec au cours de la première moitié de l'année 1985, élaboré à partir des indicateurs actuellement disponibles.

La directrice générale

Nicole P.-Gendreau

Table des matières

LISTE DES TABLEAUX		7
LISTE DES GRAPHIQUES		10
LISTE DES TABLEAUX EN ANNEXE		13
INTRODUCTION		15
SECTION I LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE EN 1984	Chapitre 1	
	LE CONTEXTE INTERNATIONAL ET NORD-AMÉRICAIN	18
	Les pays de l'OCDE et le reste du monde	18
	L'économie américaine	21
	L'économie canadienne	26
	La demande des ménages	27
	Les dépenses d'immobilisation des entreprises	30
	La construction résidentielle	32
	Les administrations publiques	33
	Le commerce extérieur et la balance des paiements	33
	Les marchés financiers et la politique monétaire	36
	Les prix et les coûts	37
	Le marché du travail	39
	Chapitre 2	
	LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE AU QUÉBEC EN 1984	40
	L'évolution de la demande	44
	Les dépenses de consommation	44
	La demande de logements	46
	La formation brute de capital fixe	48
	Les exportations	50
	La production et l'emploi	53
	La production	53
	L'emploi	55
	Les prix et les coûts de production	57

SECTION II
LE BILAN
DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE
EN 1984

Chapitre 3

LE MARCHÉ DU TRAVAIL 62
La population active et les taux d'activité 62
L'emploi et le chômage 67
Le marché du travail dans les régions 72
La rémunération et les relations de travail 76

Chapitre 4

REVENUS, DÉPENSES ET FINANCEMENT
DES AGENTS ÉCONOMIQUES 78
La situation financière des particuliers 79
La situation financière des entreprises 83
Les revenus et les dépenses des administrations publiques 86
Le financement du secteur public québécois 93

Chapitre 5

LES ÉCHANGES EXTÉRIEURS 96
L'évolution du commerce international et des
politiques commerciales en 1984 96
La balance des paiements internationaux du Canada 99
Les exportations canadiennes chargées au Québec 100
Les importations canadiennes dédouanées au Québec 106
La destination des expéditions manufacturières du Québec 108

SECTION III
LA RÉPARTITION
DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE
EN 1984

Chapitre 6

LA RÉPARTITION DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE PAR INDUSTRIE 112
Le produit intérieur brut 112
L'emploi 115
Les immobilisations 117

Chapitre 7

LE SECTEUR PRIMAIRE ET LA CONSTRUCTION 120
L'agriculture 120
L'exploitation forestière 123
La pêche et le piégeage 125
L'exploitation minière 127
La production d'énergie électrique 130
L'industrie de la construction 132

Chapitre 8

LE SECTEUR DE LA FABRICATION 138
La situation de l'ensemble du secteur de la fabrication 138
La situation de chacun des sous-secteurs 143
L'industrie du bois 143
L'industrie du meuble 144
L'industrie des métaux primaires 145
L'industrie des produits métalliques 148
L'industrie de la machinerie 150
L'industrie du matériel de transport 151
L'industrie des appareils et du matériel électriques 153
L'industrie des produits minéraux non métalliques 154
L'industrie des aliments et boissons 154
L'industrie du tabac 156
L'industrie du caoutchouc et des produits en plastique 157
L'industrie du cuir 158
L'industrie textile 160
L'industrie du vêtement 160
L'industrie de la bonneterie 161
L'industrie du papier et des produits connexes 162
L'industrie de l'imprimerie, de l'édition et les industries connexes 164
L'industrie des produits du pétrole et du charbon 165
L'industrie chimique 166

Chapitre 9

LE SECTEUR TERTIAIRE 167
Les transports, communications et autres services d'utilité publique 167
Le commerce de gros et de détail 168
Les finances, assurances et affaires immobilières 170
Les services socio-culturels, commerciaux et personnels 172
Les administrations publiques et la défense 174

CONCLUSION

Aperçu de la situation économique au cours de la première moitié de 1985 175
L'évolution de la demande 177
L'évolution sectorielle de l'activité économique 178

ANNEXE 181

Liste des tableaux

Chapitre 1

1.1 Indicateurs économiques des principaux pays industrialisés 1983 et 1984 18

1.2 Principaux indicateurs de l'économie américaine 1984 22

1.3 Principaux indicateurs de l'économie américaine 1980-1984 23

1.4 Principaux indicateurs de l'économie canadienne 1984 28

1.5 Principaux indicateurs de l'économie canadienne 1980-1984 29

Chapitre 2

2.1 Principaux indicateurs de l'économie québécoise 1984 42

2.2 Principaux indicateurs de l'économie québécoise 1980-1984 43

2.3 Dépenses personnelles en biens et services de consommation 1980-1984 44

2.4 Évolution des mises en chantier 1984 46

2.5 Formation brute de capital fixe 1980-1984 50

2.6 Exportations internationales du Québec 1984 52

2.7 Population active, emploi et chômage 1984 56

Chapitre 3

3.1 Caractéristiques générales de la population active 1980-1984 62

3.2 Caractéristiques de la population active selon le sexe 1980-1984 65

3.3 Population active et taux d'activité selon l'âge 1980-1984 66

3.4 Emploi temps plein et temps partiel 1980-1984 67

3.5 Emploi et rapport emploi/population selon l'âge 1980-1984 69

3.6 Chômage et taux de chômage selon l'âge 1980-1984 71

3.7 Emploi et chômage par région administrative 1980-1984 72

3.8 Taux de chômage et taux d'activité par région administrative 1980-1984 74

3.9 Jours-personnes perdus lors d'arrêts de travail selon la région 1980-1984 77

Chapitre 4

4.1 Revenu intérieur
1980-1984 78

4.2 Sources du revenu personnel
1980-1984 79

4.3 Emplois du revenu personnel
1980-1984 80

4.4 Encours du crédit à la consommation consenti par les principaux prêteurs, Canada
1980-1984 81

4.5 Encours des prêts hypothécaires selon les principaux établissements prêteurs, Québec
1981-1984 83

4.6 Revenus des corporations et des entreprises individuelles
1980-1984 85

4.7 Financement des entreprises privées, Canada
1980-1984 86

4.8 Revenus et dépenses des administrations publiques
1980-1984 87

4.9 Revenus des administrations publiques
1980-1984 88

4.10 Dépenses courantes des administrations publiques
1980-1984 90

4.11 Financement du secteur public québécois
1980-1984 95

Chapitre 5

5.1 Commerce mondial par groupe de pays
1983 et 1984 96

5.2 Exportations mondiales
1980-1984 97

5.3 Principaux pays de destination des exportations chargées au Québec
1982-1984 101

5.4 Principaux produits d'exportation chargés au Québec
1982-1984 103

5.5 Principaux pays d'origine des importations dédouanées au Québec
1982-1984 105

5.6 Principaux produits d'importation dédouanés au Québec
1982-1984 107

5.7 Destination des expéditions manufacturières du Québec
1970, 1978-1982 109

5.8 Destination des expéditions manufacturières du Québec par industrie
1982 110

Chapitre 6

6.1 PIB au coût des facteurs par industrie
1980-1984 114

6.2 Emploi par industrie
1980-1984 116

6.3 Immobilisations par industrie
1980-1984 119

Chapitre 7

7.1 Agriculture
1980-1984 121

7.2 Forêt (abattage)
1980-1984 124

7.3 Pêche et piégeage
1980-1984 126

7.4 Mines, carrières et puits de pétrole
1980-1984 128

7.5 Énergie électrique
1980-1984 131

7.6 Industrie de la construction
1980-1984 133

7.7 Valeur globale des travaux de construction selon le genre de construction
1980-1984 134

7.8 Permis de bâtir par région administrative (tous types de logements)
1980-1984 136

Chapitre 8

8.1 Part du Québec et de l'Ontario dans le secteur manufacturier canadien
1980-1984 138

8.2 Fabrication
1980-1984 141

8.3 Valeur de la production, industries manufacturières
1980-1984 142

8.4 Part du Québec dans la valeur des expéditions des industries manufacturières canadiennes
1980-1984 144

8.5 Valeur ajoutée par heure-personne, industries manufacturières
1980-1984 146

8.6 Employés salariés, industries manufacturières
1980-1984 149

8.7 Jours-personnes perdus en arrêts de travail, industries manufacturières
1980-1984 151

8.8 Salaires et traitements, industries manufacturières
1980-1984 159

8.9 Immobilisations, industries manufacturières
1980-1984 163

Chapitre 9

9.1 Transports, communications et autres services d'utilité publique
1980-1984 168

9.2 Commerce de gros et de détail
1980-1984 169

9.3 Finances, assurances et affaires immobilières
1980-1984 171

9.4 Services socio-culturels, commerciaux et personnels
1980-1984 172

9.5 Administrations publiques et défense
1980-1984 174

Conclusion

10.1 Principaux indicateurs de l'économie québécoise
1985 176

Liste des graphiques

Chapitre 1

1A Évolution des prix mondiaux des matières premières (1980=100) 1980-1984 21

1B Variation en pourcentage des dépenses personnelles en biens et services de consommation (dollars de 1971) 1984/1983 27

1C Variation des ventes au détail selon la région 1983-1984 30

1D Variation des dépenses d'immobilisation des entreprises (dollars de 1971) 1984/1983 31

1E Évolution des mises en chantier selon la région 1983-1984 32

1F Solde du commerce des marchandises selon la provenance (base balance des paiements) 1980-1984 34

1G Variation du commerce extérieur du Canada 1984/1983 35

1H Évolution de certains taux d'intérêt au Canada 1980-1984 36

1I Cours du change du dollar canadien par rapport au dollar américain et différentiel Canada-États-Unis de taux d'intérêt 1983-1984 37

1J Évolution de la croissance de certains indices de prix et des coûts unitaires de main-d'oeuvre 1980-1984 38

1K Variation de l'emploi selon la province 1984/1983 39

Chapitre 2

2A Évolution des ventes au détail; Québec, Canada 1981-1984 41

2B Variation des ventes au détail 1984/1983 45

2C Évolution des salaires et traitements; Québec, Canada 1981-1984 47

2D Évolution des mises en chantier 1981-1984 48

2E Part de la formation brute de capital fixe des entreprises dans les emplois du produit intérieur brut 1980-1984 49

2F Évolution des exportations chargées au Québec et au Canada (dollars courants) 1981-1984 51

2G Variation du PIB au coût des facteurs 1984/1983 53

2H Évolution de l'emploi du secteur tertiaire 1981-1984 53

2I Évolution des expéditions manufacturières; Québec, Canada 1982-1984 54

2J Évolution de l'emploi 1981-1984 55

2K Évolution de la population active 1981-1984 57

2L Évolution du taux de chômage 1983-1984 et 1980 58

2M Évolution des prix et des coûts 1981-1984 59

2N Variation de l'indice des prix à la consommation à Montréal 1984/1983 60

Chapitre 3

3A Population de 15 ans et plus, population active et emploi
1975-1984 63

3B Taux d'activité des hommes de 15 ans et plus
1975-1984
Taux d'activité des femmes de 15 ans et plus
1975-1984
Taux d'activité de la population de 15 ans et plus
1975-1984 64

3C Croissance de la population active
1975-1984 64

3D Création nette d'emplois
1975-1984 67

3E Rapport emploi/population
1975-1984 68

3F Taux de chômage
1975-1984 70

3G Taux de chômage selon le groupe d'âge et le sexe
1984 70

3H Emploi par région
1982, 1983, 1984 73

3I Taux de chômage par région
1976-1984 75

3J Jours-personnes perdus en arrêts de travail
1979-1984 76

Chapitre 4

4A Variation de l'encours des prêts des banques à charte faisant affaire au Québec et au Canada
1984/1983 82

4B Passif des [illegible]abilités commerciales
1980-1984 82

4C Variation des principales sources de financement des entreprises non financières au Canada
1984/1983 84

4D Encours des prêts des banques à charte aux entreprises québécoises
1980-1984 84

4E Dépenses totales en biens et services, formation brute de capital fixe et déficit des administrations publiques en pourcentage du produit intérieur brut
1980-1984 91

4F Dépenses de l'administration publique provinciale selon la fonction
1984/1983 92

Chapitre 5

5A Balance canadienne des paiements internationaux
solde du compte courant
1973-1984 99

5B Exportations chargées au Québec en pourcentage des exportations du Canada
1976-1984 102

5C Évolution de la destination des exportations internationales
1983-1984 102

5D Destination des expéditions manufacturières
1975-1982 108

Chapitre 6

6A Produit intérieur brut au coût des facteurs par industrie
1961, 1981 et 1984 113

6B Emploi par secteur d'activité
variations annuelles
1980-1984 115

6C Part du Québec dans les immobilisations canadiennes par industrie
1980-1984 118

Chapitre 7

7A Évolution des recettes monétaires agricoles 1980-1984 122

7B Indice de la valeur de la production minérale 1974-1984 127

7C Indice des prix des principaux produits miniers 1974-1984 129

7D Valeur globale des travaux de construction exécutés selon le genre de construction 1979-1984 135

Chapitre 8

8A Expéditions manufacturières Québec, Ontario, Canada 1975-1984 139

8B Rémunération hebdomadaire moyenne dans l'industrie manufacturière 1981, 1982, 1983 et 1984 140

8C Immobilisations, fabrication 1974-1984 145

8D Expéditions manufacturières par industrie, Québec et prix de vente industriels, Canada 1984/1983 147

8E Immobilisations par industrie, fabrication 1984/1983 155

8F Emploi salarié et valeur ajoutée par heure-personne selon l'industrie, fabrication 1984/1983 157

Chapitre 9

9A Immobilisations, secteur tertiaire 1974-1984 170

9B Emploi et rémunération des salariés, secteur tertiaire 1984/1983 173

Liste des tableaux en annexe

A2.1 Variation de l'indice des prix à la consommation Canada et principales villes 1984/1983 181

A2.2 Expéditions manufacturières au Québec 1984 182

A3.1 Population selon l'âge et le sexe 1980-1984 183

A3.2 Population active selon l'âge et le sexe 1980-1984 184

A3.3 Taux d'activité selon l'âge et le sexe 1980-1984 185

A3.4 Emploi selon l'âge et le sexe 1980-1984 186

A3.5 Rapport emploi/population selon l'âge et le sexe 1980-1984 187

A3.6 Chômeurs selon l'âge et le sexe 187

A3.7 Taux de chômage selon l'âge et le sexe 1980-1984 188

A3.8 Population de 15 ans et plus par région administrative 1980-1984 188

A3.9 Population active par région administrative 1980-1984 189

A3.10 Rapport emploi/population par région administrative 1980-1984 189

A4.1 Encours des prêts des caisses locales d'épargne et de crédit 1980-1984 190

A4.2 Part de la formation brute de capital fixe dans les emplois du produit intérieur brut 1980-1984 190

A4.3 Immobilisations des secteurs privé et public 1980-1984 191

A4.4 Importance relative des immobilisations des secteurs privé et public 1974-1984 191

A4.5 Répartition des émissions d'obligations du secteur public québécois selon la monnaie, par organisme 1983-1984 192

A5.1 Balance des paiements internationaux, Canada 1980-1984 193

A6.1 PIB au coût des facteurs par industrie, répartition en pourcentage 1961, 1971, 1980-1984 194

A6.2 Immobilisations par industrie, Ontario 1980-1984 195

A6.3 Immobilisations par industrie, Canada 1980-1984 196

A7.1 Recettes monétaires agricoles 1980-1984 197

A7.2 Dépenses d'exploitation et d'amortissement du secteur agricole 1980-1984 198

A7.3 Principales espèces capturées Pêche maritime et piégeage 1980-1984 199

A7.4 Valeur brute de la production au niveau de la transformation Industrie minière 1980-1984 200

A7.5 Prix de quelques minéraux extraits au Québec 1980-1984 201

A7.6 Permis de bâtir par région administrative (logements simples) 1980-1984 202

A7.7 Permis de bâtir par région administrative (logements doubles et multiples)
1980-1984 203

A8.1 Valeur des expéditions manufacturières
1980-1984 204

A8.2 Indice des prix de vente, industries manufacturières, Canada
1980-1984 205

A8.3 Valeur ajoutée, industries manufacturières
1980-1984 206

A8.4 Rémunération hebdomadaire moyenne, industries manufacturières
1984 207

A8.5 Bénéfices de base des sociétés ayant un actif total de 10 millions ou plus, industries manufacturières, Canada
1980-1984 208

Introduction

L'analyse de la conjoncture économique en 1984 retient encore comme point de référence la récession de 1982. L'année 1984 apparaît alors comme une seconde année de reprise où l'inflation demeure modérée et durant laquelle la plupart des indicateurs de l'activité économique enregistrent une croissance plus forte qu'en 1983, atteignant des niveaux égaux ou supérieurs à ceux de 1981. En particulier, le taux de croissance de la valeur des exportations internationales du Québec s'établit à 16% en 1984 comparativement à 3,9% en 1983, par rapport à l'année précédente. De même, l'emploi progresse de 3% en 1984, comparativement à 2,2% en 1983, et on compte ainsi pratiquement autant d'emplois au Québec en 1984 (2 722 000) qu'avant la récession en 1981 (2 726 000). Par ailleurs, le nombre de logements mis en chantier qui dépassait 40 000 unités en 1983, pour la première fois depuis 1979, s'accroît encore, à 41 902 en 1984.

Cependant, si l'on peut parler d'une reprise plus ferme en 1984, c'est surtout en raison de l'augmentation substantielle des dépenses d'investissement des entreprises en machinerie, équipement et construction non résidentielle; ces dépenses connaissent en effet une hausse de 12,2% en 1984, alors qu'elles diminuaient de 7,8% en 1983, par rapport à l'année précédente. La croissance de ces dépenses est particulièrement significative dans le secteur manufacturier (36,9%).

Le contexte économique extérieur du Québec en 1984 est marqué principalement par la très forte croissance de l'économie américaine. L'inflation demeure modérée aux États-Unis et au Canada en raison, d'une part, de la diminution des prix du pétrole et de la plupart des produits de base et, d'autre part, de la faible croissance des taux de salaire. Par ailleurs, les taux d'intérêt américains et canadiens amorcent un mouvement à la hausse au deuxième trimestre de 1984, qui leur fait prendre environ 2 points de pourcentage, mais les taux retrouvent leur niveau tendanciel avant la fin de l'année. Les conditions de financement relativement bonnes stimulent les ventes d'automobiles qui constituent un des éléments les plus dynamiques de la demande des consommateurs nord-américains; au Canada, cette situation bénéficie particulièrement à l'économie ontarienne.

Au cours du premier semestre de 1985, le rythme de croissance de l'économie américaine ralentit sensiblement, tandis que la croissance de la plupart des autres pays industrialisés demeure très modérée. Au Canada, la croissance du produit intérieur brut se révèle importante au premier semestre, soit de 4,5% en dollars constants, par rapport au premier semestre de 1984. Toutefois, au Québec (comme au Canada), on note un ralentissement significatif de la croissance de la valeur des exportations au premier semestre de 1985 (9,2%, par rapport au premier semestre de 1984) tandis que la diminution du taux de croissance est moins marquée pour les composantes de la demande intérieure; ainsi les investissements privés et publics devraient augmenter de 8,7% au Québec en 1985 selon une enquête réalisée à la mi-année (comparativement à une hausse de 11,6% en 1984) et les ventes au détail sont en hausse de 8,1% au premier semestre de 1985 (en regard d'une augmentation de 12,5% en 1984). La croissance de l'emploi demeure importante (de 2,5%, par rapport au premier semestre de 1984) mais elle se concentre presqu'uniquement dans le secteur tertiaire (6,9%), alors que l'emploi manufacturier est en baisse (-2,9%) par rapport à son niveau du premier semestre de 1984.

Section I
La conjoncture économique en 1984

Chapitre 1
Le contexte international et nord-américain

LES PAYS DE L'OCDE ET LE RESTE DU MONDE

La reprise économique mondiale s'accélère et s'étend davantage en 1984 même si d'importantes divergences dans les rythmes de croissance économique des différentes régions du monde se maintiennent. Le rythme d'évolution des prix demeure généralement favorable dans les principaux pays industrialisés et les gains réalisés depuis 1982 semblent se consolider malgré les craintes à ce chapitre soulevées par la relance de l'activité économique. À l'échelle internationale, un autre élément marque la poursuite de la reprise en 1984. Le commerce mondial (mesuré en dollars américains) connaît en effet cette année sa première augmentation en cinq ans. L'économie américaine,

Tableau 1.1
Indicateurs économiques des principaux pays industrialisés
1983 et 1984

	PNB ou PIB réel		Taux de chômage[1]		Production industrielle		Prix à la consommation		Taux d'intérêt de court terme[2]		Balance commerciale[3]	Taux de change par rapport au dollar américain[4]	
	1983	1984	1983	1984	1983	1984	1983	1984	1983	1984	1984	1983	1984
	Variation en % par rapport à l'année précédente (sauf indication contraire)								%				
États-Unis	3,7	6,8	9,5	7,4	6,5	10,7	3,2	4,3	11,44	11,21	-107,4	1,000	1,000
Japon	3,4	5,8	2,6	2,7	3,6	11,0	1,9	2,2	6,94	6,30	44,4	237,48	237,55
Allemagne	1,3	2,6	8,0	8,6	0,0	4,2	3,3	2,4	8,2	7,0	23,2	2,553	2,846
France	0,7	1,7	8,3	9,7	1,0	2,0	9,6	7,4	13,99	11,91	-3,8	7,621	8,739
Royaume-Uni	3,1	2,4	13,1	13,2	3,3	1,0	4,6	5,0	9,90	9,99	-5,7	0,660	0,752
Italie	-0,4	2,6	9,8	10,2	-3,2	3,4	14,6	10,8	17,69	14,52	-6,2	1 518,9	1 756,7
Canada	3,3	4,7	11,0	11,2	6,0	8,5	5,9	4,3	12,02	11,66	16,7	1,295	1,367
Total des pays ci-dessus	2,9	5,1	8,3	7,7	-	-	4,5	4,5	-	-	-38,8	-	-
Total OCDE	2,7	4,9	8,7	8,2	3,2	7,1	5,3	5,3	-	-	-41,6	-	-

1. En pourcentage de la population active.
2. Pourcentage par année.
3. En milliards de dollars américains.
4. Unités de la monnaie nationale par dollar américain.

SOURCE: OCDE.

dont le dynamisme se traduit par un accroissement considérable de ses importations (27% en volume), joue un rôle prépondérant dans cette accentuation du niveau des échanges internationaux.

En général, l'ampleur de la reprise de l'activité économique dépasse ce qui est anticipé en début d'année malgré un certain ralentissement en fin de période, particulièrement aux États-Unis. On estime à 4,5% la croissance moyenne de la production de 36 des principaux pays du monde non communiste[1], une nette amélioration par rapport à 1983 où une augmentation de 2,3% avait été enregistrée. L'économie américaine réalise toutefois les gains les plus importants avec une augmentation de 6,8% de son PNB réel comparativement à 3,7% l'année précédente. Les autres pays du monde non communiste connaissent tout de même, pris dans leur ensemble, une nette avance de leur rythme de croissance économique, cette dernière passant de 1,7% en 1983 à 3,6% en 1984.

Ce résultat global masque cependant des différences significatives entre les différentes régions du monde. Les pays exerçant un important commerce avec les États-Unis en bénéficient largement. Ainsi, des pays tels le Japon et l'Australie voient leur production augmenter (en volume) de 5,8% et 6,5% respectivement alors que les pays nouvellement industrialisés du Sud-Est asiatique enregistrent globalement une hausse de 5,7%. Le Canada, dont une partie importante du commerce est traditionnellement orienté vers les États-Unis, bénéficie d'une façon toute particulière en 1984 de l'accélération de l'activité économique qui s'y produit et enregistre pour sa part une augmentation de 5% de son PNB réel.

Les principaux pays d'Europe[2] dans leur ensemble ne connaissent qu'une légère accélération du rythme d'évolution de leur production globale, de 1,2% qu'il était en 1983 à 2,1% en 1984. Cette dernière donnée contraste avec le dynamisme affiché par l'économie américaine et cette situation demeure un des faits marquants de cette deuxième année de reprise. L'Europe, contrairement à ce qui se produit aux États-Unis et au Japon par exemple, ne connaît généralement pas de relance significative du niveau des investissements. La progression de la consommation privée y est aussi moins forte et la politique budgétaire y demeure généralement plus restrictive.

La République fédérale d'Allemagne et le Royaume-Uni maintiennent, en 1984, une politique budgétaire conservatrice. La restriction fiscale dans ces deux pays s'ajoute à une politique monétaire défensive pratiquée, à l'instar de plusieurs autres pays, en réponse au niveau élevé des taux d'intérêt aux États-Unis et à la performance exceptionnelle du dollar américain. Cette politique vise principalement, sans doute, à éviter une dévaluation trop importante de leur monnaie nationale qui risquerait de compromettre les gains réalisés jusqu'à maintenant au chapitre de l'inflation. À cet égard, rappelons que la devise américaine connaît, sur la base d'un indice pondéré d'un panier de monnaies, une hausse de 16,5% entre mars et décembre 1984 et en particulier de 19,5% vis-à-vis du deutsche mark. La République fédérale, malgré un excédent commercial record, ne voit son PNB réel augmenter que de 2,6% alors que celui du Royaume-Uni croît de 1,6%.

La légère accélération du rythme d'expansion dans la zone OCDE-Europe n'empêche pas la situation sur le marché du travail de continuer de s'y détériorer. L'emploi enregistre en 1984 une légère baisse, pour une cinquième année consécutive, alors que le taux de chômage connaît sa cinquième hausse d'affilée, passant de 10,2% en 1983 à 10,9% en 1984. Cette performance tranche de façon marquée avec ce qui est observé aux États-Unis. En 1984, 4,2 millions d'américains supplémentaires sont en emploi et le taux de chômage global y passe en un an de 9,4% à 7,4%. Le niveau d'emploi aux États-Unis s'établit, en 1984, à 14,3% au-dessus du niveau atteint en 1980 alors que, dans la zone européenne de l'OCDE, il lui est inférieur de 5%.

1. Il s'agit de six pays d'Europe, huit pays d'Amérique latine, dix pays du Sud-Est asiatique, quatre pays du Moyen-Orient, quatre pays d'Afrique en plus du Japon, de l'Australie, des États-Unis et du Canada. Estimations de Data Resources Inc., juin 1985.

2. France, République fédérale d'Allemagne, Italie, Royaume-Uni, Belgique et Pays-Bas.

Ailleurs dans le monde, les pays en voie de développement bénéficient généralement, comme en 1983, de l'impulsion transmise par la reiance de l'activité économique dans l'ensemble des pays industrialisés par le biais des échanges internationaux. Les pays en voie de développement dans leur ensemble voient leurs exportations augmenter de 5,3%, et de 9% si on exclut du groupe les pays exportateurs de pétrole. Les pays du Sud-Est asiatique, dont une large proportion des exportations sont à destination des États-Unis et du Japon, participent d'une façon toute particulière à la hausse des exportations observée pour le groupe des pays non pétroliers en voie de développement. Les exportations y augmentent globalement de 9,1% par rapport à 1983. Par contre, les pays du continent africain n'auraient pu bénéficier dans l'ensemble d'une telle augmentation en 1984. Les données disponibles laissent entrevoir plutôt une stagnation à ce chapitre, compte tenu de l'offre excédentaire au niveau des produits de base ainsi que de la détérioration massive de leurs termes d'échange observée au cours des cinq dernières années.

Quant aux pays d'Amérique latine, ils connaissent dans leur ensemble une augmentation de 10,8% de leurs exportations. Les principaux pays de la région[3] bénéficient dans leur ensemble d'une croissance économique de l'ordre de 2,8%[4]. Ce résultat dépasse les anticipations des analystes qui s'attendaient, à la fin de 1983, à une augmentation du volume de la production inférieure à 1% dans cette partie du globe, même après deux années de baisses consécutives. L'assainissement des comptes extérieurs, qui découle, d'une part, de mesures visant à restreindre les importations et, d'autre part, de la relance des exportations de marchandises (surtout à destination des États-Unis), joue un rôle déterminant dans l'accroissement du PNB réel.

Ces résultats auront permis de tempérer les craintes concernant le remboursement de la dette extérieure de ces pays qui atteint approximativement 350 milliards de dollars américains (dont environ les trois quarts sont dus par le Brésil, l'Argentine, le Mexique et le Vénézuéla). Les craintes concernant une crise de paiement qui soumettrait le système bancaire américain et international à de fortes secousses, atteignent leur paroxysme pendant la première moitié de l'année 1984 alors que les taux d'intérêt américains de court terme connaissent une progression de l'ordre de 200 points de base.

Le rythme élevé de croissance de l'économie américaine au premier semestre exerce des pressions sur les marchés monétaires américains qui, à leur tour, font hausser les coûts de financement de la dette internationale des pays latino-américains. Ceux-ci peuvent toutefois compter, en contrepartie, sur l'accroissement de leurs expéditions aux États-Unis et sur des ententes intérimaires ou permanentes visant à refinancer une partie des arrérages et à établir un rééchelonnement de leur dette. Ces ententes sont signées avec le Fonds monétaire international ainsi qu'avec les créanciers, atténuant ainsi les craintes d'une crise de paiement.

Au chapitre de l'inflation, les gains réalisés en 1983 dans la zone de l'OCDE peuvent être préservés, l'accélération de la croissance économique n'y étant pas accompagnée d'une remontée de l'inflation. Tandis que l'inflation demeure élevée dans plusieurs pays d'Amérique latine (plus de 600% en Argentine, près de 200% au Brésil), l'augmentation des prix à la consommation calculée pour l'ensemble des pays membres de l'OCDE s'établit à 5,3% pour 1983 et 1984. Parmi les principaux pays, l'Allemagne fédérale et le Japon continuent de connaître, en 1984, les plus faibles taux de croissance à ce chapitre avec une augmentation des prix à la consommation de 2,4% et 2,2% respectivement.

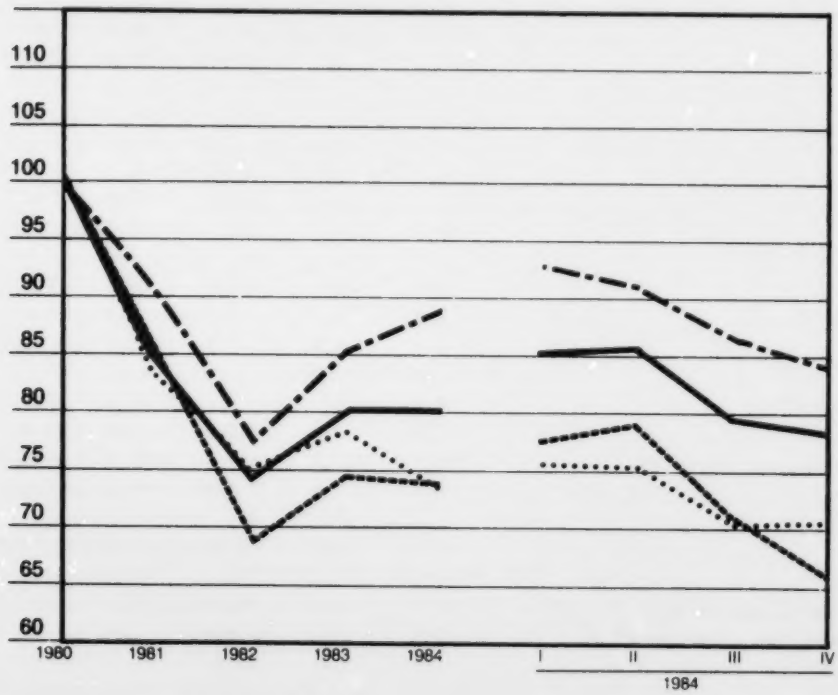
D'autres pays européens connaissent toutefois une évolution des prix moins favorable. L'Italie, avec un accroissement de 10,8% des prix à la consommation en 1984 (14,6% en 1983), continue d'être le seul des sept grands pays industrialisés à connaître une hausse des prix supérieure à 10%. Au Royaume-Uni, la hausse des prix à la consommation passe de 4,6% en 1983 à 5% en 1984. Des gains importants sont toutefois enregistrés en France puisque le taux d'accroissement des prix à la consommation y perd plus de deux points de pourcentage de 9,6% à 7,4%.

3. Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Equateur, Mexique, Pérou et Vénézuéla.

4. Estimations de Data Resources Inc, juin 1985.

Une part non négligeable des gains réalisés au chapitre de l'inflation dans les pays industrialisés peut être associée à l'évolution des prix internationaux des produits de base. Évalué en dollars américains, l'indice des prix mondiaux des produits de base compilé par le Fonds monétaire international[5] se situe, au dernier trimestre de 1984, à 77,4% du sommet atteint en 1980. Après avoir renoué avec la croissance en 1983, le niveau général des prix des produits de base demeure relativement stable dans la première moitié de 1984 et un important mouvement à la baisse s'amorce au cours des six mois suivants. La baisse entre le premier et le quatrième trimestre de 1984 est de 9,7%; pour l'année 1984 dans son ensemble, le niveau moyen des prix dépasse de 2,6% le niveau moyen de 1983.

Graphique 1A
Évolution des prix mondiaux des matières premières
(1980 = 100)
1980 - 1984



*excluant les produits pétroliers

Source: Fonds monétaire international

Quant au prix du pétrole, les pressions à la baisse se maintiennent toute l'année, et ce, en dépit de deux coupures des quotas de production par l'OPEP en juillet puis en octobre.

L'ÉCONOMIE AMÉRICAINE

L'économie américaine est caractérisée en 1984 par une forte croissance accompagnée d'une inflation modérée. La croissance du PNB réel s'établit à 6,8% (soit la meilleure performance depuis 1951) alors que l'augmentation des prix à la consommation oscille étroitement autour de 4% tout au long de l'année.

Cette excellente tenue de l'économie américaine dans son ensemble s'observe dans un contexte où la politique macroéconomique marque une divergence persistante entre un cadre budgétaire expansionniste et une gestion relativement serrée des agrégats monétaires. De plus, la progression extrêmement rapide des importations porte le déficit des opérations courantes à un niveau jamais atteint et l'afflux de capitaux en provenance de l'étranger soutient un fort mouvement haussier du dollar américain face aux principales devises internationales.

5. Fonds monétaire international, International Financial Statistics.

Tableau 1.2
Principaux indicateurs de l'économie américaine
1984

	1984				
	I	II	III	IV	1984
Demande globale (000 000 000 $ 1972)[1]					
Produit national brut	1 610,9	1 638,8	1 645,2	1 662,4	1 639,3
Variation en %	10,1	7,1	1,6	4,2	6,8
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	1 044,1	1 064,2	1 065,9	1 075,4	1 062,4
Variation en %	4,6	7,9	0,7	3,6	5,3
Dépenses publiques	289,5	302,1	306,1	310,5	302,1
Variation en %	1,0	18,6	5,4	5,9	3,5
Formation brute de capital fixe (entreprises)	251,7	261,3	267,2	270,7	262,7
Variation en %	20,8	16,2	9,3	5,3	18,1
Valeur de la variation matérielle des stocks	31,6	20,3	30,6	16,8	24,8
Exportations de biens et services	144,9	144,7	147,4	147,1	146,0
Variation en %	11,5	-0,6	7,7	-0,8	4,7
Importations de biens et services	153,2	156,2	174,4	160,5	161,1
Variation en %	47,1	8,1	55,4	-28,3	27,0
Revenu (000 000 000 $)[1]					
Revenu personnel disponible	2 502,2	2 554,3	2 606,4	2 644,5	2 576,8
Variation en %	12,7	8,6	8,4	6,0	10,1
Taux d'épargne (%)	6,1	5,7	6,3	6,2	6,1
Bénéfices des sociétés avant impôt	243,3	246,0	224,8	228,7	235,7
Variation en %	35,5	4,5	-30,3	7,1	16,0
Marché du travail[1]					
Emploi (000 000)	105,5	106,7	107,0	107,7	106,7
Variation en %	4,6	4,7	1,3	2,4	4,1
Taux de chômage (%)	7,8	7,4	7,3	7,1	7,4
Prix et coûts[2]					
Indice des prix à la consommation (1972=100)	306,4	309,7	313,1	315,4	311,1
Variation en %	4,5	4,3	4,2	4,1	4,3
Indice des coûts unitaires de main-d'oeuvre (1977=100)	158,3	157,6	159,5	160,0	158,8
Variation en %	3,1	-1,8	4,9	1,3	1,4
Marchés financiers[2](%)					
Taux préférentiel des banques	11,1	12,3	13,0	11,8	12,0
Rendement des bons du Trésor à 3 mois	9,2	9,8	10,3	8,8	9,5
Rendement des obligations fédérales de 10 ans et plus	11,5	12,7	12,3	11,4	12,0
Emprunts totaux des secteurs intérieurs non financiers[3]	67,2	26,0	6,8	3,8	20,7
Indice de la valeur du dollar américain par rapport à un panier de monnaies (mars 1973=100)	131,6	132,8	141,7	147,2	138,3
Autres indicateurs[1]					
Mises en chantier (000)	1 947,0	1 857,7	1 663,0	1 598,0	1 766,4
Balance commerciale (000 000 000 $)	-25,2	-25,4	-32,4	-24,4	-107,4

1. Données corrigées des variations saisonnières, à taux annuels.
2. Données non corrigées des variations saisonnières.
3. Emprunts totaux des particuliers, des entreprises non financières et des gouvernements sur les marchés financiers intérieurs. Variation en pourcentage.

SOURCE: Data Resources Inc.

Tableau 1.3
Principaux indicateurs de l'économie américaine
1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984
Demande globale (000 000 000 $ 1972)					
Produit national brut	1 475,0	1 512,2	1 480,0	1 534,7	1 639,3
Variation en %	-0,3	2,5	-2,1	3,7	6,8
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	931,8	950,4	963,3	1 009,2	1 062,4
Variation en %	0,5	2,0	1,4	4,8	5,3
Dépenses publiques	284,3	287,0	292,7	291,9	302,1
Variation en %	2,2	0,9	2,0	-0,3	3,5
Formation brute de capital fixe (entreprises)	210,9	217,5	202,8	222,5	262,7
Variation en %	-7,1	3,2	-6,8	9,7	18,1
Valeur de la variation matérielle des stocks	-4,3	11,3	-10,4	-3,6	24,8
Exportations de biens et services	159,1	160,2	147,7	139,4	146,0
Variation en %	8,8	0,7	-7,8	-5,6	4,7
Importations de biens et services	108,8	116,4	118,0	126,9	161,1
Variation en %	-0,2	7,0	1,3	7,6	27,0
Revenu (000 000 000 $)					
Revenu personnel disponible	1 828,9	2 041,7	2 180,5	2 340,1	2 576,8
Variation en %	10,8	11,6	6,8	7,3	10,1
Taux d'épargne (%)	6,0	6,7	6,2	5,0	6,1
Bénéfices des sociétés avant impôt	234,6	221,2	165,5	203,2	235,7
Variation en %	-7,1	-5,7	-25,2	22,8	16,0
Marché du travail					
Emploi (000 000)	100,9	102,0	101,2	102,5	106,7
Variation en %	0,5	1,1	-0,8	1,3	4,1
Taux de chômage (%)	7,1	7,5	9,6	9,5	7,4
Prix et coûts					
Indice des prix à la consommation (1972=100)	246,8	272,3	289,1	298,4	311,1
Variation en %	13,5	10,3	6,2	3,2	4,3
Indice des coûts unitaires de main-d'oeuvre (1977=100)	132,8	143,4	154,6	156,6	158,8
Variation en %	11,2	8,0	7,8	1,3	1,4
Marchés financiers (%)					
Taux préférentiel des banques	15,3	18,9	14,9	10,8	12,0
Rendement des bons du Trésor à 3 mois	11,4	14,0	10,6	8,6	9,5
Rendement des obligations fédérales de 10 ans et plus	10,8	12,9	12,2	10,8	12,0
Emprunts totaux des secteurs intérieurs non financiers[1]	-18,3	1,2	-9,7	44,8	20,7
Indice de la valeur du dollar américain par rapport à un panier de monnaies (mars 1973=100)	87,4	103,3	116,5	125,3	138,3
Autres indicateurs					
Mises en chantier (000)	1 300,3	1 096,3	1 057,3	1 702,5	1 766,4
Balance commerciale (000 000 000 $)	-25,5	-28,0	-36,5	-61,1	-107,4

1. Emprunts totaux des particuliers, des entreprises non financières et des gouvernements sur les marchés financiers intérieurs. Variation en pourcentage.

SOURCE: Data Resources Inc.

L'expansion économique est toutefois caractérisée par un rythme de croissance élevé du secteur intérieur, au premier semestre, et par un ralentissement marqué de ce dernier au deuxième semestre. La demande intérieure totale croît à un rythme annuel de 10,6%[6] au cours des six premiers mois mais ne progresse que de 2,4% au deuxième trimestre; le PNB dans son ensemble connaît des taux de croissance de 8,3% et 3,6% respectivement pour chacune des sous-périodes.

Le rythme de croissance observable au premier semestre alimente les craintes d'une surchauffe de l'économie américaine qui entraînerait une reprise des poussées inflationnistes. La vigueur de l'économie se traduit par une évolution des agrégats du crédit qui pourrait laisser présager un effritement des gains réalisés au chapitre de l'inflation depuis 1982. Les emprunts du secteur privé connaissent en effet, au premier semestre, une évolution à la mesure du rythme élevé de croissance des dépenses de consommation (les biens durables en particulier) et des dépenses des entreprises en construction et matériel (qui comprennent les investissements en machinerie et matériel de même que ceux en construction non résidentielle). Ainsi, le crédit à la consommation progresse à un rythme annuel de près de 140% au cours des six premiers mois de 1984 alors que les emprunts nets totaux du secteur des entreprises croissent, eux, de 124%. Les besoins financiers du Trésor fédéral américain demeurent élevés dans un contexte où le solde budgétaire connaît une certaine détérioration, et seule une réduction marquée des activités de prêt des banques américaines à l'étranger accompagnée d'un afflux massif de capitaux en provenance de l'étranger permet de limiter la concurrence entre les besoins privés et publics de fonds.

La Réserve fédérale, en n'accommodant pas totalement la progression extrêmement rapide de la demande de crédit, exerce des pressions sur les marchés monétaires et accentue le mouvement haussier des taux d'intérêt amorcé en 1983. Ces pressions s'exercent toutefois dans un contexte où les autorités monétaires voient aussi se dresser, en arrière-plan, le problème de l'endettement extérieur de plusieurs pays d'Amérique latine qui éprouvent des difficultés de paiement. Ces dernières s'aggravent à chaque fois que les taux d'intérêt américains augmentent[7]. La Réserve fédérale se doit donc d'exercer la plus grande prudence dans sa gestion monétaire, compte tenu du degré d'exposition du système bancaire américain à la dette latino-américaine.

Les taux d'intérêt enregistrent ainsi une lente progression à peu près ininterrompue dès le début de 1984, et ce, approximativement jusqu'en septembre. Le rendement des bons du Trésor à 3 mois passe de 9,2% qu'il était en moyenne au premier trimestre à 10,3% au troisième. De même, le taux préférentiel exigé par les banques atteint 13% dès le début du troisième trimestre, comparativement à 11% observé jusqu'à la fin de mars. Ce mouvement s'inverse à partir de la fin septembre après que le ralentissement de l'économie ait diminué les tensions sur les marchés des capitaux, de sorte que le taux préférentiel se situe à 10,75% à la fin de 1984.

Le resserrement des conditions du crédit fait sentir son poids sur la demande intérieure dès le troisième trimestre. La croissance des dépenses de consommation, qui s'établissait à 6% (rythme annuel) au premier semestre, tombe à 0,7% au cours du trimestre d'été reflétant, en cela, un repli important des achats d'automobiles. La construction résidentielle est aussi particulièrement touchée. Le nombre de logements mis en chantier, estimé en données corrigées des variations saisonnières, passe d'un rythme annuel avoisinant les deux millions d'unités au premier trimestre à un rythme d'un peu plus de 1,6 million au cours du troisième trimestre. Les dépenses en construction résidentielle enregistrent au cours de cette période leur première baisse trimestrielle (-4,8%) depuis le début de la reprise.

Alors que les dépenses de consommation connaissent une accélération de leur croissance au cours des trois derniers mois de l'année, le secteur de la construction résidentielle pour sa part enregistre une baisse tant du nombre de logements mis en chantier (qui est inférieur à 1,6 million) que du volume des investissements (qui chute de 6%). Pour l'année 1984 dans son ensemble, la croissance réelle des dépenses de consommation s'établit à 5,3% (contre 4,8% en 1983) alors que le volume des investissements en construction résidentielle croît de 12,2% (43,5% en 1983).

---

6. Les variations sont calculées par rapport à la période précédente à partir de données corrigées des variations saisonnières, à taux annuels.

7. Une partie importante des prêts aux pays d'Amérique latine sont à taux variables reliés au taux préférentiel des banques américaines.

Les dépenses des entreprises en construction et en matériel est l'un des segments de la demande intérieure qui, aux États-Unis, montre depuis le début de la reprise une vigueur supérieure à la performance moyenne observable au cours des cycles précédents depuis la fin des années 50. Bénéficiant à la fois d'une progression de 16% des bénéfices des sociétés avant impôt et d'une fiscalité permettant un amortissement accéléré des actifs productifs qui portent à 85% la marge brute d'autofinancement (de 75,7% en 1983), les entreprises américaines profitent du climat favorable aux investissements pour accroître de 19,8% le volume de leurs dépenses en construction et en matériel. Les investissements en machinerie et équipement augmentent de 21,5% alors que les immobilisations en construction non résidentielle croissent de 15,6%. À la fin de 1984, le volume des dépenses en construction et en matériel dépasse de 20,8% le sommet atteint en 1981.

La situation est toutefois tout autre en ce qui regarde le solde extérieur de l'économie américaine. La balance du compte courant, qui avait connu son dernier excédent en 1981, enregistre en 1984 un déficit de 101,7 milliards de dollars. À titre de comparaison, mentionnons que le déficit du compte courant s'établissait à 41,6 milliards de dollars en 1983 et à 11,2 milliards en 1982. À l'origine de cette situation se trouve une détérioration massive du solde du commerce de marchandises qui, à son tour, s'explique par une progression du volume des importations (25,7%) qui dépasse largement la hausse observée du côté des exportations (10,4%). Une part importante de ce déficit origine du secteur manufacturier, la balance du commerce des produits manufacturés étant passée d'un surplus d'environ 20 milliards (en dollars courants) au début de 1981 à un déficit de 79 milliards en 1984. Il s'agit d'une détérioration de près de 100 milliards en un peu plus de trois ans.

La forte progression des importations d'automobiles d'origine japonaise n'est certes pas étrangère à cette situation mais il convient quand même de souligner que la hausse des importations s'observe dans la vaste majorité des autres secteurs de la demande, tant au niveau des biens de consommation autres que les véhicules automobiles (dont les importations sont en hausse de 32,3%) que des biens d'équipement (qui enregistrent un bond de 39,4% en dollars constants).

L'aggravation du déficit commercial, qui résulte largement de la remontée du dollar américain sur les marchés internationaux depuis 1980, n'empêche tout de même pas la devise américaine d'accélérer son mouvement haussier en 1984. Alors que le léger mouvement de repli enregistré durant les premiers mois de l'année semblait donner raison aux cambistes qui anticipaient un long mouvement à la baisse pour le dollar américain, ce dernier reprend en avril son mouvement à la hausse et la valeur du dollar par rapport à un panier de monnaies s'accroît de 10,5% entre le mois de janvier et le mois de décembre.

Cette évolution du dollar américain peut, bien qu'un consensus n'ait pas été établi à ce sujet, être associée probablement au rendement élevé disponible sur les titres américains de même qu'à la divergence observée dans la vigueur de la relance entre les États-Unis et ses principaux partenaires, particulièrement européens, qui favorise un afflux de capitaux à destination des États-Unis. En effet, comme le fait remarquer l'OCDE: "Le trait le plus marquant de la situation actuelle reste la divergence persistante entre l'orientation expansionniste de la politique budgétaire des États-Unis et la tendance générale à l'austérité budgétaire que l'on constate dans les autres pays de l'OCDE"[8].

Si la force du dollar américain nuit à la compétitivité des manufacturiers américains, les consommateurs américains par contre bénéficient, grâce à elle, de prix plus avantageux. L'importance du rôle joué par le dollar dans la modération observée au chapitre de la croissance des prix à la consommation devient plus apparente lorsque l'on compare l'évolution des prix des services, moins exposés à la concurrence étrangère, à celle des biens. L'indice des prix des services, qui compte approximativement pour la moitié de la pondération de l'indice global, s'accroît de 5,2% en 1984 alors que celui des biens ne progresse que de 3,4%. L'indice des prix à la consommation dans son ensemble augmente de 4,3% pendant la même période.

Un autre élément favorable au plan de l'inflation est la faible croissance des coûts unitaires de main-d'oeuvre. Après avoir enregistré une croissance de 1,3% en 1983, cet indicateur connaît en 1984 une hausse de 1,4%. Une baisse du taux de croissance de la rémunération horaire moyenne (qui passe de 4,6% en 1983 à 3,3% en 1984) compense un ralentissement du rythme de progression de la productivité (qui tombe de 3,4% à 2,8%).

---

8. OCDE, Perspectives économiques de l'OCDE, décembre 1984, p. 29.

L'ÉCONOMIE CANADIENNE

L'économie canadienne enregistre en 1984 la plus forte croissance de sa production depuis 1976 accompagnée de la plus faible progression de l'indice implicite des prix de la dépense nationale brute depuis 1964.

Le PNB réel progresse de 5% en 1984, une hausse largement supérieure à celle de 3,3% enregistrée l'année précédente. Ce résultat global masque toutefois d'importantes divergences dans l'évolution des différents secteurs de la demande.

L'apport du commerce extérieur en général et de celui lié à l'industrie de l'automobile en particulier (d'où origine approximativement la moitié de l'accroissement de 22,2% du volume des exportations de marchandises) est particulièrement important en 1984. Le dynamisme des marchés extérieurs (américains surtout) est venu compenser la relative faiblesse de la demande intérieure. La demande intérieure finale, un agrégat qui témoigne du dynamisme de la demande des agents économiques au Canada en excluant du PNB le commerce extérieur ainsi que les mouvements d'inventaires, progresse de 2,9% cette année. Cela correspond à une nette amélioration par rapport à la progression observée en 1983. Il convient tout de même de noter que la demande intérieure finale retrouve à peine, au quatrième trimestre de 1984, le sommet atteint en 1981. Signalons que le produit national brut dans son ensemble avait retrouvé son sommet d'avant récession à la fin de 1983 et que, fin 1984, il dépasse ce sommet de 4,4%.

La réserve des entrepreneurs dans leurs projets d'investissement contribue largement à cette faiblesse de la demande intérieure. Les dépenses d'immobilisation des entreprises démontrent, en 1984 comme en 1983, une faiblesse inhabituelle en période d'expansion économique. Le volume des dépenses des entreprises en construction et matériel demeure à peu près inchangé en 1984, et ce, malgré d'importantes baisses observées en 1983 (première année de reprise) et en 1982.

Un autre secteur de l'investissement donne, en 1984, des signes de faiblesse. La construction résidentielle, comme en témoigne la mise en chantier de seulement 135 000 logements en 1984, est réduite dans la plupart des régions du Canada, plus particulièrement dans l'ouest du pays. Le niveau des mises en chantier observé en 1984 est à peine supérieur à ce qui a été observé en 1982 — en pleine récession — et se situe largement sous le niveau de 1983.

Certains secteurs de la demande intérieure font preuve de plus de dynamisme. Ainsi, les dépenses courantes des gouvernements qui, en 1982 et 1983, avaient connu des augmentations inférieures à 1% connaissent en 1984 une accélération de leur croissance à 2,6%. De plus, un bond de 8,5% des dépenses gouvernementales d'immobilisation porte à 3,4% la croissance de l'ensemble des dépenses des trois paliers de gouvernement (comparativement à 0,1% en 1983).

Du côté du secteur privé, les dépenses personnelles en biens et services de consommation connaissent, par rapport à 1983, une légère accélération de leur croissance qui origine en majeure partie de la forte poussée des ventes de véhicules automobiles. Le dynamisme de la demande des consommateurs joue un rôle important en 1984, compte tenu que près de 80% de la croissance de la demande intérieure finale origine des dépenses de consommation alors que ces dernières ont un poids relatif légèrement supérieur à 60%.

En ce qui concerne le marché du travail, on peut associer les gains assez modestes enregistrés au niveau de l'emploi et du chômage au fait qu'une partie appréciable de l'augmentation de l'activité économique soit concentrée dans quelques segments de la demande. De plus, plusieurs secteurs industriels de même que des régions entières du pays ne profitent pas autant que certains autres de l'impulsion américaine. Au niveau national, la faible progression de l'emploi concourt au maintien du chômage à un niveau élevé, le taux de chômage ne diminuant que de 0,5 point de pourcentage, de 11,8% en 1983 à 11,3% en 1984.

Cette situation contribue sans doute à maintenir la progression des coûts unitaires de main-d'oeuvre à 1,3% en 1984, la plus faible hausse enregistrée par cet indicateur économique depuis que celui-ci est publié en 1971. Cette excellente performance contribue à son tour de façon positive à modérer la progression des prix dans l'économie: ceux-ci connaissent leur hausse la plus faible depuis 1964[9]. Soulignons enfin que, pour la première fois depuis 1962, la progression des prix est plus faible au Canada qu'aux États-Unis.

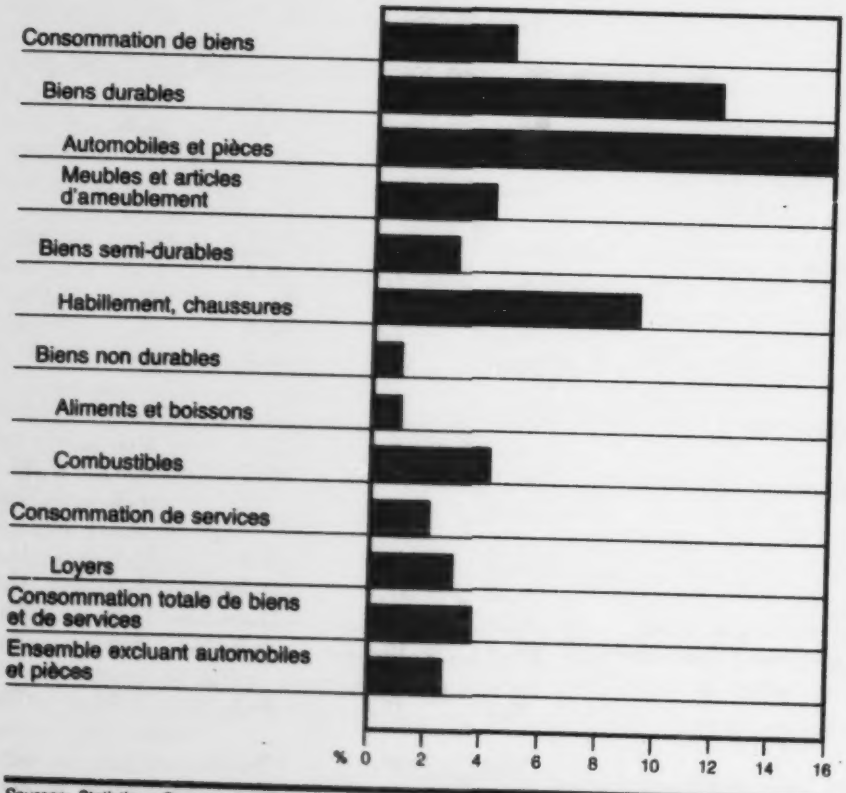
9. Telle que mesurée par l'indice implicite des prix de la dépense nationale brute.

La demande des ménages

Les dépenses des consommateurs en biens et en services totalisent 247 113 millions de dollars courants en 1984, ce qui représente une hausse de 7,8% par rapport à l'année précédente. Compte tenu d'une hausse de 4% de l'indice implicite des prix des dépenses de consommation, l'augmentation en volume de ces dernières s'établit à 3,7%.

Il s'agit d'une progression importante compte tenu du niveau élevé du chômage, d'une progression relativement faible (3,3%) du revenu personnel disponible réel (comparativement à 6,7% aux États-Unis) et de la baisse de 0,2%[10] du volume des dépenses de consommation enregistrée au troisième trimestre de 1984.

Graphique 1B
Variation en pourcentage des dépenses personnelles en biens et services de consommation (dollars de 1971) 1984 / 1983



Sources: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et dépenses* et Data Resources Inc.

Comme il a été mentionné plus tôt, les achats de véhicules automobiles jouent un rôle déterminant dans cette croissance; de fait, plus du tiers de l'augmentation du volume de la consommation origine de cette catégorie qui ne représente pourtant qu'un peu plus de 8% du total des achats de biens et de services de consommation. On peut évaluer à 15,9% la croissance du secteur "automobiles et pièces" et à 2,7% seulement la progression de l'ensemble de la consommation excluant ce secteur. Ce dernier taux de croissance est plus comparable à la hausse du revenu personnel disponible réel si bien que le taux d'épargne qui, en 1983, avait connu une baisse importante, demeure approximativement inchangé en 1984. Il se situe en moyenne pour l'année à 13,2%.

Les achats de biens durables dans leur ensemble enregistrent une hausse de 12%. Le volume des ventes de meubles et d'appareils ménagers progresse de 4,2%. Cette croissance relativement faible peut être liée au manque de dynamisme affiché par le marché de l'habitation, les ventes de meubles croissant habituellement le plus rapidement pendant les périodes de haute activité dans la construction résidentielle.

10. Les variations sont calculées par rapport à la période précédente à partir de données corrigées des variations saisonnières, à taux annuels.

Tableau 1.4
Principaux indicateurs de l'économie canadienne
1984

	1984				
	I	II	III	IV	1984
Demande globale(000 000 $ 1971)[1]					
Produit national brut	138 892	139 912	142 188	143 396	141 097
Variation en %	4,1	3,0	6,7	3,4	5,0
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	85 992	86 656	86 612	87 900	86 790
Variation en %	4,2	3,1	-0,2	6,1	3,7
Dépenses publiques	28 096	28 316	28 660	28 924	28 499
Variation en %	2,6	3,2	4,9	3,7	3,4
Formation brute de capital fixe (entreprises)	23 688	23 576	23 736	23 676	23 669
Variation en %	3,0	-1,9	2,7	-1,0	-0,5
Valeur de la variation matérielle des stocks	492	984	880	-212	536
Exportations de biens et services	40 428	40 664	43 676	43 992	42 190
Variation en %	23,0	2,4	33,1	2,9	19,5
Importations de biens et services	40 264	40 596	41 892	41 236	40 997
Variation en %	-15,4	-3,3	-13,4	6,1	-14,4
Revenu (000 000 $)[1]					
Revenu personnel disponible	279 336	290 108	291 124	299 580	290 037
Variation en %	3,8	16,3	1,4	12,1	7,4
Taux d'épargne (%)	11,8	13,8	13,3	13,8	13,2
Bénéfices des sociétés avant impôt	38 916	39 180	39 280	41 048	39 606
Variation en %	39,0	2,7	1,0	19,3	21,2
Marché du travail[1]					
Population active (000)	12 281,7	12 354,7	12 451,7	12 498,0	12 396,5
Variation en %	2,2	2,4	3,2	1,5	1,8
Emploi (000)	10 879,3	10 949,3	11 054,0	11 108,0	10 997,7
Variation en %	1,0	2,6	3,9	2,0	2,5
Taux de chômage (%)	11,4	11,4	11,2	11,1	11,3
Prix et coûts[2]					
Indice des prix à la consommation (1981=100)	120,8	121,8	122,9	123,8	122,3
Variation en %	5,2	4,6	3,9	3,7	4,3
Indice des coûts unitaires de main-d'oeuvre (1971=100)	294,7	296,4	297,3	300,4	297,2
Variation en %	0,0	2,5	1,2	4,2	1,3
Marchés financiers[2](%)					
Taux d'escompte	10,3	11,5	12,6	10,9	11,3
Taux préférentiel des banques	11,2	12,0	13,2	11,9	12,1
Obligations du gouvernement canadien (10 ans et plus)	12,5	13,7	13,0	11,9	12,8
Emprunts totaux des secteurs intérieurs non financiers[3]	104,3	10,1	5,9	6,6	20,9
Taux de change du dollar canadien par rapport au dollar américain (¢ US/ $ CAN)	79,7	77,4	76,1	75,8	77,2
Autres indicateurs[1]					
Mises en chantier (000)	137,0	131,3	146,3	125,0	134,9
Balance commerciale (000 000 $)	17 860	20 652	20 840	23 316	20 667

1. Données corrigées des variations saisonnières, à taux annuels.
2. Données non corrigées des variations saisonnières.
3. Emprunts totaux des particuliers, des entreprises non financières et des gouvernements sur les marchés financiers intérieurs. Variation en pourcentage.

SOURCES: Statistique Canada; Banque du Canada; Société canadienne d'hypothèques et de logement

Tableau 1.5
Principaux indicateurs de l'économie canadienne
1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984
Demande globale(000 000 $ 1971)					
Produit national brut	131 765	136 108	130 065	134 361	141 097
Variation en %	1,1	3,3	-4,4	3,3	5,0
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	81 445	82 807	81 144	83 697	86 790
Variation en %	1,0	1,7	-0,2	3,1	3,7
Dépenses publiques	26 520	27 188	27 517	27 549	28 499
Variation en %	0,5	2,5	1,2	0,1	3,4
Formation brute de capital fixe (entreprises)	26 789	28 641	25 348	23 799	23 669
Variation en %	3,8	6,9	-11,5	-6,1	-0,5
Valeur de la variation matérielle des stocks	-519	774	-3 650	-222	536
Exportations de biens et services	32 720	33 719	33 178	35 293	42 190
Variation en %	1,8	3,1	-1,6	6,4	19,5
Importations de biens et services	35 728	37 344	33 156	35 833	40 997
Variation en %	2,5	-4,5	11,2	-8,1	-14,4
Revenu (000 000 $)					
Revenu personnel disponible	199 740	233 357	255 954	270 056	290 037
Variation en %	13,5	16,8	9,7	5,5	7,4
Taux d'épargne (%)	12,3	14,2	15,2	13,3	13,2
Bénéfices des sociétés avant impôt	37 644	32 606	21 110	32 684	39 606
Variation en %	10,8	-13,4	-35,3	54,8	21,2
Marché du travail					
Population active (000)	11 572,0	11 903,9	11 972,8	12 175,5	12 396,5
Variation en %	3,1	2,9	0,6	1,7	1,8
Emploi (000)	10 708,6	11 005,8	10 648,2	10 731,2	10 997,7
Variation en %	3,0	2,8	-3,2	0,8	2,5
Taux de chômage (%)	7,5	7,5	11,1	11,8	11,3
Prix et coûts					
Indice des prix à la consommation (1981=100)	88,9	100,0	110,8	117,2	122,3
Variation en %	10,2	12,5	10,8	5,8	4,3
Indice des coûts unitaires de main-d'oeuvre (1971=100)	226,7	255,5	286,2	293,5	297,2
Variation en %	12,0	12,7	12,1	2,6	1,3
Marchés financiers(%)					
Taux d'escompte	12,9	17,9	14,0	9,6	11,3
Taux préférentiel des banques	14,3	19,3	15,8	11,2	12,1
Obligations du gouvernement canadien (10 ans et plus)	12,5	15,2	14,3	11,8	12,8
Emprunts totaux des secteurs intérieurs non financiers[1]	11,9	35,6	-48,4	33,3	20,9
Taux de change du dollar canadien par rapport au dollar américain (¢ US/ $ CAN)	85,5	83,4	81,1	81,1	77,2
Autres indicateurs					
Mises en chantier (000)	159,6	180,0	129,4	160,0	134,9
Balance commerciale (000 000 $)	8 779	7 329	17 814	17 704	20 667

1. Emprunts totaux des particuliers, des entreprises non financières et des gouvernements sur les marchés financiers intérieurs. Variation en pourcentage.

SOURCES: Statistique Canada; Banque du Canada; Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Du côté des biens semi-durables, on note une progression de 2,9% grâce à la croissance de 9,3% de la composante "vêtements et chaussures". La croissance de la consommation de biens non durables est plus faible, s'établissant à 1,1% en 1984. Celle-ci intervient après deux années de croissance nulle et une hausse de 1,1% en 1981.

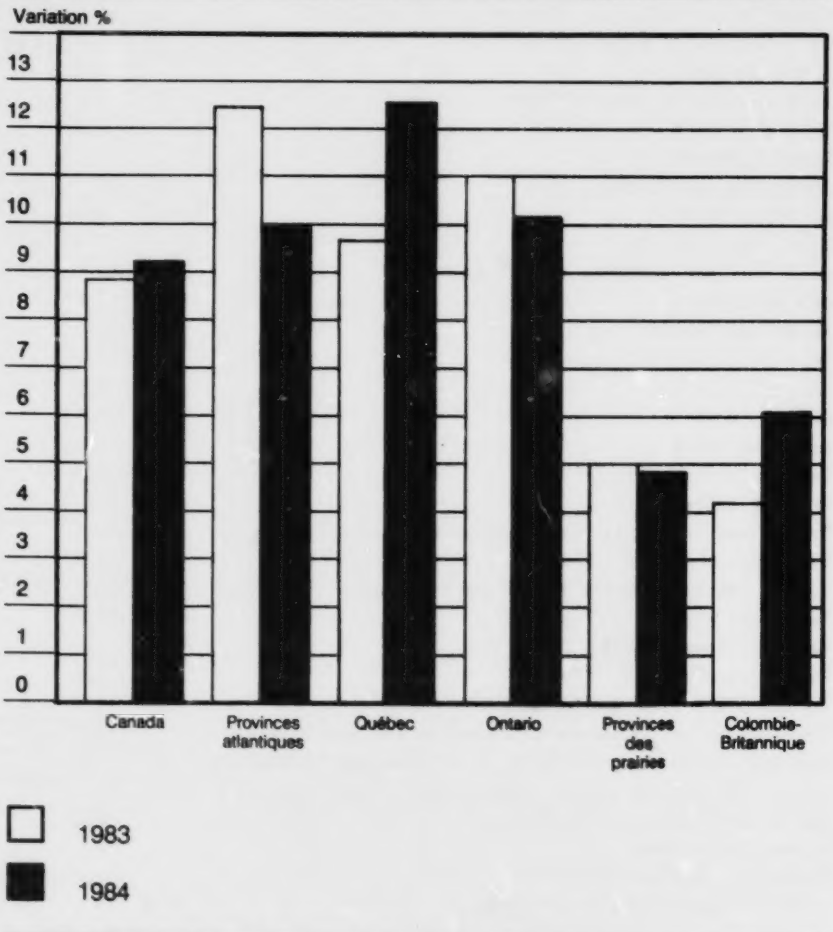
Finalement, la consommation de services augmente de 2,1%. Les composantes "loyer" et "services médicaux", qui comptent pour approximativement 40% du volume des dépenses personnelles en services, connaissent des progressions respectives de 2,9% et 2,1%.

Les dépenses d'immobilisation des entreprises

Le contraste entre la performance de l'économie canadienne et le dynamisme affiché par l'économie américaine est le plus apparent dans les dépenses d'immobilisation des entreprises en construction et matériel. La croissance de 0,6% du volume de ces investissements au Canada en 1984 s'avère très faible en comparaison du bond de 19,8% enregistré par ce même agrégat aux Etats-Unis. Cette croissance, même si elle se situe sous 1%, dénote un revirement par rapport à la situation ayant prévalu en 1982 et 1983 alors que des baisses successives de 9,1% et 13% avaient été observées. En 1981, les dépenses en construction et matériel représentaient près de 17% de la dépense nationale brute (en dollars de 1971). Cette proportion tombe toutefois à 12,9% en 1984, le plus faible pourcentage depuis 1972.

Le peu de dynamisme affiché par l'investissement non résidentiel est, comme il a été mentionné plus tôt, inhabituel dans une période où le reste de l'économie a repris le sentier de la croissance. On peut associer cette situation à un certain nombre de facteurs. Parmi ceux-ci, soulignons premièrement que, malgré les hausses enregistrées en 1984, les statistiques mesurant les taux d'utilisation des capacités productives laissent toujours entrevoir un potentiel de production non utilisé relativement important, et ce, dans de nombreux secteurs de l'économie. Deuxièmement, les entreprises semblent poursuivre, en 1984, une stratégie de gestion financière qui vise à restructurer leur bilan financier afin de répondre dans une large mesure à un problème de sous-capitalisation qui les laisse

Graphique 1C
Variation des ventes au détail selon la région 1983-1984

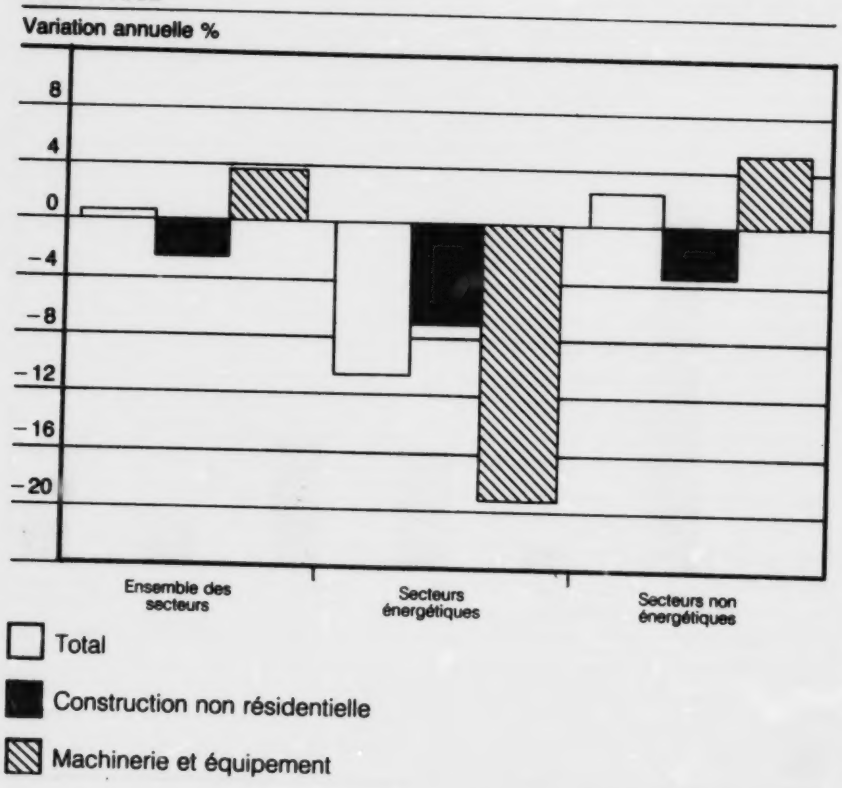


Source: Statistique Canada, *Commerce de détail.*

vulnérables à de trop fortes fluctuations des taux d'intérêt. Ainsi, la hausse de 21,2% des bénéfices des sociétés avant impôt observée en 1984 contribuerait plus qu'à l'accoutumée à réduire le niveau d'endettement des entreprises plutôt qu'à alimenter substantiellement la croissance du niveau des investissements.

Cette situation porte les entreprises à favoriser dans une certaine mesure les projets de modernisation et de rationalisation des coûts par rapport aux projets d'accroissement de la capacité productive comme en témoigne le fait que les dépenses en machinerie et en matériel connaissent une évolution supérieure à celle des investissements en construction non résidentielle. Cette dernière composante enregistre, en 1984, une troisième année consécutive de baisse (-2,6%, suite à -7,2% et -15,1% en 1982 et 1983 respectivement) alors que le volume des achats de machinerie et de matériel progresse de 3,5% pour cette même année. Cette croissance place ce dernier agrégat à 82,6% du sommet atteint en 1981 alors que, dans le cas de la construction non résidentielle, cette proportion se situe à 76,7%. Enfin, le niveau global des investissements des entreprises en construction et en matériel en 1984 est inférieur de plus de 20% au sommet cyclique de 1981.

Graphique 1D
Variation des dépenses d'immobilisation des entreprises, (dollars de 1971) 1984 / 1983



Source: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et dépenses* et Conference Board du Canada.

Un troisième facteur important intervient dans le peu de dynamisme affiché par l'investissement non résidentiel: l'importance relative des investissements du secteur énergétique. Ayant culminé en 1982 jusqu'à représenter un peu plus de la moitié de l'ensemble de l'investissement des entreprises en construction et en matériel, les dépenses d'immobilisation engagées dans les secteurs liés à l'exploitation, au raffinage ou à la distribution de ressources énergétiques avaient pris une importance relative à la mesure du contexte énergétique dicté par deux crises pétrolières majeures dans la même décennie. Après avoir connu plusieurs années de forte croissance des immobilisations, ces secteurs furent sérieusement affectés par une baisse importante de la croissance de la demande ainsi que par une stabilisation de la croissance des prix intérieurs. Cette situation s'est traduite par une baisse du volume des investissements dans ces secteurs de l'ordre de 14,1% en 1983 et de 9,5% en 1984.

Du côté des secteurs autres que ceux reliés à l'énergie, le volume des investissements des entreprises en construction et matériel, qui avait en 1982 et 1983 diminué respectivement de 14,9% et 11,6%, connaît une augmentation de 5,5% en 1984.

La construction résidentielle

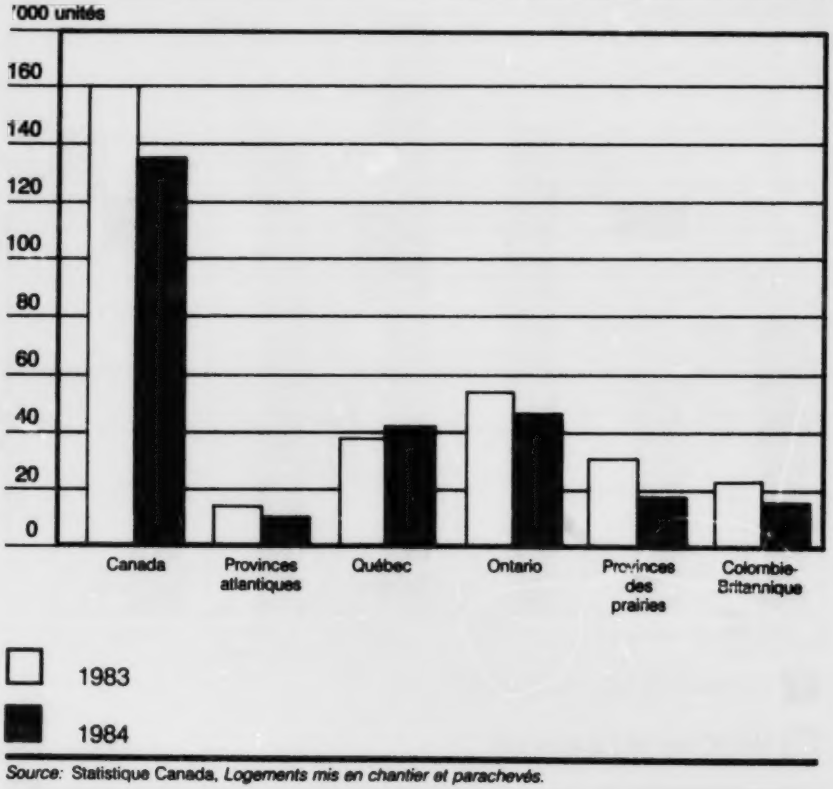
Un autre secteur de l'économie canadienne qui donne en 1984 des signes de faiblesse est l'industrie de la construction résidentielle. Le nombre de mises en chantier estimé en données corrigées des variations saisonnières passe d'un rythme annuel de 137 000 unités au premier trimestre à 131 000 au deuxième, pour ensuite remonter à 147 000 au cours du trimestre d'été. La baisse des taux hypothécaires, observée à partir de juillet, n'empêche pas le rythme annuel des mises en chantier de chuter à 125 000 au cours des trois derniers mois, de sorte que le total annuel ne dépasse pas 135 000 comparativement à un peu plus de 160 000 en 1983. La baisse s'observe dans toutes les catégories de logements bien que le nombre de logements unifamiliaux mis en chantier ait connu une baisse légèrement plus importante que le nombre de logements multifamiliaux (-18,3% versus -15,0%).

Cette diminution du niveau d'activité de la construction résidentielle tient principalement à l'évolution défavorable des taux d'intérêt pendant une partie de l'année ainsi qu'à la disparition du programme canadien d'encouragement à l'accession à la propriété. De plus, certains éléments de conjoncture régionale font en sorte qu'en 1984 le dynamisme du marché de la construction résidentielle varie beaucoup d'une région à l'autre du pays.

En 1984, l'Ontario et le Québec enregistrent, comme dans à peu près tous les secteurs de la demande, de meilleures performances que les autres provinces en ce qui concerne la construction résidentielle. Ainsi, alors que le nombre total de mises en chantier dans l'ouest du pays et dans les provinces de l'Atlantique connaît une baisse de 32,5% par rapport à 1983, une augmentation de 9,7% est observée au Québec alors que la diminution dépasse légèrement les 13% en Ontario.

Dans l'ensemble du Canada, le volume des dépenses d'immobilisation résidentielle baisse de 4,2% en 1984 après avoir connu un bond de 25,3% en 1983.

Graphique 1E
Évolution des mises en chantier selon la région
1983-1984



Source: Statistique Canada, *Logements mis en chantier et parachevés.*

Les administrations publiques

Malgré la volonté de compression exprimée par les différents niveaux de gouvernement, le rythme de croissance des dépenses publiques demeure relativement élevé en 1984. Les statistiques tirées des comptes nationaux révèlent que les dépenses totales des trois paliers de gouvernement progressent de 3,5% (en dollars de 1971) en 1984. Le déficit consolidé de l'ensemble des gouvernements est estimé à 26,6 milliards de dollars courants en 1984 (24,1 milliards en 1983), ou 6,3% du produit national brut. Notons à titre de comparaison que ce même rapport s'établissait à 1,6% en 1981 et qu'il se situe, aux États-Unis en 1984, à 3,2%.

L'essentiel de la détérioration du solde budgétaire de l'ensemble des gouvernements provient d'une augmentation sensible du déficit du gouvernement fédéral qui passe de 24,1 milliards de dollars en 1983 à 29,7 milliards en 1984. La hausse de 10,3% (en dollars courants) des recettes totales de l'administration fédérale est plus que compensée par une croissance de 13,6% de l'ensemble de ses dépenses. Les immobilisations connaissent une hausse particulièrement importante (62,7%) de même que l'intérêt sur la dette publique (22,4%), ce dernier poste représentant, en 1984, 27,9% des recettes totales de l'administration fédérale. Les paiements de transferts aux particuliers, qui avaient connu en 1983 une hausse importante (15,6%), enregistrent en 1984 une progression modérée de 5,5%.

Les besoins financiers nets du gouvernement fédéral représentent plus de 40% des emprunts totaux des secteurs intérieurs non financiers. Les acquisitions nettes de titres fédéraux (bons du Trésor et obligations fédérales) par l'étranger atteignent 4 milliards de dollars en 1984 par rapport à 1,1 milliard en 1983 et 1,8 milliard en 1982.

Du côté des administrations provinciales, une réduction marquée du déficit consolidé des administrations fait passer celui-ci de 2,9 milliards de dollars en 1983 à 0,5 milliard en 1984.

Le commerce extérieur et la balance des paiements

L'économie canadienne bénéficie en 1984 du plus important accroissement du volume de ses exportations de biens et de services jamais enregistré[11]. Avec une hausse de 19,5% (en dollars constants), la performance observée en 1984 à ce chapitre dépasse, et de loin, toutes celles ayant été enregistrées précédemment. Cette poussée des exportations trouve son origine dans la vigueur démontrée par l'économie américaine, et l'année 1984 marque l'accentuation d'une tendance où le commerce bilatéral Canada-États-Unis prend une importance grandissante. Plus de 95% du surplus commercial de 20,7 milliards de dollars origine du commerce avec les États-Unis et le surplus enregistré au compte courant (biens et services) avec les États-Unis triple cette année pour atteindre 6,7 milliards. L'excédent du compte courant global n'atteint que 2,5 milliards, compte tenu d'un déficit global de plus de 4 milliards de dollars au titre des opérations courantes avec le reste du monde. En 1983, l'excédent du compte courant s'établissait à 1,7 milliard de dollars qui se répartissait entre un surplus de 2 milliards avec les États-Unis et un déficit de 300 millions avec l'ensemble des autres pays.

Cette rapide expansion se produit malgré une augmentation sensible du déficit enregistré au titre du commerce des services[12] qui origine essentiellement d'une hausse de 2,3 milliards de dollars des paiements nets au titre des dividendes et des intérêts et qui porte à 19 milliards le déficit au titre des services. Les gains réalisés au chapitre du commerce de marchandises, qui font gagner près de 3 milliards de dollars à la balance commerciale, permettent de compenser cette détérioration.

L'amélioration de la balance commerciale s'observe malgré un accroissement plus important des importations que des exportations de marchandises, 25,1% par rapport à 23,4%. Toutefois, compte tenu de la détérioration des termes d'échange observée en 1984 - qui découle dans une large mesure du recul du dollar canadien par rapport à la devise américaine - l'accroissement des exportations à prix constants est supérieure à ce qui est enregistré pour les importations: 22,2% et 18,5% respectivement.

---

11. Du moins de 1947 à nos jours.

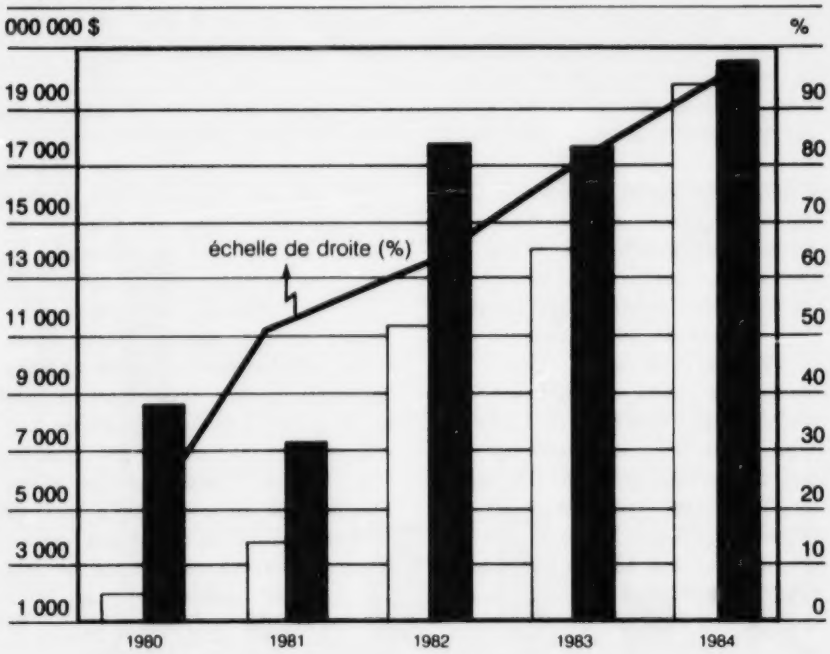
12. Comprend entre autres les paiements d'intérêts et de dividendes ainsi que les voyages internationaux.

Tant du côté des exportations que de celui des importations, le commerce lié aux produits de l'automobile joue un rôle important dans l'accroissement du volume des échanges entre le Canada et ses partenaires commerciaux. En fait, comme il a été mentionné plus tôt, plus de la moitié de l'accroissement du volume des exportations de marchandises origine de l'automobile; ce même rapport s'établit à près de 45% pour les importations. L'accroissement du commerce lié aux produits de l'automobile est considérable en 1984 comme en témoignent les hausses de 37,2% (en dollars courants) tant des importations que des exportations des produits de cette catégorie. Ici encore, comme dans l'ensemble du commerce des marchandises, les prix à l'exportation progressent moins vite que les prix à l'importation, si bien que le volume des exportations augmente davantage que celui des importations. Les hausses s'établissent respectivement à 36,2% et 30,6%.

Les autres industries exportatrices canadiennes bénéficient aussi dans leur ensemble, quoiqu'à un degré moindre, de la vigueur de la demande d'origine américaine. L'ensemble des exportations de marchandises excluant les produits liés à l'automobile enregistre une croissance de 19,1% en dollars courants (15,9% en dollars constants). Parmi les grands groupes, seule la catégorie "animaux vivants et produits alimentaires" enregistre une croissance nettement inférieure à cette moyenne, la hausse se limitant à 2,6% (en dollars courants).

Du côté des importations, la forte croissance des achats de marchandises à l'étranger ne se limite pas au secteur de l'automobile. Si on exclut ce dernier groupe de produits, la croissance des importations de marchandises atteint tout de même 20,9% en dollars courants (14,1% en dollars constants). Toutes les catégories de produits connaissent (en dollars courants) une hausse supérieure à 20% à l'exception des "matières brutes non comestibles", qui n'enregistrent qu'une croissance de 4,3%, et de la catégorie "animaux vivants et produits alimentaires," 18%.

Graphique 1F
Solde du commerce des marchandises, selon la provenance (base balance des paiements) 1980-1984



Solde du commerce des marchandises, États-Unis (000 000 $)

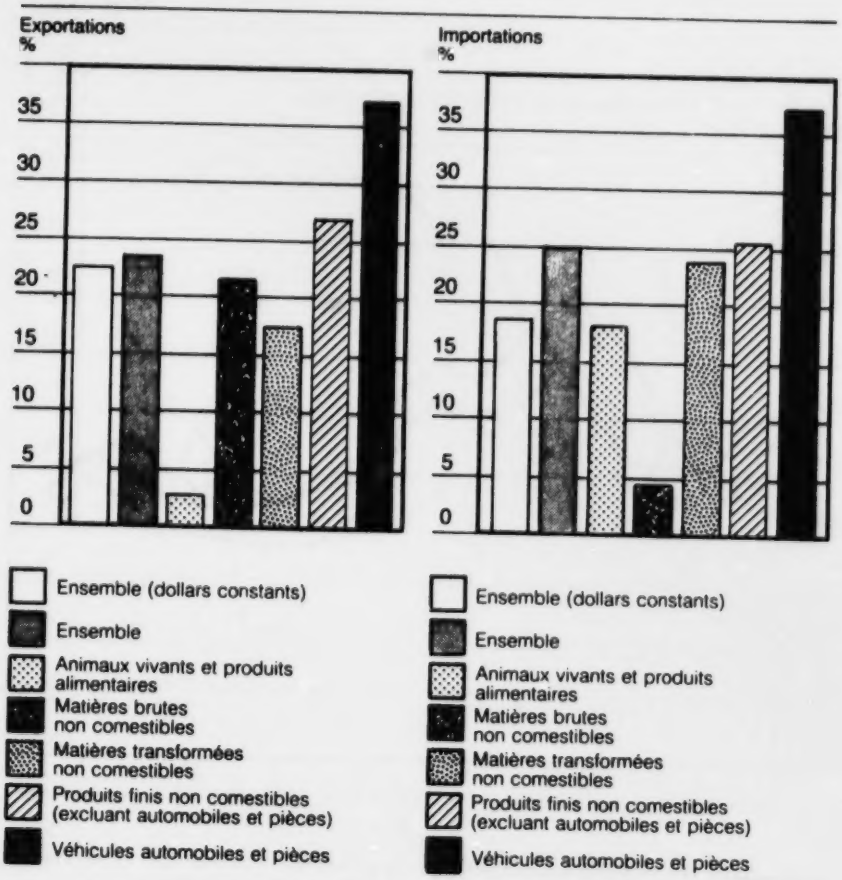
Solde du commerce des marchandises, ensemble des pays (000 000 $)

Importance relative du solde commercial avec les États-Unis (États-Unis/Total, %)

Source: Statistique Canada

En ce qui concerne les mouvements de capitaux, l'année 1984 est marquée par une amélioration du solde au titre des mouvements de capitaux de long terme et aussi, par contre, par une détérioration importante du solde au titre des mouvements de capitaux de court terme. L'amélioration au chapitre des mouvements de capitaux de long terme trouve son origine, d'une part, dans une diminution du niveau d'émission d'obligations à l'étranger et, d'autre part, dans une entrée nette record au titre des investissements directs. Celle-ci est liée à un ralentissement prononcé des prises de contrôle d'intérêts étrangers par les résidents. La détérioration observée dans les mouvements nets de capitaux de court terme, pour sa part, peut être associée dans une large mesure aux fortes pressions qui s'exercent sur le dollar canadien tout au long de l'année et plus particulièrement au premier semestre.

Graphique 1G
Variation du commerce extérieur du Canada[1]
1984/1983



1. **Variation évaluée en dollars courants, sauf indication contraire.**

Source: Statistique Canada, *La balance canadienne des paiements internationaux.*

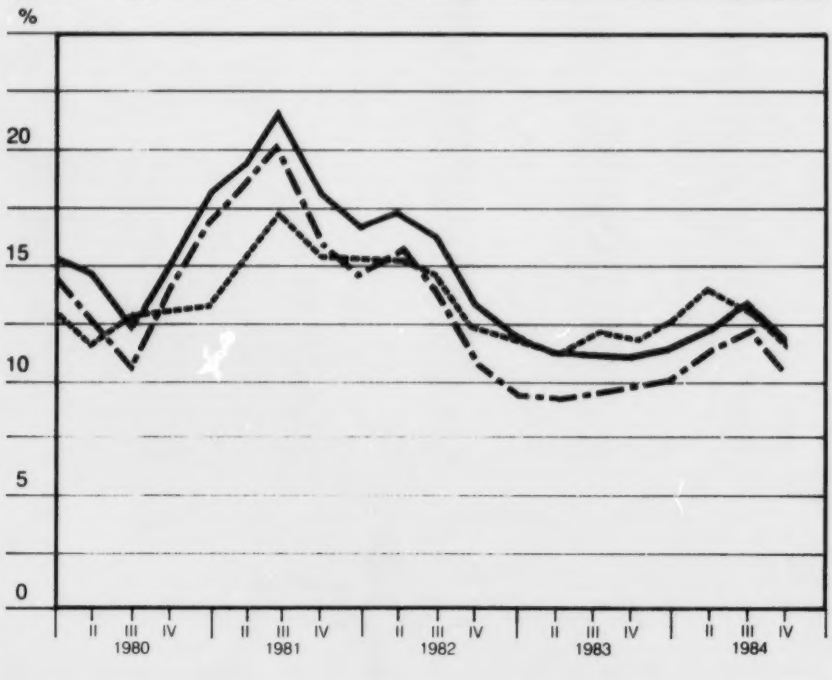
Les marchés financiers et la politique monétaire

Les marchés financiers canadiens sont marqués en 1984 par une plus grande instabilité des taux d'intérêt et du cours du change qu'en 1983. Face aux pressions combinées de la montée continue des taux d'intérêt aux États-Unis et du fort mouvement haussier du dollar américain, la Banque du Canada ne peut que chercher à atténuer les pressions sur le dollar canadien tout en évitant d'accentuer les variations des taux d'intérêt.

Au cours de la première moitié de 1984, le loyer de l'argent au Canada connaît une hausse à peu près équivalente à celle qui est observée aux États-Unis. Pendant cette même période, le dollar canadien tombe de 80,1 cents américains en janvier à 75,5 cents américains en moyenne en juillet, un nouveau record à la baisse étant même établi au cours de ce mois.

Le mouvement haussier des taux d'intérêt fait gagner de 250 à 300 points de base aux taux de court terme alors que les titres de long terme prennent approximativement 200 points. Le rendement des bons du Trésor à 3 mois passe de 9,73% en janvier à un sommet de 12,73% en juillet. La progression des taux de long terme dure moins longtemps cependant, le sommet étant atteint en mai plutôt qu'en juillet. Ainsi, le rendement moyen des obligations fédérales de 10 ans et plus passe de 11,92% en janvier à 13,93% en mai pour redescendre ensuite progressivement jusqu'à 11,66% en décembre. Un mouvement de repli est observé au cours de la deuxième moitié de l'année si bien que, dans l'ensemble, les taux de long terme terminent l'année sous leur niveau de janvier. Il en est toutefois autrement des taux de court terme qui terminent l'année de 20 à 30 points de base au-dessus des niveaux observés en janvier. L'économie canadienne ne peut donc bénéficier pleinement du repli des taux américains compte tenu des importantes pressions qui s'exercent sur le dollar canadien. Ces dernières, plutôt que de se résorber avec la baisse des taux américains, vont plutôt en s'accentuant si bien que les écarts de taux d'intérêt entre le Canada et les États-Unis, qui étaient de l'ordre de 50 points de base pour les bons du Trésor à 3 mois en début d'année, atteignent approximativement 180 points de base en décembre.

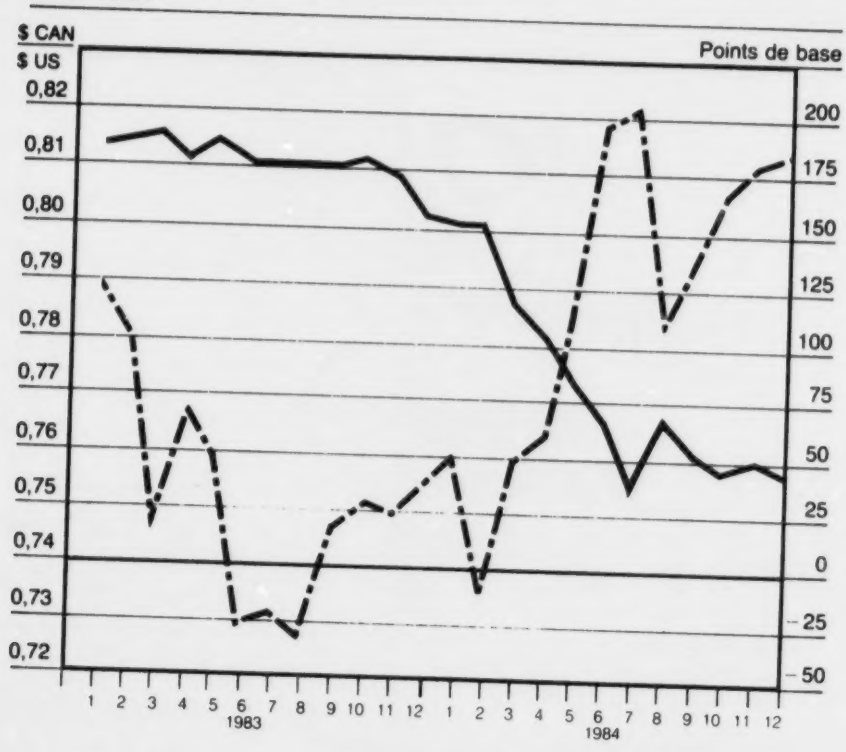
Graphique 1H
Évolution de certains taux d'intérêt au Canada
1980-1984



Source Banque du Canada

L'accroissement des différentiels d'intérêt entre les deux pays au cours des six derniers mois de 1984 ne suffit cependant pas à assurer un revirement du mouvement à la baisse du dollar canadien par rapport à la devise américaine, celui-ci n'atteignant plus qu'un niveau moyen de 75,7 cents américains en décembre. La performance du dollar canadien par rapport aux principales autres monnaies est toutefois meilleure, celui-ci réussissant à gagner, entre janvier et décembre, 10,8% par rapport à la livre sterling britannique, 4,2% par rapport au mark allemand et 0,2% par rapport au yen japonais.

Graphique 11
Cours du change du dollar canadien par rapport au dollar américain et différentiel Canada – États-Unis de taux d'intérêt 1983-1984



Cours du change du dollar canadien par rapport au dollar américain ($CAN/$US)

Différentiel Canada – États-Unis du rendement des bons du Trésor à 3 mois (échelle de droite)

Source Banque du Canada

Les prix et les coûts

Le Canada continue d'enregistrer en 1984 des progrès au chapitre de l'inflation, et ce, malgré la dévaluation du dollar canadien vis-à-vis de la devise américaine. Le rythme de croissance de l'indice des prix à la consommation en 1984 se situe à 4,3% comparativement à 5,8% en 1983. Il s'agit de la quatrième année consécutive où la hausse des prix à la consommation est plus faible que celle de l'année précédente.

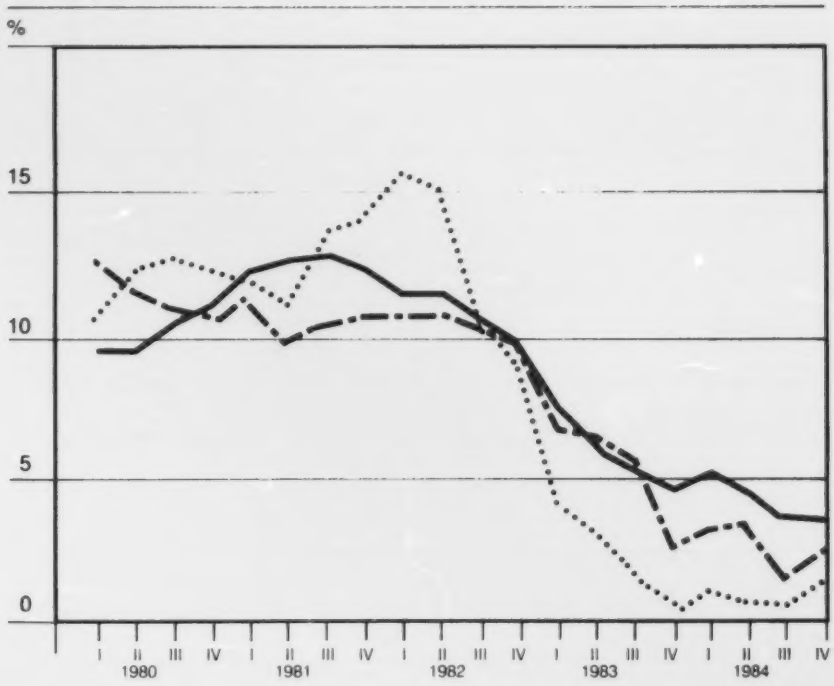
Les gains au chapitre des prix sont encore plus importants lorsque l'on examine l'indice implicite des prix de la dépense nationale brute, une mesure plus globale de l'évolution des prix dans une économie. De 5,3% en 1983, le taux d'accroissement de cet indicateur tombe à 2,8% en 1984; il s'agit de la plus faible augmentation enregistrée depuis 1964.

La même modération s'observe du côté des prix industriels comme en témoigne un accroissement de l'indice des prix de vente dans l'industrie de 4,1%. Ce dernier pourcentage marque toutefois une certaine détérioration par rapport à 1983 alors que la hausse n'atteignait que 3,5%. Cette situation découle en partie de la dévaluation du dollar canadien étant donné que les prix industriels de certains produits destinés à l'exportation (tels le papier journal) sont fixés en dollars américains sur les marchés internationaux et, qu'à ce titre, toute baisse de la valeur du dollar canadien vis-à-vis du dollar américain se traduit par un accroissement des prix exprimés en dollars canadiens.

La baisse du dollar canadien ne se traduit donc pas automatiquement et immédiatement par une amélioration proportionnelle de la position concurrentielle du Canada sur les marchés internationaux. L'amélioration de la position concurrentielle du Canada, bien que non négligeable, ne reflète donc pas pleinement l'ampleur de la dévaluation de la monnaie canadienne surtout dans un contexte où cette dernière gagne en valeur par rapport à plusieurs monnaies européennes. En 1984 par rapport à 1983, selon l'indicateur et la source statistique retenus (FMI ou OCDE), on peut évaluer entre 3 et 5% l'amélioration de la position concurrentielle de l'industrie manufacturière canadienne vis-à-vis de ses principaux partenaires économiques pris dans leur ensemble.

Du côté des coûts de main-d'oeuvre, notons que la hausse des coûts unitaires de main-d'oeuvre atteint 1,3% en 1984 par rapport à 2,6% en 1983. Rappelons que, de 1980 à 1982, ce même taux de croissance dépassait 12%. Ce revirement s'explique par le fait que le taux de croissance de la rémunération hebdomadaire moyenne est passé de près de 12% en 1981 à un peu plus de 4% en 1984.

Graphique 1J
Évolution de la croissance[1] de certains indices de prix et des coûts unitaires de main-d'oeuvre
1980-1984



1. Variations calculées par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente

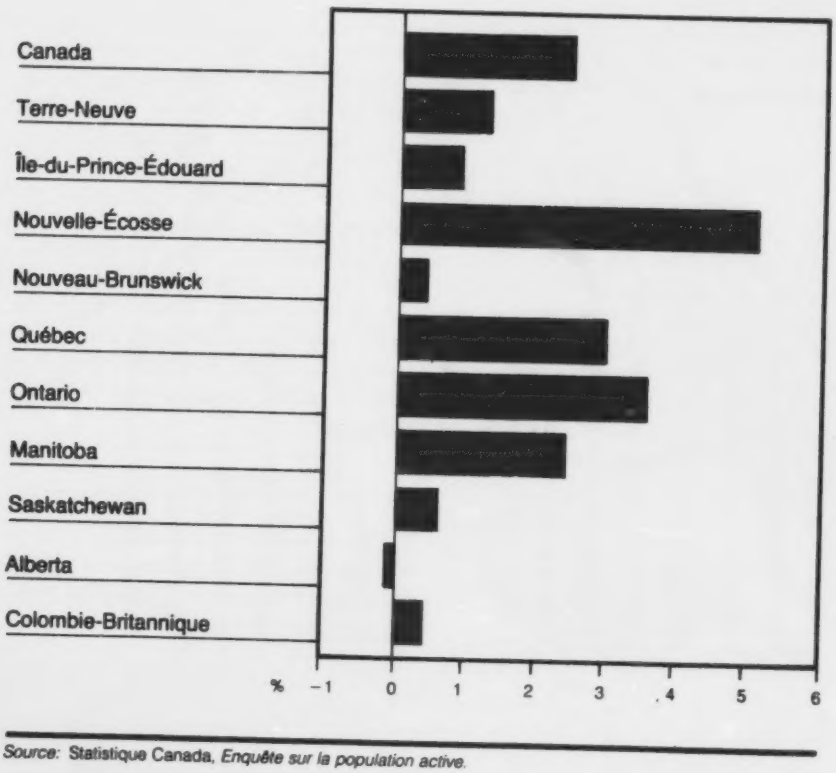
Sources Statistique Canada; Banque du Canada.

Le marché du travail

Le marché du travail au Canada est caractérisé en 1984 par le maintien d'un taux de chômage élevé de même que par une situation de l'emploi qui varie beaucoup d'une province à l'autre.

Le nombre de canadiens et de canadiennes en emploi passe de 10 731 000 en moyenne en 1983 à 10 998 000 en 1984, une augmentation de 267 000 emplois (soit 2,5%). Cette amélioration de la situation de l'emploi ne contribue à réduire le taux de chômage que d'un demi-point de pourcentage. Le taux de chômage global demeure, à 11,3%, supérieur au niveau moyen de 11,1% observé en 1982 et dépasse largement le taux de 7,5% enregistré en 1981.

Graphique 1K
Variation de l'emploi selon la province
1984/1983



Source: Statistique Canada, *Enquête sur la population active.*

Comme en 1983, la situation de l'emploi varie considérablement d'une province à l'autre, reflétant ainsi le fait que plusieurs régions ne bénéficient pas autant du dynamisme de la demande d'origine américaine. Les gains d'emplois sont concentrés dans les deux provinces centrales du pays. En effet, des 267 000 emplois supplémentaires, 227 000 se retrouvent en Ontario et au Québec. L'ouest du pays voit ses gains d'emplois particulièrement limités par un ralentissement de l'activité dans les secteurs liés aux ressources naturelles. L'Alberta enregistre ainsi une légère baisse (-0,1%, la quatrième diminution consécutive depuis 1981) de son niveau d'emploi alors que la Colombie-Britannique et la Saskatchewan n'enregistrent qu'une faible augmentation (0,4% et 0,6% respectivement). Seul le Manitoba profite d'une hausse significative de l'emploi à l'ouest de l'Ontario (2,4%). Du côté des provinces de l'Atlantique, le nombre de personnes occupant un emploi augmente de 3,2% en Nouvelle-Écosse en 1984, le plus fort taux d'accroissement au Canada. Les autres provinces maritimes ne bénéficient pas d'un même dynamisme de leur marché du travail respectif, seule Terre-Neuve enregistrant une hausse de l'emploi supérieure à 1%, soit 1,3%.

Chapitre 2
La conjoncture économique au Québec en 1984

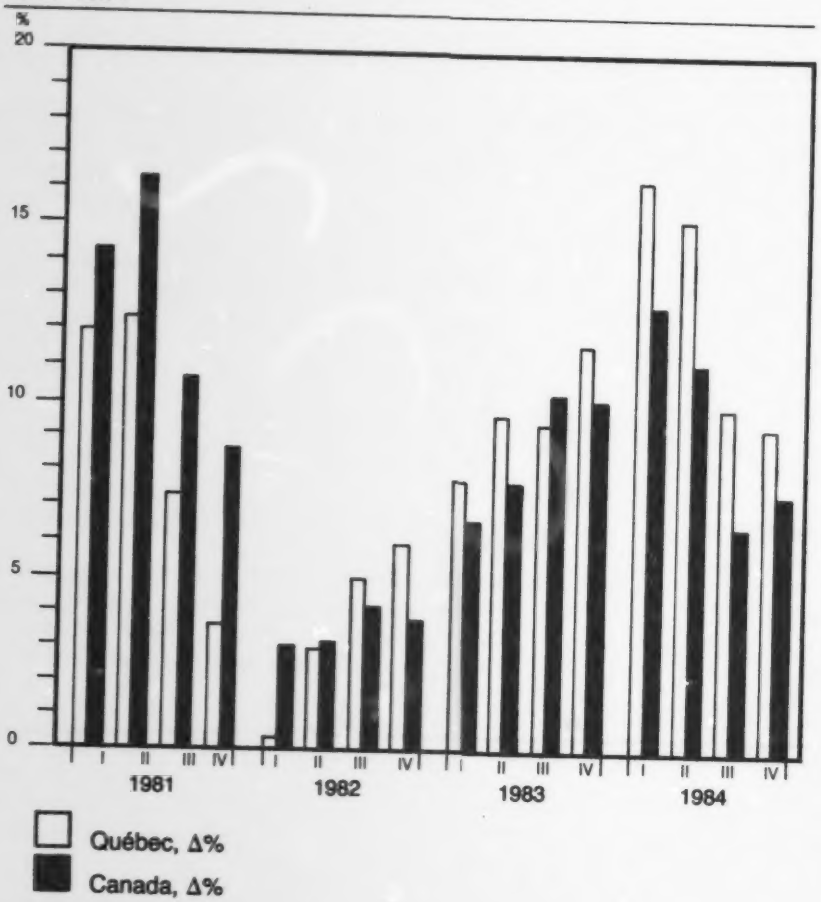
Le Québec enregistre une croissance réelle de son produit intérieur brut[1] de 4,4% en 1984, comparativement à une croissance de 2,6% en 1983. Cette croissance globale résulte de la croissance combinée des exportations, des investissements et des dépenses des consommateurs. À l'instar de la plupart des pays industrialisés, le Québec voit sa croissance largement déterminée en 1984 par l'évolution de l'économie américaine. Bien que la croissance des exportations soit moins importante au Québec que dans l'ensemble du Canada, la valeur des exportations chargées au Québec est en hausse de 16% en 1984, en raison surtout d'un accroissement de 25,2% de la valeur de celles destinées au marché américain. Les besoins de l'économie américaine exercent ainsi une grande influence sur le niveau de la production de plusieurs secteurs d'activité au Québec; en particulier, la croissance des exportations à destination des États-Unis est importante pour les pâtes et papiers, le bois d'oeuvre, les moteurs d'avions et les produits de l'électronique. De plus, les perspectives économiques encourageantes aux États-Unis, ajoutées aux programmes d'aide gouvernementaux, entraînent des investissements importants dans les industries des pâtes et papiers, du matériel de transport et de la première transformation des métaux. La croissance des investissements ne se limite cependant pas uniquement à ces trois secteurs; elle touche la plupart des industries manufacturières et l'avantage que possède le Québec au chapitre des coûts énergétiques en est sans doute un des facteurs déterminants.

Au total, malgré le maintien de taux d'intérêt élevés, les immobilisations des entreprises commerciales (excluant la construction résidentielle) sont en hausse de 22% en 1984, tandis que l'ensemble des dépenses privées et publiques à ce chapitre augmentent de 12,5% par rapport à 1983; les taux de croissance correspondants sont de 5,8% et 3,5% au Canada. Le Québec se distingue également par la croissance des dépenses pour la construction résidentielle, en hausse de 8,8% en 1984 alors que ces dépenses diminuent de 4,2% au Canada.

1. Il s'agit du produit intérieur brut aux prix du marché, chaque composante de la demande étant dégonflée par un indice de prix approprié.

Les dépenses en biens et services de consommation contribuent aussi à la vigueur de la demande au Québec en 1984 alors que les ménages québécois bénéficient pour la première fois depuis 1981 d'une croissance de leur revenu disponible supérieure à la croissance de l'indice des prix à la consommation; une réduction de la part du revenu disponible consacrée à l'épargne contribue aussi à la hausse des dépenses de consommation. La demande intérieure constitue donc un facteur de croissance important au Québec en 1984. Cependant, la croissance des importations internationales du Québec est beaucoup plus importante que la croissance de la demande intérieure et des exportations.

Graphique 2A
Évolution des ventes au détail[1]; Québec, Canada 1981-1984



1. Par rapport à la période correspondante de l'année précédente

Du côté de la production, la croissance de l'activité est plus généralisée parmi les secteurs qu'au cours de l'année précédente, malgré le fait que quelques industries primaires et manufacturières éprouvent des difficultés. Le processus de rationalisation des opérations provoqué par la récession a freiné la reprise sur le marché du travail mais, en 1984, la croissance de la production est suffisamment importante pour que l'emploi retrouve son niveau de 1981. Cependant, la population active s'accroît aussi sensiblement de sorte que le taux de chômage ne diminue que d'un point de pourcentage, à 12,8%. La rémunération hebdomadaire moyenne connaît, par ailleurs, une hausse modérée comme la plupart des indices de prix.

De trimestre en trimestre, au cours de l'année 1984, les taux de croissance des principaux indicateurs s'atténuent. La plupart des indicateurs affichent tout de même de bons taux de croissance au dernier trimestre de 1984, par rapport au même trimestre de 1983, et en particulier l'emploi qui est en hausse de 2,1%. Toutefois, lorsqu'évaluées à prix constants, les expéditions manufacturières sont légèrement en baisse pour cette même période de comparaison.

Tableau 2.1

Principaux indicateurs de l'économie québécoise

1984 (Données non corrigées des variations saisonnières)

	1984				
	I	II	III	IV	1984
Demande en biens et services					
Ventes au détail (000 000 $)	6 193,3	7 736,3	7 143,5	7 932,8	29 005,9
Variation en %	16,3	15,2	10,0	9,4	12,5
Mises en chantier	8 535	12 445	10 469	10 453	41 902
Variation en %	76,3	-24,0	17,4	2,5	3,9
Exportations (000 000 $)	3 937,1	4 562,4	4 257,0	4 583,8	17 355,8
Variation en %	21,1	14,3	12,8	15,1	16,0
Immobilisations (000 000 $)	-	-	-	-	15 563,2
Variation en %	-	-	-	-	11,6
Production de biens et services					
Expéditions manufacturières (000 000 $)	14 038,4	14 722,0	13 857,5	14 494,2	57 112,2
Variation en %	16,5	11,5	5,6	3,2	9,0
Energie électrique produite (000 000 kWh)	35 096	27 740	25 793	33 438	122 067
Variation en %	12,4	9,3	9,3	9,8	10,4
Main-d'oeuvre et emploi					
Population active (000)	3 047	3 146	3 195	3 103	3 123
Variation en %	2,9	1,7	1,3	1,2	1,9
Taux d'activité (%)	60,2	62,1	62,9	61,0	61,5
Emploi (000)	2 610	2 731	2 823	2 725	2 722
Variation en %	4,4	3,1	2,6	2,1	3,0
Taux de chômage (%)	14,3	13,2	11,6	12,2	12,8
Prix, salaires et revenus					
Indice des prix à la consommation à Montréal	121,2	122,6	123,1	123,7	122,6
Variation en %	5,2	4,7	3,7	3,1	4,3
Salaires et traitements (000 000 $)	11 645,3	12 256,8	12 483,4	12 510,8	48 896,4
Variation en %	10,5	6,3	5,8	5,2	6,9
Rémunération hebdomadaire moyenne ($)	432,1	436,6	434,5	441,3	436,1
Variation en %	8,0	6,7	4,9	4,3	6,0

SOURCES: Statistique Canada; Bureau de la statistique du Québec.

Tableau 2.2
Principaux indicateurs de l'économie québécoise
1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984
Demande globale (000 000 $)					
Produit intérieur brut	70 312	80 015	84 009	90 432	98 722
Variation en %	11,6	13,8	5,0	7,6	9,2
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	40 864	45 477	48 899	53 642	58 460
Variation en %	9,5	11,3	7,5	9,7	9,0
Dépenses publiques courantes	16 066	18 401	20 283	21 509	23 019
Variation en %	15,3	14,5	10,2	6,0	7,0
Formation brute de capital fixe	13 594	14 446	13 695	14 746	16 444
Variation en %	9,9	6,3	-5,2	7,7	11,5
Valeur de la variation matérielle des stocks	-46	230	-2 195	14	304
Revenu (000 000 $)					
Rémunération des salariés	41 762	47 995	50 091	52 282	55 903
Variation en %	13,5	14,9	4,4	4,4	6,9
Revenu personnel disponible	48 275	55 972	60 852	63 546	68 401
Variation en %	13,7	15,9	8,7	4,4	7,6
Taux d'épargne (%)	13,2	16,5	17,6	14,1	13,2
Bénéfices des sociétés avant impôt	7 718	7 570	3 999	6 171	7 606
Variation en %	14,4	-1,9	-47,2	54,3	23,3
Marché du travail					
Population active (000)	2 988,0	3 040,3	2 997,8	3 068,9	3 123,0
Variation en %	3,1	1,7	-1,4	2,4	1,9
Emploi (000)	2 693,8	2 726,3	2 584,6	2 642,0	2 722,0
Variation en %	2,8	1,2	-5,2	2,2	3,0
Taux de chômage (%)	9,8	10,3	13,8	13,9	12,8
Prix et coûts					
Indice des prix à la consommation à Montréal	89,0	100,0	111,6	117,8	122,6
Variation en %	10,3	12,4	11,5	5,6	4,3
Rémunération hebdomadaire moyenne ($)	315,4	351,6	386,1	411,6	436,1
Variation en %	11,0	11,5	9,8	6,6	6,0
Marchés financiers (%)					
Taux d'escompte	12,9	17,9	14,0	9,6	11,4
Taux préférentiel des banques	14,3	19,3	15,8	11,2	12,1
Papier commercial à 90 jours	13,2	18,3	14,1	9,5	11,2

SOURCES: Statistique Canada; Bureau de la statistique du Québec.

L'ÉVOLUTION DE LA DEMANDE

Les dépenses de consommation

La poursuite de la reprise économique est favorable à l'accroissement des dépenses personnelles de consommation au Québec en 1984. L'augmentation du nombre de personnes occupant un emploi se reflète dans la croissance de 6,9%, en dollars courants, de la rémunération totale des salariés. De plus, le climat économique relativement sain, marqué par la faible croissance des prix à la consommation et la très bonne conjoncture économique américaine, a un impact positif sur l'attitude des consommateurs. La part du revenu personnel disponible qui est épargnée passe de 14,1% en 1983 à 13,2% en 1984. Les taux d'intérêt sont un peu plus élevés qu'en 1983 mais cela n'incite pas les consommateurs à retarder l'achat de biens durables puisque ceux-ci ne s'attendent pas à une baisse significative au cours de la prochaine année. Les dépenses personnelles de consommation enregistrent une hausse de 9% en 1984, en dollars courants, ce qui représente une augmentation de 4,8% en dollars constants par rapport à 1983; l'accroissement est de 6,7% en dollars courants pour les dépenses personnelles en services et 10,6% pour les dépenses personnelles en biens, soit de 21,6% pour les biens durables et de 7,3% pour les biens non durables.

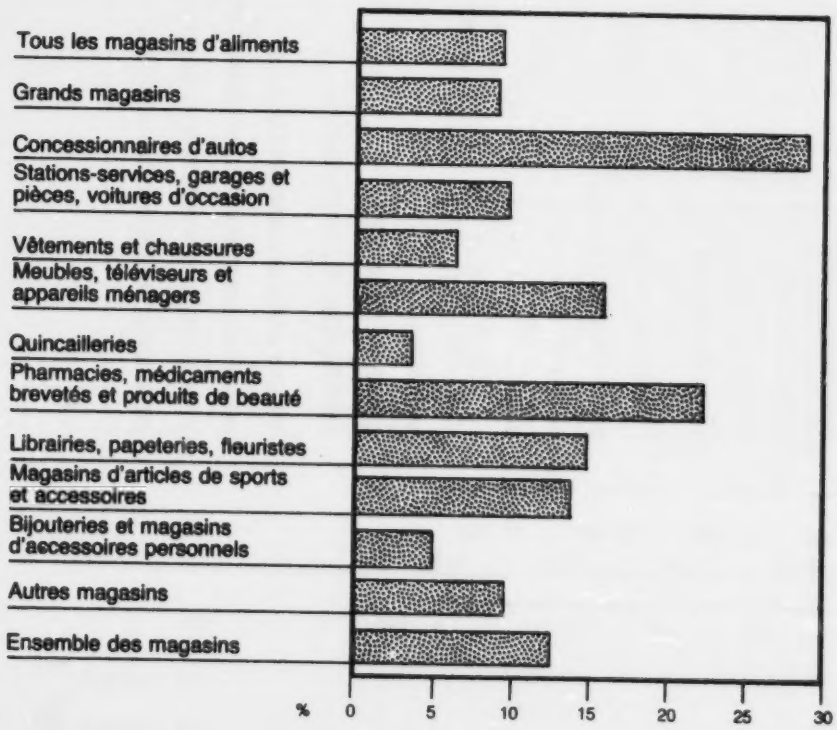
Tableau 2.3
Dépenses personnelles en biens et services de consommation
1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984
	(000 000 $ courants)				
Dépenses personnelles en biens et services	40 864	45 477	48 899	53 642	58 460
Variation en %	8,4	10,5	5,6	8,8	9,0
Dépenses personnelles en biens	24 700	27 285	28 802	31 327	34 645
Variation en %	8,4	10,5	5,6	8,8	10,0
Biens durables	5 953	6 151	6 013	7 191	8 742
Variation en %	1,4	3,3	-2,2	20,0	21,6
Biens semi-durables	5 120	5 586	5 699	6 269	6 713
Variation en %	8,1	9,1	2,0	10,0	7,1
Biens non durables	13 627	15 548	17 090	17 867	19 190
Variation en %	12,0	14,1	9,9	4,5	7,4
Dépenses personnelles en services	16 164	18 192	20 097	22 315	23 815
Variation en %	11,1	12,5	10,5	11,0	6,0

SOURCE: Bureau de la statistique du Québec.

En ce qui concerne les biens, les ventes au détail constituent un bon indicateur de l'évolution des dépenses de consommation au cours de l'année. La valeur des ventes au détail s'accroît de 12,5% en dollars courants en 1984, le taux de croissance diminuant graduellement de 16,3% au premier trimestre à 9,4% au quatrième trimestre, par rapport aux mêmes trimestres de 1983. Ce sont les ventes des concessionnaires d'automobiles, celles des pharmacies, médicaments brevetés et produits de beauté ainsi que celles des marchands de meubles, appareils ménagers, téléviseurs et autres articles d'ameublement qui connaissent les plus fortes hausses en valeur, de 29% 22,2% et 15,8% respectivement par rapport à 1983. Les ventes de ces catégories de commerces influencent aussi l'évolution trimestrielle de la valeur totale des ventes au détail avec des taux de croissance très forts en début d'année, comme à la fin de 1983, qui s'atténuent par la suite de trimestre en trimestre. Les ventes des magasins d'aliments et celles des stations-services, garages et marchands de pièces d'autos augmentent aussi plus fortement en début d'année mais cela n'est pas très marqué et est dû principalement à l'évolution trimestrielle des prix des aliments et des prix de l'essence au cours de 1984. Pour les autres catégories de commerces, l'accroissement de la valeur des ventes au détail est aussi important ou davantage au dernier trimestre de 1984 qu'au cours des premiers trimestres, à l'exception des bijouteries, des magasins d'accessoires personnels, ainsi que des magasins d'articles de sport.

Graphique 2B
Variation des ventes au détail[1]
1984/1983



1. Variation évaluée en dollars courants.

La demande de logements

La demande de logements neufs demeure forte, comme en 1983, dans un contexte où les acheteurs craignent des hausses de taux d'intérêt et alors qu'ils peuvent bénéficier pour une dernière année de taux d'intérêt hypothécaire réduits et garantis pour trois ans dans le cadre du programme Corvée-Habitation. Les dépenses pour la construction résidentielle totalisent 4 269 millions de dollars en 1984, ce qui constitue une hausse de 8,8% en regard de 1983; en termes réels, il s'agit d'une hausse de 2,8%.

Le nombre de logements mis en chantier en 1984 est un peu plus élevé qu'en 1983, soit 41 902 comparativement à 40 318, alors qu'il n'atteignait que 23 492 en 1982; en comparaison, leur nombre annuel moyen était de 53 000 au cours de la période 1970-1979. La construction résidentielle constitue un des secteurs où le Québec se distingue favorablement du reste du Canada; en effet, le nombre de logements mis en chantier s'établit à 134 900 en 1984 au Canada, comparativement à 162 645 en 1983, soit une baisse de 17,1%.

L'examen trimestriel du nombre de logements mis en chantier au Québec laisse voir une baisse de 24% au deuxième trimestre de 1984, ce qui s'explique par l'augmentation très importante de 207% au deuxième trimestre de 1983, en regard du deuxième trimestre de 1982. De même, la croissance assez faible du nombre de logements mis en chantier au quatrième trimestre de 1984 (3,9%), comme au quatrième trimestre de 1983 (2,6%), s'explique par l'accroissement de 77,3% observé au quatrième trimestre de 1982, par rapport au même trimestre de 1981, alors que s'amorçait la forte reprise de la construction résidentielle. En définitive, la demande de logements neufs est soutenue tout au long de 1984.

Tableau 2.4
Évolution des mises en chantier
1984

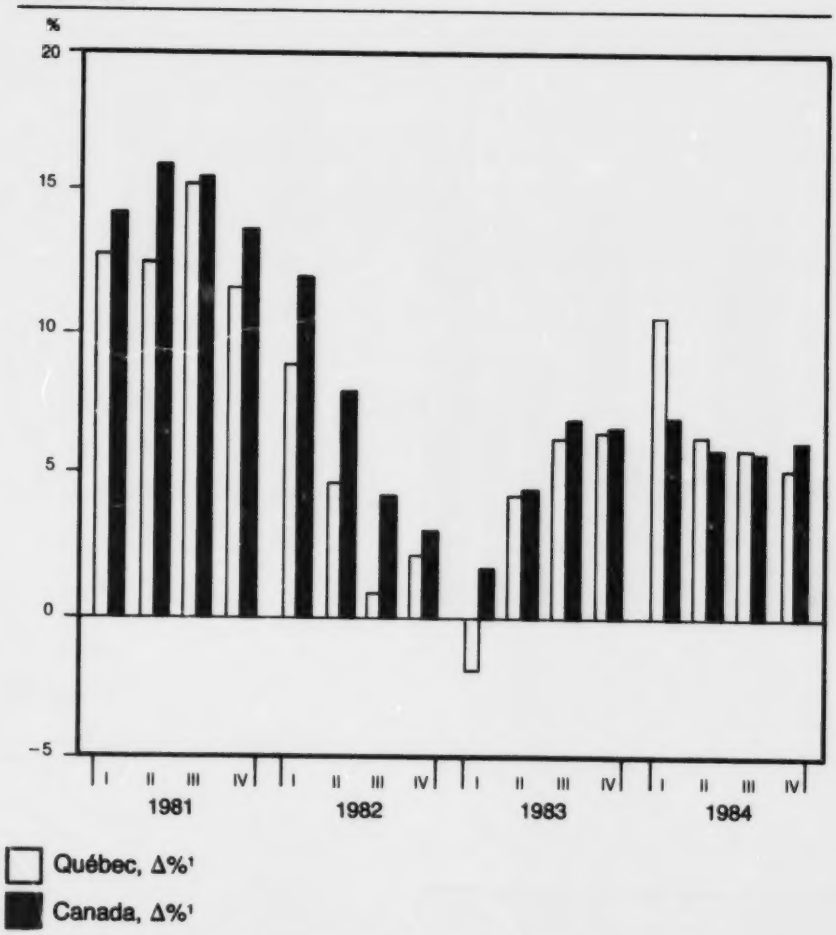
	1984				
	I	II	III	IV	1984
Logements simples	3 350	6 656	5 495	4 679	20 180
Variation en %	39,8	-31,8	6,1	-3,2	-9,0
Logements doubles	489	922	793	1 104	3 308
Variation en %	-23,7	-37,5	4,3	10,4	-14,7
Logements en rangée	286	373	234	371	1 264
Variation en %	67,3	27,3	-23,5	-10,8	6,6
Logements multiples	4 410	4 494	3 947	4 299	17 150
Variation en %	170,2	-7,2	47,7	9,0	31,0
Total	**8 535**	**12 445**	**10 469**	**10 453**	**41 902**
Variation en %	**76,3**	**-24,0**	**17,4**	**2,5**	**3,9**

SOURCE: Statistique Canada.

Les ventes d'automobiles sont déterminantes dans l'évolution trimestrielle de l'ensemble des ventes au détail; ainsi, les ventes des concessionnaires, qui représentent 17,1% de la valeur totale des ventes au détail au Québec en 1984, connaissent une augmentation de 41,3% au premier trimestre de 1984, de 32% au deuxième trimestre, de 26% au troisième trimestre, puis de 18,5% au quatrième trimestre, en regard des mêmes trimestres de 1983.

Le dynamisme de la demande des consommateurs en 1984 se reflète dans la croissance des importations; la valeur des importations canadiennes dédouanées au Québec, qui exclut les achats du Québec dans le reste du Canada, augmente en effet de 23,2% au cours de 1984 par rapport à 1983. Plusieurs produits de consommation contribuent à cette augmentation, notamment les vêtements de dessus (33,2%) et les téléviseurs, radios et phonographes (79,5%); la valeur des importations de voitures particulières et de châssis s'accroît par ailleurs de 3,2% seulement en 1984, mais elle avait augmenté de 112% en 1983.

Graphique 2C
Évolution des salaires et traitements; Québec, Canada 1981-1984



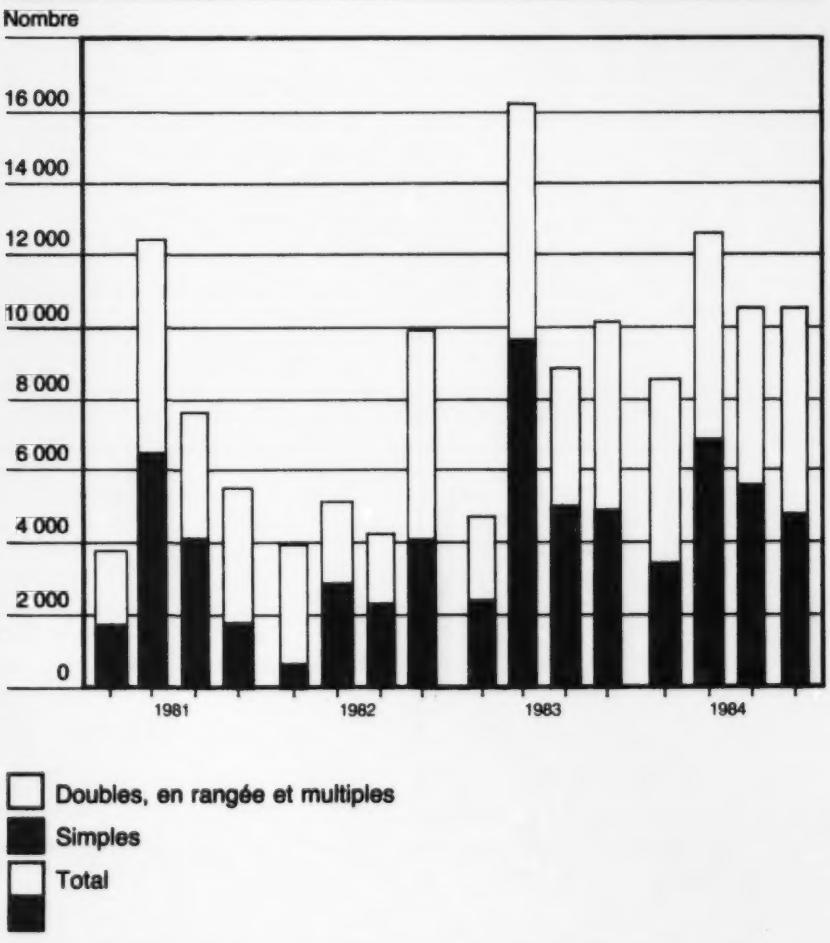
1. Par rapport à la période correspondante de l'année précédente

C'est principalement la construction d'édifices à logements multiples qui demeure dynamique en 1984, le nombre de logements de ce type mis en chantier progressant de 31% par rapport à 1983. Le nombre de logements en rangée s'accroît aussi de 6,6% mais les nombres de logements simples et de logements doubles mis en chantier diminuent de 9% et de 14,7% respectivement en regard de 1983.

La formation brute de capital fixe

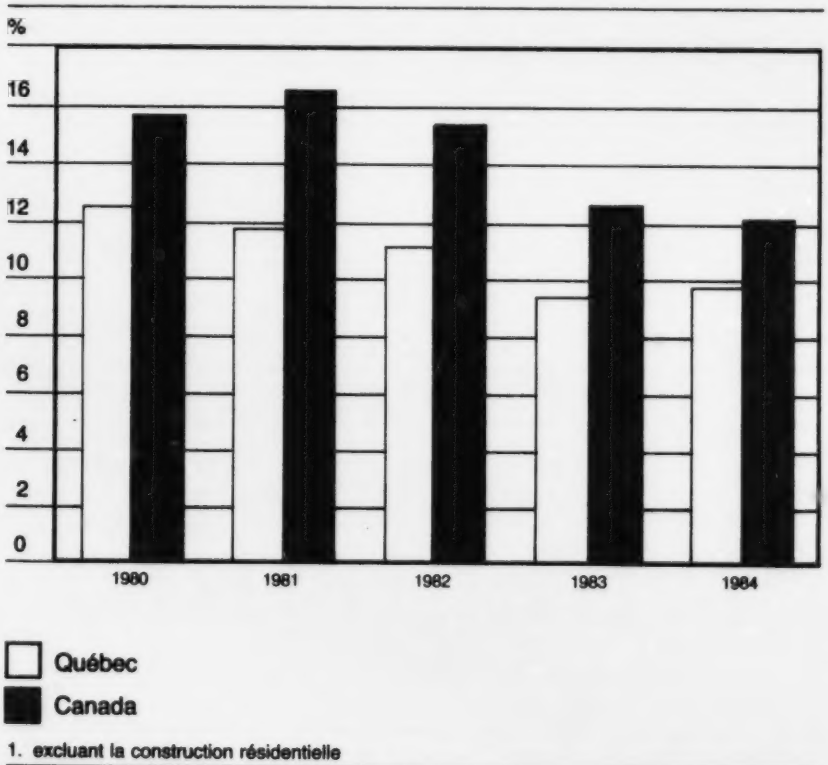
Contrairement à ce qui s'est produit au cours des deux années précédentes, en 1984 la formation brute de capital fixe (excluant la construction résidentielle) contribue à l'accroissement de la demande globale au Québec. Ces dépenses d'immobilisation totalisent 12 175 millions de dollars, soit 12,5% de plus qu'en 1983 (o 9,8% de plus en termes réels). D plus, alors qu'en 1983 les dépen ses d'immobilisation des entrepri ses (excluant la constructio résidentielle) diminuaient d 7,8%, elles enregistrent en 198 une hausse de 12,2%; les dépense des administrations publiques à c chapitre sont par ailleurs e hausse de 13,8%.

Graphique 2D
Évolution des mises en chantier
1981-1984



La forte croissance des investissements des entreprises en 1984 est due aux entreprises commerciales dont les dépenses augmentent de 22% par rapport à 1983 alors que les immobilisations des entreprises publiques diminuent de 9,2%, en raison particulièrement de la réduction des dépenses dans les grands projets hydro-électriques. Les entreprises commerciales ont, semble-t-il, suffisamment amélioré leur situation financière et repris confiance à l'égard des perspectives de l'économie pour profiter des opportunités qui se présentent d'accroître les capacités de production même si les taux d'intérêt réels demeurent élevés. En 1983, les entreprises pouvaient espérer une baisse prochaine des taux d'intérêt et retarder leurs investissements alors qu'en 1984 une baisse significative n'est plus prévisible à court terme.

Graphique 2E
Part de la formation brute de capital fixe des entreprises dans les emplois du produit intérieur brut[1]
1980-1984



1. excluant la construction résidentielle

C'est dans le secteur manufacturier que les dépenses en immobilisations ont connu la plus forte croissance en 1984, en particulier dans les industries dont une forte proportion de la production est destinée aux marchés extérieurs: papiers et produits connexes, métaux primaires et matériel de transport, ainsi que dans l'industrie de la machinerie. Cependant, dans sept des vingt industries manufacturières, la valeur des dépenses en immobilisations est moins importante en 1984 qu'en 1983.

Les exportations

La vigueur de la demande extérieure, essentiellement celle générée par la forte croissance de l'économie américaine, constitue un facteur important de la croissance économique au Québec en 1984. La valeur totale des exportations internationales du Québec[2] s'élève à 17 355,8 millions de dollars en 1984, une valeur supérieure de 15,6% à celle de l'année précédente. Les exportations à destination des États-Unis enregistrent une hausse de 24,6% en regard de 1983 pour atteindre 12 989,4 millions de dollars; elles comptent pour 74,9% du total en 1984 comparativement à 69,5% en 1983 et 64,5% en 1982. De plus, l'évolution de la valeur des exportations internationales au Québec est influencée par le rythme de croissance de l'économie américaine puisque la hausse de la valeur des exportations totales est de 21,1% au premier trimestre de 1984, de 14,3% au second trimestre puis de 12,8% au troisième trimestre par rapport aux mêmes trimestres de 1983; cependant, au dernier trimestre de 1984, le taux de croissance de la valeur des exportations totales se redresse à 15,6% même si le taux de croissance de la valeur des exportations à destination des États-Unis continue de fléchir.

2. Il s'agit des exportations canadiennes auxquelles le Bureau de la statistique du Québec apporte des corrections pour tenir compte du commerce interprovincial.

Tableau 2.5
Formation brute de capital fixe
1980-1984

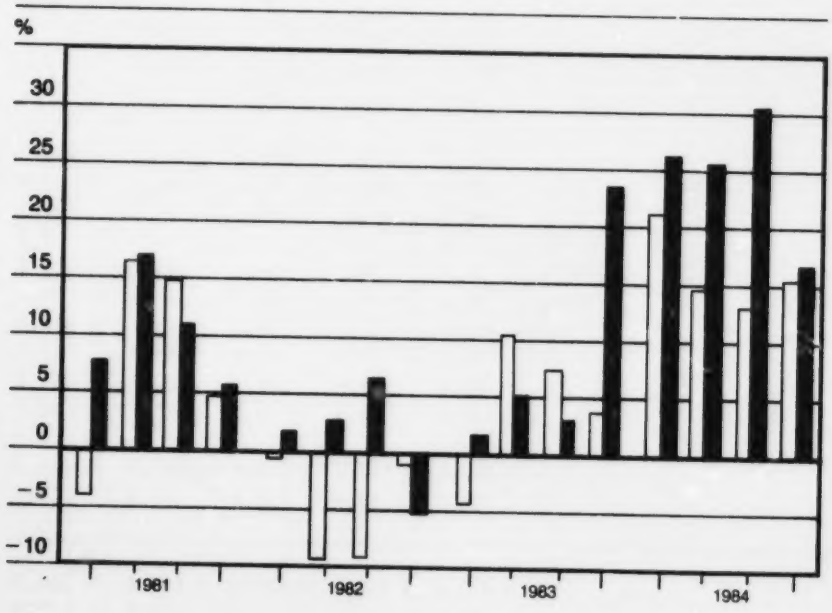
	1980	1981	1982	1983	1984
	(000 000 $ courants)				
Formation brute de capital fixe	**13 594**	**14 446**	**13 695**	**14 746**	**16 444**
Variation en %	**9,9**	**6,3**	**-5,2**	**7,7**	**11,5**
Administrations publiques	1 951	1 865	1 845	2 172	2 471,8
Variation en %	15,0	-4,4	-1,1	17,7	13
Construction non résidentielle	1 708	1 625	1 590	1 724	2 016
Variation en %	12,7	-4,9	-2,2	8,4	16,9
Machinerie et équipement	243	240	255	448	455
Variation en %	35,0	-1,2	6,3	75,7	1,6
Entreprises	8 765	9 422	9 380	8 652	9 704,2
Variation en %	12,5	7,5	-0,4	-7,8	12
Construction non résidentielle	3 791	4 245	4 573	3 712	3 622
Variation en %	4,0	12,0	7,7	-18,8	-2,4
Machinerie et équipement	4 974	5 177	4 807	4 940	6 082
Variation en %	19,9	4,1	-7,1	2,8	23,1
Habitation (construction résidentielle)	2 878	3 159	2 470	3 922	4 269
Variation en %	0,0	9,8	-21,8	58,8	8,8

SOURCE: Bureau de la statistique du Québec.

En 1984, le Canada bénéficie encore davantage que le Québec de la croissance de la demande extérieure puisque la valeur de ses exportations progresse de 25,1% par rapport à l'année précédente. Cette forte croissance est principalement imputable à l'industrie de l'automobile. Au Québec, l'industrie de l'automobile a une importance relative moindre et, de plus, la valeur des exportations de voitures particulières et châssis ne s'accroît que de 2,7% en 1984 (1 388,6 millions de dollars) après une augmentation de 74,3% en 1983. Un autre secteur manifestant peu de vigueur au chapitre de l'exportation au Québec en 1984 est celui des métaux de première transformation; la valeur des exportations d'aluminium, de cuivre, de zinc, de métaux précieux et de leurs alliages augmente en effet de 6,5% globalement en 1984, le zinc et l'aluminium[3] étant les seuls de ces produits pour lesquels la valeur des exportations est en hausse, de 18,4% et 17,6% respectivement. On note toutefois une amélioration dans le cas du cuivre et des métaux précieux au quatrième trimestre, la valeur des exportations enregistrant des hausses de 13,5% et 62,8% respectivement par rapport au quatrième trimestre de 1983. La valeur des exportations de viandes et de produits laitiers connaît également une forte croissance au quatrième trimestre de 1984 alors que, pour l'ensemble de l'année, la croissance est faible en regard de l'année précédente.

Parmi les principaux produits d'exportation du Québec, ceux qui affichent les plus forts taux de croissance de la valeur exportée en 1984 sont le matériel de télécommunication (avec une croissance de 70,6% par rapport à 1983), les tubes électroniques et les semi-conducteurs (139,4%), les moteurs d'avions (34,1%), les pâtes de bois et les pâtes similaires (36,6%), les pièces et accessoires de véhicules automobiles autres que les voitures particulières (52,9%), les meubles et accessoires (57,3%) ainsi que l'essence (de 14 à 124,2 millions de dollars). D'autres produits contribuent aussi fortement à l'accroissement de la valeur des exportations au Québec en 1984 à cause de leur importance relative, soit le papier à imprimerie dont la valeur des exportations s'accroît de 2 120,5 millions de dollars en 1983 à 2 540,5 millions de dollars en 1984 (19,8%), le minerai de fer, de 482,4 à 575,9 millions de dollars (16%) et le bois d'oeuvre, de 563,8 à 642,1 millions de dollars (13,9%). De plus, le taux de croissance demeure élevé pour ces trois produits au quatrième trimestre de 1984.

Graphique 2F
Évolution des exportations chargées au Québec et au Canada (dollars courants)[1]
1981-1984



1. Variation par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente.

3. Voir la note 2. au tableau 2.6.

Tableau 2.6
Exportations internationales du Québec[1]
1984

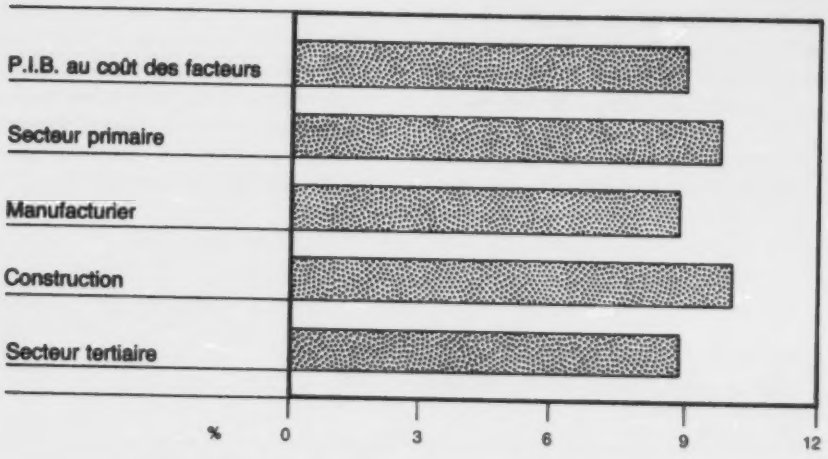
	1984				
	I	II	III	IV	1984
	(000 000 $ courants)				
Minerais de fer, d'amiante et autres minéraux non métalliques	203,1	249,2	327,0	275,7	1 074,6
Variation en %	34,2	-7,6	29,4	3,0	12,5
Viandes et produits laitiers	129,6	135,9	140,0	146,8	552,3
Variation en %	-18,3	-8,2	1,2	65,7	3,5
Papiers d'imprimerie, pâtes de bois et pâtes similaires	658,5	759,3	746,3	743,3	2 907,4
Variation en %	19,0	27,8	20,7	19,2	21,7
Bois d'oeuvre	143,9	167,0	181,1	150,1	642,1
Variation en %	13,7	15,2	18,5	7,6	13,9
Aluminium, cuivre, zinc, métaux précieux et alliages	498,2	499,8	467,7	449,4	1 916,4
Variation en %	36,0	2,7	-11,7	4,1	6,3
Voitures particulières, pièces et accessoires d'autres véhicules automobiles	399,0	493,5	303,5	349,9	1 545,8
Variation en %	41,9	21,1	-7,9	-19,9	6,2
Avions entiers; moteurs et pièces; assemblage, équipement et pièces d'avions	263,0	320,9	253,4	315,9	1 153,2
Variation en %	2,8	16,8	19,1	3,8	10,1
Matériel de télécommunication; tubes électroniques et semi-conducteurs	223,1	243,7	239,7	335,5	1 042,0
Variation en %	128,8	111,7	94,6	80,6	99,8
Machines et matériel de bureau	54,2	63,6	54,0	65,4	237,3
Variation en %	7,1	-1,7	11,2	18,7	8,3
Meubles et accessoires	26,7	34,6	29,4	40,1	130,9
Variation en %	76,4	71,7	44,6	47,9	57,3
Hydrocarbures et dérivés; mazout; essence	106,5	122,2	98,4	95,1	416,0
Variation en %	58,5	32,8	71,0	63,3	51,1
Électricité	88,9	87,7	115,7	100,4	392,8
Variation en %	22,8	9,9	18,3	21,1	18,0
Total des 25 principaux produits	**2 814,6**	**3 197,4**	**2 976,4**	**3 087,6**	**12 014,3**
Variation en %	**24,2**	**15,5**	**12,2**	**11,4**	**14,7**
Total	**3 937,1**	**4 562,4**	**4 257,0**	**4 583,8**	**17 356,0**
Variation en %	**21,1**	**14,3**	**12,8**	**15,1**	**16,0**

1. Selon les données sur les exportations internationales chargées au Québec auxquelles le Bureau de la statistique du Québec apporte des corrections pour tenir compte des échanges interprovinciaux.

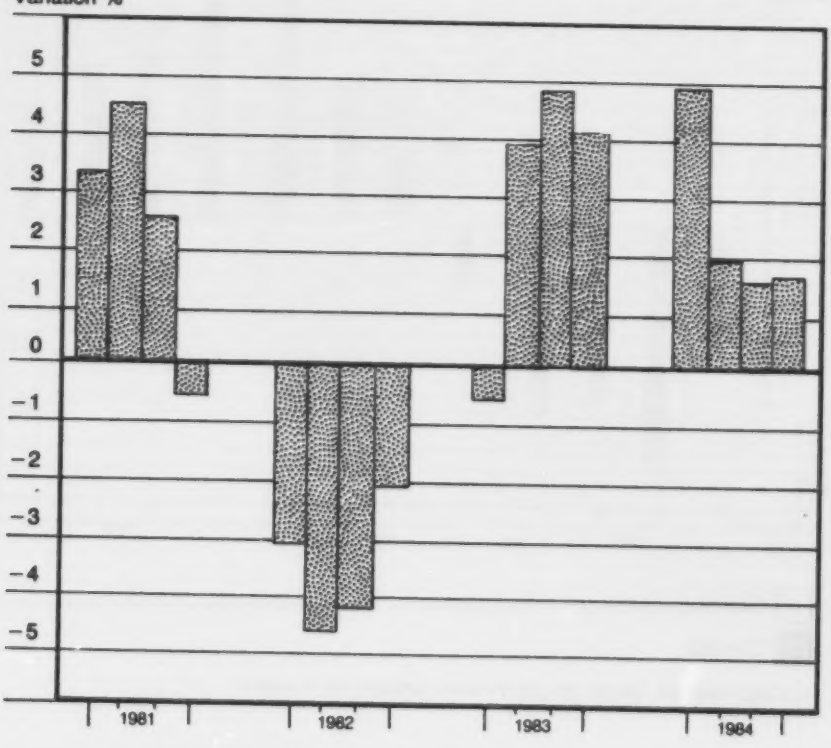
2. Une partie de la valeur des exportations d'aluminium n'est pas publiée pour un motif de confidentialité; cependant, toute la valeur est prise en compte dans le total des exportations québécoises.

SOURCE: Bureau de la statistique du Québec.

Graphique 2G
Variation du P.I.B. au coût des facteurs
1984/1983



Graphique 2H
Évolution de l'emploi du secteur tertiaire
1981-1984



LA PRODUCTION ET L'EMPLOI

La production

La croissance de l'activité économique est distribuée de façon plus équilibrée en 1984 qu'au cours de la première année de la reprise où la forte hausse de la demande avait d'abord atteint quelques secteurs de production en particulier. Les données infra-annuelles disponibles indiquent par ailleurs une diminution de trimestre en trimestre du taux de croissance de la production et de l'emploi, par rapport à l'année précédente.

Le produit intérieur brut, qui évalue l'ensemble des revenus réalisés dans l'économie, enregistre une hausse de 9% en 1984 par rapport à 1983; les secteurs primaires, le secteur manufacturier, la construction et le secteur tertiaire connaissent tous un taux de croissance de près de 10%. Dans le cas du secteur primaire, cette hausse fait cependant suite à une diminution de plus de 10% au cours de l'année précédente; de plus, c'est le secteur agricole qui est principalement responsable de la croissance du secteur primaire en 1984 avec une hausse de 18,3% alors que le produit intérieur brut du secteur minier ne s'accroît que de 2%.

En ce qui a trait au secteur tertiaire de l'économie, les produits intérieurs bruts de chacun des sous-secteurs connaissent des augmentations d'environ 10%; cependant, les données sur l'emploi révèlent que le transport, les communications et les services d'utilité publique comptent moins d'employés en 1984 qu'en 1983. Les données sur l'emploi, qui constituent le principal indicateur du niveau d'activité dans le

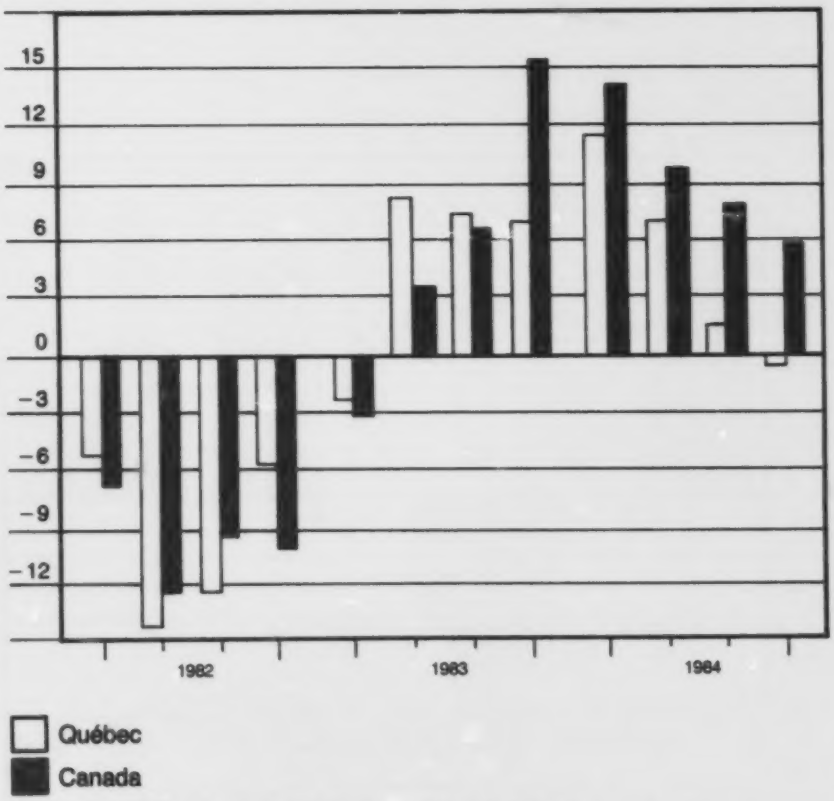
secteur tertiaire, indiquent également que le taux de croissance de l'emploi se maintient au cours des trois derniers trimestres de 1984, quoiqu'à un niveau moins élevé qu'au cours des mêmes trimestres de 1983 qui marquaient le début de la reprise. L'emploi dans le secteur tertiaire représente 70% de l'emploi total au Québec en 1984; il s'accroît de 2,5% en 1984 tandis que l'emploi total est en hausse de 3% par rapport à 1983.

Dans le secteur manufacturier, le produit intérieur brut augmente de 8,9% en dollars courants en 1984 grâce à un accroissement de 19% de la valeur des expéditions manufacturières[4] par rapport à 1983. La déflation de la valeur des expéditions de chaque industrie par l'indice canadien des prix de vente indique que la valeur des expéditions manufacturières s'est accrue de 5,3% en termes réels en 1984 ce qui l'amène au même niveau qu'en 1981, avant la récession. Cependant, malgré un accroissement de 27 000 (5%) de l'emploi manufacturier en 1984, il demeure inférieur de 33 000 à son niveau de 1981.

Le taux de croissance de la valeur réelle des expéditions s'établit à 11% au premier trimestre de 1984 par rapport au premier trimestre de 1983; le taux de croissance diminue par la suite à 7,1% au deuxième trimestre, à 2,9% au troisième trimestre puis finalement à 0,8% au quatrième trimestre de 1984. Comme en 1983, l'industrie de la première transformation des métaux et celles du matériel de transport, du bois et du caoutchouc et des produits en plastique connaissent de fortes augmentations de la valeur de leurs expéditions en 1984; la reprise de l'activité atteint aussi d'autres industries en 1984, celles du matériel et des appareils électriques, des produits métalliques, des produits minéraux non métalliques enregistrant une hausse supérieure à 10% de la valeur réelle de leurs expéditions en 1984. De plus, ces dernières industries sont parmi les seules à maintenir un rythme de croissance élevé tout au long de 1984. Par ailleurs, contrairement à l'année précédente, les industries du papier, du meuble et du textile ne connaissent pas, en 1984, une forte croissance de la valeur de leurs expéditions.

4. Les données des expéditions manufacturières utilisées dans cette publication sont présentées suivant la classification des industries de 1970.

Graphique 2I
Évolution des expéditions manufacturières,
Québec, Canada
1982-1984

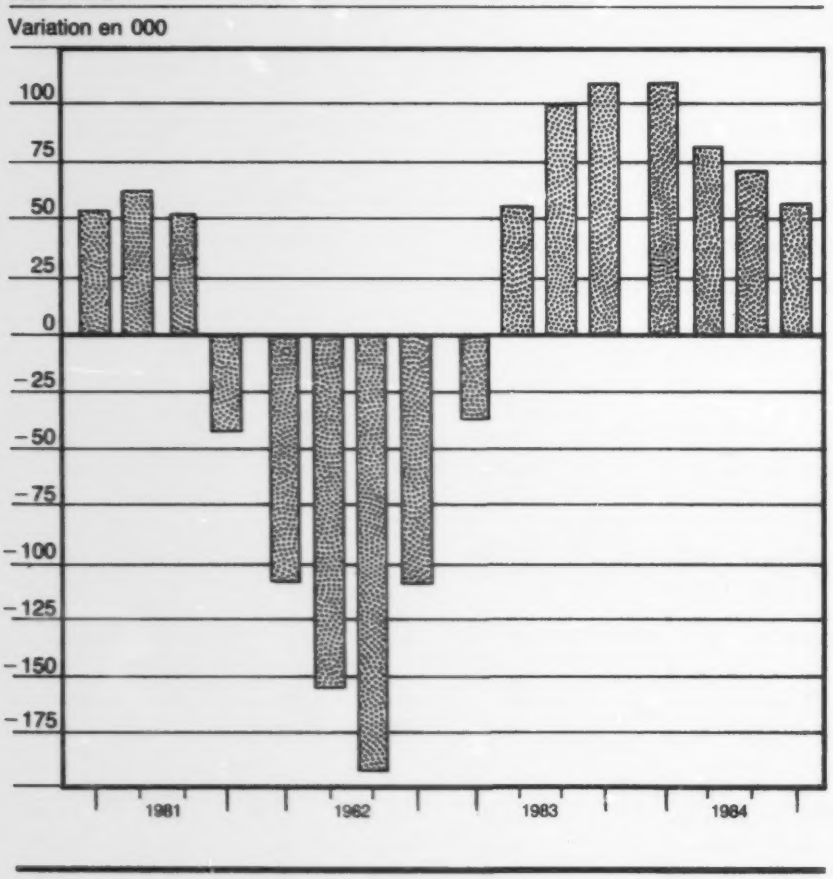


1. Dégonflées par l'indice des prix de vente canadien de l'industrie

L'emploi

L'emploi total s'accroît de 3% au Québec en 1984. L'emploi connaît une forte augmentation de 4,4% au premier trimestre de 1984 par rapport au premier trimestre de 1983, où il continuait de décroître par rapport au même trimestre de l'année précédente. Le taux de croissance de l'emploi diminue de trimestre en trimestre par la suite en 1984, alors qu'en 1983 on observait l'inverse. En fait, c'est au mois d'août que l'accroissement de l'emploi par rapport à l'année précédente connaît un fléchissement marqué, à 58 000 comparativement à 96 000 en juillet, et l'écart demeure supérieur à 50 000 emplois jusqu'en décembre 1984 par rapport à décembre 1983. L'évolution de l'emploi total est très semblable à l'évolution de l'emploi du secteur tertiaire à cause de l'importance relative de celui-ci.

Graphique 2J
Évolution de l'emploi
1981-1984



Dans les autres secteurs, on observe une évolution trimestrielle différente. Ainsi, c'est au quatrième trimestre que l'agriculture et les autres activités primaires enregistrent la plus forte augmentation de l'emploi alors que, dans l'industrie de la construction, la hausse la plus forte survient au troisième trimestre de 1984, en regard du même trimestre de 1983. Par ailleurs, l'emploi manufacturier connaît sa plus forte croissance au deuxième trimestre de 1984 et maintient une forte croissance au troisième trimestre; il faut noter, qu'en 1983, l'emploi avait continué à décroître jusqu'au troisième trimestre dans le secteur manufacturier.

L'amélioration de la situation de l'emploi est accompagnée d'un accroissement de la population active. Cet accroissement est plus important au premier trimestre, soit 85 000 personnes, les hausses s'établissant par la suite à 52 000, 40 000 puis 38 000, au cours des trois derniers trimestres de 1984, par rapport aux mêmes trimestres de 1983.

Ce mouvement de la population active semblable à celui de l'emploi a pour conséquence le maintien du taux de chômage tout au long de 1984 à environ un point de pourcentage sous son niveau de 1983. Il s'établit à 12,8% en moyenne en 1984, comparativement à 13,9% en 1983, l'écart entre les deux taux atteignant 1,7 point de pourcentage en mars et en juillet, et 0,2 point en novembre; l'année se termine avec un taux de chômage de 11,9% en décembre 1984, inférieur de 1,6 point au taux de décembre 1983.

Tableau 2.7
Population active, emploi et chômage
1984

	1984				
	I	II	III	IV	1984
Population active (000)					
15 ans et plus	3 047	3 146	3 195	3 103	3 123
Variation en %	2,9	1,7	1,3	1,3	1,8
15 à 24 ans	665	724	761	673	706
Variation en %	0,5	-0,5	-3,5	-2,5	-1,6
25 ans et plus	2 382	2 422	2 434	2 430	2 417
Variation en %	3,6	2,3	2,9	2,3	2,8
Emploi (000)					
15 ans et plus	2 610	2 731	2 823	2 725	2 722
Variation en %	4,4	3,1	2,6	2,1	3,0
15 à 24 ans	514	573	628	549	566
Variation en %	5,5	2,7	0,2	1,5	2,3
25 ans et plus	2 096	2 158	2 195	2 176	2 156
Variation en %	4,2	3,2	3,2	2,3	3,2
Chômage (000)					
15 ans et plus	437	415	372	378	401
Variation en %	-5,5	-6,9	-7,5	-4,8	-6,2
15 à 24 ans	150	150	133	124	139
Variation en %	-13,6	-11,0	-17,6	-17,3	-14,8
25 ans et plus	286	265	239	254	261
Variation en %	-0,9	-4,2	-0,7	2,8	-0,9
Taux de chômage (%)					
15 ans et plus	14,3	13,2	11,6	12,2	12,8
15 à 24 ans	22,6	20,8	17,5	18,4	19,9
25 ans et plus	12,0	10,9	9,8	10,4	10,8

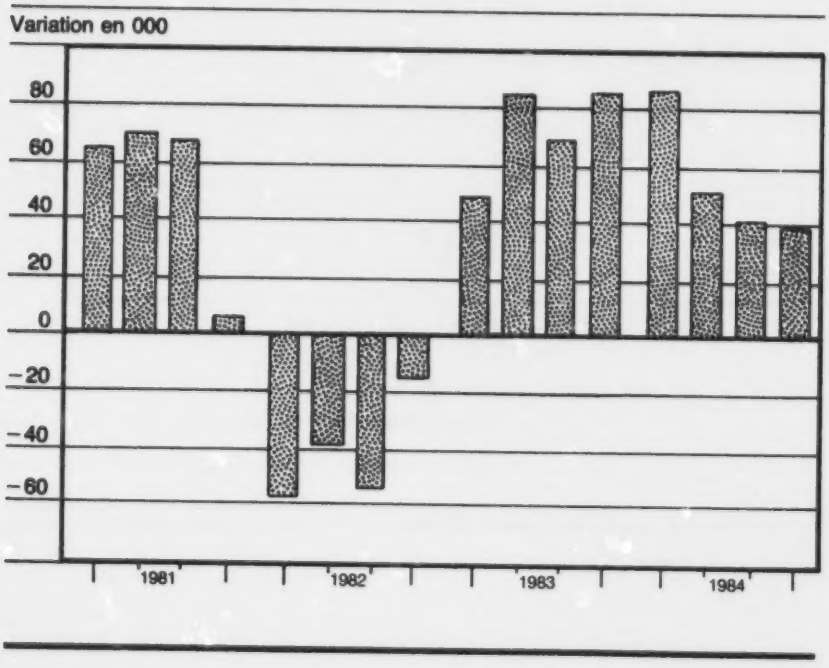
SOURCE: Statistique Canada.

LES PRIX ET LES COÛTS DE PRODUCTION

La persistance d'un taux de chômage élevé tout au long de 1984 et le faible taux d'inflation sont peu propices à la croissance de la rémunération hebdomadaire qui est légèrement plus faible en 1984 qu'en 1983, soit de 6$ comparativement à 6,6$ en 1983 (selon la méthodologie de l'enquête utilisée jusqu'à mars 1983). De plus, ce taux de croissance diminue de trimestre en trimestre et il n'est que de 4,3$ au quatrième trimestre de 1984, en regard du dernier trimestre de 1983.

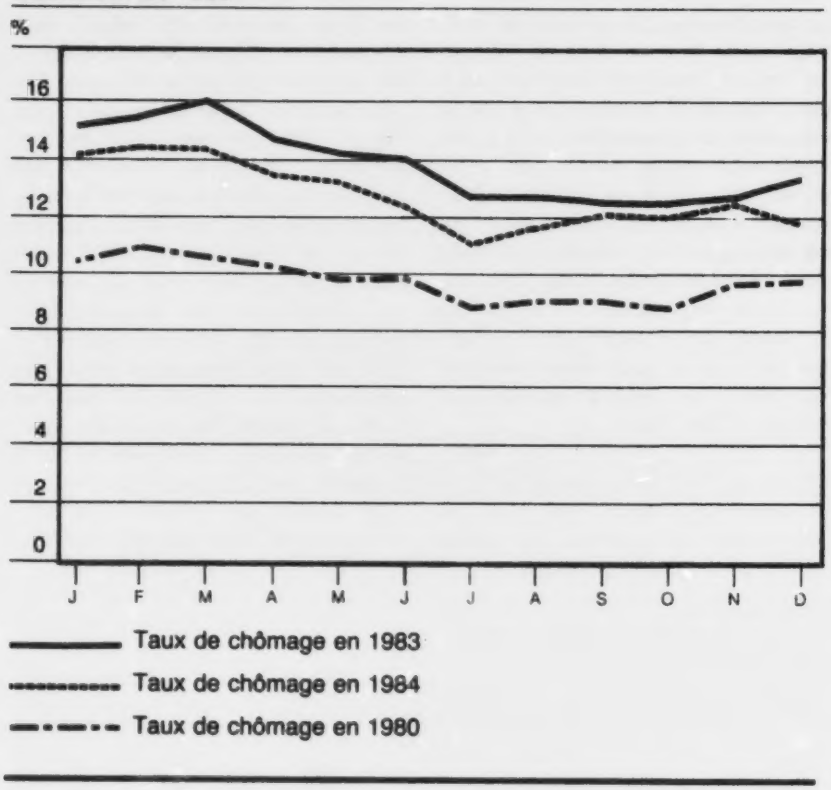
En ce qui concerne les prix à la consommation, leur évolution au Québec est déterminée en bonne partie sur des marchés qui débordent les frontières du Québec. Ainsi, l'évolution des prix des matières brutes utilisées dans l'industrie dépend principalement du prix des produits de base sur les marchés internationaux. En 1984, l'indice des prix de ces matières premières s'accroît de 3,1$ au Canada avec des variations importantes des taux de croissance selon les composantes. Par exemple, l'indice des prix des matières métalliques non ferreuses est en baisse de 3,3$ par rapport à 1983 et celui des prix des combustibles ne s'accroît que de 1,4$. L'indice des prix des produits minéraux non métalliques augmente de 4,1$, celui du bois de 4,8$ tandis que l'indice des prix des matières textiles brutes s'accroît de 7,6$ en regard de 1983. Les augmentations les plus significatives sont celles des indices des prix des substances végétales (8,2$) et des matières métalliques ferreuses (10,4$). Cependant, alors que le taux de croissance de l'indice des prix des matières premières diminuait de mois en mois au cours de 1984, un redressement se manifeste vers la fin de l'année et il se situe à 5,1$ en novembre et à 4,4$ en décembre. Ce redressement est dû principalement à l'accroissement de 7$ de l'indice des prix des combustibles en novembre et en décembre alors que la croissance de cet indice est pratiquement nulle au cours des mois précédents.

Graphique 2K
Évolution de la population active
1981-1984



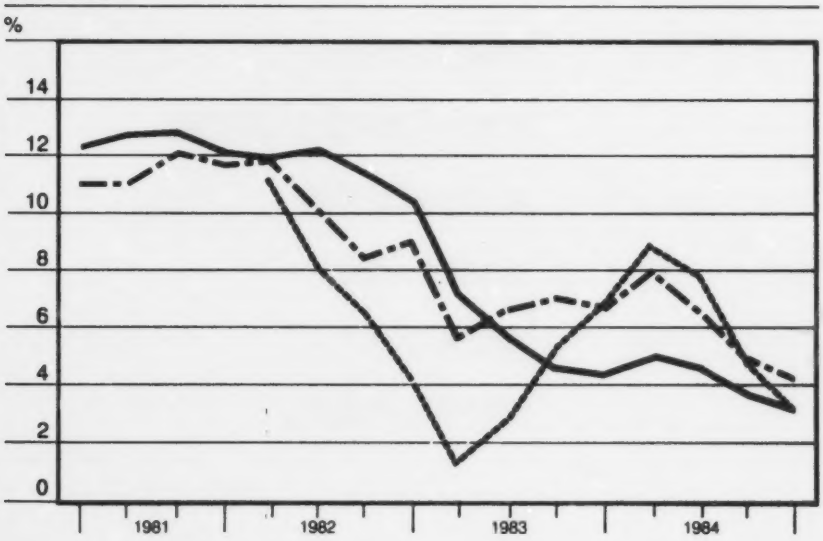
La croissance modérée des taux de salaires et des coûts des matières brutes utilisées se traduit dans la croissance des prix de vente des industries manufacturières dont l'indice n'augmente que de 4,1% au Canada en 1984 en regard de 1983. Les taux de croissance de l'indice des prix de vente ne varient pas tellement d'une industrie à l'autre à l'exception de quelques-unes où les conditions du marché déterminent une évolution particulière, soit celles du bois (-1,7%), des papiers et des produits connexes (10,7%) et l'industrie de la première transformation des métaux (1,1%); ce sont trois industries très importantes au Québec en termes d'emplois et la rentabilité des producteurs québécois de ces industries est fortement conditionnée par cette évolution des prix de vente.

Graphique 2L
Évolution du taux de chômage
1983-1984 et 1980



L'évolution des prix de vente industriels influence la croissance des prix des biens et services achetés par les consommateurs. En 1984, l'indice des prix à la consommation à Montréal enregistre une augmentation de 4,2% par rapport à l'année précédente alors qu'en 1983 la hausse avait été de 5,6%. De plus, en 1984, le taux de croissance s'atténue de trimestre en trimestre et il n'est que de 3,2% au quatrième trimestre en regard du même trimestre de 1983. Une croissance plus faible de l'indice des prix de l'énergie (5,2%) contribue à la diminution du rythme de croissance de l'indice des prix à la consommation, mais toutes les composantes, à l'exception de l'indice des prix des aliments, connaissent aussi une croissance plus faible en 1984 qu'en 1983. Contrairement à l'année précédente, l'indice des prix des aliments subit, en 1984, une augmentation plus forte (4,8%) que l'indice d'ensemble. Par ailleurs, l'indice des prix des tabacs et alcools demeure celui qui enregistre la plus forte hausse (7%). Au dernier trimestre de 1984, l'indice des prix des aliments s'accroît moins fortement, soit de 1,5% par rapport au dernier trimestre de 1983, mais le taux de croissance de l'indice des prix de l'énergie est plus élevé (6,5%) que pour l'ensemble de l'année 1984.

Graphique 2M
Évolution des prix et des coûts[1]
1981-1984



——— I.P.C.

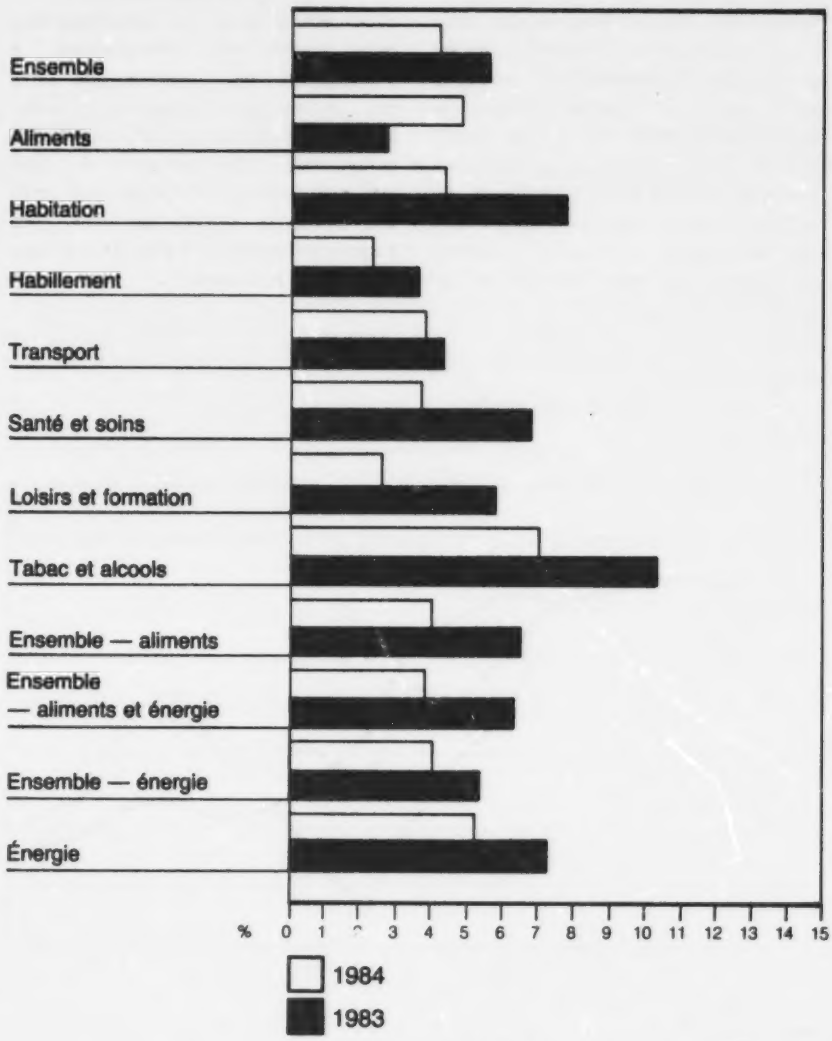
---------- Indice des prix des logements neufs

- - - - - Rémunération hebdomadaire moyenne

1. Variation par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente

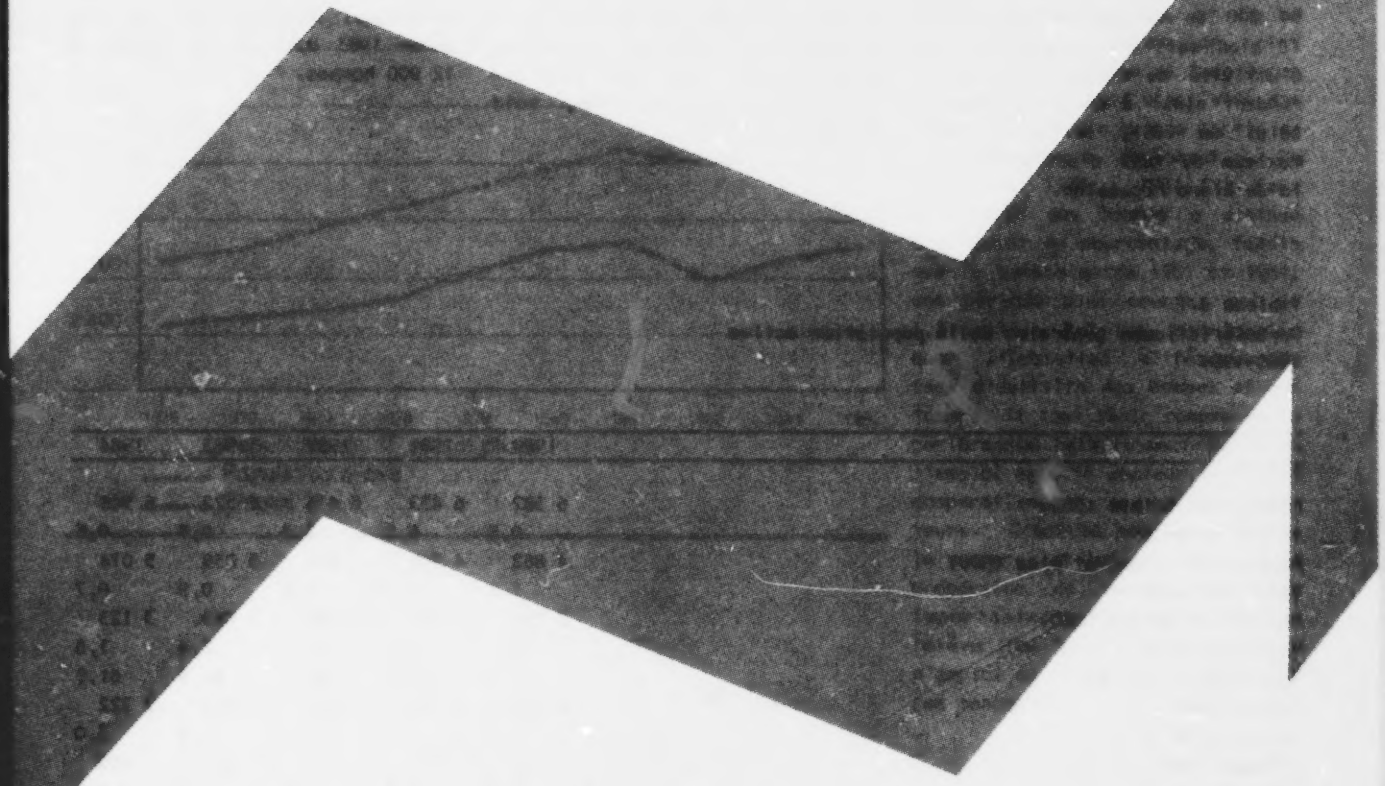
Quant aux prix des logements neufs, ils connaissent en 1984 une augmentation plus importante que les prix à la consommation. L'indice des prix des logements neufs s'élève en effet de 6,2% à Montréal en 1984 et de 5% à Québec, par rapport à 1983. À Montréal, c'est au début de l'année que les taux de croissance sont les plus élevés, soit de 9% au premier trimestre et de 7,9% au deuxième trimestre, et cela tient au fait qu'au cours des deux premiers trimestres de 1983 les augmentations n'y avaient été que de 1,4% et 2,9% seulement par rapport aux deux premiers trimestres de 1982. L'accroissement relativement élevé de l'indice des prix des logements neufs en 1984 s'explique principalement par les conditions du marché de l'habitation puisque l'indice des prix des intrants dans la construction résidentielle n'augmente que de 2% en 1984, par rapport à 1983.

Graphique 2N
Variation de l'indice des prix à la consommation[1] à Montréal 1984/1983, 1983/1982



1. Hausse moyenne de l'indice

Section II
Le bilan de l'activité économique en 1984



Chapitre 3
Le marché du travail

En 1984, la progression de l'emploi est supérieure à celle enregistrée en 1983, soit de 3,3% comparativement à 2,2%. À l'augmentation de 80 000 du nombre d'emplois en 1984 sont associées une diminution de 27 000 du nombre de chômeurs et une augmentation de 54 000 de la population active. Il s'en suit une hausse du taux d'activité de 60,9% à 61,5%, le rendant ainsi à un niveau égal à celui de 1981, soit le niveau maximum du taux d'activité avant la dernière récession.

L'évolution de l'emploi a un impact favorable sur le taux de chômage qui passe de 13,9% en 1983 à 12,8% en 1984. De plus, le rapport du nombre de personnes occupant un emploi à la population en âge de travailler (rapport emploi/population) augmente sensiblement en 1984, passant de 52,4% à 53,6%, pour retrouver son niveau moyen d'avant 1980 mais sans atteindre celui de 1981, soit 55,1%.

LA POPULATION ACTIVE ET LE TAUX D'ACTIVITÉ

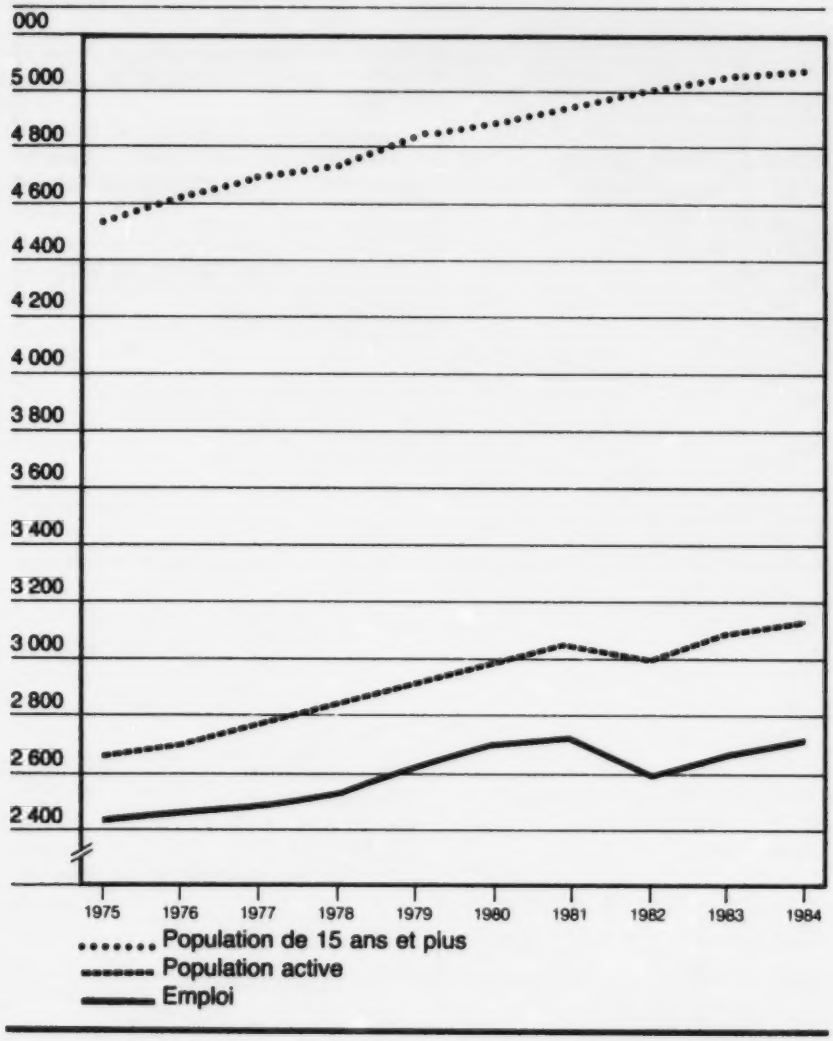
Des 6 546 000 personnes qui composent la population du Québec en 1984, 5 074 000 sont âgées de 15 ans et plus. Quant à la population active, elle compte 3 123 000 personnes, soit 54 000 de plus qu'en 1983 dont 42 000 femmes et 12 000 hommes.

Tableau 3.1
Caractéristiques générales de la population active
1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984
Population totale (000)	6 382	6 433	6 476	6 522	6 546
Variation en %	0,8	0,8	0,7	0,5	0,5
Population 15 ans et plus (000)	4 882	4 945	4 996	5 039	5 074
Variation en %	1,5	1,3	1,0	0,9	0,7
Population active (000)	2 988	3 040	2 998	3 069	3 123
Variation en %	3,1	1,7	-1,4	2,4	1,8
Taux d'activité (%)	61,2	61,5	60,0	60,9	61,5
Emploi (000)	2 694	2 726	2 584	2 642	2 722
Variation en %	2,9	1,2	-5,2	2,2	3,0
Chômage (000)	294	314	413	427	400
Variation en %	5,8	6,8	31,5	3,4	-6,3
Taux de chômage (%)	9,8	10,3	13,8	13,9	12,8
Rapport emploi/population (%)	55,2	55,1	51,7	52,4	53,6

SOURCE: Statistique Canada.

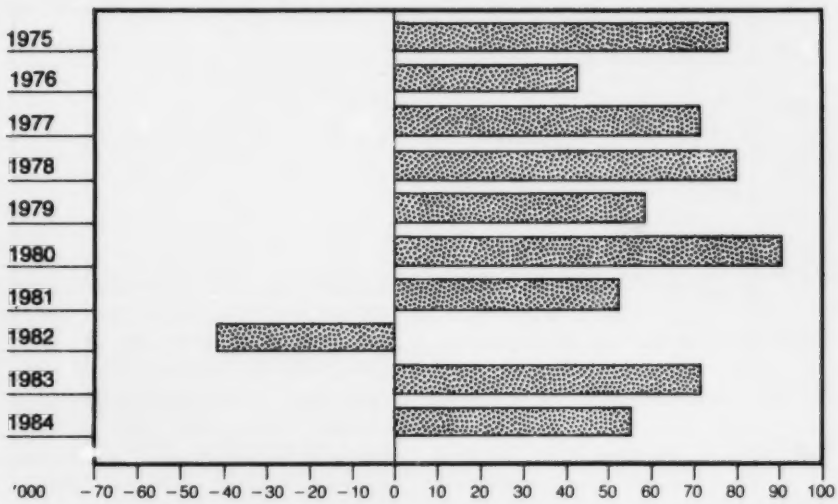
Graphique 3A
Population de 15 ans et plus, population active et emploi 1975-1984



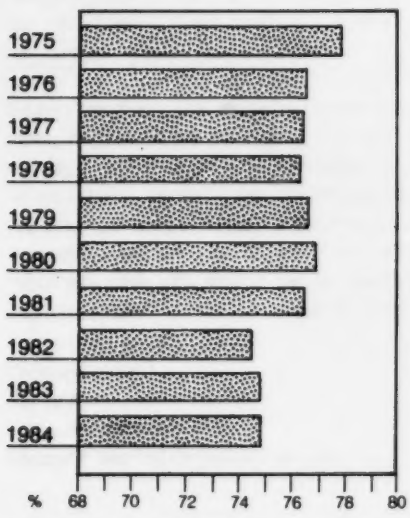
Alors que, chez les hommes, l'augmentation de la population active est moins élevée et la croissance de l'emploi se fait en bonne partie au détriment du nombre de chômeurs, chez les femmes, la croissance de la population active est principalement attribuable à la venue de nouvelles personnes. De 1983 à 1984, le taux d'activité des femmes passe de 47,9% à 49,1% tandis que celui des hommes demeure stable à 74,7%. Dans le cas des femmes, le taux d'activité est plus élevé que jamais auparavant, poursuivant sa tendance historique à la hausse. Le taux d'activité des hommes demeure sensiblement à son niveau atteint suite à sa chute en 1982, où il diminua de 2 points de pourcentage, et il ne gagne que 3 dixièmes de point depuis. La tendance de long terme à la baisse du taux d'activité des hommes n'explique qu'une partie de ce comportement seulement. En effet, de 1976 à 1981, le taux d'activité des hommes a diminué d'un point de pourcentage, tandis que la baisse entre 1981 et 1984, une période plus courte, est de 1,3 point. De plus, pour expliquer l'évolution différente du taux d'activité des hommes et des femmes, il faut tenir compte de la performance relativement bonne de l'emploi dans le secteur tertiaire comparativement aux autres secteurs. C'est en particulier dans le commerce et les services, où la proportion de femmes est plus importante qu'ailleurs, qu'on relève les plus fortes hausses d'emploi au cours des deux dernières années.

Dans la quasi-totalité des groupes d'âge, le taux d'activité suit la même évolution que celle décrite au niveau global pour chaque sexe. Ainsi, en 1984, le taux d'activité des hommes est plus élevé qu'en 1983 mais plus bas qu'en 1981 pour tous les groupes d'âge, à l'exception de celui des hommes de 45 à 64 ans qui diminue, passant de 80,5% en 1983 à 78,3% en 1984. Chez ces derniers, on note d'ailleurs une décroissance simultanée de l'emploi et du chômage de même qu'une baisse de la population active et du taux d'activité. Les hommes de 15 à 19 ans, pour leur part, ne récupèrent qu'une partie des points perdus en 1981 et 1982 au chapitre du taux d'activité.

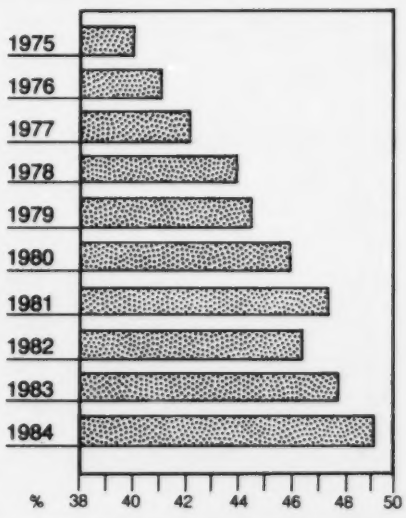
Graphique 3C
Croissance de la population active 1975-1984



Graphique 3B
Taux d'activité des hommes de 15 ans et plus 1975-1984



Taux d'activité des femmes de 15 ans et plus 1975-1984



Taux d'activité de la population de 15 ans et plus 1975-1984

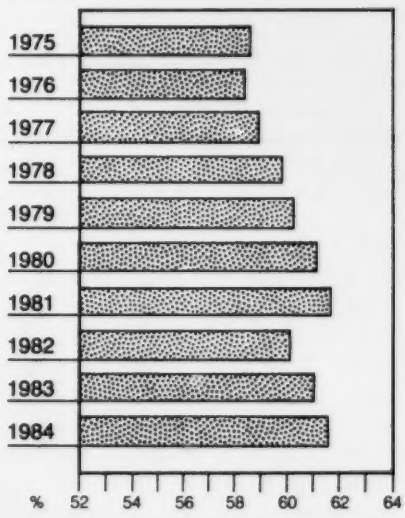


Tableau 3.2
Caractéristiques de la population active selon le sexe
1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984
Population 15 ans et plus (000)					
Hommes	2 378	2 407	2 429	2 448	2 464
Variation en %	1,4	1,2	0,9	0,8	0,7
Femmes	2 504	2 539	2 567	2 591	2 610
Variation en %	1,6	1,4	1,1	0,9	0,7
Population active (000)					
Hommes	1 831	1 838	1 808	1 829	1 841
Variation en %	1,9	0,4	-1,6	1,2	0,7
Femmes	1 157	1 203	1 190	1 240	1 282
Variation en %	5,1	4,0	-1,1	4,2	3,4
Taux d'activité (%)					
Hommes	77,0	76,4	74,4	74,7	74,7
Femmes	46,2	47,4	46,4	47,9	49,1
Emploi (000)					
Hommes	1 661	1 659	1 560	1 576	1 611
Variation en %	1,2	-0,1	-6,0	1,0	2,2
Femmes	1 033	1 067	1 024	1 066	1 111
Variation en %	5,5	3,3	-4,0	4,1	4,2
Chômage (000)					
Hommes	170	178	248	254	230
Variation en %	9,0	4,7	39,3	2,4	-9,4
Femmes	124	136	166	173	171
Variation en %	1,6	9,7	22,1	4,2	-1,2
Taux de chômage (%)					
Hommes	9,3	9,7	13,7	13,9	12,5
Femmes	10,8	11,3	13,9	14,0	13,3
Rapport emploi/population (%)					
Hommes	69,8	68,9	64,2	64,4	65,4
Femmes	41,3	42,0	39,9	41,1	42,6

SOURCE: Statistique Canada.

En 1984, la population active de ce groupe d'âge diminue moins rapidement que la population de base, soit des baisses de 2,3% et 6,1% respectivement; en conséquence, le taux d'activité des hommes de 15 à 19 ans augmente de 44,9% en 1983 à 46,7% en 1984 mais demeure inférieur à celui de 49,1% connu en 1981.

Les femmes âgées de 15 à 19 ans constituent le seul groupe féminin dont le taux d'activité n'a pas rejoint son niveau de 1981 (43%), malgré la hausse de 40,7% en 1983 à 41% en 1984. En effet, même si la population des femmes de 15 à 19 ans diminue de 6,2% en 1984, la population active de ce groupe diminue moins fortement (-5,6%); on observe dans ce groupe une baisse simultanée du chômage et de l'emploi.

Chez les personnes de 25 à 44 ans, le taux d'activité passe de 76,7% à 78,1% de 1983 à 1984. Ce mouvement est caractérisé par la quasi-stagnation du taux d'activité des hommes et par une hausse marquée du taux d'activité des femmes appartenant au même groupe. En effet, le taux d'activité des hommes de 25 à 44 ans se situe sensiblement au même niveau qu'au cours des deux années précédentes, soit 92,5% en 1984, comparativement à 92,3% en 1983 et 92,5% en 1982, alors qu'il était de 94,1% en 1981 et de 94,2% en 1980. Quant aux femmes de 25 à 44 ans, leur taux d'activité passe de 61,2% en 1983 à 64% en 1984, soit une progression annuelle équivalente à celle qu'on observait entre 1980 et 1981.

Le groupe des travailleurs de 45 à 64 ans est le seul à afficher une diminution de son taux d'activité en 1984, celui-ci passant de 58,7% à 57,6%. Le taux d'activité des hommes passe de 80,5% à 78,3% de 1983 à 1984; ce taux avait déjà perdu 4 points de pourcentage entre 1975 et 1982. A l'opposé, le taux d'activité des femmes du même groupe d'âge, qui augmentait de façon régulière avant 1982, a atteint un plateau depuis cette date se situant respectivement à 38,2%, 38,5% et 38,3% pour 1982, 1983 et 1984.

Tableau 3.3
Population active et taux d'activité selon l'âge
1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984
15-19 ans					
Population active (000)	292,3	280,2	240,5	235,0	225,8
Variation en %	2,1	-4,1	-14,2	-2,3	-3,9
Taux d'activité (%)	46,6	46,1	41,4	42,9	43,9
20-24 ans					
Population active (000)	492,3	493,6	478,6	481,8	479,6
Variation en %	2,1	0,3	-3,0	0,7	-0,4
Taux d'activité (%)	78,4	78,0	75,9	76,7	76,8
25-44 ans					
Population active (000)	1 434,0	1 501,3	1 514,4	1 574,1	1 641,5
Variation en %	3,8	4,7	0,9	3,9	4,3
Taux d'activité (%)	75,5	77,1	75,7	76,7	78,1
45-64 ans					
Population active (000)	730,0	728,7	725,2	735,5	727,9
Variation en %	2,9	-0,2	-0,5	1,4	-1,0
Taux d'activité (%)	59,9	59,2	58,4	58,7	57,6
65 ans et plus					
Population active (000)	39,6	36,6	39,5	42,5	47,5
Variation en %	2,4	-7,6	8,0	7,6	11,8
Taux d'activité (%)	7,8	7,0	7,3	7,6	8,3
15 ans et plus					
Population active (000)	**2 988,0**	**3 040,3**	**2 997,8**	**3 068,9**	**3 123,0**
Variation en %	**3,1**	**1,7**	**-1,4**	**2,4**	**1,8**
Taux d'activité (%)	**61,2**	**61,5**	**60,0**	**60,9**	**61,5**

SOURCE: Statistique Canada.

Graphique 3D
Création nette d'emplois
1975-1984

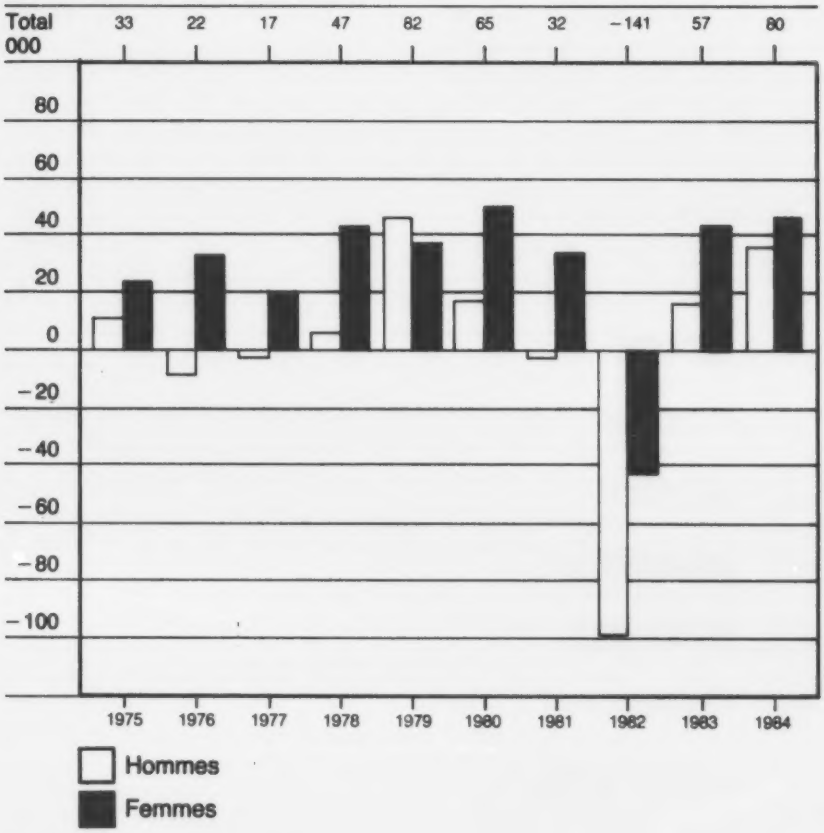


Tableau 3.4
Emploi temps plein et temps partiel
1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984
Temps plein	**2 419,3**	**2 420,6**	**2 270,4**	**2 298,4**	**2 363,8**
Variation en %	**2,3**	**0,1**	**-6,2**	**1,2**	**2,8**
Hommes	1 579,8	1 567,2	1 464,9	1 473,3	1 505,2
Variation en %	0,9	-0,8	-6,5	0,6	2,0
Femmes	839,7	853,5	805,4	824,8	861,6
Variation en %	5,0	1,6	-5,6	2,4	4,5
Temps partiel	**274,4**	**305,5**	**314,1**	**343,8**	**358,5**
Variation en %	**8,0**	**11,3**	**2,8**	**9,5**	**4,3**
Hommes	81,1	92,1	95,6	102,3	109,0
Variation en %	8,8	13,6	3,8	7,0	6,6
Femmes	193,2	213,5	218,6	241,5	249,5
Variation en %	7,6	10,5	2,4	10,5	3,3

SOURCE: Statistique Canada.

L'EMPLOI ET LE CHÔMAGE

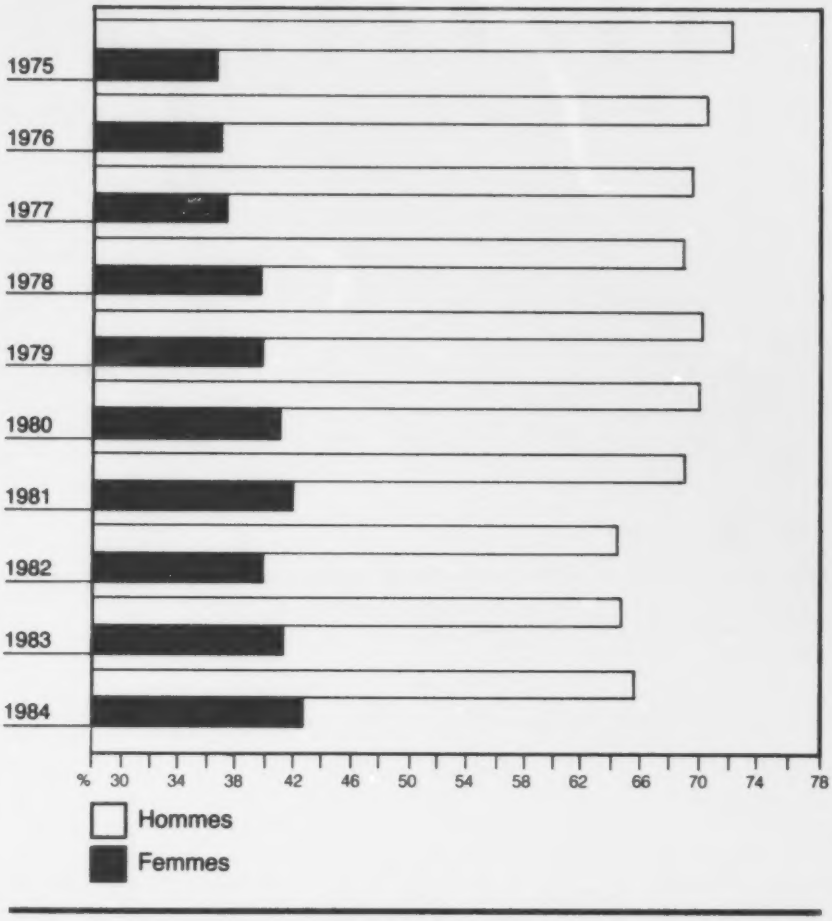
En 1984, le nombre d'emplois s'accroît de 80 000, soit une hausse de 3% par rapport à 1983. C'est le plus fort taux de croissance de l'emploi depuis 1979 où l'on enregistrait une hausse de 3,5%. Par ailleurs, le rapport emploi/population (soit le nombre d'emplois divisé par le nombre de personnes de 15 ans et plus du groupe correspondant) passe de 52,4% en 1983 à 53,6% en 1984, soit un niveau équivalent à celui de 1978 (53,4%). Ceci n'est cependant pas suffisant pour rejoindre les niveaux les plus élevés du rapport emploi/population, soit 55,2% et 55,1% atteints respectivement en 1980 et 1981.

De façon générale, le rapport emploi/population mesure l'évolution de l'emploi en tenant compte des variations démographiques. Il est souvent considéré plus représentatif de la situation du marché du travail que le taux de chômage, mais il comporte tout de même certaines lacunes. En effet, pris globalement, le rapport emploi/population ne tient pas compte des aspects qualitatifs de l'emploi, ni de l'évolution relative de l'emploi à temps plein ou à temps partiel. Il est facile de contourner ce dernier problème en calculant des rapports emploi/population pour l'emploi à temps plein et l'emploi à temps partiel de façon séparée. Ces calculs indiquent que le rapport emploi à temps plein sur la population de 15 ans et plus est passé de 45,6% en 1983 à 46,6% en 1984. Malgré cette hausse, le rapport emploi à temps plein/population n'a pas repris le terrain perdu lors de la récession de 1982 où il chutait de 49% à 45,4%. De 1975 à 1980, le rapport emploi à temps plein/population se situait constamment entre 48,4% et 50%.

Cette situation affecte les hommes de façon plus marquée que les femmes, mais il faut noter que la tendance du rapport emploi à temps plein/population était à la baisse chez les hommes avant la récession de 1982. Le rapport emploi à temps plein/population des hommes passe de 65,1% en 1981 à 60,3% et 60,2% en 1982 et 1983 pour remonter à 61% en 1984. Pendant ce temps, celui des femmes passe de 33,6% en 1981 à 31,4% et 31,8% en 1982 et 1983, pour ensuite reprendre une partie des points perdus en se situant à 33% en 1984. En termes d'emplois, cette situation se traduit par une hausse des emplois à temps plein de 4,5% chez les femmes en 1984, alors que, chez les hommes, on constate une augmentation de 2% par rapport à 1983. Durant la même période, l'emploi à temps partiel progresse de 6,6% chez les hommes et de 3,3% chez les femmes alors qu'en 1983 il augmentait de 7% chez les hommes et de 10,5% chez les femmes.

La ventilation de l'emploi selon l'âge montre que le groupe qui bénéficie de la hausse d'emplois la plus marquée est celui des 25 à 44 ans avec 5% en 1984. Chez les travailleurs de 45 à 64 ans, l'emploi diminue de 1%, alors qu'il augmente de 12,6% chez les 65 ans et plus. Les plus jeunes enregistrent des hausses sensibles d'emplois en 1984 contrairement à 1983, ceux-ci connaissant, en effet, une augmentation de 1,5% pour les 15 à 19 ans et de 2,7% pour les 20 à 24 ans en 1984. Cependant, les hommes de ces deux groupes d'âge sont les seuls bénéficiaires de ces hausses d'emplois. En effet, l'emploi des hommes de 15 à 19 ans et de ceux de 20 à 24 ans augmente respectivement de 4,3% et de 5,7% en 1984 alors que, chez les femmes, on note des baisses respectives de 1,5% et 0,2%.

Graphique 3E
Rapport emploi/population
1975-1984



Il est à noter que les populations âgées de 15 à 19 ans et de 20 à 24 ans diminuent et que, dans une telle perspective, le rapport emploi/population donne une meilleure image de l'évolution de l'emploi chez ces groupes. Le rapport emploi/population des 15 à 19 ans augmente de façon assez marquée en 1984, sans toutefois retrouver son niveau de 1981, mais est tout de même comparable à celui de 1978. Dans le cas des femmes de 15 à 19 ans, le rapport emploi/population passe de 30,4% en 1983 à 31,9% en 1984, soit moins qu'avant la récession (34,1% en 1981), mais au même niveau qu'en 1978. On observe la même évolution dans le cas des hommes de 15 à 19 ans avec 34,7% en 1978, 38,5% en 1981, 32,3% en 1983 et 35,9% en 1984. Chez les hommes de 20 à 24 ans, le rapport emploi/population augmente de façon marquée en 1984, passant de 61,8% à 65,5%, mais se situe encore loin du 70,2% qu'il atteignait en 1981. La baisse du rapport emploi/population chez ce groupe est plus prononcée au cours des trois dernières années où il diminue de 4,7 points de pourcentage, alors qu'en six ans (de 1975 à 1981) il avait connu une baisse de 3,4 points. Les femmes de 20 à 24 ans voient leur rapport emploi/population passer de 59,5% à 60,2% en 1984, à 1,8 point au-dessous du niveau de 1981 lequel était 1,2 point au-dessous de celui de 1975. Les femmes de 25 à 44 ans constituent le groupe connaissant la plus forte hausse du rapport emploi/population en 1984, celui-ci se situant à 56,3% comparativement à 54,2% en 1981. Cependant, durant les six années qui avaient précédé 1981, leur rapport emploi/population avait connu une hausse de 11,9 points. Quant aux hommes de 25 à 44 ans, leur rapport emploi/population en 1984 (82%) augmente quelque peu par rapport à 1983 (81,3%), mais est inférieur de 4,8 points à celui de 1981, ce qui contraste avec la baisse survenue de 1975 à 1981 (-3,5 points).

Tableau 3.5
Emploi et rapport emploi/population selon l'âge
1980-1984

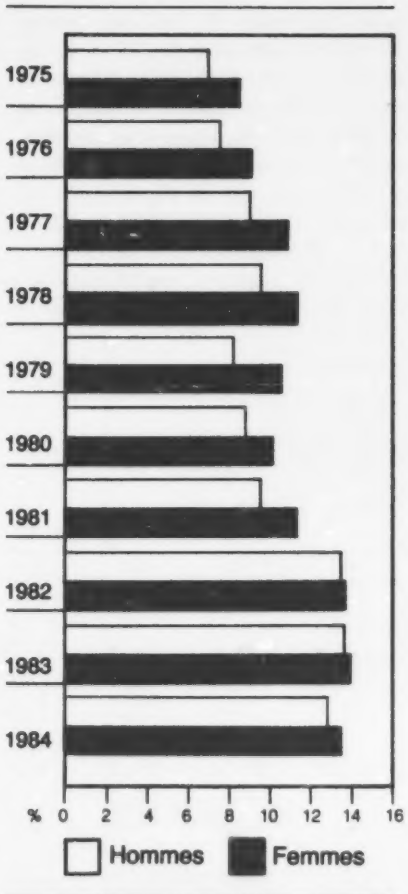
	1980	1981	1982	1983	1984
15-19 ans					
Emploi (000)	230,1	220,8	172,5	171,7	174,2
Variation en %	0,7	-4,0	-21,9	-0,5	1,5
Rapport emploi/population (%)	36,7	36,4	29,7	31,3	33,8
20-24 ans					
Emploi (000)	419,9	418,7	380,2	381,7	391,9
Variation en %	1,4	-0,4	-9,1	0,4	2,7
Rapport emploi/population (%)	66,9	66,1	60,3	60,7	62,8
25-44 ans					
Emploi (000)	1 325,3	1 371,3	1 331,5	1 381,3	1 450,3
Variation en %	4.0	3,5	-2,9	3,7	5,0
Rapport emploi/population (%)	69,8	70,4	66,5	67,3	69,0
45-64 ans					
Emploi (000)	679,4	679,7	661,6	666,1	659,2
Variation en %	2,2	0,0	-2,7	0,7	-1,0
Rapport emploi/population (%)	55,8	55,2	53,3	53,2	52,1
65 ans et plus					
Emploi (000)	39,0	35,9	38,5	41,6	46,8
Variation en %	3,3	-7,9	7,2	8,0	12,6
Rapport emploi/population (%)	7,7	6,8	7,1	7,5	8,2
15 ans et plus					
Emploi (000)	**2 693,9**	**726,3**	**2 584,6**	**2 642,0**	**2 722,4**
Variation en %	**2,9**	**1,2**	**-5,2**	**2,2**	**3,0**
Rapport emploi/population (%)	**55,2**	**55,1**	**51,7**	**52,4**	**53,6**

SOURCE: Statistique Canada.

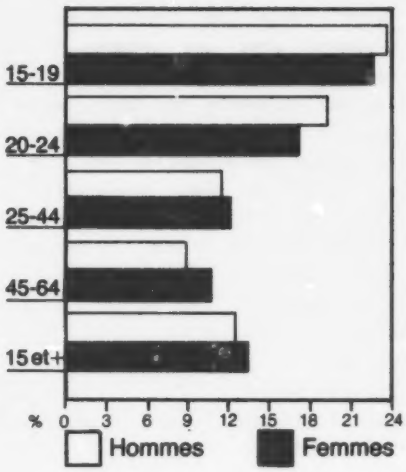
Chez les hommes de 45 à 64 ans, le rapport emploi/population se chiffre à 71,4% en 1984, évoluant de façon similaire à celui des hommes de 25 à 44 ans. Chez les femmes de 45 à 64 ans, par contre, le rapport emploi/population diminue de 0,4 point en 1984 pour se situer à 34,3%. Ce groupe n'avait toutefois pas connu une baisse très marquée de son rapport emploi/population de 1981 à 1982, celui-ci passant de 35,1% à 34,6%. Les 65 ans et plus reprennent un peu du terrain perdu, particulièrement chez les femmes qui enregistrent une hausse du rapport emploi/population de 1,1 point en 1984, celui-ci se situant à 7,1%, alors que chez les hommes de ce groupe d'âge, il passe de 9,6% à 9,8% de 1983 à 1984.

Après avoir augmenté de 31,5% en 1982 et de 3,4% en 1983, le nombre de chômeurs au Québec diminue de 6,3% en 1984. Durant cette même période, le taux de chômage est passé de 10,3% en 1981 à 13,8% en 1982, 13,9% en 1983 puis 12,8% en 1984. Malgré le fait que le Québec ait retrouvé un rapport emploi/population équivalent à celui de 1978, le taux de chômage de 1984 dépasse de 1,9 point celui de 1978. Cette situation s'explique par le fait qu'en 1984, le taux d'activité se situe à un niveau plus élevé, égalant le plafond atteint en 1981.

Graphique 3F
Taux de chômage 1975-1984



Graphique 3G
Taux de chômage selon le groupe d'âge et le sexe 1984



Le groupe d'âge connaissant le taux de chômage le plus élevé en 1984 est celui des 15 à 19 ans. C'est aussi celui pour qui la situation du chômage ressemble le plus à celle qui prévalait avant la récession de 1982. En effet, le taux de chômage des jeunes de 15 à 19 ans s'abaisse de 27% à 23% de 1983 à 1984, alors qu'il était de 22,8% en 1978. Dans le cas des travailleurs de 20 à 24 ans, cependant, bien que le taux de chômage ait diminué de 20,8% en 1983 à 18,3% en 1984, il se situe encore bien au-dessus du maximum atteint avant la récession de 1982, soit 15,8% en 1978. La même observation vaut pour les gens de 25 à 44 ans, avec des taux de chômage respectifs de 8,7%, 12,3% et 11,7% pour 1978, 1983 et 1984. Quant à ceux de 45 à 64 ans, leur taux de chômage continue de croître en 1984 augmentant d'un dixième de point pour se situer à 9,5%, alors que le maximum atteint avant 1982 était de 7,6%.

Tableau 3.6
Chômage et taux de chômage selon l'âge
1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984
15-19 ans					
Chômage (000)	62,2	59,3	67,8	63,4	51,8
Variation en %	7,6	-4,7	14,3	-6,4	-18,3
Taux de chômage (%)	21,3	21,1	28,2	27,0	23,0
20-24 ans					
Chômage (000)	72,7	75,4	98,3	100,3	87,7
Variation en %	6,7	3,8	30,4	1,9	-12,6
Taux de chômage (%)	14,8	15,3	20,5	20,8	18,3
25-44 ans					
Chômage (000)	108,6	130,1	182,8	192,9	191,3
Variation en %	1,8	19,8	40,5	5,6	-0,8
Taux de chômage (%)	7,6	8,7	12,1	12,3	11,7
45-64 ans					
Chômage (000)	50,6	48,8	63,6	69,3	68,8
Variation en %	12,8	-3,5	30,2	9,0	-0,7
Taux de chômage (%)	6,9	6,7	8,8	9,4	9,5
15 ans et plus					
Chômage (000)	**294,2**	**314,1**	**413,3**	**426,9**	**400,0**
Variation en %	**5,8**	**6,8**	**31,5**	**3,4**	**-6,3**
Taux de chômage (%)	**9,8**	**10,3**	**13,8**	**13,9**	**12,8**

SOURCE: Statistique Canada.

En 1984, les groupes des hommes de 20 à 24 ans ainsi que des femmes et des hommes de 15 à 19 ans connaissent des diminutions importantes du nombre de chômeurs par rapport à 1983, soit respectivement de 18,7%, 17,5% et 19,1%. Les femmes de 20 à 24 ans enregistrent, pour leur part, une diminution du nombre de chômeurs de 3,7%. Chez les hommes de 25 à 44 ans, le nombre de chômeurs diminue de 3,2%, mais cette baisse fait suite à des hausses de 55,4% en 1982 et de 4% en 1983, ce qui explique que le taux de chômage soit encore élevé (11,4%) en 1984 comparativement à 1981 (7,7%). Chez les hommes de 45 à 64 ans, on observe une évolution semblable, soit une baisse du nombre de chômeurs de 5,1% en 1984 suite à des hausses de 33% et 9,2% en 1982 et 1983. Par contre, dans le groupe des 25 à 44 ans ainsi que dans celui des 45 à 64 ans, le nombre de femmes en chômage est en hausse en 1984. Cette hausse survient à la suite d'une augmentation de 25% en 1982 (23,5% pour les 25 à 44 ans et 26,7% pour les 45 à 64 ans), suivie de hausses respectives de 7,4% et 9,8% en 1983 et, finalement, de 3% et 5,6% en 1984.

LE MARCHÉ DU TRAVAIL DANS LES RÉGIONS

En 1984, le taux de chômage est inférieur à celui de 1983 dans toutes les régions sauf deux, l'Outaouais et la région Côte-Nord-Nouveau-Québec, mais, étant donné la baisse du taux d'activité dans certaines régions, cette baisse du taux de chômage camoufle une diminution du rapport emploi/population dans les régions de Trois-Rivières, de l'Estrie, de l'Outaouais et du Nord-Ouest.

Contrairement à ce qui s'est passé en 1983, l'augmentation de l'emploi au Québec en 1984 est en grande partie imputable à la région de Montréal qui compte 53 000 emplois de plus qu'en 1983, soit une augmentation de 3,4%. On y dénombre aussi 19 000 chômeurs de moins que l'année précédente, soit une baisse de 8,5%. Durant la même période, le taux de chômage dans la région de Montréal passe de 13,4% à 12,1% tandis que le taux d'activité y augmente de 62,8% à 63,5% et que le rapport emploi/population passe de 54,4% à 55,9%. Quant au rapport emploi/population, il n'atteint pas encore son niveau de 1981 (58%), tout comme le taux de chômage qui était de 9,3% en 1981.

Tableau 3.7
Emploi et chômage par région administrative
1980-1984

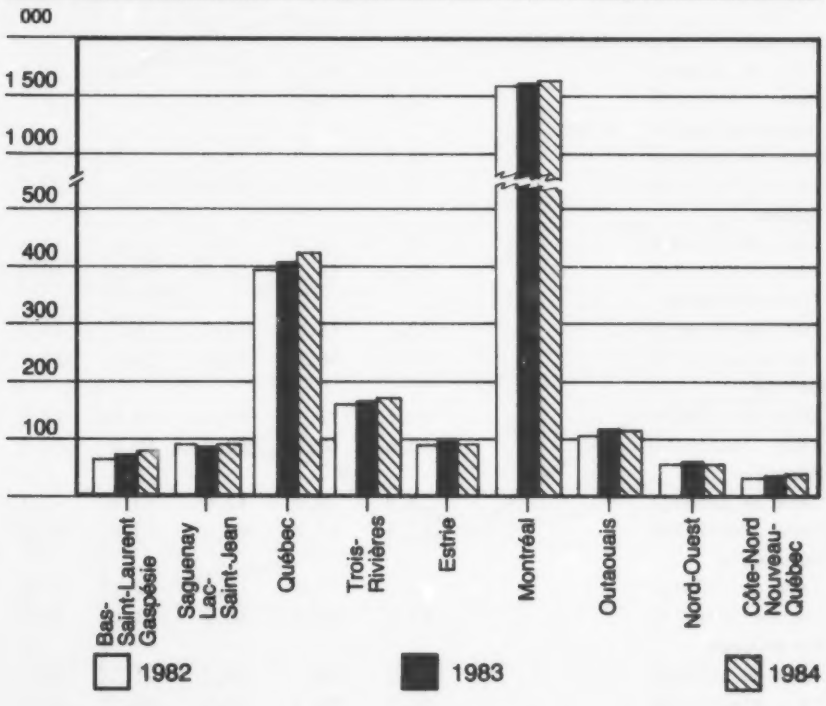
	1980	1981	1982	1983	1984
			(000)		
Bas-Saint-Laurent-Gaspésie					
Emploi	82,9	74,9	65,0	71,1	78,3
Variation en %	9,8	-9,6	-13,2	9,4	10,1
Chômage	12,2	16,4	17,6	20,0	21,5
Variation en %	-18,0	34,9	7,1	13,7	7,5
Saguenay-Lac-Saint-Jean					
Emploi	109,4	94,7	90,6	88,9	92,0
Variation en %	9,6	-13,5	-4,3	-1,8	3,5
Chômage	15,7	13,8	15,8	18,3	17,8
Variation en %	13,3	-11,7	13,9	15,9	-2,3
Québec					
Emploi	415,0	419,2	397,9	402,8	424,3
Variation en %	3,8	1,0	-5,1	1,2	5,3
Chômage	44,6	50,0	59,5	55,0	52,1
Variation en %	16,1	12,1	19,0	-7,6	-5,3
Trois-Rivières					
Emploi	164,2	173,9	161,5	167,1	167,8
Variation en %	2,7	5,9	-7,1	3,5	0,4
Chômage	24,0	22,2	31,8	32,0	29,3
Variation en %	17,6	-7,6	43,6	0,5	-8,6
Estrie					
Emploi	96,1	93,1	90,9	95,6	93,9
Variation en %	-0,3	-3,1	-2,3	5,1	-1,7
Chômage	11,4	11,6	16,8	16,8	13,7
Variation en %	42,7	1,5	44,6	0,5	-18,8
Montréal					
Emploi	1 597,8	1 638,0	1 565,2	1 566,5	1 619,5
Variation en %	2,1	2,5	-4,4	0,1	3,4
Chômage	156,8	168,9	231,0	242,5	222,0
Variation en %	2,6	7,8	36,8	5,0	-8,5
Outaouais					
Emploi	111,1	110,1	106,3	115,6	110,9
Variation en %	0,4	-0,9	-3,4	8,7	-4,0
Chômage	13,5	14,3	15,6	15,9	18,0
Variation en %	-12.9	6,2	8,7	2,1	13,1
Nord-Ouest					
Emploi	46,7	51,6	53,6	55,5	55,5
Variation en %	-2,6	10,5	3,9	3,6	0,0
Chômage	7,8	8,9	15,8	15,2	13,0
Variation en %	2,2	15,1	76,6	-3,7	-14,3
Côte-Nord-Nouveau-Québec					
Emploi	48,4	39,4	37,1	38,1	38,8
Variation en %	22,6	-18,6	-5,9	2,7	1,8
Chômage	7,2	6,4	7,2	6,5	8,3
Variation en %	32.3	-10,5	11,7	-9,3	28,2

SOURCE: Statistique Canada.

Dans la région de Québec, les deux indicateurs synthèses du marché du travail, soit le rapport emploi/population et le taux de chômage, indiquent un retour à une situation analogue à celle de 1981. En effet, le taux de chômage, qui était de 10,7% en 1981, 13% en 1982 et 12% en 1983, redescend à 10,9% en 1984. De son côté, le rapport emploi/population se situe à 53,7% en 1984, en regard de 53,4% en 1981, après avoir atteint 51,2% et 51,5% en 1982 et 1983. La région de Québec vient au deuxième rang en 1984 en ce qui concerne le taux de croissance de l'emploi, avec une augmentation de 22 000 par rapport à 1983, soit une hausse de 5,3%. Le nombre de chômeurs y passe de 55 000 à 52 000 ce qui représente une baisse de 5,3%.

Le taux de chômage diminue de 16,1% en 1983 à 14,8% en 1984 dans la région de Trois-Rivières. Cependant, cette baisse est accompagnée d'une diminution du taux d'activité de 58,1% à 57,1%. Le nombre de chômeurs diminue de 8,6% alors que l'emploi ne progresse qu'au rythme de 0,4%. La diminution du nombre de chômeurs en 1984 est donc attribuable pour une bonne part à l'abandon de la recherche d'un emploi par les travailleurs. Le rapport emploi/population reflète cette situation où le taux de chômage diminue de façon assez marquée alors que l'emploi augmente à peine. Ainsi, le rapport emploi/population passe de 48,8% en 1983 à 48,7% en 1984 alors qu'il était de 51,8% en 1981 et de 47,5% en 1982.

Graphique 3H
Emploi par région
1982, 1983 et 1984



L'Outaouais a connu une des meilleures performances parmi les régions au chapitre de l'emploi en 1983. Cependant, suite à la hausse de 8,7% en 1983, l'emploi y diminue de 4% en 1984. Durant la même période, le nombre de chômeurs augmente de 13,1% alors que l'année précédente, il augmentait de 2,1%. Conséquemment, le taux de chômage passe de 12,1% à 14% de 1983 à 1984, soit un niveau plus élevé qu'en 1982 (12,8%). Il faut cependant souligner que l'Outaouais fut une des régions du Québec les moins touchées par la récession de 1982. En outre, le rapport emploi/population en 1984 (53,9%) y est supérieur à celui de 1982 (52,4%) mais bien inférieur à celui de 1983 (56,3%).

Compte tenu de l'évolution du taux de chômage et du rapport emploi/population, la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean est celle où la dernière récession a eu les effets les plus prolongés. En effet, pour les années 1981, 1982 et 1983, le taux de chômage passe de 12,7% à 14,8% puis à 17% alors que le rapport emploi/population se situe respectivement à 54,3%, 53,4% et 52,9%. Cependant, ces deux indicateurs affichent un redressement en 1984 alors que le taux de chômage se situe à 16,3% et le rapport emploi/population remonte à 53,7%. Le comportement de ces deux indicateurs, en 1984, tient à une diminution du chômage de 2,3% et à une augmentation de l'emploi de 3,5%.

En Estrie, le taux de chômage passe de 15% à 12,7% de 1983 à 1984. Cependant, cette baisse est surtout imputable à une diminution du taux d'activité à 58,9% alors que ce dernier se situait au moins à 60% durant les quatre années précédentes. Cette diminution du taux d'activité résulte de la baisse simultanée de l'emploi (-1,7%) et surtout du chômage (-18,8%), reflétant l'abandon par plusieurs de la recherche d'un emploi dans cette région. Le rapport emploi/population résume assez bien la situation depuis 1981 alors qu'il est passé de 53,8% à 50,7% puis à 52,7% et, enfin, à 51,7% en 1984.

Dans la région du Bas-Saint-Laurent-Gaspésie, la situation du marché du travail connaît un redressement plus important en 1984 que ne le laisse paraître la simple baisse du taux de chômage de 22% à 21,6%. En effet, ce mouvement est accompagné d'une hausse importante du taux d'activité de 51% en 1983 à 55,6% en 1984, après un creux à 47% en 1982. Même en 1980 et en 1981, le taux d'activité n'était pas aussi élevé, à 52,6% et 50,8% respectivement. L'augmentation du taux d'activité en 1984 est associée à une hausse de l'emploi de 10,1% et à une croissance du nombre de chômeurs de 7,5%. Même si le nombre de chômeurs atteint un nouveau sommet (21 500), le rapport emploi/population rejoint en 1984 un niveau inégalé depuis 1980, soit 43,7%. En 1980, il était de 45,8% pour ensuite diminuer à 41,8% en 1981, à 37% en 1982 et remonter à 40% en 1983.

Dans le Nord-Ouest, l'emploi demeure stable à 55 500 en 1984 alors que le nombre de chômeurs diminue de 14,3% pour s'établir à 13 000. Le taux de chômage se trouve par le fait même diminué, passant de 21,5% à 19%, alors que le taux d'activité passe de 59,3% à 56,6%. La légère hausse de la population (1,4%) fait que le rapport emploi/population diminue quelque peu, passant de 46,7% à 46%.

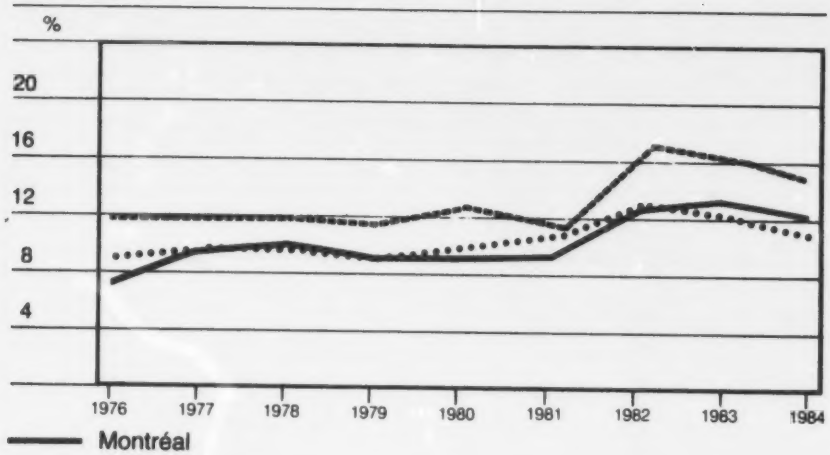
Malgré une hausse de l'emploi de 1,8% dans la région de la Côte-Nord-Nouveau-Québec en 1984, le nombre de chômeurs augmente de 28,2%, passant de 6 500 à 8 300. Puisque la population de 15 ans et plus demeure stable par rapport à 1983, soit 73 000 personnes, cette augmentation du nombre de chômeurs vient du fait que plus de gens, inactifs auparavant, se sont mis à la recherche active d'un emploi en 1984 qu'en 1983. Le taux de chômage augmente donc de 14,6% à 17,6%, alors que le rapport emploi/population passe de 52,2% à 53,1%, bien au-dessus des niveaux enregistrés en 1980 et 1981 soit 48,6% et 50,8%.

Tableau 3.8
Taux de chômage et taux d'activité par région administrative 1980-1984

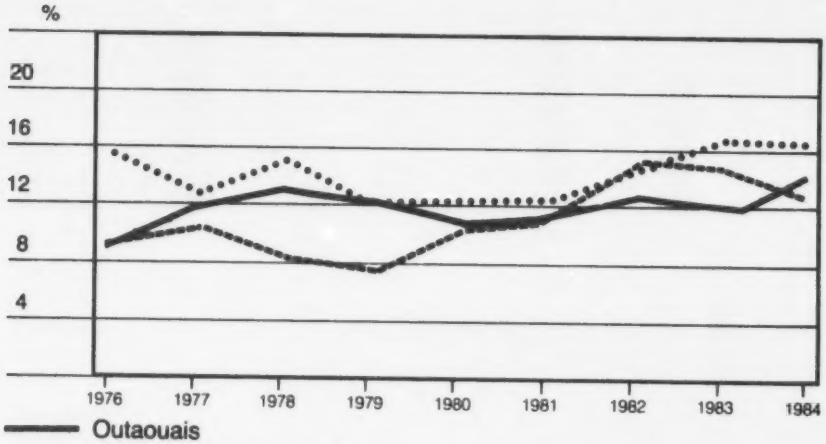
	1980	1981	1982	1983	1984
			%		
Bas-Saint-Laurent-Gaspésie					
Taux de chômage	12,8	18,0	21,3	22,0	21,6
Taux d'activité	52,6	50,8	47,0	51,1	55,6
Saguenay-Lac-Saint-Jean					
Taux de chômage	12,5	12,7	14,8	17,0	16,3
Taux d'activité	57,7	54,3	53,4	52,9	53,7
Québec					
Taux de chômage	9,7	10,7	13,0	12,0	10,9
Taux d'activité	59,8	59,7	58,9	58,5	60,3
Trois-Rivières					
Taux de chômage	12,7	11,3	16,5	16,1	14,8
Taux d'activité	57,6	58,4	56,8	58,1	57,1
Estrie					
Taux de chômage	10,6	11,1	15,6	15,0	12,7
Taux d'activité	60,6	60,5	60,0	62,0	58,9
Montréal					
Taux de chômage	8,9	9,3	12,9	13,4	12,1
Taux d'activité	62,8	64,0	62,9	62,8	63,5
Outaouais					
Taux de chômage	10,8	11,6	12,8	12,1	14,0
Taux d'activité	63,6	62,5	60,2	64,0	62,6
Nord-Ouest					
Taux de chômage	14,2	14,7	22,7	21,5	19,0
Taux d'activité	56,1	55,3	58,3	59,3	56,6
Côte-Nord-Nouveau-Québec					
Taux de chômage	12,9	13,9	16,3	14,6	17,6
Taux d'activité	61,5	56,9	60,3	61,2	64,8

SOURCE: Statistique Canada.

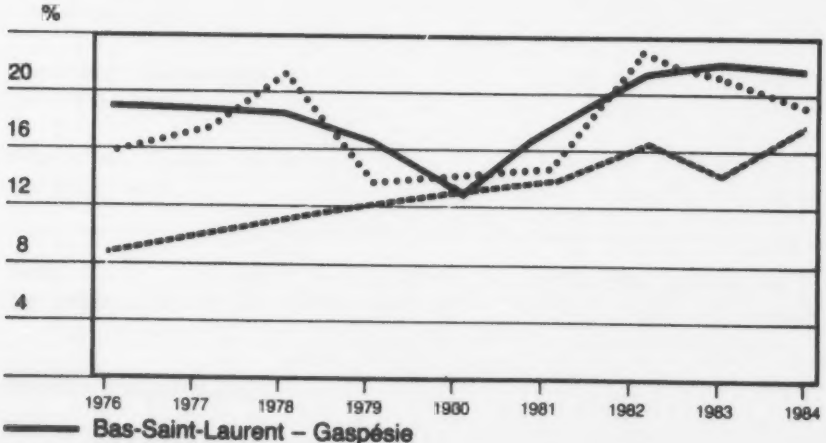
Graphique 3l
Taux de chômage par région
1976-1984



Montréal
Québec
Trois-Rivières



Outaouais
Saguenay – Lac Saint-Jean
Estrie



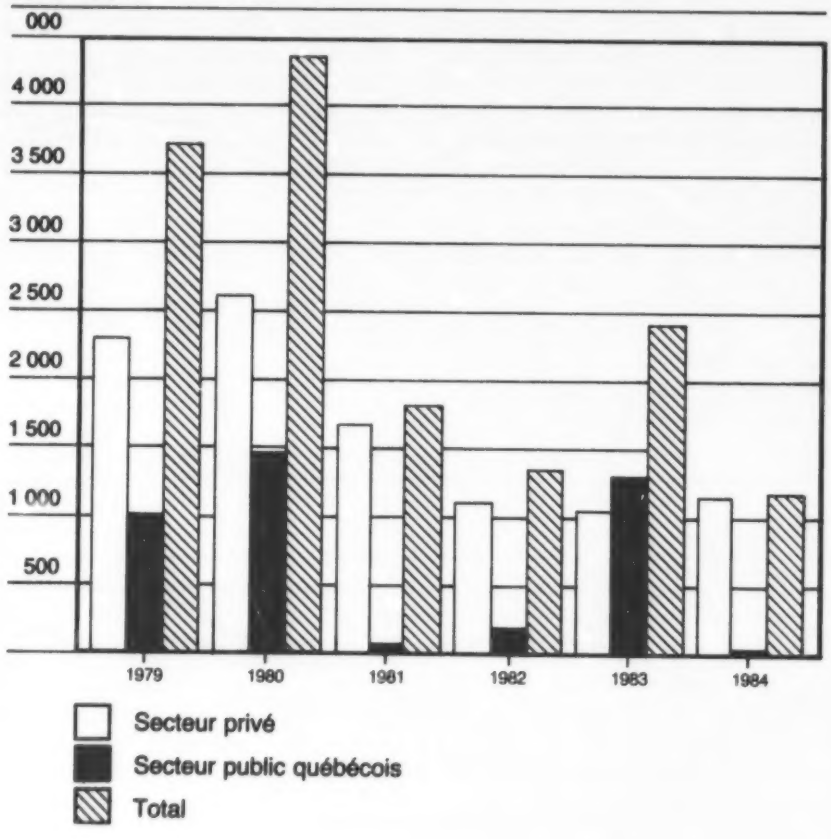
Bas-Saint-Laurent – Gaspésie
Nord-Ouest
Côte-Nord – Nouveau-Québec

LA RÉMUNÉRATION ET LES RELATIONS DE TRAVAIL

Selon l'ancienne enquête portant sur la rémunération hebdomadaire moyenne, celle-ci augmente de 6% en 1984 par rapport à 1983. La nouvelle enquête, commençant en mars 1983, donne une hausse de 3,7% pour les dix derniers mois de 1984 par rapport à la même période de 1983. La différence tient en partie au fait que la nouvelle enquête couvre les entreprises de toutes tailles tandis que l'ancienne ne tient compte que des établissements de 20 employés et plus.

Dans l'ensemble, les relations de travail au Québec, en 1984 par rapport à 1983, se sont traduites par une baisse du nombre de jours-personnes perdus de 50,5%. Cependant, lorsqu'on exclut les arrêts de travail dans le secteur public québécois, ces pertes correspondent à une augmentation de 10,3% de 1983 à 1984, passant de 1 048 480 à 1 156 257 jours-personnes. Le total des jours-personnes perdus en 1984 atteint toutefois le niveau le plus bas depuis 1975.

Graphique 3J
Jours-personnes perdus en arrêts de travail 1979-1984



La répartition régionale des arrêts de travail révèle que le nombre de jours-personnes perdus lors de conflits qui ne touchent qu'une seule région à la fois augmente dans presque toutes les régions, à l'exception de l'Outaouais (-61%) et de la Côte-Nord —Nouveau-Québec (-57,5%). Alors qu'en 1983 l'arrêt de travail généralisé dans le secteur public touchait toutes les régions, il y a peu de jours-personnes perdus à cause de conflits interrégionaux en 1984, soit 36 302; on constate, par ailleurs, une augmentation généralisée des pertes de jours de travail lors de conflits régionaux; on observe ainsi des hausses du nombre de jours-personnes perdus de 182% dans le Bas-Saint-Laurent—Gaspésie, de 295% au Saguenay—Lac-Saint-Jean, de 404% en Estrie, et de 224% dans le Nord-Ouest, pour ne mentionner que les hausses les plus marquées.

Tableau 3.9
Jours-personnes perdus lors d'arrêt de travail selon la région
1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984
Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	33 580	13 296	26 187	4 943	13 948
Variation en %	-77,6	-60,4	97,0	-81,1	182,0
Saguenay-Lac-Saint-Jean	397 491	123 155	69 868	26 933	106 483
Variation en %	374,0	-69,0	-43,3	-61,5	295,0
Québec	228 631	148 619	130 777	97 911	122 428
Variation en %	-26,1	-35,0	-12,0	-25,1	25,0
Trois-Rivières	450 233	337 928	80 417	73 549	92 731
Variation en %	280,4	-24,9	-76,2	-8,5	26,1
Estrie	25 510	27 067	17 977	4 821	24 284
Variation en %	57,6	6,1	-33,6	-73,2	404,0
Montréal	928 283	470 524	695 827	561 758	674 284
Variation en %	-21,2	-49,3	47,9	-19,3	20,0
Outaouais	17 306	15 714	20 271	21 163	8 250
Variation en %	48,4	-9,2	29,0	4,4	-61,0
Nord-Ouest	72 702	171 949	27 805	30 377	98 432
Variation en %	124,3	136,5	-83,8	9,3	22,4
Côte-Nord-Nouveau-Québec	167 302	88 535	6 262	7 500	3 190
Variation en %	358,1	-47,1	-92,9	19,8	-57,5
Plus d'une région	1 993 961	393 633	263 965	1 555 867	36 302
Variation en %	17,2	-80,3	-32,9	489,4	-97,7
Total	4 314 999	1 790 420	1 330 356	2 384 822	1 180 332
Variation en %	17,9	-58,5	-25,7	79,3	-50,5

SOURCE: Travail Québec.

Chapitre 4
Revenus, dépenses et financement des agents économiques

Le revenu intérieur net au coût des facteurs, qui correspond à l'ensemble des revenus produits dans l'économie, est évalué à 76 503 millions de dollars au Québec en 1984; il est en hausse de 9% par rapport à 1983. La rémunération des salariés, totalisant 55 903 millions de dollars, en constitue la plus grande part, soit 73,1% en 1984, comparativement à 77,2% en 1982 et 74,6% en 1980. Les variations dans l'importance relative de la rémunération des salariés d'une année à l'autre reflètent la variabilité des catégories de revenus liés à la profitabilité de l'activité économique. Ainsi, en forte croissance pour une deuxième année, les bénéfices des sociétés avant impôt, évalués à 7 606 millions de dollars, comptent pour 9,9% du revenu intérieur net en 1984, alors qu'ils en représentaient 13,8% en 1980 et seulement 6,2% en 1982. De même, la part des revenus nets des entreprises individuelles fluctue selon la conjoncture, bien que suivant une tendance à la hausse au cours des dernières années; ces revenus se chiffrent à 4 613 millions de dollars en 1984, soit 6% de l'ensemble des revenus en regard de 5,2% en 1982 et 4,6% en 1980.

Tableau 4.1
Revenu intérieur
1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984
	(000 000 $)				
Rémunération des salariés	41 762	47 995	50 091	52 282	55 903
Variation en %	13,5	14,9	4,4	4,4	6,9
Solde et indemnités militaires	200	230	265	279	306
Variation en %	10,5	15,0	15,2	5,3	9,7
Bénéfices des sociétés avant impôt	7 718	7 570	3 999	6 171	7 606
Variation en %	14,4	-1,9	-47,2	54,3	23,3
Intérêts et revenus divers de placement	4 817	5 907	6 220	7 210	7 859
Variation en %	9,0	22,6	5,3	15,9	9,0
Revenu net des exploitants agricoles	603	648	672	591	784
Variation en %	-5,5	7,5	3,7	-12,1	32,7
Revenu net des entreprises individuelles	2 596	2 885	3 391	4 143	4 613
Variation en %	11,5	11,1	17,5	22,2	11,3
Ajustement de la valeur des stocks	-1 722	-1 731	259	-512	-568
Revenu intérieur net au coût des facteurs	55 974	63 504	64 897	70 164	76 503
Variation en %	13,7	13,5	2,2	8,1	9,0

SOURCE: Bureau de la statistique du Québec. Comptes économiques des revenus et des dépenses du Québec, données préliminaires de 1984.

Finalement, le revenu net des exploitants agricoles est estimé à 784 millions de dollars, soit environ 1% du revenu intérieur net.

Les différentes sections du présent chapitre analysent ces revenus répartis selon les catégories d'agents ainsi que les transferts qui s'opèrent entre les agents. La prise en compte des dépenses réalisées par les particuliers, les entreprises et les administrations publiques permet de dégager leurs besoins de financement ou leur épargne selon le cas. Les informations disponibles sur le mode de financement et les instruments d'épargne complètent le portrait de la situation financière des différents agents.

LA SITUATION FINANCIÈRE DES PARTICULIERS

Le revenu personnel s'élève à 87 834 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 7,6%, alors qu'en 1983 le revenu personnel augmentait de 5% par rapport à l'année précédente. La principale composante de cet agrégat, la rémunération des salariés, connaît également une croissance un peu plus forte en 1984 qu'en 1983, soit de 6,9% comparativement à 4,4%, en raison surtout d'un accroissement plus marqué de l'emploi. Ce sont les transferts des administrations publiques aux particuliers qui constituent la seconde en importance des composantes du revenu personnel, atteignant 15 515 millions de dollars en 1984, en hausse de 9% par rapport à 1983. Les dividendes versés aux particuliers, les revenus d'intérêt et autres revenus totalisent, pour leur part, 10 193 millions de dollars en 1984; ces revenus sont en hausse de 8,3% en 1984 après avoir diminué de 5,2% en 1983, par rapport à 1982.

Les revenus nets des entreprises individuelles connaissent une augmentation de 11,3%, pour se situer à 4 613 millions de dollars en 1984, tandis qu'en raison de meilleures conditions d'exploitation, les revenus des exploitants agricoles sont en hausse de 32,7% après avoir reculé de 12,1% en 1983.

Tableau 4.2
Sources du revenu personnel
1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984
			(000 000 $)		
Rémunération des salariés	41 762	47 995	50 091	52 282	55 903
Variation en %	13,5	14,9	4,4	4,4	6,9
Solde et indemnités militaires	200	230	265	279	306
Variation en %	10,5	15,0	15,2	5,3	9,7
Revenu net des exploitants agricoles	603	648	672	591	784
Variation en %	-5,5	7,5	3,7	-12,1	32,7
Revenu net des entreprises individuelles	2 596	2 885	3 391	4 143	4 613
Variation en %	11,6	11,1	17,5	22,2	11,3
Intérêts, dividendes et revenus divers de placement	6 326	8 513	9 928	9 413	10 193
Variation en %	20,4	34,6	16,6	-5,2	8,3
Transferts des administrations publiques aux particuliers	9 359	10 699	12 889	14 230	15 515
Variation en %	14,2	14,3	20,5	10,4	9,0
Subventions d'équipement	91	98	239	403	217
Variation en %	-9,0	7,7	143,9	68,6	-46,2
Transferts des corporations	138	171	128	139	144
Variation en %	14,0	23,9	-25,1	8,6	3,6
Transferts des non-résidents du Canada	138	144	158	161	159
Variation en %	15,0	4,3	9,7	1,9	-1,2
Revenu personnel	61 213	71 383	77 761	81 641	87 834
Variation en %	13,9	16,6	8,9	5,0	7,6

SOURCE: Bureau de la statistique du Québec, Comptes économiques des revenus et des dépenses du Québec, données préliminaires de 1984.

Le revenu personnel disponible, qui exclut les différents transferts des particuliers aux administrations publiques, s'élève à 68 401 millions de dollars au Québec en 1984; il est en hausse de 7,6%, comme le revenu personnel, par rapport à 1983. Ainsi, contrairement aux deux années précédentes, le taux de croissance du revenu personnel disponible est plus important que le taux de croissance de l'indice des prix à la consommation à Montréal, lequel se situe à 4,2% en 1984 par rapport à 1983.

Parmi les transferts aux administrations publiques, les impôts directs des particuliers sont les plus importants; ils s'élèvent à 13 830 millions de dollars en 1984, en hausse de 7,5% en regard de 1983; la croissance est légèrement plus forte, soit de 8,7%, pour les cotisations aux programmes sociaux et aux régimes publics de pension qui se chiffrent à 4 958 millions de dollars en 1984.

La principale utilisation du revenu personnel disponible consiste en dépenses courantes en biens et services. Ces dépenses totalisent 58 607 millions de dollars en 1984 alors qu'elles augmentent de 9,3% par rapport à 1983. Si l'on déduit également du revenu disponible les transferts aux corporations, sous forme d'intérêt sur les prêts à la consommation, et les transferts aux non-résidents du Canada, qui demeurent globalement au même niveau qu'en 1983, on obtient l'épargne des particuliers qui s'élève à 8 869 millions de dollars au Québec en 1984. Il s'agit donc d'une autre diminution (de 1,2%) de l'épargne personnelle qui était en baisse de 16,1% en 1983. Ainsi, avec la reprise de l'activité économique, la part du revenu personnel disponible qui est épargnée passe de 17,6% en 1982 à 14,1% en 1983, puis à 13% en 1984; en 1980, ce taux d'épargne se situait à 13,2%.

Tableau 4.3
Emplois du revenu personnel
1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984
			(000 000 $)		
Revenu personnel	61 213	71 383	77 761	81 641	87 834
Variation en %	13,9	16,6	8,9	5,0	7,6
Impôts directs des particuliers	9 479	11 237	12 485	12 868	13 830
Variation en %	14,2	18,5	11,1	3,1	7,5
Droits et impôts successoraux	43	39	37	52	38
Variation en %	0,0	-9,3	-5,1	40,5	-26,9
Cotisations, assistance sociale et régimes publics de pensions	2 911	3 614	3 885	4 563	4 958
Variation en %	13,5	24,1	5,3	19,9	8,7
Autres transferts aux administrations publiques	505	521	582	612	607
Variation en %	35,8	3,2	11,7	5,2	-0,8
Revenu personnel en biens et services	48 275	55 972	60 852	63 546	68 401
Variation en %	13,7	15,9	8,7	4,4	7,6
Dépenses courantes en biens et services	40 864	45 477	48 899	53 642	58 607
Variation en %	9,5	11,3	7,5	9,7	9,3
Transferts courants aux corporations (intérêts de dettes à la consommation)	950	1 180	1 142	814	805
Variation en %	29,1	24,2	-3,2	-28,7	-1,1
Transferts courants aux non-résidents du Canada	90	96	105	112	120
Variation en %	7,1	6,7	9,4	6,7	7,1
Épargne personnelle	6 371	9 219	10 706	8 978	8 869
Variation en %	48,3	44,7	16,1	-16,1	-1,2
Taux d'épargne	13,2	16,5	17,6	14,1	13,0

SOURCE: Bureau de la statistique du Québec, Comptes économiques des revenus et des dépenses du Québec, données préliminaires de 1984.

Le regain de confiance dans l'économie favorise aussi l'expansion du crédit à la consommation. À cet égard, des données complètes ne sont pas disponibles au niveau provincial. Cependant, les statistiques régionalisées de l'actif des banques à charte révèlent que l'encours de leurs prêts à la consommation s'est accru de 10,1% au Québec en 1984, passant de 5 042 millions de dollars en 1983 à 5 550 millions de dollars en 1984. La valeur des prêts consentis au Québec en 1984 surpasse ainsi de 508 millions de dollars la valeur des remboursements alors qu'en 1983 elle ne la dépassait que de 133 millions de dollars.

Parmi les prêts des banques à charte, ce sont les prêts sur carte de crédit dont l'encours s'accroît le plus fortement en 1984, soit de 15% par rapport à 1983. Dans l'ensemble du Canada, l'encours des prêts à la consommation des banques à charte augmente de 6,5% en 1984, alors que le total du crédit à la consommation est en hausse de 7,7% par rapport à 1983. Les banques à charte comptent pour 66,3% du total avec un montant de 33 milliards de dollars de prêts à la consommation au Canada en 1984, alors que les caisses d'épargne et les "crédit unions" en accaparent 13,7%, soit 6,8 milliards de dollars.

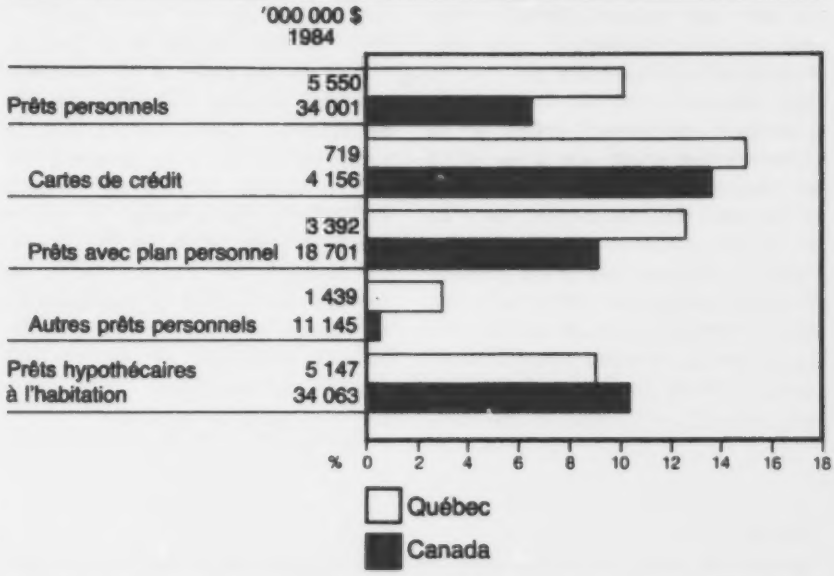
Tableau 4.4
Encours du crédit à la consommation consenti par les principaux prêteurs, Canada 1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984
			(000 000 $)		
Banques à charte	27 717,8	31 521,8	31 306,1	30 931,2	32 953,4
Variation en %	12,9	13,7	-0,7	-1,2	6,5
Sociétés de financement de prêts à la consommation	2 893,7	3 042,4	2 718,0	2 381,3	2 373,1
Variation en %	-5,1	5,1	-10,7	-12,4	-0,3
Compagnies d'assurance	1 825,8	2 239,3	2 621,8	2 690,8	2 691,3
Variation en %	19,7	22,6	17,1	2,6	0,0
Banque d'épargne du Québec	157,1	172,1	139,4	181,5	200,4
Variation en %	24,4	9,5	-19,0	30,2	10,4
Grands magasins	1 429,1	1 538,8	1 559,7	1 619,4	1 766,4
Variation en %	4,7	7,7	1,4	3,8	9,1
Sociétés de fiducie ou de prêts hypothécaires	1 241,8	1 692,8	1 844,6	2 075,8	2 467,8
Variation en %	54,3	36,3	9,0	12,5	18,9
Somme partielle	35 264,8	40 206,9	40 189,1	39 879,8	42 452,4
Variation en %	12,2	14,0	0,0	-0,8	6,5
Caisses populaires et "credit unions"	6 397,3	6 024,8	5 768,3	6 070,3	6 816,5
Variation en %	5,9	-5,8	-4,3	5,2	12,3
Total	42 030,5	46 477,0	45 857,0	46 114,8	49 656,0
Variation en %	11,2	10,6	-1,3	0,6	7,7

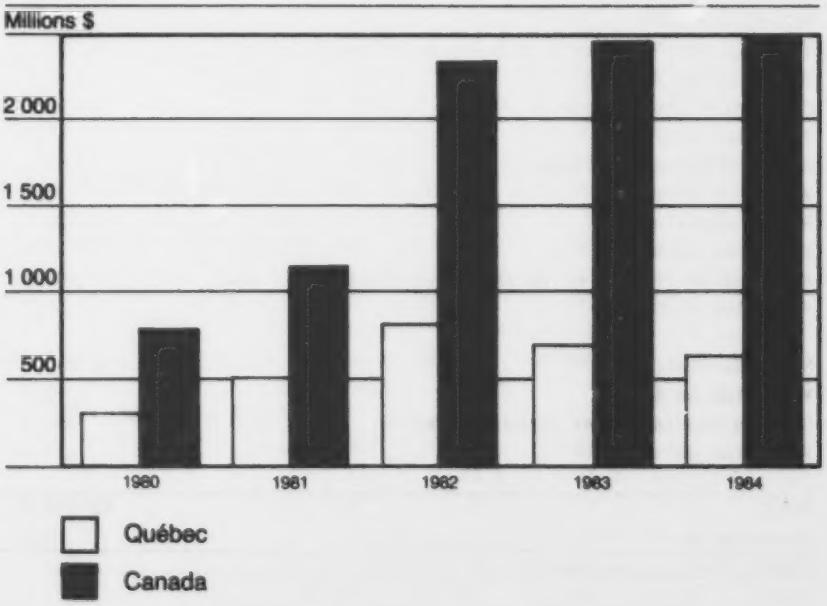
SOURCE: Statistique Canada.

En ce qui concerne les prêts hypothécaires à l'habitation, des données à peu près complètes[1] existent pour le Québec. L'encours des prêts dénombrés atteint 30 413 millions de dollars au Québec en 1984, ce qui représente une augmentation de 6,8% par rapport à l'année précédente; en 1983, l'encours des prêts hypothécaires à l'habitation s'était accru de 10,2% au Québec. Ce sont les caisses d'épargne et de crédit qui détiennent la plus grande part de l'encours avec un total de 9 345 millions de dollars, en hausse de 13% par rapport à 1983. Les banques à charte et leurs sociétés de prêts hypothécaires ont un encours évalué à 5 637 millions de dollars lequel s'accroît de 10,2% en regard de l'année précédente. La croissance de l'encours est moins importante en 1984 pour les autres principales institutions prêteuses, soit les sociétés de fiducie (3,6%) et leurs fonds de successions (4,4%) ainsi que les compagnies d'assurance-vie (0,4%). L'encours des prêts hypothécaires des institutions publiques fédérales (Société canadienne d'hypothèques et de logement, Société fédérale du crédit agricole) est par ailleurs légèrement en hausse de 0,6%, tandis que l'encours des institutions publiques provinciales (Société d'habitation du Québec, Caisse de dépôt et de placement, Office du crédit agricole) diminue de 0,1% par rapport à 1983.

Graphique 4A
Variation de l'encours des prêts des banques à charte faisant affaire au Québec et au Canada 1984/1983



Graphique 4B
Passif des faillites commerciales 1980-1984



1. Voir la note au tableau 4.5.

LA SITUATION FINANCIÈRE DES ENTREPRISES

Les entreprises québécoises obtiennent globalement en 1984 des résultats d'exploitation supérieurs à ceux de l'année précédente. Ainsi, les bénéfices des sociétés avant impôt augmentent de 23,3% par rapport à 1983, où ils avaient déjà connu une hausse de 54,3% en regard de 1982. Malgré ces deux augmentations annuelles successives, le niveau des bénéfices des sociétés avant impôt demeure inférieur à celui de 1980, atteignant 7 606 millions de dollars en 1984 comparativement à 7 718 millions de dollars en 1980.

Le revenu des entreprises individuelles non agricoles enregistre par contre une croissance soutenue depuis 1980, passant de 2 596 millions de dollars à 4 143 millions de dollars en 1983; en 1984, cette catégorie de revenus connaît une nouvelle hausse de 11,3% qui la porte à 4 613 millions de dollars. Finalement, des conditions d'exploitation généralement favorables permettent aux entreprises agricoles d'accroître leur revenu de 32,7%, à 784 millions de dollars, après que celui-ci eut chuté de 12,1% en 1983 par rapport à 1982.

Par ailleurs, l'ajustement de la valeur des stocks, qui sert à corriger les bénéfices des entreprises en éliminant les gains en capital sur la valeur des stocks, est beaucoup moins important en 1984 et en 1983 qu'au cours des années de forte inflation; il s'élève en effet à 568 millions de dollars en 1984 et à 512 millions de dollars en 1983, comparativement à 1 731 millions de dollars en 1981. L'amélioration de la situation des entreprises se reflète dans les statistiques sur les faillites commerciales; ainsi, le passif total des faillites commerciales déclarées au Québec, qui avait culminé à 836 millions de dollars en 1982, se situe à 642 millions de dollars en 1984, en baisse de 8% par rapport à 1983.

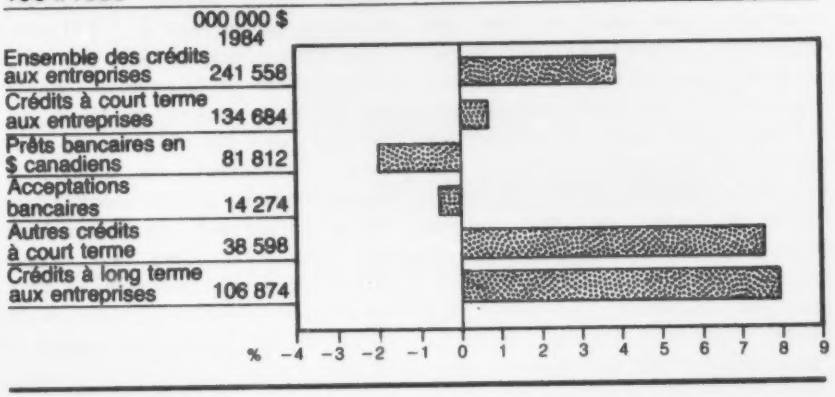
Tableau 4.5
Encours des prêts hypothécaires selon les principaux établissements prêteurs, Québec 1981-1984

	1981	1982	1983	1984
		(000 000 $)		
Banques à charte	4 923	4 923	4 805	5 637
Variation en %	-	-2,4	6,4	10,2
Banque d'épargne	886	800	807	854
Variation en %	-	9,7	0,9	5,8
Caisses d'épargne et de crédit	7 666	6 999	8 269	9 345
Variation en %	-	-8,7	18,1	13,0
Sociétés de fiducie	2 737	3 292	3 746	3 880
Variation en %	-	20,3	13,8	3,6
Sociétés de prêts hypothécaires (non affiliées aux banques)	477	436	473	475
Variation en %	-	-8,6	8,5	0,4
Compagnies d'assurance-vie	3 191	3 227	3 335	3 350
Variation en %	-	1,1	3,3	0,4
Institutions publiques provinciales	1 863	1 828	1 924	1 923
Variation en %	-	-1,9	5,3	-0,1
Institutions publiques fédérales	1 864	1 870	1 849	1 860
Variation en %	-	3,2	-1,1	0,6
Fonds de successions des sociétés de fiducie	2 856	2 593	2 960	3 089
Variation en %	-	-9,2	14,2	4,4
Total[1]	**26 463**	**25 850**	**28 477**	**30 413**
Variation en %	-	**-2,3**	**10,2**	**6,8**

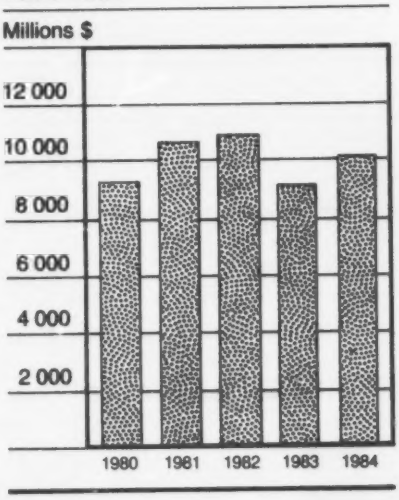
1. Le total ne prend pas en compte quelques institutions dont les sociétés d'entraide.
SOURCE: Bureau de la statistique du Québec.

En ce qui concerne les dépenses des entreprises, il s'agit principalement des dépenses en formation brute de capital fixe qui comprennent la construction non résidentielle, l'achat de machines et équipements ainsi que la construction résidentielle; les particuliers sont en effet considérés comme entreprises lorsqu'ils réalisent des dépenses en construction résidentielle. Les dépenses pour la construction résidentielle augmentent de 8,8% en 1984 et cette hausse s'ajoute à celle de 58,8% observée en 1983. Cependant, en 1984, ce sont les dépenses des entreprises en construction non résidentielle, machinerie et équipement qui démontrent la plus forte croissance, soit 12,2% par rapport à 1983, alors que ces dépenses avaient diminué au cours des deux années précédentes; elles totalisent 9 704 millions de dollars en 1984, comparativement à 9 422 millions de dollars en 1981. L'autre composante de la demande des entreprises est la variation matérielle des stocks; en 1984, la valeur des stocks des entreprises s'accroît de 297 millions de dollars après avoir augmenté de 30 millions de dollars en 1983. Ces augmentations sont faibles en regard de la baisse de 2,2 milliards de dollars de la valeur des stocks survenue en 1982.

Graphique 4C
Variation des principales sources de financement des entreprises non financières au Canada 1984/1983



Graphique 4D
Encours des prêts des banques à charte aux entreprises québécoises 1980-1984



Quant à l'épargne du secteur des entreprises, elle se résume aux bénéfices non répartis des sociétés et aux provisions pour consommation de capital puisque les revenus et l'épargne des entreprises individuelles agricoles et non agricoles ainsi que les dividendes payés par les sociétés sont comptabilisés dans les revenus et l'épargne personnelle. Cette épargne du secteur des entreprises ne peut pas être comptabilisée au Québec faute de données sur les dividendes versés. De plus, l'impôt sur les bénéfices des sociétés qui atteint 2 024 millions de dollars en 1984, en hausse de 18,7%, inclut aussi des impôts afférents à certains revenus sous formes d'intérêt et de dividendes qui ne peuvent pas être évalués séparément. Globalement, les besoins de financement du secteur des entreprises sont supérieurs, en général, à l'épargne réalisée dans le secteur. Pour réaliser leurs projets d'investissement ou pour combler leurs besoins de liquidités, les entreprises ont recours au financement externe à long terme ou à court terme. En 1984, les données disponibles indiquent que les entreprises canadiennes poursuivent la réorganisation de leur financement. Au Canada, l'encours mensuel moyen de l'ensemble des crédits aux entreprises s'accroît de 3,8%, par rapport à l'année précédente, pour atteindre 241,6 milliards de dollars dont 134,7 milliards de crédits à court terme et 106,9 milliards de crédits à long terme; les crédits à court terme sont en hausse de 0,7% tandis que les crédits à long terme augmentent de 7,9% par rapport à 1983. Au Québec, à cet égard, il n'existe que des données partielles; la répartition régionale de l'actif en dollars canadiens des banques à charte indique cependant que l'encours des prêts aux entreprises effectués par ces institutions au Québec atteint 10 milliards de dollars en 1984, soit 9,4% de plus qu'en 1983; l'encours de ces prêts atteignait 10,6 milliards de dollars en 1981 et 1982 mais il avait diminué à 9,2 milliards en 1983. Au Canada, l'encours des prêts en dollars canadiens des banques à charte aux entreprises s'établit à 81,8 milliards de dollars en 1984; il est en baisse de 2% après avoir décliné de 8% en 1983, par rapport à l'année précédente.

Tableau 4.6
Revenus des corporations et des entreprises individuelles
1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984
	(000 000 $)				
Bénéfices des sociétés avant impôt	7 718	7 570	3 999	6 171	7 606
Variation en %	14,4	-1,9	-47,2	54,3	23,3
Impôts directs des sociétés[1]	2 306	2 251	1 558	1 705	2 024
Variation en %	22,3	-6,7	-27,6	9,4	18,7
Fédéraux	1 591	1 514	1 239	1 417	1 687
Variation en %	22,5	-4,8	-6,3	14,4	19,1
Provinciaux	715	637	319	288	337
Variation en %	21,8	-10,9	-50,0	-9,7	17,0
Revenu net des exploitants agricoles	603	648	672	591	784
Variation en %	-5,5	7,5	3,7	-12,1	32,7
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles	2 596	2 885	3 391	4 143	4 613
Variation en %	11,5	11,1	17,5	22,2	11,4
Ajustement de la valeur des stocks	-1 722	-1 731	259	-512	-568
Provisions pour consommation de capital et ajustements divers	4 438	4 842	5 015	4 950	5 343
Variation en %	7,1	9,1	3,6	-1,3	7,9

1. Comprenant quelques paiements d'impôt sur des revenus de placement et dividendes.
SOURCE: Bureau de la statistique du Québec, Comptes économiques des revenus et des dépenses du Québec, données préliminaires de 1984.

Les principaux ratios financiers des entreprises privées non financières au Canada traduisent l'amélioration de leur situation financière mais aussi le faible niveau d'investissement de ces entreprises. Ainsi, le coefficient d'autofinancement des entreprises, qui évalue dans quelle mesure l'épargne brute des entreprises (incluant les provisions pour consommation de capital) couvre la valeur de leurs acquisitions de capital non financier, se situe à 0,94 en 1984 comparativement à 0,76 en 1980; en 1983, ce coefficient s'était élevé à 0,98 en raison d'un accroissement de 60,3% du niveau de l'épargne brute du secteur des entreprises tandis que l'acquisition de capital financier n'augmentait que de 19,6%. Par ailleurs, la valeur des paiements d'intérêt en proportion des bénéfices avant impôt, qui avait atteint 1,04 en 1982, se situe à 0,52 en 1984; cependant, en 1980, les paiements d'intérêt ne représentaient que 30% des bénéfices avant impôt des entreprises canadiennes. L'amélioration observée en 1984 est liée à la baisse des taux d'intérêt et à l'amélioration de la structure de financement des entreprises en 1983 et 1984; en particulier, la part du financement par actions dans le financement à long terme des entreprises, qui s'établissait à 29% en 1982, passe à 39% en 1983 puis à 59% en 1984. Cependant, en raison de l'incertitude quant à l'évolution des taux d'intérêt nominaux et réels et de la faiblesse des investissements, le financement à court terme représente toujours 56% du financement total. De même, l'amélioration du rapport des disponibilités aux exigibilités à court terme se fait lentement, ce rapport se situant à 0,80 en 1984 comparativement à 0,74 en 1982 et 0,84 en 1980.

LES REVENUS ET LES DÉPENSES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

En 1984, les revenus totaux des administrations publiques enregistrent une croissance de 8,1% pour totaliser 54 071 millions de dollars, en incluant les transferts intergouvernementaux; en 1983, ces revenus totaux étaient en hausse de 5,9% par rapport à 1982. Les revenus de l'administration fédérale au Québec, totalisant 15 368 millions de dollars, augmentent de 10,3% en 1984, tandis que ceux de l'administration provinciale (24 158 millions de dollars) sont en hausse de 7,2% et ceux des administrations locales (9 158 millions de dollars), de 11,7%; à cela s'ajoutent les revenus de la Régie des rentes du Québec qui s'élèvent à 2 262 millions de dollars en 1984, en hausse de 9,8%, ainsi que les recettes des hôpitaux (3 101 millions de dollars constitués presque essen-

Tableau 4.7
Financement des entreprises privées, Canada
1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984
Acquisition de capital non financier (000 000 $)	36 865	44 893	28 498	34 077	38 401
Variation en %	11,93	21,78	-36,52	19,58	12,69
Epargne brute[1] (000 000 $)	27 906	23 886	20 738	33 234	35 932
Variation en %	21,15	-14,41	-13,18	60,26	8,12
Coefficient d'autofinancement[2]	0,76	0,53	0,73	0,98	0,94
Part du financement par actions dans le financement externe à long terme[3]	0,48	0,37	0,29	0,39	0,59
Part du financement à court terme dans le financement total	0,55	0,59	0,61	0,57	0,56
Paiements d'intérêt par rapport aux bénéfices avant impôt	0,30	0,52	1,04	0,59	0,52
Coefficient d'endettement[4]	1,45	1,55	1,71	1,62	1,56
(Disponibilités-stocks)/exigibilités	0,84	0,80	0,74	0,76	0,80

1. Bénéfices non répartis + provisions pour consommation de capital.
2. Rapport entre l'épargne brute et l'acquisition de capital non financier.
3. Le financement à long terme comprend les émissions nettes d'actions et d'obligations.
4. Rapport entre le passif total et l'avoir total des actionnaires.

SOURCE: Banque du Canada; Statistique Canada.

Tableau 4.8
Revenus et dépenses des administrations publiques
1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984
			(000 000 $)		
Recettes totales	37 014	43 253	47 206	50 007	54 071
Variation en %	13,7	16,9	9,1	5,9	8,1
Administration fédérale	10 695	13 257	13 280	13 927	15 368
Variation en %	17,5	24,0	0,2	4,9	10,3
Administration provinciale	15 564	18 290	20 952	22 542	24 158
Variation en %	12,1	17,5	14,6	7,6	7,2
Administrations locales	6 763	7 230	7 816	8 196	9 158
Variation en %	13,7	6,9	8,1	4,9	11,7
R.R.Q.	1 591	1 730	1 967	2 060	2 262
Variation en %	21,6	8,7	13,7	4,7	9,8
Dépenses courantes totales	42 378	49 604	55 357	58 958	63 755
Variation en %	17,6	17,1	11,6	6,5	8,1
Administration fédérale	14 963	18 396	21 005	22 466	24 576
Variation en %	17,3	22,9	14,2	7,0	9,4
Administration provinciale	17 733	20 147	22 199	23 291	24 899
Variation en %	19,5	13,6	10,2	4,9	6,9
Administrations locales	6 389	7 221	7 898	8 732	9 245
Variation en %	13,8	13,0	9,4	10,6	5,9
R.R.Q.	693	859	1 053	1 267	1 612
Variation en %	19,9	24,0	22,6	20,3	27,2
Formation brute de capital fixe	1 980	1 893	1 873	2 078	2 481
Variation en %	15,0	-4,4	-1,1	10,9	19,4
Administration fédérale	167	202	223	288	541
Variation en %	-9,2	21,0	10,4	29,1	87,8
Administration provinciale	706	718	653	736	775
Variation en %	4,7	1,7	-9,1	12,7	5,3
Administrations locales	1 098	964	981	1 035	1 137
Variation en %	29,3	-12,2	1,8	5,5	9,9
Surplus ou déficit	-6 233	-6 958	-8 609	-9 434	-10 363
Administration fédérale	-4 275	-5 161	-7 749	-8 605	-9 503
Administration provinciale	-2 463	-2 080	-1 358	-867	-614
Administrations locales	-272	-438	-490	-924	-510

SOURCE: Bureau de la statistique du Québec, Comptes économiques des revenus et des dépenses du Québec, données préliminaires de 1984.

Tableau 4.9
Revenus des administrations publiques
1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984
			(000 000 $)		
Impôts directs sur les personnes	12 433	14 890	16 327	17 483	18 826
Variation en %	13,9	19,8	9,7	7,1	7,7
Administration fédérale	4 969	5 876	6 242	6 982	7 446
Variation en %	18,5	18,3	6,2	11,9	6,6
Administration provinciale	6 520	8 042	8 997	9 379	10 127
Variation en %	9,7	23,3	11,9	4,2	8,0
R.R.Q.	937	963	1 078	1 112	1 241
Variation en %	21,8	2,8	11,9	3,2	11,6
Impôts directs sur les entreprises (privées et publiques)	2 306	2 151	1 558	1 705	2 024
Variation en %	22,3	-6,7	-22,6	9,4	18,7
Administration fédérale	1 591	1 514	1 239	1 417	1 687
Variation en %	12,5	-4,8	-18,2	14,4	19,1
Administration provinciale	715	637	319	288	337
Variation en %	21,8	-10,9	-49,9	-9,7	17,0
Impôts des non-résidents	242	270	286	253	267
Variation en %	32,2	11,6	5,9	-11,5	5,5
Impôts indirects	9 025	11 344	12 313	12 727	13 908
Variation en %	8,6	25,7	8,5	3,4	9,3
Revenus de placement	2 179	2 587	3 045	3 268	3 758
Variation en %	19,3	18,7	17,7	7,3	15,0
Administration fédérale	843	961	1 168	1 133	1 346
Variation en %	15,2	14,0	21,5	-3,0	18,8
Administration provinciale	627	809	932	1 131	1 331
Variation en %	23,7	29,0	15,2	21,4	17,7
Administrations locales	40	34	37	36	38
Variation en %	14,3	-1,5	8,8	-2,7	5,6
R.R.Q.	654	767	889	948	1 021
Variation en %	21,3	17,3	15,9	6,6	7,7

SOURCE: Bureau de la statistique du Québec, Comptes économiques des revenus et des dépenses du Québec, données préliminaires de 1984.

tiellement de transferts de l'administration provinciale) qui diminuent de 4,9% par rapport à l'année précédente.

En contrepartie de ces revenus, les administrations publiques effectuent des dépenses évaluées à 66 216 millions de dollars au Québec en 1984, dont 63 735 millions en dépenses courantes et 2 481 millions en formation brute de capital fixe. Les dépenses totales sont en hausse de 8,5% par rapport à l'année 1983. La différence entre les revenus et les dépenses courantes constitue l'épargne des administrations publiques; cette épargne est donc négative en 1984. En y ajoutant les provisions pour consommation de capital puis en déduisant les dépenses en formation brute de capital fixe, on obtient le déficit des administrations publiques sur la base des comptes nationaux; le déficit total des administrations publiques est évalué ainsi à 10 363 millions de dollars au Québec en 1984, en hausse de 9,8% par rapport à son niveau de 1983. Le déficit courant des administrations publiques correspond ainsi à 10,5% du produit intérieur brut du Québec en 1984, comparativement à 8,7% en 1980 et 10,4% en 1983.

En ce qui concerne les revenus, les impôts directs touchant les personnes en constituent la part la plus importante, totalisant 18 826 millions de dollars, dont 7 446 millions perçus par l'administration fédérale, 10 127 millions par l'administration provinciale, et 1 241 millions par la Régie des rentes du Québec. Ces impôts connaissent une augmentation de 7,7% en 1984 en regard de 1983; il s'agit d'une hausse moins importante que celle des autres catégories de revenus des administrations et, en particulier, des impôts directs touchant les entreprises (privées et publiques) qui augmentent de 18,7% en 1984. Les impôts touchant les entreprises sont, en fait, très liés à la conjoncture économique et leur croissance au cours des deux dernières années (9,4% en 1983) survient après une diminution de 6,7% en 1981 et de 27,6% en 1982; alors qu'ils rapportaient 2 306 millions de dollars en 1980, ils ne rapportent que 2 024 millions de dollars en 1984, dont 1 687 millions à l'administration fédérale et 337 millions à l'administration provinciale. La part de l'administration provinciale n'a cessé de décroître depuis 1980 passant de 31% à 16,7% en 1984.

Les impôts indirects représentent la deuxième source de revenu pour les administrations publiques; ils totalisent 13 908 millions de dollars en 1984, soit 9,3% de plus qu'en 1983. Finalement, mis à part quelques transferts des particuliers et des non résidents et les transferts intergouvernementaux, les revenus de placement complètent les revenus des administrations; ils augmentent de 15% en 1984 pour atteindre 3 758 millions de dollars.

Par ailleurs, les dépenses courantes des administrations publiques sont en baisse de 8,1% et atteignent 63 735 millions de dollars en 1984, en incluant des transferts intergouvernementaux de 14 681 millions de dollars. Les dépenses courantes de l'administration fédérale augmentent de 9,4% (24 576 millions de dollars), celles de l'administration provinciale, de 6,9% (24 899 millions de dollars), celles des administrations locales, de 5,9% (9 245 millions de dollars) et celles de la Régie des rentes du Québec, de 27,2% (1 612 millions de dollars). La croissance des dépenses de l'administration fédérale ayant été plus importante, leur part dans les dépenses courantes des administrations publiques passe de 35,3% à 38,6% entre 1980 et 1984 tandis que la part des dépenses de l'administration provinciale passe de 41,8% à 39,1%.

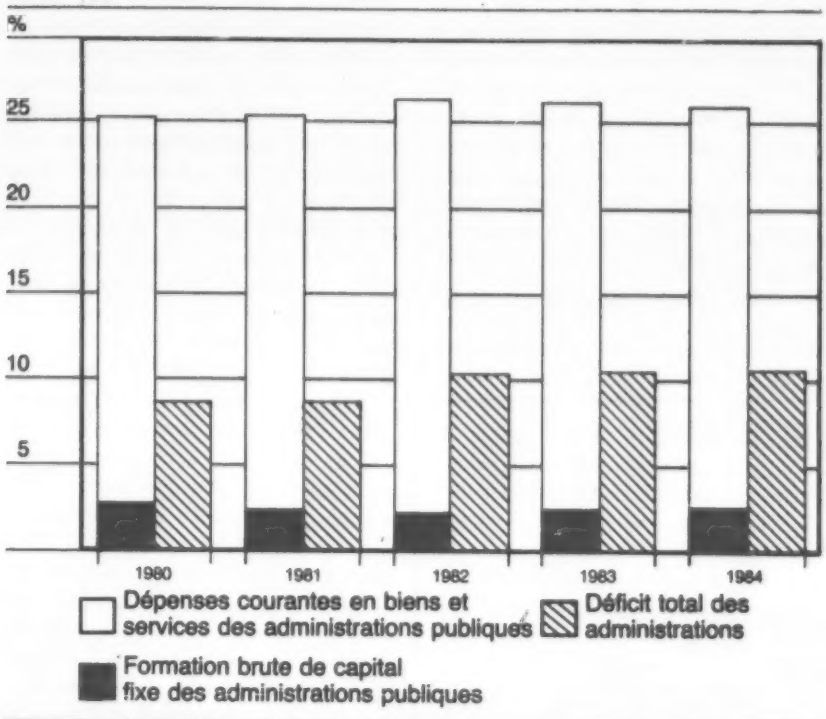
Tableau 4.10
Dépenses courantes des administrations publiques[1]
1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984
			(000 000 $)		
Dépenses en biens et services	16 066	18 401	20 283	21 509	23 019
Variation en %	15,3	14,5	10,2	6,0	7,0
Administration fédérale	2 484	3 049	3 352	3 577	3 991
Variation en %	8,3	22,7	9,9	6,7	11,6
Administration provinciale	5 475	6 056	6 868	7 189	7 631
Variation en %	20,3	10,6	13,4	4,7	6,1
Administrations locales	5 539	6 381	6 929	7 632	8 082
Variation en %	13,5	15,2	8,6	10,1	5,9
R.R.Q.	29	31	47	45	58
Variation en %	20,8	6,9	51,6	-4,3	28,9
Transferts aux particuliers	9 359	10 699	12 889	14 230	15 515
Variation en %	14,2	14,3	20,5	10,4	9,0
Administration fédérale	4 456	5 095	6 658	7 321	7 699
Variation en %	10,2	14,3	30,7	10,0	5,2
Administration provinciale	4 231	4 766	5 213	5 672	6 244
Variation en %	17,8	12,6	9,4	8,8	10,1
R.R.Q.	664	828	1 006	1 222	1 554
Variation en %	19,9	24,7	21,5	21,5	27,2
Subventions	2 215	3 225	2 066	1 734	2 051
Variation en %	73,3	45,6	-35,9	-16,1	18,3
Administration fédérale	1 917	2 822	1 674	1 368	1 580
Variation en %	83,3	47,2	-40,7	-18,3	15,5
Administration provinciale	298	403	392	366	471
Variation en %	28,4	35,2	-2,7	-6,6	28,7
Service de la dette publique	4 190	5 556	6 574	6 943	8 062
Variation en %	27,4	32,6	18,7	5,3	16,1

1. Excluant les transferts intergouvernementaux.
SOURCE: Bureau de la statistique du Québec, Comptes économiques des revenus et des dépenses du Québec, données préliminaires de 1984.

Graphique 4E

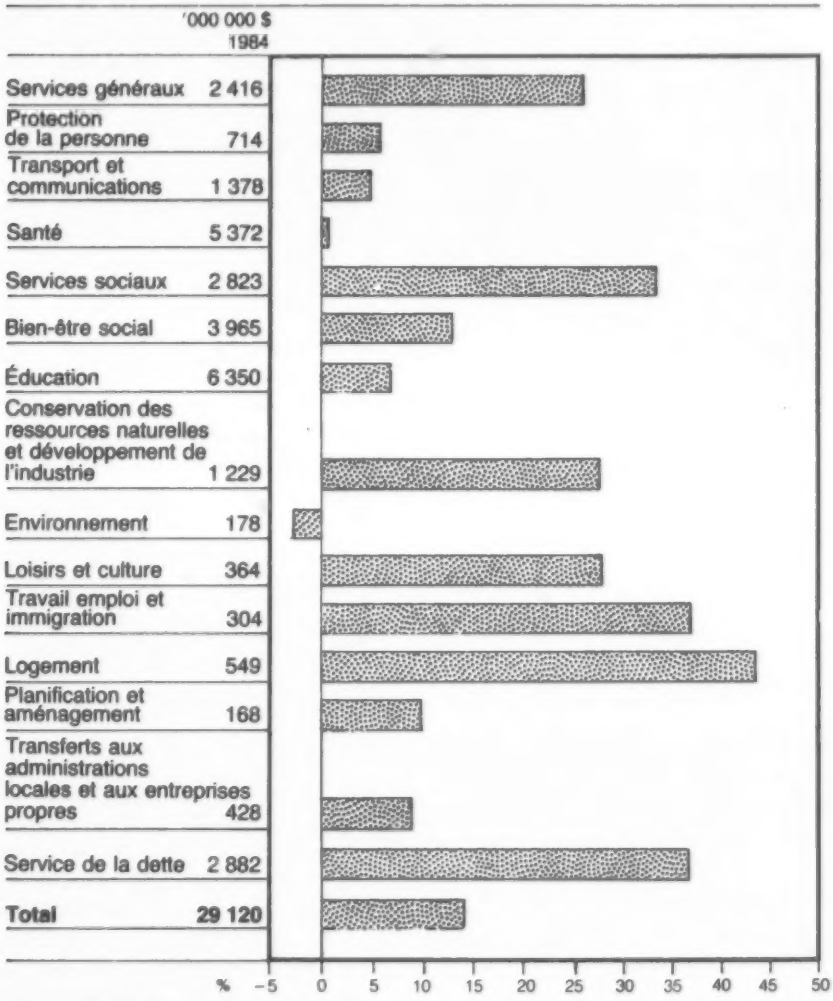
Dépenses totales en biens et services, formation brute de capital fixe et déficit des administrations publiques en pourcentage du produit intérieur brut 1980-1984



Les dépenses courantes des administrations publiques comprennent, outre les transferts intergouvernementaux, des dépenses en biens et services évaluées à 23 019 millions de dollars en 1984, des transferts aux particuliers (15 515 millions de dollars), des subventions (2 051 millions de dollars) et le service de la dette publique de chaque niveau d'administration (8 062 millions de dollars). Les dépenses en biens et services connaissent une croissance plus faible que l'ensemble des dépenses courantes en 1984 par rapport à 1983, soit de 7% comparativement à 9,4%, alors que les transferts aux particuliers augmentent de 9%, les dépenses en subventions, de 18,3%, et celles reliées au service de la dette, de 16,1%. Dans le cas des subventions, l'accroissement de 18,3% en 1984 fait suite à des diminutions de 35,9% en 1982 et de 16,1% en 1983, par rapport à l'année précédente. On note, par ailleurs, que les transferts de la Régie des rentes du Québec aux particuliers enregistrent des augmentations annuelles de 20% ou plus depuis 1980, et l'augmentation atteint 27,2% en 1984, par rapport à 1983.

Comme celles des entreprises, les dépenses des administrations publiques pour la formation brute de capital fixe ont été affectées par les taux d'intérêt élevés et la récession, ayant diminué, par rapport à l'année précédente, de 4,4% en 1981 et de 1,1% en 1982. En 1984, ces dépenses augmentent de 19,4% après avoir connu une hausse de 10,9% en 1983; elles totalisent 2 481 millions de dollars, dont 1 137 pour les administrations locales, 775 millions pour l'administration provinciale et 541 millions pour l'administration fédérale. C'est la forte croissance de 87,8% des dépenses en immobilisation de l'administration fédérale qui explique l'augmentation significative de ce type de dépenses pour l'ensemble des administrations publiques en 1984. Les dépenses totales en biens et services des administrations publiques représentent 25,9% du produit intérieur brut du Québec en 1984, les dépenses courantes comptant pour 23,4% et les dépenses pour la formation brute de capital fixe pour 2,5%; en 1980, les dépenses courantes atteignaient 22,5% du produit intérieur brut et les dépenses pour la formation brute de capital fixe, 2,7%.

Graphique 4F
Dépenses de l'administration publique provinciale[1] selon la fonction 1984[2]/1983



1. Incluant la Régie des rentes et les hôpitaux
2. Données préliminaires

LE FINANCEMENT DU SECTEUR PUBLIC QUÉBÉCOIS[2]

Les emprunts à long terme du secteur public québécois totalisent 6,6 milliards de dollars en 1984, ce qui représente une augmentation de 9,1% en regard de l'année précédente. La valeur de ces emprunts connaît des variations assez importantes d'une année à l'autre; ainsi, ils ont augmenté de 21,1% en 1982 puis diminué de 16,3% en 1983. Depuis 1979, le taux de croissance annuel moyen de ces emprunts s'établit à 9,4%; en proportion du produit intérieur brut du Québec, ils demeurent stables, valant 6,7% en 1984 soit le même niveau qu'en 1979 et 1983. Cette croissance des emprunts à long terme comparable à celle de l'ensemble de l'économie depuis 1979 résulte, en fait, d'une diminution des emprunts des entreprises publiques, de 1,8 milliard de dollars en 1979 à 1,2 milliard de dollars en 1984, alors que les emprunts des administrations publiques provinciale et locales augmentent de 2,4 à 5,6 milliards de dollars. Pour ces dernières, le taux de croissance annuel moyen des emprunts à long terme se situe donc à 17,6% de 1979 à 1984; en proportion du produit intérieur brut, ils s'établissent à 5,5% en 1984 comparativement à 3,8% en 1979.

En 1984, on observe également une baisse de la valeur des emprunts des entreprises publiques par rapport à 1983, de 2,2 à 1,2 milliard de dollars, tandis que la valeur des emprunts des administrations provinciale et locales augmente de 3,9 à 5,5 milliards de dollars. La diminution des emprunts d'Hydro-Québec, amorcée en 1983, se poursuit en 1984 avec une baisse de 37,8% par rapport à l'année précédente; la valeur de ces emprunts passe ainsi de 1,8 milliard de dollars en 1983 à 1,1 milliard de dollars en 1984. La forte réduction des emprunts des entreprises publiques en 1984 est aussi attribuable à Sidbec qui n'effectue aucun emprunt à long terme alors qu'elle avait contracté des emprunts d'une valeur de 375 millions de dollars en 1983. Les autres emprunts d'entreprises publiques sont beaucoup moins importants; ceux des commissions de transport atteignent 36,6 millions de dollars en 1984, en baisse de 13,5% par rapport à 1983, et ceux des autres entreprises publiques totalisent 51,7 millions de dollars, en hausse de 11,9%.

En ce qui concerne les administrations publiques, les emprunts des administrations locales (1 179,4 millions de dollars en 1984) et ceux de l'administration provinciale (4 279,6 millions de dollars en 1984) ont une croissance semblable en 1984, soit de 42,6% et 41,1% respectivement, par rapport à 1983. En ce qui a trait aux administrations locales, ce sont les municipalités qui réalisent les emprunts les plus élevés: ils totalisent 732,2 millions de dollars en 1984, soit 23,3% de plus qu'en 1983. Les emprunts des communautés urbaines s'élèvent, par ailleurs, à 447,1 millions de dollars en 1984, ce qui représente une hausse de 91,6% par rapport à 1983. Quant à l'administration provinciale, c'est le gouvernement du Québec qui effectue les emprunts les plus importants, d'une valeur de 3 390,4 millions de dollars en 1984; ces emprunts sont en hausse de 32,4% alors qu'ils avaient diminué de 10,2% en 1983. Toutefois, ce sont les commissions scolaires, considérées comme faisant partie de l'administration provinciale à partir de 1984, qui connaissent la plus forte croissance de leurs emprunts à long terme avec une hausse de 61,8%; la valeur de ces emprunts est passée de 47,9 millions de dollars en 1982 à 368 millions de dollars en 1983, puis à 595,3 millions de dollars en 1984. Parmi les autres institutions liées à l'administration provinciale, les cégeps effectuent des emprunts de 146,4 millions de dollars en 1984; les emprunts de ces institutions atteignaient 70 millions en 1982 mais elles n'avaient contracté aucun emprunt à long terme en 1983. Par ailleurs, les emprunts des établissements de santé s'élèvent à 130,6 millions de dollars en 1984 comparativement à 198 millions de dollars en 1982 et 88,8 millions de dollars en 1983. Finalement, les emprunts à long terme de l'Université du Québec s'établissent à 17 millions de dollars en 1984, comme en 1983, alors qu'ils atteignaient 32 millions de dollars en 1982.

2. Dans la présente section, contrairement aux précédentes, le secteur public québécois n'est pas défini au sens des comptes économiques; il exclut le gouvernement fédéral mais comprend les entreprises publiques.

Globalement, le recours plus important aux emprunts libellés en monnaie canadienne observé en 1983 se poursuit en 1984; la part des emprunts en monnaie canadienne passe ainsi de 53,3% du total en 1982 à 67,9% en 1983 puis à 71,6% en 1984.

Cependant, en 1984, ce déplacement vers les emprunts en dollars canadiens s'explique en bonne partie par la modification dans l'importance relative de chaque emprunteur, dont certains empruntent davantage que d'autres en monnaie étrangère. Ainsi, les commissions scolaires, les cégeps et les institutions de santé, dont tous les emprunts sont effectués en dollars canadiens, réalisent une plus grande part des emprunts de l'administration provinciale en 1984. Le gouvernement du Québec accroît tout de même légèrement la part des emprunts en monnaie canadienne dans ses emprunts totaux, de 75% en 1983 à 76,3% en 1984; la part des emprunts en monnaies européennes est réduite de 10,2% en 1983 à 3,6% en 1984, alors que la part de ceux en monnaie américaine passe de 14,8% à 17% et que ceux en yens, aucun en 1983, comptent pour 3,1% en 1984.

Au niveau des administrations locales, c'est l'importance plus grande des communautés urbaines comme emprunteurs qui explique un moins grand recours à la monnaie canadienne pour les emprunts; en effet, en 1984 comme en 1983, ces organismes ne réalisent que 35% de leurs emprunts en monnaie canadienne. Les municipalités ne modifient pas sensiblement la part faite à la monnaie canadienne dans leurs emprunts mais, alors que les communautés urbaines augmentent la part de leurs emprunts en dollars américains (de 39,6% en 1983 à 57,6% en 1984) aux dépens de ceux libellés en monnaies européennes (de 24,9% à 7,2%), les municipalités favorisent davantage les monnaies européennes en 1984.

Hydro-Québec réduit, pour sa part, la proportion de ses emprunts en monnaie américaine de 35,6% en 1983 à 7,5% en 1984, tout en augmentant la part de ses emprunts en dollars canadiens de 41,6% à 46,9%, de ceux en monnaies européennes, de 22,8% à 39,8%, et en effectuant 5,8% de ses emprunts en yens japonais.

Au total, la part des emprunts à long terme du secteur public québécois libellés en dollars américains passe de 18,6% en 1983 à 14,3% en 1984 tandis que la part de ceux libellés en monnaies européennes passe de 13,5% à 11,6%; de plus, alors qu'aucun emprunt n'avait été effectué en yens japonais en 1983, ces emprunts comptent pour 2,5% du total en 1984.

La part plus importante de la monnaie canadienne dans les emprunts du secteur public québécois est aussi liée à une forte croissance de la valeur des obligations d'épargne du Québec émises en 1984; l'émission de 1984 atteint 1,2 milliard de dollars comparativement à 700 millions de dollars en 1983. Par ailleurs, la Caisse de dépôt et de placement du Québec achète, comme en 1983, pour 1 milliard de dollars de nouvelles obligations du secteur public québécois, dont 600 millions de dollars d'obligations à long terme du gouvernement du Québec, 253 millions de dollars des institutions publiques d'éducation, de santé et de services sociaux, 175 millions de dollars d'Hydro-Québec et 15,5 millions de dollars des administrations locales.

Tableau 4.11
Financement du secteur public québécois
1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984
	(000 000 $)				
Administration publique provinciale	3 095,8	2 537,2	3 200,5	3 034,0	4 279,6
Variation en %	79,7	-17,4	25,2	-9,2	41,1
Gouvernement du Québec	2 835,0	2 336,3	2 852,6	2 560,1	3 390,4
Variation en %	88,9	-17,6	22,1	-10,2	32,4
Commissions scolaires	122,4	35,0	47,9	368,0	595,3
Variation en %	-13,2	-71,4	36,9	668,3	61,8
Cégeps	28,5	28,5	70,0	0,0	146,4
Variation en %	21,3	0,0	145,6	-	-
Université du Québec	22,0	27,0	32,0	17,0	17,0
Variation en %	46,7	22,7	18,5	-46,9	0,0
Institutions de santé	87,9	130,4	198,0	88,8	130,6
Variation en %	107,0	48,3	51,8	-55,1	47,1
Administrations publiques locales	1 278,8	1 147,6	1 233,7	826,8	1 179,4
Variation en %	81,2	-10,3	7,5	-33,0	42,6
Municipalités	894,3	827,2	884,0	593,6	732,2
Variation en %	33,0	-7,5	6,9	-32,8	23,3
Communautés urbaines	384,1	319,7	348,5	233,3	447,1
Variation en %	1 047,4	-16,8	9,0	-33,0	91,6
MRC/corporations de comtés	0,4	0,7	1,2	0,0	0,2
Variation en %	-	85,7	71,4	-	-
Entreprises publiques	2 148,2	2 307,7	2 847,1	2 231,7	1 118,5
Variation en %	18,6	7,4	23,4	-21,6	-46,7
Hydro-Québec	2 090,4	2 239,5	2 289,9	1 768,1	1 100,2
Variation en %	17,3	7,1	2,3	-22,8	-37,8
Régie des installations olympiques	50,0	50,0	448,0	0,0	0,0
Variation en %	-	-	796,0	-	-
Sidbec	0.0	0,0	0,0	375,0	0,0
Variation en %	-	-	-	-	-
Autres entreprises provinciales	0,0	0,0	0,0	46,2	51,7
Variation en %	-	-	-		11,9
Commissions de transport	7,8	18,2	109,2	42,3	36,6
Variation en %	-75,3	132,6	500,0	-61,3	-13,5
Total	6 522,8	6 012,5	7 281,3	6 092,5	6 647,6
Variation en %	53,8	-7,8	21,1	-16,3	9,1

SOURCE: Bureau de la statistique du Québec. Financement à long terme du secteur public québécois, 1984.

Chapitre 5
Les échanges extérieurs

L'ÉVOLUTION DU COMMERCE INTERNATIONAL ET DES POLITIQUES COMMERCIALES EN 1984

L'évolution du volume des échanges internationaux de marchandises en 1984 est caractérisée par une forte croissance qui est cependant encore plus différenciée selon les pays qu'au cours de l'année précédente. Le volume total des exportations mondiales enregistre une progression de 8,7% en 1984; ces échanges contribuent ainsi davantage à l'expansion de l'économie mondiale qu'au cours de 1983 où ils n'avaient progressé que de 3,2%. La valeur des exportations, mesurée en dollars américains, s'accroît de 6,4% en 1984 alors qu'elle diminuait de 2,3% en 1983. Cette croissance moins importante en valeur qu'en volume ces dernières années s'explique par la forte appréciation de la devise américaine; en effet, une bonne partie des échanges mondiaux sont réalisés en utilisant différentes devises nationales et la conversion en dollars américains, qui s'apprécie par rapport à la plupart des monnaies, fait apparaître un taux de croissance moins élevé. Cela se traduit par une baisse de l'indice des prix en dollars américains des exportations de la plupart des pays à l'exception des États-Unis; dans le cas des États-Unis, le volume des exportations est en hausse de 7,2% en 1984, tandis que la valeur des exportations s'accroît de 8,7%.

Ce n'est toutefois pas par la croissance de leurs exportations que les États-Unis tiennent une place à part dans le commerce mondial en 1984 mais plutôt par l'importance de leurs importations, dont la valeur s'accroît de 26,4%; elles totalisent ainsi 341,2 milliards de dollars, soit plus du quart du total des importations des pays industrialisés.

Cette prédominance des États-Unis, liée à la forte expansion de son économie, se reflète dans la composition des échanges: la croissance du volume des exportations mondiales est de 12% pour les produits manufacturés comparativement à 5% pour les produits agricoles et minéraux en 1984. Le Japon se hisse pour sa part au premier rang comme exportateur de produits manufacturés. Le Canada bénéficie d'une façon privilégiée de la demande américaine et accroît la valeur totale de ses exportations de 17,9% en 1984.

Tableau 5.1
Commerce mondial par groupe de pays 1983 et 1984

	Exportations		Importations	
	1983	1984	1983	1984
	(000 000 000 $ US)			
Monde	1 663,5	1 766,4	1 736,8	1 842,3
Variation en %	-2,6	6,2	-3,4	6,1
Pays industrialisés	1 139,4	1 214,7	1 200,4	1 310,0
Variation en %	-1,4	6,6	-1,6	9,1
Pays en voie de développement	499,0	521,2	516,2	510,3
Variation en %	-5,9	4,4	-7,9	-1,1
États-Unis	200,5	217,9	269,9	341,2
Variation en %	-5,5	8,7	5,9	26,4
Canada	76,5	90,3	65,1	78,5
Variation en %	8,9	18,0	11,5	20,6
Pays exportateurs de pétrole	175,8	170,3	145,8	-
Variation en %	-18,5	-3,1	-14,8	-
Pays de l'Est[1]	201,0	189,2	192,0	182,1
Variation en %	5,8	-5,9	8,2	-5,2

1. Le commerce des pays de l'Est, dont les données proviennent de l'ONU, n'est pas pris en compte dans le total mondial fourni par le FMI.

SOURCES: ONU; Fonds monétaire international.

Les pays en voie de développement réussissent aussi à accroître la valeur de leurs exportations de 5,3% en 1984 bien que les pays producteurs de pétrole, qui en font partie pour la plupart, subissent une baisse de 1,7% qui résulte en partie d'une légère réduction des prix de vente. D'une façon générale, la situation des pays en voie de développement s'améliore sensiblement, la croissance de leurs recettes d'exportation permettant de relâcher les contraintes limitant leurs importations, limitations qui avaient été nécessaires en raison de leur situation financière critique en 1982 et 1983. Toutefois la valeur de leurs importations est en baisse de 1,1% par rapport à 1983, où elle avait diminué de 7,9%. Par ailleurs, la plupart des pays européens connaissent une croissance économique plus faible que les États-Unis en 1984, ce qui ne génère pas une demande d'importations importante. Les entreprises de ces pays rivalisent cependant avec celles du Canada, du Japon et des nouveaux pays industrialisés pour conquérir une part du marché américain. Un certain avantage sur ce marché qu'ils possèdent sur la producteurs canadiens vient du fait que leurs monnaies se sont dépréciées beaucoup plus que le dollar canadien par rapport à la devise américaine en 1983 et 1984.

Tableau 5.2
Exportations mondiales
1980-1984

		1980	1981	1982	1983	1984
Monde						
prix (1980 = 100 $ US)		100	99,0	95,5	90,4	88,5
valeur	(%)[1]	22,7	-1,6	-7,6	-2,3	6,4
volume	(%)	2,7	-0,6	-4,2	3,2	8,7
Pays industrialisés						
prix (1980 = 100 $ US)		100	96,2	92,9	89,9	87,4
valeur	(%)	17,7	-1,7	-5,2	-1,2	6,6
volume	(%)	4,1	2,2	-1,9	2,1	9,6
Pays en développement						
prix (1980 = 100 $ US)		100	106,1	102,0	91,7	91,1
valeur	(%)	-	-2,1	-12,0	-5,9	4,4
volume	(%)	-	-7,7	-8,5	4,7	5,1
États-Unis						
prix (1980 = 100 $ US)		100	109,2	110,4	111,6	113,1
valeur	(%)	21,3	5,9	-9,2	-5,5	8,7
volume	(%)	6,9	-3,1	-10,2	-6,5	7,2
Canada						
prix (1980 = 100 $ US)		100	103,7	101,6	100,4	96,9
valeur	(%)	16,2	7,4	-3,1	8,9	17,9
volume	(%)	-1,0	3,5	-1,1	10,2	22,1
Pays exportateurs de pétrole						
prix (1980 = 100 $ US)		100	112,4	109,1	95,0	92,9
valeur	(%)	41,7	-7,4	-20,7	-18,6	-1,7
volume	(%)	-14,3	-17,6	-18,3	-6,5	0,6

1. Variation par rapport à l'année précédente.
SOURCE: Fonds monétaire international.

L'année 1984 est aussi marquée par une montée du protectionnisme au niveau mondial, notamment aux Etats-Unis où les entreprises de certains secteurs font pression sur le gouvernement pour contrer les importations. L'organisme responsable de l'Accord général sur les tarifs et le commerce (GATT) dénonce ces tendances protectionnistes et demande l'ouverture d'une nouvelle ronde de négociation de l'accord de même que la réaffirmation de la part des pays participants d'une volonté d'établir un système commercial non discriminatoire. En effet, devant les difficultés de parvenir à des accords multilatéraux (la dernière séance de négociation, celle de Tokyo, a duré sept ans) une multitude d'accords bilatéraux complexes et plus ou moins formels sont mis sur pied parfois en secret. Ces ententes prennent différentes formes comme l'attribution de parts de marché, la restriction volontaire et la réduction des capacités de production.

Selon le GATT, les incertitudes actuelles quant à la fermeture

Selon le GATT, les incertitudes actuelles quant à la fermeture éventuelle de certains marchés constituent un frein aux investissements et à la reprise. Les États-Unis réclament une reprise des négociations mais des divergences existent parmi les pays quant aux priorités de discussion à établir. En particulier, les pays en voie de développement s'opposent à des discussions qui porteraient prioritairement sur les services et la haute technologie, comme le souhaitent les Etats-Unis, et privilégient plutôt les matières premières et les produits agricoles. La France, pour sa part, ne serait prête à entreprendre de nouvelles négociations commerciales qu'à condition que la question monétaire, plus précisément le problème que pose la force de la devise américaine, soit à l'ordre du jour.

Dans ce contexte, la question du libre-échange entre le Canada et les Etats-Unis est revenue avec force dans l'actualité en 1984. Aux pressions que cela constitue sur le GATT, dont les principes s'opposent aux ententes bilatérales, s'ajoutent, comme motifs, la faiblesse du dollar canadien qui rend les entreprises canadiennes plus compétitives, l'important excédent commercial du Canada avec les Etats-Unis et les réactions protectionnistes aux Etats-Unis.

Au cours des dernières années, ces réactions se sont manifestées pour les produits forestiers, la viande de porc et les produits contenant du sucre; d'autres secteurs pourraient être touchés dans les années à venir. Comme au niveau international, ces possibilités de barrières aux échanges constituent un frein à l'investissement au Canada; de plus, la possibilité d'une libéralisation totale ou sectorielle ne favorise pas les investissements américains au Canada qui sont justifiés par les tarifs, c'est-à-dire ceux dont l'objectif est de desservir le marché canadien de l'intérieur. Les discussions se poursuivent sur l'impact possible du libre-échange avec les Etats- Unis. L'évaluation est difficile, les gains résultant de l'accès à un immense marché et de prix plus bas devant être confrontés aux pertes en termes de revenus et d'emplois occasionnées par la compétitivité accrue des producteurs américains sur le marché canadien.

Les coûts d'ajustement pourraient être réduits par une élimination graduelle des tarifs. L'évolution de la situation doit tenir compte des réductions de tarifs qui surviendront de toute façon dans le cadre du GATT et dépend aussi de ce qui adviendra des nombreux obstacles non tarifaires au commerce. De plus, comme dans le cas de la libéralisation des échanges au niveau mondial, l'impact global est le résultat de l'impact sur chacun des secteurs de production qui peut être positif ou négatif selon le cas.

Les industriels du vêtement, du textile et de la chaussure réclament, pour leur part, un contrôle plus serré des importations de toutes provenances et considèrent en général que la libre concurrence des grosses firmes américaines serait désastreuse. Au contraire, les producteurs dans certains secteurs se sont emparés d'une large part du marché américain au point d'être menacés par des mesures protectionnistes et espèrent qu'un accord de libre-échange ferait disparaître ces menaces. Certaines industries bénéficient déjà, par ailleurs, d'un libre-échange à peu près complet avec les Etats-Unis, soit celle de l'électronique, celle du matériel de défense et celle de l'automobile; dans ce dernier cas, la compétitivité de certains concurrents asiatiques est tellement forte que les producteurs nord-américains s'associent avec ces concurrents pour construire des usines aux Etats-Unis et à l'étranger. Ces questions commerciales ont aussi des implications politiques et culturelles importantes.

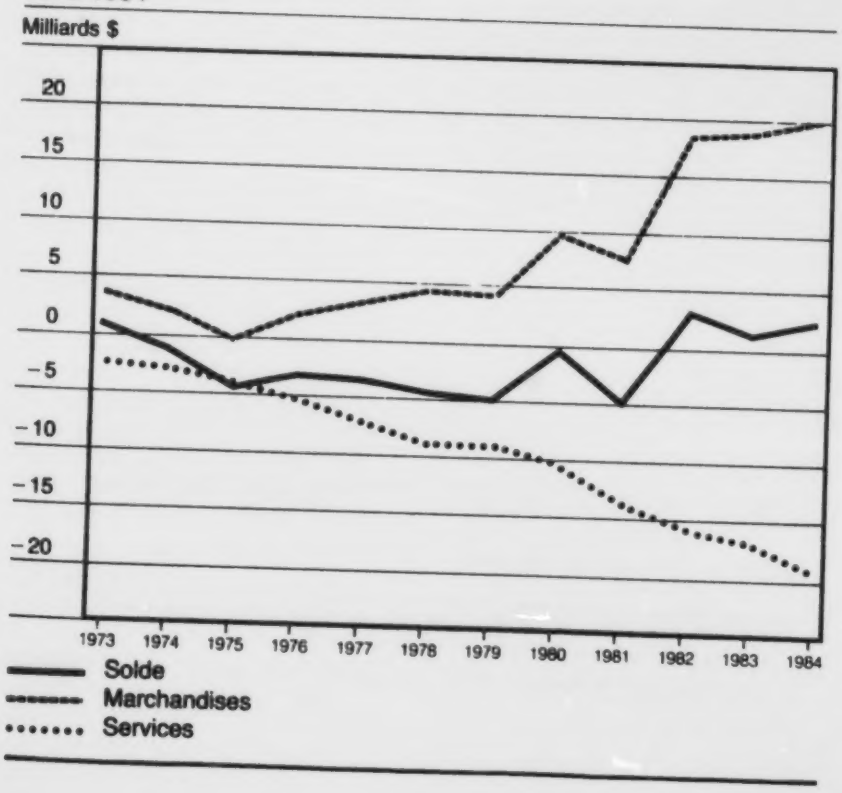
Le ministre québécois du commerce extérieur s'est, pour sa part, prononcé clairement en faveur d'une libéralisation des échanges avec les Etats-Unis et de la réouverture des négociations du GATT, alors que le gouvernement canadien a entamé des discussions avec les Etats-Unis sur la question du libre-échange. L'élimination des barrières commerciales qui se sont multipliées entre les provinces canadiennes a aussi été discutée en 1984.

LA BALANCE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX DU CANADA

Le commerce international du Québec est réalisé dans un contexte où les prix relatifs des produits québécois et étrangers sont conditionnés par le taux de change du dollar canadien face aux autres monnaies. En 1984, la compétitivité des produits québécois est favorisée sur le marché américain par la faiblesse du dollar canadien face au dollar américain; le dollar canadien se situe, en effet, à 77,23 cents américains en moyenne en 1984 comparativement à 81,14 en 1983 et 81,03 en 1982; en fin d'année, l'écart est encore un peu plus grand entre les deux devises, soit de 4,7 cents américains alors que le dollar canadien cote à 75,66 cents américains. Le dollar canadien subit aussi une dévaluation de 5% face au yen japonais en 1984, qui fait suite à une dévaluation du même ordre en 1983. Par contre, la devise canadienne s'apprécie de 8% par rapport à la livre sterling, de 9,1% par rapport au franc français, de 5,8% par rapport au mark allemand et de 6,5% par rapport au franc suisse; cette force du dollar canadien par rapport aux monnaies européennes réduit la compétitivité des producteurs canadiens et québécois qui doivent concurrencer avec les industries européennes au pays comme à l'étranger et, en particulier, sur le marché américain qui est de loin le plus dynamique en 1984. Les mouvements internationaux de capitaux ont joué un rôle déterminant sur les marchés des changes; ainsi, les États-Unis voient leur dollar se renforcer malgré un déficit commercial record, grâce à des entrées massives de capitaux lesquelles reflètent, en particulier, une confiance plus grande envers l'économie américaine qu'envers toute autre économie.

La bonne tenue du dollar canadien face à la plupart des devises s'explique surtout par un surplus commercial de 20,8 milliards de dollars, le plus important jamais réalisé; l'excédent avec les États-Unis atteint 19,9 milliards de dollars, soit 5,8 milliards de plus qu'en 1983. Même si la valeur des importations et celle des exportations s'accroissent à des taux semblables, soit de 25,4% et 23,9% par rapport à 1983, en termes réels, la valeur des importations augmente de 19% tandis que celle des exportations augmente de 22%. En effet, l'indice implicite des prix des importations est en hausse de 5,2% alors que l'indice implicite des prix des exportations ne croît que de 1,4%. Les principaux produits qui contribuent à l'accroissement du surplus commercial canadien en 1984 sont les bois de sciage, le papier journal et les pâtes de bois avec un excédent qui passe de 10,7 en 1983 à 12,5 milliards de dollars en 1984, les produits de l'automobile, de 2,7 à 3,7 milliards de dollars et le pétrole brut, de 0,3 à 1,1 milliard de dollars; on note, par contre, un déficit croissant pour la machinerie, le matériel de télécommunication et les ordinateurs, lequel passe de 7,8 à 9,4 milliards de dollars.

Graphique 5A
Balance canadienne des paiements internationaux
solde du compte courant
1973-1984



Le solde du compte courant de la balance canadienne des paiements s'établit à 2 milliards de dollars, un déficit de 19,7 milliards de dollars au solde des services annulant en bonne partie le surplus commercial de 20,8 milliards de dollars et les transferts nets de 795 millions de dollars vers le Canada.

En 1983, le déficit des opérations au titre des services se chiffrait à 17,3 milliards de dollars; l'augmentation observée à ce chapitre en 1984 provient presqu'exclusivement des intérêts et dividendes où le déficit du Canada atteint 11,3 milliards de dollars en 1984, en regard de 9 milliards en 1983. Le déficit qui découle des voyages internationaux demeure à 2,2 milliards de dollars; la baisse du nombre de visites par les Canadiens aux États-Unis a comme contrepartie une augmentation du nombre de visites dans les pays de la Communauté économique européenne.

En ce qui concerne le compte capital, l'attrait du marché financier américain se fait sentir sur les mouvements de capitaux à court terme au Canada, et le surplus de 2,1 milliards de dollars dans les entrées nettes en 1983 se transforme en un déficit de 1,2 milliard en 1984. Cette évolution est principalement attribuable à des sorties nettes de 2,2 milliards de dollars au chapitre des avoirs non bancaires de capitaux étrangers à court terme, où on enregistrait des entrées nettes de 958 millions de dollars en 1983; ces placements correspondent essentiellement aux dépôts en dollars américains aux États-Unis.

Par ailleurs, le marché des capitaux à long terme est surtout marqué par une forte reprise des investissements directs étrangers au Canada dont la valeur passe de 200 millions de dollars en 1983 à 2,4 milliards de dollars en 1984 alors que le phénomène de rachats des avoirs étrangers par des résidents canadiens a pratiquement cessé. Le Canada enregistre tout de même un déficit au titre de l'investissement direct, ceux effectués par des Canadiens à l'étranger entraînant des sorties nettes de capitaux de 4 milliards de dollars en 1984, en regard de 2,7 milliards de dollars l'année précédente. Les mouvements de capitaux à long terme se traduisent cependant par un surplus de 3,6 milliards de dollars en 1984, auxquelles contribuent principalement les nouvelles émissions d'obligations canadiennes et les transactions sur les obligations en circulation qui génèrent des entrées nettes de 9,7 et 3,5 milliards de dollars respectivement. Le surplus au compte capital de la balance canadienne des paiements qui tient compte des capitaux à long terme et à court terme se situe donc à 2,1 milliards de dollars en 1984 comparativement à 4,4 milliards en 1983.

LES EXPORTATIONS CANADIENNES CHARGÉES AU QUÉBEC

Le Québec participe à l'expansion du commerce mondial en 1984 alors que la valeur des exportations canadiennes chargées au Québec[1] s'accroît de 16% en regard de l'année précédente; en 1983, la valeur des exportations internationales du Québec n'avait augmenté que de 3,9% par rapport à 1982. La croissance plus forte observée en 1984 résulte, d'une part, d'une hausse plus importante de la valeur des exportations vers les États-Unis, soit de 25,2% en 1984 en regard de 12% en 1983, et d'autre part d'une diminution moins prononcée de la valeur des exportations à destination des autres pays, en baisse de 5,1% en 1984 et 10,9% en 1983. Ce sont donc, en 1984 comme en 1983, les exportations à destination des États-Unis qui permettent un accroissement de la valeur des exportations internationales du Québec; ces exportations vers les États-Unis atteignent 13 milliards de dollars en 1984, soit 75% des exportations totales du Québec, alors que leur part se situait à 69,6% en 1983 et à 65,1% en 1981.

1. Corrigée par le Bureau de la statistique du Québec pour tenir compte des échanges interprovinciaux.

Tableau 5.3

Principaux pays de destination des exportations chargées au Québec 1982-1984

	Rang en 1982	1982	1983	1984
			(000 $)	
États-Unis	1	9 291 398	10 408 191	13 035 703
Variation en %			12,0	25,2
Royaume-Uni	2	790 687	661 797	581 847
Variation en %			-16,3	-12,1
Pays-Bas	3	379 028	331 331	326 006
Variation en %			-12,6	-1,6
Allemagne de l'Ouest	5	311 213	274 602	274 884
Variation en %			-11,8	0,1
Japon	4	377 714	439 003	267 029
Variation en %			16,2	-39,2
France	6	258 203	208 610	249 101
Variation en %			-19,2	19,4
Algérie	7	204 014	170 223	186 647
Variation en %			-16,6	9,6
Brésil	14	90 100	68 502	151 437
Variation en %			-24,0	121,1
Italie	11	137 170	112 515	140 107
Variation en %			-18,0	24,5
République populaire de Chine	8	177 591	238 314	119 195
Variation en %			34,2	-50,0
Arabie Saoudite	13	118 444	99 582	105 385
Variation en %			-15,9	5,8
Belgique-Luxembourg	9	175 709	115 422	96 563
Variation en %			-34,3	-16,3
Suisse	12	120 701	137 682	95 647
Variation en %			14,1	-30,5
Mexique	10	142 521	117 813	73 350
Variation en %			-17,3	-39,7
Corée du Sud	...	40 741	63 629	72 783
Variation en %			56,2	14,4
Inde	19	61 715	55 339	69 468
Variation en %			-10,3	25,5
Australie	16	78 225	47 874	57 003
Variation en %			-38,8	19,1
Nigeria	...	28 512	34 430	54 151
Variation en %			20,8	57,3
Colombie	25	44 192	71 074	49 171
Variation en %			60,8	-30,8
Vénézuéla	20	56 382	48 544	47 955
Variation en %			-13,9	-1,2
Total des 25 principaux pays[1]		13 108 487	13 871 471	16 264 017
Variation en %			5,8	17,2
Total de tous les pays		14 399 874	14 961 398	17 356 004
Variation en %			3,9	16,0

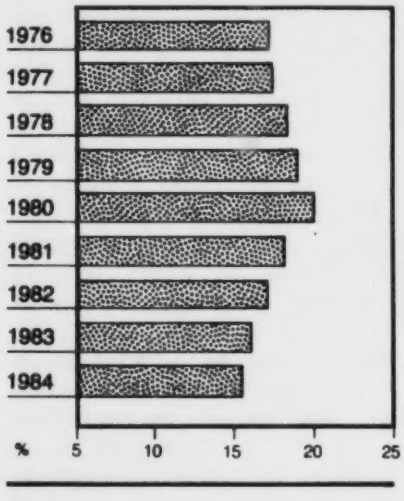
1. Outre les pays cités dans ce tableau, ce total comprend également les pays suivants: Porto Rico; Israël; Égypte; Pérou; Malaisie.

SOURCE: Bureau de la statistique du Québec, Commerce international du Québec, édition 1985.

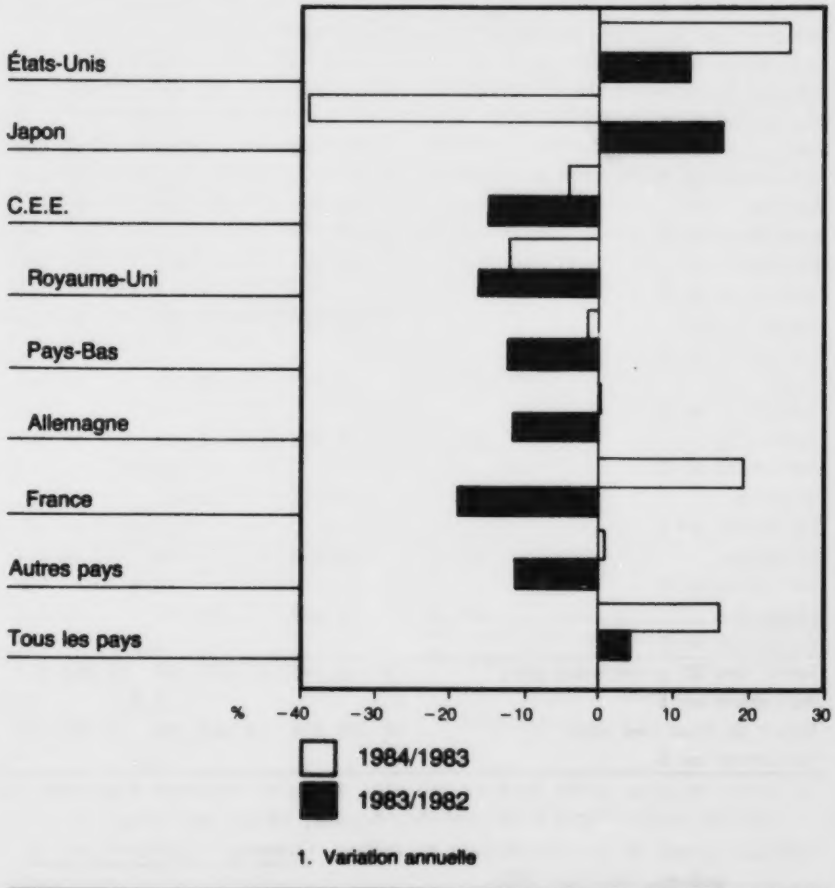
Par ailleurs, le Japon, qui s'était hissé au troisième rang parmi les pays de destination des exportations du Québec avec des augmentations de la valeur exportée de 16,2% en 1983 et de 7,6% en 1982 malgré la récession, se retrouve au cinquième rang en 1984 en raison d'une diminution de 39,2% de la valeur des produits qui y sont exportés par le Québec. La valeur des exportations vers le Japon s'élève ainsi à 267 millions de dollars en 1984 comparativement à 439 millions de dollars en 1983. La diminution touche, entre autres, les machines à forer pour mines, pétrole et gaz ainsi que les viandes fraîches, réfrigérées et congelées. Les pays de la Communauté économique européenne constituent globalement le deuxième débouché en importance pour les exportations québécoises, avec une valeur qui totalise 1,8 milliard de dollars en 1984; cette valeur est cependant en baisse de 4,2% en 1984, malgré que la valeur totale des importations de la Communauté économique européenne augmente de 1,6% par rapport à l'année précédente. En 1983, la valeur des exportations du Québec vers la Communauté économique européenne avait chuté de 15,2%. Alors qu'en 1983 la valeur des exportations du Québec subissait une forte baisse pour tous les pays de destination de la CEE à l'exception de la Suisse et de l'Irlande, on note en 1984 un accroissement de 19,4% pour la France, de 24,5% pour l'Italie, de 0,1% pour l'Allemagne et une légère baisse de 1,6% pour les Pays-Bas; cependant, la valeur des exportations à destination du Royaume-Uni enregistre une nouvelle baisse de 12,1%, celles destinées à la Suisse, de 30,5% et celles destinées à la Belgique et au Luxembourg, de 16,3%.

Les États-Unis, la Communauté économique européenne et le Japon absorbent globalement environ 85% de l'ensemble des exportations du Québec. La valeur des exportations destinées à d'autres pays atteint 2,3 milliards de dollars, soit 13,2% du total en 1984, et elle est en hausse de 0,7% par rapport à 1983, où elle avait diminué de 11,2% en regard de l'année précédente. Parmi ces autres pays, l'Algérie et le Brésil sont les principaux clients en 1984: les exportations du Québec vers le Brésil passent d'une valeur de 68,5 millions de dollars en 1983 à 151 millions de dollars en 1984 tandis que celles destinées à l'Algérie passent de 170 à 187 millions de dollars au cours de cette période. On note également des augmentations pour la plupart des autres clients importants. Toutefois, la valeur des exportations vers le Mexique continue de décroître (de 118 à 73 millions de dollars entre 1983 et 1984) tandis que la valeur de celles destinées à la Colombie diminue à son niveau de 1982 (passant de 71 à 49 millions de dollars).

Graphique 5B
Exportations chargées au Québec en pourcentage des exportations du Canada 1976-1984



Graphique 5C
Évolution de la destination des exportations internationales[1] 1983-1984



1. Variation annuelle

Tableau 5.4
Principaux produits d'exportation chargés au Québec
1982-1984

	Rang en 1982	1982	1983	1984
			(000 $)	
Papiers à imprimerie	1	2 238 682	2 120 546	2 540 464
Variation en %			-5,3	19,8
Voitures particulières et châssis	2	775 547	1 352 082	1 388 645
Variation en %			74,3	2,7
Alluminium, y compris alliages[1]	3	642 189	952 975	1 120 606
Variation en %			48,4	17,6
Bois d'oeuvre	5	496 237	563 538	642 092
Variation en %			13,6	13,9
Moteurs d'avions et pièces	6	461 406	467 478	626 713
Variation en %			1,3	34,1
Minerais, concentrés, déchets de fer	4	544 126	496 532	575 935
Variation en %			-8,7	16,0
Tubes électriques et semi-conducteurs	21	138 713	220 988	529 041
Variation en %			59,3	139,4
Matériel de télécommunication commercial	15	217 907	300 620	512 994
Variation en %			38,0	70,6
Cuivre et alliages	9	364 622	477 291	415 438
Variation en %			30,9	-13,0
Électricité	12	295 864	332 995	392 789
Variation en %			12,6	18,0
Pâtes de bois et pâtes similaires	11	302 281	268 693	366 912
Variation en %			-11,1	36,6
Amiante non manufacturé	8	375 040	355 202	358 137
Variation en %			-5,3	0,8
Viandes fraîches réfrigérées, congelées	7	405 066	332 106	347 716
Variation en %			-18,0	4,7
Assemblages, équipements et pièces d'avions	14	262 417	299 973	276 272
Variation en %			14,3	-7,9
Avions entiers, y compris moteurs	10	304 703	280 226	250 245
Variation en %			-8,0	-10,7
Machines et matériel de bureau	13	265 209	219 057	237 261
Variation en %			-17,4	8,3
Zinc, y compris alliages	25	133,004	198 853	235 491
Variation en %			49,5	18,4
Produits laitiers	19	201 925	201 407	204 563
Variation en %			-0,3	1,6
Autres véhicules auto, pièces et accessoires	-	89 907	102 815	157 162
Variation en %			14,4	52,9
Hydrocarbures et dérivés	16	211 864	164 190	155 829
Variation en %			-22,5	-5,1
Total des 25 principaux produits[1]		**9 346 590**	**10 256 196**	**12 014 327**
Variation en %			**9,7**	**14,7**
Total de tous les produits		**14 399 874**	**14 961 398**	**17 356 004**
Variation en %			**3,9**	**16,0**

1. Outre les produits cités dans ce tableau, ce total comprend les produits suivants: métaux précieux, y compris les alliages; autres minéraux non métalliques bruts; mazout; meubles et appareils fixes; fer et aciers primaires.

SOURCE: Bureau de la statistique du Québec, Commerce international du Québec, édition 1985.

Parmi les trois plus importants produits d'exportation du Québec, deux connaissent une forte croissance de la valeur exportée en 1984, soit les papiers à imprimerie, en hausse de 19,8% par rapport à 1983, et l'aluminium, en hausse de 17,6%, tandis que la valeur des exportations de voitures particulières et châssis ne s'accroît que légèrement (2,7%). Pour ce dernier produit, il faut noter qu'une augmentation de 74,3% est survenue en 1983, par rapport à 1982, ce qui montre que le Québec bénéficie de la forte croissance des ventes d'automobiles qui accompagnent la reprise économique en Amérique du Nord. On constate également un accroissement de 52,9% de la valeur des exportations de pièces et accessoires d'autres véhicules automobiles (excluant les voitures particulières) qui s'élève à 157 millions de dollars en 1984. Dans le cas des papiers à imprimerie, la hausse de la valeur des exportations traduit une nette amélioration des marchés puisqu'en 1983 la valeur des exportations avait chuté de 5,3% par rapport à l'année précédente; la valeur des exportations de pâtes de bois et pâtes similaires s'accroît aussi fortement en 1984, soit de 36,6% par rapport à 1983.

En ce qui concerne les métaux et alliages, la valeur des exportations de zinc enregistre, comme celles d'aluminium, une croissance significative en 1984 (18,4%) mais les valeurs des exportations de cuivre et de métaux précieux diminuent respectivement de 13% et 16,6% par rapport à l'année précédente; en 1983, les exportations étaient en hausse de plus de 30% pour chacun de ces quatre produits. Par ailleurs, le fer et les aciers primaires, dont la valeur des exportations était en baisse de 31,7% en 1983, reviennent parmi les vingt-cinq principaux produits à l'exportation, au vingt-cinquième rang, avec une hausse de 37,7% en 1984.

Le bois d'oeuvre demeure au quatrième rang parmi les principaux produits d'exportation du Québec avec un accroissement de 13,9% de la valeur exportée en 1984, qui survient après une hausse de 13,6% en 1983. Les minerais concentrés et déchets de fer glissent au sixième rang malgré une augmentation de 16% de la valeur exportée en 1984, laquelle avait diminué de 8,7% en 1983. Dans le cas de l'amiante, dont la valeur exportée était en baisse de 5,3% en 1983, on constate une légère hausse de 0,8% en 1984; cependant, la valeur des exportations des autres minéraux non métalliques bruts s'accroît de 35,6% en 1984.

Ce sont les moteurs d'avions et pièces de moteurs qui atteignent le cinquième rang quant à la valeur exportée grâce à un accroissement de 34,1% en 1984; toutefois, la valeur des exportations d'assemblages, équipements et pièces d'avions diminue de 7,9% et celle des avions entiers, de 10,7% par rapport à 1983. Les taux de croissance les plus élevés de la valeur des exportations en 1984 correspondent à ceux des tubes électroniques et semi-conducteurs (139,4%) et du matériel commercial de télécommunication qui se retrouvent respectivement au septième et huitième rang parmi les produits exportés en 1984 (plus de 500 millions de dollars) alors qu'ils se situaient au vingtième et quinzième rang en 1982. Parmi les autres principaux produits exportés en 1984, on peut signaler une augmentation de 57,3% pour les meubles et appareils fixes, de 42,7% pour le mazout et de 18% pour l'électricité, ainsi qu'une diminution de 5,1% de la valeur des exportations d'hydrocarbures et dérivés, par rapport à 1983.

Tableau 5.5
Principaux pays d'origine des importations déclarées au Québec
1982-1984

	Rang en 1982	1982	1983	1984
			(000 $)	
Etats-Unis	1	6 404 581	8 378 735	10 245 781
Variation en %			30,8	22,3
Japon	3	701 004	903 382	1 107 910
Variation en %			28,9	22,6
Allemagne de l'Ouest	6	508 318	583 242	814 773
Variation en %			14,7	39,7
Royaume-Uni	4	659 277	453 864	716 609
Variation en %			-31,2	57,9
Vénézuéla	2	973 944	629 946	666 447
Variation en %			-35,3	5,8
France	7	444 180	454 167	653 895
Variation en %			2,2	44,0
Italie	8	267 088	317 382	430 241
Variation en %			18,8	35,6
Taïwan	13	183 619	283 536	373 065
Variation en %			54,4	31,6
Mexique	5	515 970	419 268	337 676
Variation en %			-18,7	-19,5
Brésil	12	192 271	239 549	306 460
Variation en %			24,6	27,9
Corée du Sud	14	156 572	217 865	302 472
Variation en %			39,1	38,8
Hong-Kong	15	147 776	212 408	280 202
Variation en %			43,7	31,9
Pays-Bas	23	70 627	116 325	194 368
Variation en %			64,7	67,1
Suède	16	120 241	122 872	182 860
Variation en %			2,2	48,8
Iran	21	75 218	387 552	172 957
Variation en %			415,2	-55,4
Belgique-Luxembourg	18	91 314	94 635	154 771
Variation en %			3,6	63,5
Suisse	11	208 955	221 604	153 430
Variation en %			6,1	-30,6
Espagne	19	85 192	92 037	144 095
Variation en %			8,0	-56,5
République populaire de Chine	20	84 147	104 634	143 942
Variation en %			24,3	37,6
Algérie	9	251 584	119 020	143 273
Variation en %			-52,7	20,4
Total des 25 principaux pays[1]		12 376 104	14 664 829	17 966 486
Variation en %			18,5	22,5
Total de tous les pays		13 594 236	15 767 596	19 427 659
Variation en %			16,0	23,2

1. Outre les pays cités dans ce tableau, ce total comprend les pays suivants: Jamaïque; Afrique du Sud; îles Bahamas; Égypte; Porto Rico.

SOURCE: Bureau de la statistique du Québec, Commerce international du Québec, édition 1985.

LES IMPORTATIONS CANADIENNES DÉDOUANÉES AU QUÉBEC

La valeur des importations canadiennes dédouanées au Québec enregistre une hausse de 23,2% en 1984, pour atteindre 19,4 milliards de dollars; en 1983, alors que la croissance économique avait été moins importante, la valeur des importations s'était accrue de 16% par rapport à l'année précédente. La valeur des importations en provenance des États-Unis, qui comptent pour la moitié du total, augmente de 22,3% en 1984 tandis que la valeur de celles en provenance du Japon, le second fournisseur, est en hausse de 22,6%. La valeur des importations en provenance des pays européens connaît des taux de croissance très élevés dans la plupart des cas: Allemagne de l'Ouest, 39,7%; Royaume-Uni, 57,9%; France, 44%; Italie, 35,6%; Pays-Bas, 67,1%; Suède, 48,8%; Belgique-Luxembourg, 63,5%; Espagne, 56,5%. Toutefois, la valeur des importations originant de la Suisse diminue de 30,6% en regard de 1983.

On constate à nouveau une forte croissance de la valeur des importations en provenance de nouveaux pays industrialisés en 1984, en particulier de Taïwan, 31,6%, du Brésil, 27,9%, de la Corée du Sud, 38,8%, et de Hong-Kong, 31,9%. De même, la valeur des importations en provenance de la République populaire de Chine augmente fortement (37,6%) pour une deuxième année consécutive tandis que deux pays apparaissent parmi les vingt-cinq principaux fournisseurs avec des augmentations très importantes: l'Afrique du Sud (de 51,9 millions de dollars en 1983 à 93,6 millions de dollars en 1984) et les Iles Bahamas (de 1,5 à 80,3 millions de dollars). Dans ce dernier cas, les augmentations concernent le mazout et le pétrole brut (autres substances bitumineuses brutes, d'après la classification utilisée); on note également d'autres modifications dans la provenance des importations de pétrole brut en 1984 qui se reflètent dans l'évolution des importations provenant du Mexique (-19,5%), de l'Iran (-55,4%), du Vénézuéla (5,8%) et de l'Algérie (20,4%). Le pétrole brut constitue par ailleurs, parmi les principaux produits d'importation, celui pour lequel la croissance de la valeur importée est la plus faible, soit de 1,5% au Québec en 1984. La croissance de la valeur des importations de voitures particulières et de châssis est également modérée en 1984 (3,2%) de même que celle des autres véhicules automobiles (9,4%) mais, pour ces deux produits, les taux de croissance ont été très élevés en 1983, par rapport à 1982. Les importations de camions, châssis et tracteurs connaissent par ailleurs une forte hausse (99,5%) ainsi que celles des produits de l'aéronautique pour lesquels le Québec est fortement intégré à l'économie américaine avec des exportations également en forte croissance en 1984. Une telle situation prévaut aussi pour le matériel de télécommunication, les tubes électroniques et les semi-conducteurs ainsi que le mazout, pour lesquels les valeurs des importations et des exportations sont en forte croissance au Québec en 1984. Par contre, pour les téléviseurs, radios et phonographes, la valeur des importations s'accroît sensiblement (79,5%) mais le Québec n'en exporte pas pour une valeur significative. En ce qui a trait aux autres produits de consommation, on note un accroissement important de la valeur des importations pour les vêtements de dessus non tricotés (35,2%), les tricots (30,2%) et le café (26,9%).

En plus de l'importation de composantes pour l'industrie du matériel de transport, la forte activité de certains secteurs manufacturiers se traduit par des importations en forte progression pour le minerai d'aluminium (26,5%) et les pièces de matériel électronique (26,5%). De même, les investissements des entreprises entraînent une forte augmentation des importations de machines pour des industries spécialisées (65%) et de machines à forer (62,9%).

Tableau 5.6

Principaux produits d'importation dédouanés au Québec
1982-1984

	Rang en 1982	1982	1983	1984
			(000 $)	
Voitures particulières et châssis	2	1 019 597	2 161 170	2 229,376
Variation en %			112,0	3,2
Autres substances bitumineuses brutes	1	2 306 213	1 779 166	1 806 155
Variation en %			-22,9	1,5
Autres véhicules automobiles, pièces et accessoires	3	349 859	607 287	664 645
Variation en %			73,6	9,4
Tubes électroniques et semi-conducteurs	5	257 886	389 045	655 505
Variation en %			50,9	68,5
Moteurs d'avions et pièces	7	232 096	300 768	411 655
Variation en %			29,6	36,9
Mazout	...	15 953	107 842	410 047
Variation en %			576,0	280,2
Camions, châssis et tracteurs	6	232 144	201 300	401 600
Variation en %			-13,3	9956
Avions complets, y compris moteurs	10	167 147	219 907	374 344
Variation en %			31,6	70,26
Machines et matériel de bureau	4	278 586	329 913	369 178
Variation en %			18,4	11,9
Téléviseurs, radios et phonographes	...	58 992	185 891	333 658
Variation en %			215,1	79,5
Minerais, concentrés et déchets d'aluminium	8	224 956	215 120	272 140
Variation en %			-4,4	26,5
Assemblages, équipements et pièces d'avions	9	213 858	190 581	269 697
Variation en %			-10,9	41,5
Vêtements de dessus, sauf tricots ou tissus tricotés	12	155 789	188 853	255 395
Variation en %			21,2	35,2
Café	13	150 035	156 728	198 912
Variation en %			4,5	26,9
Matériel de télécommunication commercial	21	101 311	131 894	192 015
Variation en %			30,2	45,6
Tissus larges et fibres textiles mélangées	15	121 071	156 443	187 899
Variation en %			29,2	20,1
Moteurs de véhicules automobiles et pièces	17	116 966	148 052	177 551
Variation en %			26,6	19,9
Fruits et baies frais ou réfrigérés	11	163 657	156 121	172 878
Variation en %			-4,6	10,7
Pièces de matériel électronique	16	117 122	126 583	160 118
Variation en %			8,1	26,5
Vêtements de dessus, tricots ou tissus tricotés	25	88 214	121 064	157 677
Variation en %			37,2	30,2
Total des 25 principaux produits[1]		**6 855 879**	**8 383 627**	**10 389 968**
Variation en %			**22,3**	**23,9**
Total de tous les produits		**13 594 236**	**15 767 596**	**19 427 659**
Variation en %			**16,0**	**23,2**

1. Outre les produits cités dans ce tableau, ce total comprend les produits suivants: aluminium y compris alliages; machines à forer pour mines, pétrole et gaz; matières plastiques non façonnées; autres machines pour industries spécialisées; fils et fils, fibres artificielles.

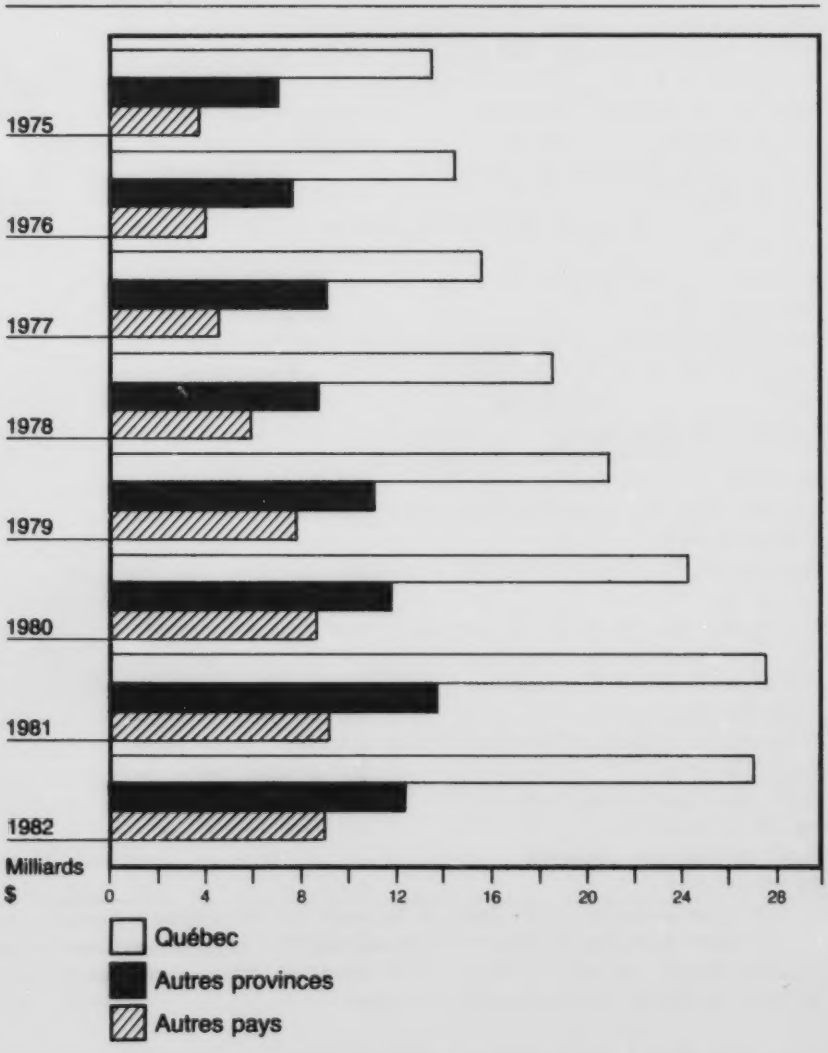
SOURCE: Bureau de la statistique du Québec.

LA DESTINATION DES EXPÉDITIONS MANUFACTURIÈRES DU QUÉBEC

Les données portant sur les échanges du Québec avec les autres provinces canadiennes sont moins complètes que celles sur les échanges du Québec avec d'autres pays. Les expéditions des entreprises manufacturières québécoises dans le reste du Canada sont actuellement disponibles pour 1982. Ces statistiques permettent de constater que ce sont ces expéditions vers le reste du Canada qui ont été les plus réduites par la récession en 1982, leur valeur ayant chuté de 11,1% par rapport à l'année précédente, tandis que la baisse est de 2,1% pour les expéditions destinées à d'autres pays, et de 1,4% pour celles effectuées à l'intérieur du Québec. Totalisant 12,2 milliards de dollars, ces expéditions au reste du Canada représentent 25,4% de la valeur totale des expéditions manufacturières en 1982, en regard de 27,3% en 1981. Les industries qui contribuent le plus à la forte diminution de la valeur des expéditions vers le reste du Canada en 1982 sont l'industrie des papiers et des produits connexes avec une baisse de 15,2%, celles des métaux primaires (-31,8%), du matériel de transport (-34,2%), des appareils et du matériel électrique (-13,5%), du textile (-17,4%) et du vêtement (-17,5%). Fait à noter, dans les industries qui réalisent d'importantes livraisons en dehors du Canada, la valeur de ces livraisons est beaucoup moins affectée que la valeur de celles à destination du reste du Canada en 1982; ainsi, la valeur des expéditions en dehors du Canada diminue de 11% pour les manufacturiers québécois de matériel de transport et de 0,4% pour les industries des papiers et des produits connexes alors qu'elle augmente de 2,7% pour l'industrie des métaux primaires. Par ailleurs, une des industries les moins touchées par la récession est celle des aliments et boissons; la valeur des ses expéditions totales s'accroît de 8% en 1982, par rapport à 1981, et la valeur de ses expéditions au reste du Canada augmente de 10,3% pour atteindre 1 764,3 millions de dollars. La valeur des expéditions de l'industrie des aliments et boissons représente 14,4% de la valeur totale des expéditions manufacturières du Québec dans les autres provinces canadiennes en 1982.

Globalement, ce sont les expéditions manufacturières du Québec vers les provinces de l'Ouest qui subissent le plus net recul, leur valeur passant de 3,4 à 2,9 milliards de dollars entre 1981 et 1982, tandis que la valeur des expéditions vers l'Ontario diminuait de 8,7 à 7,7 milliards de dollars et que la valeur de celles destinées aux provinces maritimes augmentait légèrement, atteignant 1,6 milliard de dollars en 1982.

Graphique 5D
Destination des expéditions manufacturières 1975-1982



La valeur des expéditions manufacturières du Québec effectuées à l'extérieur du Canada, en 1982, est moins importante que celle des expéditions faites aux autres provinces canadiennes, soit de 8,9 milliards de dollars comparativement à 12,2 milliards de dollars. Par ailleurs, trois des vingt industries manufacturières réalisent près des deux tiers de leurs expéditions hors du Canada, soit celles des papiers et des produits connexes (2,4 milliards en 1982), des transports (2,1 milliards de dollars) et des métaux primaires (1,4 milliard de dollars). Les parts de ces trois industries dans le total des expéditions à l'extérieur du Canada sont de 26,9%, 23% et 16% respectivement en 1982, alors que l'industrie des appareils et du matériel électriques et celle des aliments et boissons, qui les suivent, ne comptent que pour 5,6% et 5,5% du total. En tenant compte de l'ensemble des destinations, la valeur des expéditions en dehors du Québec représente 43,9% de la valeur totale des expéditions des manufacturiers québécois en 1982; cette part est légèrement plus faible que celle de 45,5% observée en 1981 puisque la valeur des expéditions hors du Québec diminuait de 7,5% en 1982 tandis que la valeur des expéditions sur le marché québécois ne diminuait que de 1,4%.

Tableau 5.7
Destination des expéditions manufacturières du Québec
1970, 1978-1982

	1970	1978	1979	1980	1981	1982
Québec	6 488,8	18 989,8	21 158,8	24 326,1	27 378,0	26 987,1
	(49,6)[1]	(56,8)	(53,7)	(54,2)	(54,5)	(56,1)
Reste du Canada	3 893,3	8 628,8	10 798,0	11 949,5	13 737,9	12 216,7
	(29,8)	(25,8)	(27,4)	(26,6)	(27,3)	(25,4)
Provinces de l'Atlantique	481,5	1 005,8	1 299,9	1 340,9	1 582,3	1 632,3
	(3,7)	(3,0)	(3,3)	(3,0)	(3,1)	(3,4)
Ontario	2 482,9	5 555,9	6 755,1	7 611,0	8 700,8	7 652,2
	(19,0)	(16,6)	(17,2)	(16,9)	17,3)	(15,9)
Provinces de l'Ouest et territoires	928,9	2 067,1	2 743,1	2 997,6	3 454,8	2 932,2
	(7,1)	(6,2)	(7,0)	(6,7)	(6,9)	(6,1)
Extérieur du Canada	2 690,5	5 822,6	7 416,3	8 630,7	9 128,8	8 940,3
	(20,6)	(17,4)	(18,8)	(19,2)	(18,2)	(18,6)
Total	13 072,6	33 441,2	39 373,2	44 906,3	50 243,7	48 144,1
	(100)	(100)	(100)	(100)	(100)	(100)

1. Les chiffres entre parenthèses indiquent la part de la région dans les expéditions locales.
SOURCES: Bureau de la statistique du Québec, Enquête sur la destination des expéditions des manufacturiers québécois; Statistique Canada.

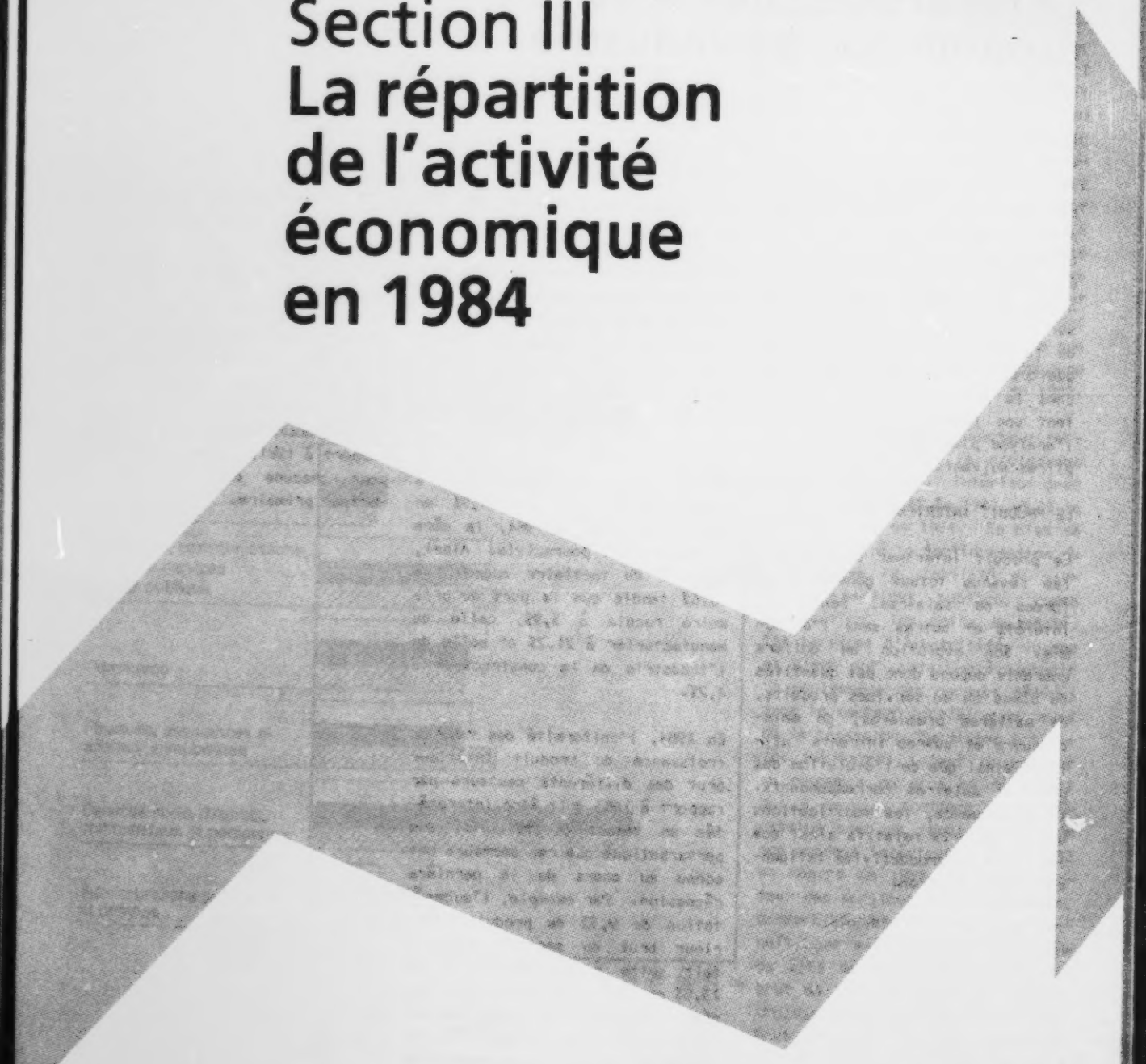
Tableau 5.8
Destination[1] des expéditions manufacturières du Québec par industrie
1982

	Vers les autres provinces canadiennes		Vers l'extérieur du Canada		Total à l'extérieur du Québec	Part des expéditions totales de l'industrie	Expéditions totales[2]	
	(000 $)	(%)	(000 $)	(%)	(000 $)	(%)	(000 $)	(%)
Aliments et boissons	1 764,3	(14,4)[3]	493,4	(5,5)	2 257,7	25,1	8 982,0	(18,7)[3]
Tabac	462,8	(3,8)	6,3	(0,1)	469,1	70,2	668,2	(1,4)
Caoutchouc et produits en plastique	381,3	(3,1)	147,1	(1,6)	528,4	54,0	979,4	(2,0)
Cuir	181,8	(1,5)	19,9	(0,2)	201,7	48,5	416,1	(0,9)
Textile	784,1	(6,4)	113,7	(1,3)	897,8	44,7	2 008,4	(4,2)
Bonneterie	239,3	(2,0)	4,0	(0,0)	243,3	39,4	617,5	(1,3)
Vêtement	923,5	(7,6)	75,5	(0,8)	999,0	43,1	2 327,5	(4,8)
Bois	193,0	(1,6)	299,2	(3,3)	492,2	32,8	1 500,3	(3,1)
Meubles et articles d'ameublement	222,1	(1,8)	50,8	(0,6)	272,9	38,2	714,5	(1,5)
Papier et produits connexes	1 072,3	(8,8)	2 405,1	(26,9)	3 477,4	69,0	5 043,2	(10,5
Imprimerie, édition et industries connexes	339,3	(2,8)	87,3	(1,0)	426,6	22,7	1 878,9	(3,9)
Métaux primaires	735,3	(6,0)	1 429,4	(16,0)	2 164,7	73,4	2 947,7	(6,1)
Produits métalliques	574,7	(4,7)	217,7	(2,4)	792,4	25,3	3 126,2	(6,5)
Machinerie	461,5	(3,8)	388,6	(4,3)	850,1	65,8	1 292,0	(2,7)
Matériel de transport	541,7	(4,4)	2 057,1	(23,0)	2 598,8	82,5	3 150,7	(6,5)
Appareils et matériel électriques	898,9	(7,4)	498,5	(5,6)	1 397,4	68,3	2 046,2	(4,3)
Produits minéraux non métalliques	137,1	(1,1)	131,6	(1,5)	268,7	29,2	919,0	(1,9)
Produits du pétrole et du charbon	682,7	(5,6)	137,2	(1,5)	820,1	14,3	5 740,2	(11,9)
Industrie chimique	1 291,5	(10,6)	282,4	(3,2)	1 573,9	53,8	2 925,2	(6,1)
Industrie diverses	329,4	(2,7)	95,5	(1,1)	424,9	48,8	870,9	(1,8)
Total	12 216,7	(100)	8 940,3	(100)	21 157,0	43,9	48 144,1	(100)

1. Les chiffres sur la destination des expéditions manufacturières du Québec sont tirés de l'enquête du BSQ citée ci-dessous.
2. Le total inclut les expéditions manufacturières à l'intérieur du Québec.
3. Les chiffres entre parenthèses indiquent la part de l'industrie dans les expéditions vers les autres provinces canadiennes, vers l'extérieur du Canada ou dans les expéditions totales selon le cas.

SOURCES: Bureau de la statistique du Québec, Enquête sur la destination des expéditions des manufacturiers québécois; Statistique Canada.

Section III
La répartition de l'activité économique en 1984



Chapitre 6
La répartition de l'activité économique par industrie

Les chapitres qui suivent contiennent une description détaillée de chaque grand secteur d'activité économique, faisant appel à un grand nombre d'informations tant sur la quantité que sur la valeur de la production de ceux-ci. Les quelques variables considérées dans le présent chapitre permettent une introduction sommaire à l'analyse plus détaillée des chapitres suivants.

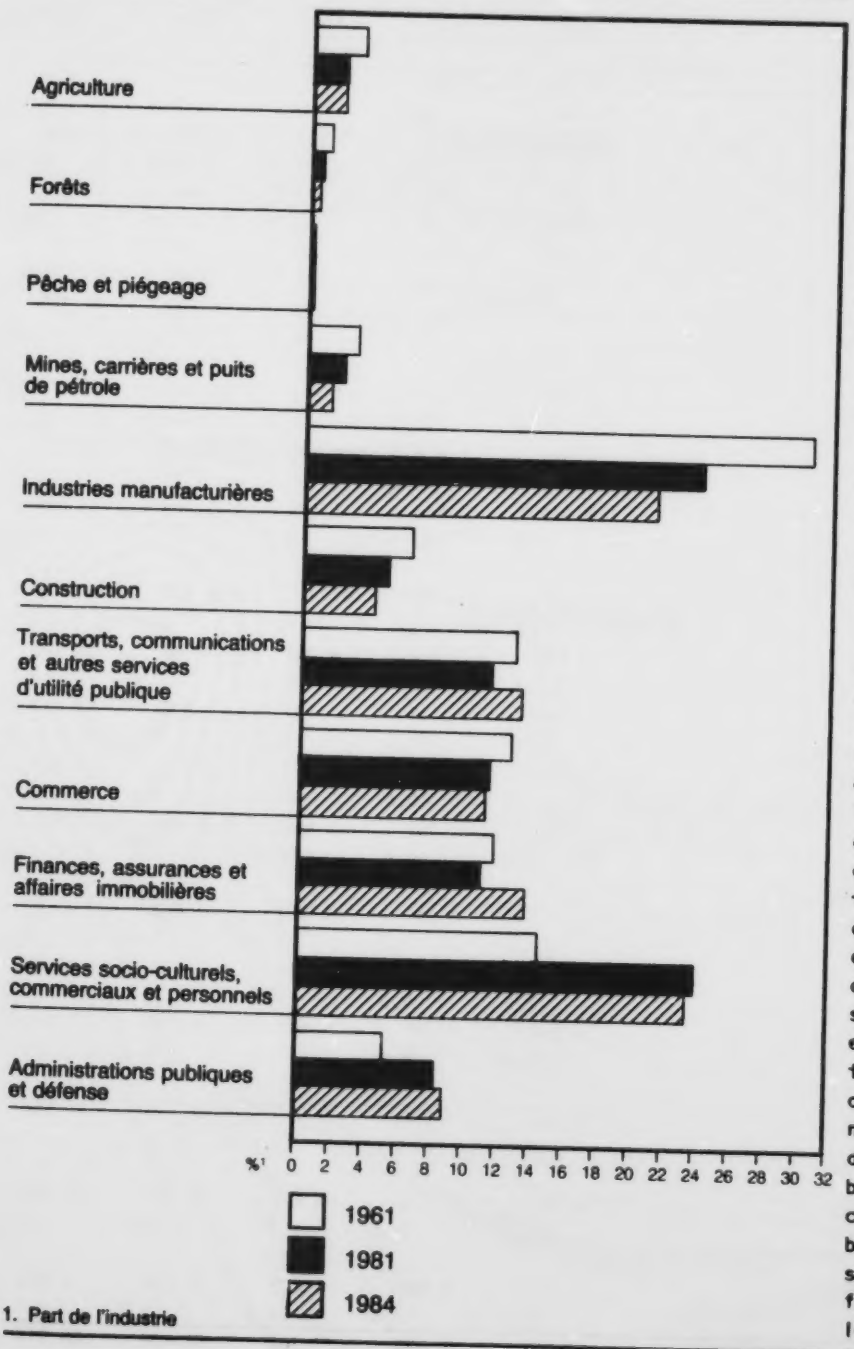
LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

Le produit intérieur brut mesure les revenus totaux générés sous formes de salaires, bénéfices, intérêts et autres dans l'économie. Son évolution en dollars courants dépend donc des quantités de biens ou de services produits, de matières premières, de main-d'oeuvre et autres intrants utilisés ainsi que de l'évolution des prix et salaires correspondants. En conséquence, les modifications dans les prix relatifs ainsi que les gains de productivité influencent son évolution.

Les dernières décennies ont été marquées par le développement du secteur tertiaire et cette évolution se traduit, entre autres, par une part grandissante de celui-ci dans le produit intérieur brut de l'ensemble de l'économie. Ainsi, alors qu'en 1961 les parts respectives du secteur primaire, du manufacturier, de la construction et du secteur tertiaire se situaient à 6,4%, 30,6%, 6,4% et 56,6%, ces parts s'établissent à 4,8%, 24,1%, 5,1% et 65,9% en 1981. De 1981 à 1984, la même tendance s'est poursuivie. Ainsi, la part du tertiaire augmente à 70,6% tandis que la part du primaire recule à 3,9%, celle du manufacturier à 21,2% et celle de l'industrie de la construction à 4,2%.

En 1984, l'uniformité des taux de croissance du produit intérieur brut des différents secteurs par rapport à 1983 doit être interprétée en tenant compte aussi des perturbations que ces secteurs ont connu au cours de la dernière récession. Par exemple, l'augmentation de 9,7% du produit intérieur brut du secteur primaire fait suite à une diminution de 13,5% en 1983, par rapport à l'année précédente. De plus, seules l'agriculture et l'activité de chasse et de pêche connaissent de véritables remontées de 18,3% et 6,9% respectivement, alors que le secteur de la forêt enregistre une hausse de 3,6% et celui des mines, carrières et puits de pétrole une hausse de 2%. On peut aussi remarquer que, dans le secteur primaire, c'est davantage en 1983 qu'en 1982 que la récession a le plus affecté les revenus, puisqu'en 1982 le produit intérieur brut s'accroissait de 0,9% par rapport à 1981; il en a été ainsi pour chacune des activités du secteur primaire.

Graphique 6A
Produit intérieur brut au coût des facteurs par industrie 1961, 1981 et 1984



1. Part de l'industrie

Dans le secteur manufacturier, la récession s'est manifestée par une chute de 14,1% du produit intérieur brut en 1982; le secteur enregistre par la suite un fort taux de croissance en 1983, soit de 13,5%, qui est suivi d'une croissance de 8,9% en 1984 par rapport à 1983. Quant à l'industrie de la construction, elle voit aussi son produit intérieur brut augmenter à un taux semblable à celui de l'ensemble de l'économie en 1984 après avoir connu des baisses de 4,3% et 4,7% en 1982 et 1983. C'est la poursuite des grands travaux dans le domaine non résidentiel qui ont empêché une diminution plus prononcée en 1982.

Ce qui distingue le secteur tertiaire c'est donc la croissance soutenue du produit intérieur brut à un taux de 9,4% en 1982, 8,4% en 1983 et 8,9% en 1984. En plus de la tendance à la tertiarisation de l'économie, la stabilité de plusieurs services publics, comme l'éducation, les soins de santé, les services d'électricité, de gaz et d'eau ont contribué à soutenir la croissance des revenus générés dans le secteur tertiaire au cours de la récession. Parmi les activités tertiaires, c'est le secteur du commerce de gros et de détail qui a le plus souffert de la récession avec un recul de 0,3% de son produit intérieur brut en 1982 en regard de 1981. Le vaste secteur des services socio-culturels, commerciaux et personnels ne connaît, par ailleurs, qu'une hausse de 2,6% de son produit intérieur brut en 1983. En 1984, le taux de croissance du produit intérieur brut est semblable pour chacun des sous-secteurs, le taux le plus faible, 7,2%, étant observé pour les administrations publiques et la défense et le plus élevé, 11,6%, pour l'entreposage.

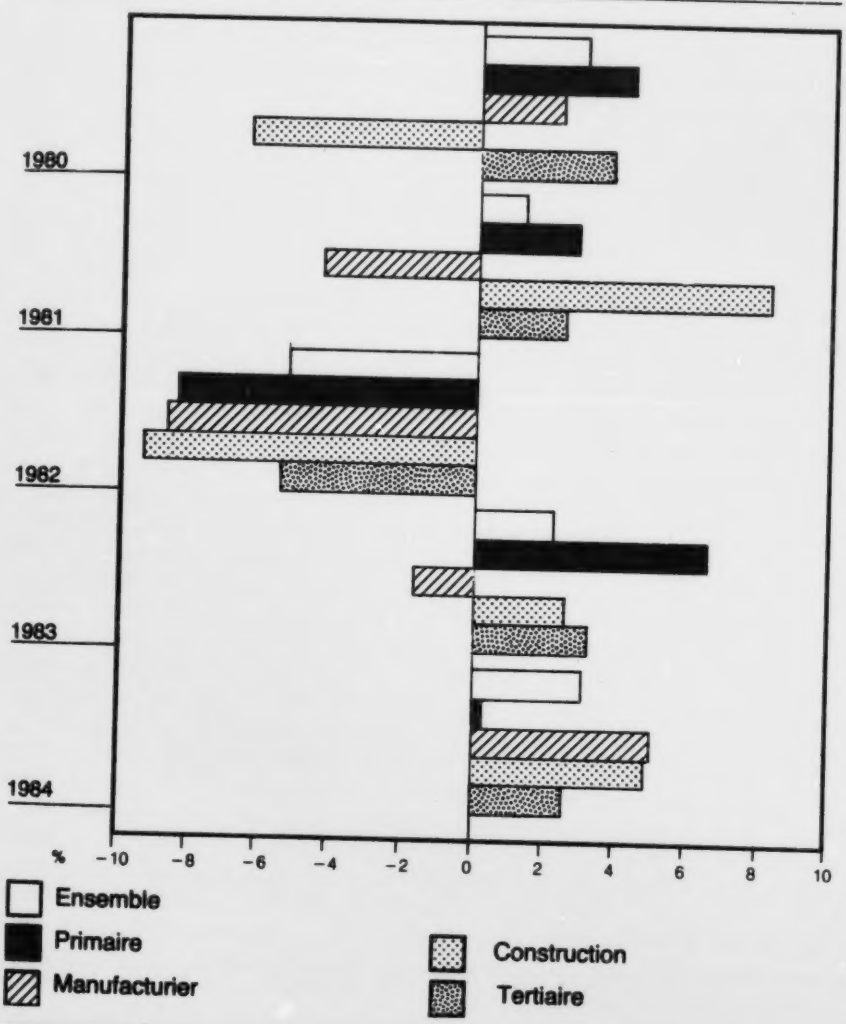
Tableau 6.1
PIB au coût des facteurs par industrie
1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984[1]
			(000 000 $)		
Primaire	3 244	3 564	3 595	3 108	3 409
Variation en %	18,8	9,9	0,9	-13,5	9,7
Agriculture	1 281	1 430	1 537	1 405	1 662
Variation en %	6,4	11,6	7,5	-8,6	18,3
Forêts	463	532	547	444	460
Variation en %	27,2	14,9	2,8	-18,8	3,6
Pêche et piégeage	49	57	60	58	62
Variation en %	11,4	16,3	5,3	-3,3	6,9
Mines, carrières et puits de pétrole	1 451	1 545	1 451	1 201	1 225
Variation en %	29,8	6,5	-6,1	-17,2	2,0
Secondaire	18 389	20 960	18 357	20 195	22 033
Variation en %	13,6	14,0	-12,4	10,0	9,1
Industries manufacturières	15 350	17 314	14 868	16 871	18 374
Variation en %	14,7	12,8	-14,1	13,5	8,9
Construction	3 039	3 646	3 489	3 324	3 659
Variation en %	8,6	20,0	-4,3	-4,7	10,1
Tertiaire	41 869	47 372	51 810	56 136	61 132
Variation en %	13,1	13,1	9,4	8,4	8,9
Transports	3 343	3 746	4 081	4 385	4 769
Variation en %	17,1	12,1	8,9	7,4	8,8
Entreposage	126	140	147	155	173
Variation en %	15,6	11,1	5,0	5,4	11,6
Communications	1 802	1 993	2 313	2 410	2 651
Variation en %	14,1	10,6	16,1	4,2	10,0
Electricité, gaz et eau	2 382	2 362	3 098	3 495	3 837
Variation en %	9,6	-0,8	31,2	12,8	9,8
Transports, communications et autres services d'utilité publique	7 653	8 241	9 639	10 445	11 430
Variation en %	14,0	7,7	17,0	8,4	9,4
Commerce de gros	3 110	3 417	3 453	3 789	4 129
Variation en %	7,5	9,9	1,1	9,7	9,0
Commerce de détail	4 298	4 715	4 652	5 110	5 576
Variation en %	13,2	9,7	-1,3	9,8	9,1
Finances, assurances et affaires immobilières	6 742	7 936	9 015	10 790	11 968
Variation en %	6,1	17,7	13,6	19,7	10,9
Services socio-culturels, commerciaux et personnels	14 852	17 138	18 402	18 874	20 385
Variation en %	15,0	15,4	7,4	2,6	8,0
Administrations publiques et défense	5 214	5 925	6 649	7 128	7 644
Variation en %	20,4	13,6	12,2	7,2	7,2
Total	63 502	71 896	73 762	79 439	86 574
Variation en %	13,6	13,2	2,6	7,7	9,0

1. Données préliminaires.

SOURCE: Bureau de la statistique du Québec, Comptes économiques des revenus et des dépenses du Québec, données préliminaires de 1984.

Graphique 6B
Emploi par secteur d'activité
variations annuelles
1980-1984



L'EMPLOI

C'est le secteur manufacturier qui connaît la croissance la plus prononcée de l'emploi en 1984 alors qu'en 1983 ce secteur enregistrait une baisse de l'emploi malgré la reprise économique. Les données sectorielles de la population active révèlent en effet que l'emploi manufacturier s'accroît de 5% en 1984, par rapport à 1983, tandis que l'emploi de l'industrie de la construction augmente de 4,7%, celui du secteur primaire de 0,2% et celui du secteur tertiaire de 2,5%.

La production manufacturière connaît une progression suffisamment importante pour provoquer une hausse de l'emploi malgré une augmentation de la productivité. La valeur de la production de l'industrie manufacturière s'accroît en effet de 9,1% en dollars courants, en 1984, alors que l'indice canadien des prix de vente est en hausse de 4,1% seulement par rapport à 1983. L'accroissement de 27 000 du nombre de personnes employées dans le secteur manufacturier en 1984 n'est toutefois pas suffisant pour compenser les pertes dues à la récession et à la diminution tendancielle de l'emploi du secteur; en effet, on y dénombre 560 000 emplois en 1984 comparativement à 605 000 en 1979.

L'industrie de la construction connaît une situation similaire puisque la croissance de 4,7% de l'emploi en 1984, qui survient après une augmentation de 2,5% en 1983, ne ramène pas l'emploi à son niveau de 1981 (124 700). En 1984, c'est la poussée de la construction non résidentielle qui permet une nouvelle hausse de l'emploi de l'industrie alors que la construction résidentielle maintient le même niveau d'activité qu'en 1983.

Tableau 6.2
Emploi par industrie
1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984
			(000)		
Primaire	127,3	130,7	119,8	127,5	127,7
Variation en %	4,2	2,7	-8,4	6,5	0,2
Agriculture	78,3	78,7	76,8	79,5	76,9
Variation en %	14,9	0,5	-2,4	3,6	-3,2
Forêts	20,0	23,0	18,0	21,0	21,0
Variation en %	-13,0	15,0	-21,7	16,7	0,0
Pêche et piégeage	2,0	-	1,0	2,0	2,0
Mines, carrières et puits de pétrole	27,0	29,0	24,0	25,0	27,0
Variation en %	-6,9	7,4	-17,2	4,2	8,0
Secondaire	734,7	717,7	654,7	648,7	681,0
Variation en %	0,9	-2,3	-8,8	-0,9	5,0
Industries manufacturières	619,4	593,1	541,7	532,8	559,6
Variation en %	2,3	-4,3	-8,7	-1,6	5,0
Construction	115,3	124,7	113,1	115,9	121,4
Variation en %	-6,3	8,1	-9,3	2,5	4,7
Tertiaire	1 831,6	1 876,1	1 809,7	1 866,5	1 913,3
Variation en %	3,5	2,4	-3,5	3,1	2,5
Transports, communications et autres services d'utilité publique	230,1	229,5	218,2	212,2	202,5
Variation en %	-4,3	-0,3	-4,9	-2,8	-4,6
Commerce	452,3	467,8	440,8	457,1	480,3
Variation en %	2,7	3,4	-5,8	3,7	5,1
Finances, assurances et affaires immobilières	150,7	140,1	134,6	142,9	146,5
Variation en %	20,3	-7,0	-3,9	6,2	2,5
Service socio-culturels, commerciaux et personnels	812,0	843,5	831,8	857,8	888,2
Variation en %	4,7	3,9	-1,4	3,1	3,5
Administrations publiques et défense	186,6	195,3	184,4	196,6	195,8
Variation en %	-0,5	4,6	-5,5	6,6	-0,4
Total	2 693,8	2 726,3	2 584,6	2 642,0	2 722,3
Variation en %	2,8	1,2	-5,2	2,2	3,0

SOURCE: Statistique Canada.

En ce qui a trait au secteur primaire, la stabilité de l'emploi en 1984, en regard de 1983, traduit en réalité un accroissement de 2 000 emplois dans le secteur des mines, carrières et puits de pétrole compensé par une diminution du même ordre de l'emploi agricole. C'est donc avec des effectifs légèrement réduits que l'agriculture réussit à augmenter son produit intérieur brut en 1984. Sur une période plus longue, on constate que si l'emploi du secteur primaire s'est accru de 6 000 entre 1979 et 1984, cela résulte d'une hausse de 9 000 de l'emploi agricole accompagnée de réductions de 2 000 du nombre d'emplois dans chacun des secteurs minier et forestier.

Le secteur tertiaire, qui avait déjà regagné, en 1983, 56 000 des 66 000 emplois perdus en 1982, enregistre une augmentation additionnelle de 47 000 emplois en 1984. On observe un déplacement tendanciel de l'emploi vers le secteur tertiaire, où le nombre de personnes employées s'accroît de 144 000 entre 1979 et 1984, alors que l'emploi total au Québec n'augmente que de 103 000 durant la même période. À un niveau plus désagrégé, cette tendance ne prévaut cependant pas pour les activités des transports et des communications qui perdent 34 000 et 7 000 emplois, respectivement, de 1979 à 1984; en 1984, 6 000 emplois sont soustraits aux effectifs de ces deux secteurs et 4 000 dans l'activité de distribution de l'électricité, du gaz et de l'eau. Les autres secteurs d'activité tertiaires connaissent une augmentation significative de l'emploi en 1984, à l'exception des administrations publiques où l'emploi demeure pratiquement inchangé par rapport à 1983.

LES IMMOBILISATIONS

Les dépenses en immobilisations totalisent une valeur de 15,6 milliards de dollars en 1984, ce qui constitue une hausse de 11,6% par rapport à l'année précédente; en 1983, ces dépenses avaient augmenté de 6,5% en regard de 1982. Comme en 1983, la croissance des dépenses en immobilisations en 1984 est nettement supérieure au Québec à la croissance observée dans l'ensemble du Canada; en conséquence, la part du Québec dans les dépenses canadiennes s'élève à 20,7% en 1984, comparativement à 17,1% en 1983 et 18,6% en moyenne au cours de la période de 1980 à 1984.

C'est dans le secteur manufacturier que le Québec se distingue particulièrement avec une augmentation de 36,9% de la valeur de ses dépenses en immobilisations en 1984. La part du Québec dans les dépenses en immobilisations du secteur manufacturier au Canada s'établit à 31,4% en 1984 en regard de 22,3% en moyenne au cours de la période de 1980 à 1984. Les industries manufacturières qui enregistrent les augmentations les plus significatives à cet égard sont celles qui sont le plus tournées vers les marchés extérieurs, soit celle des papiers et des produits connexes, celle des métaux primaires ainsi que l'industrie du matériel de transport.

Dans le secteur primaire, avec une hausse de 9,6% des dépenses en immobilisations, le Québec maintient à 7,1% sa part du total canadien laquelle était de 7% en moyenne au cours des années 1980 à 1984; l'agriculture accroît sa part des dépenses en immobilisations au Canada de 14,4% à 15,8% pour la même période de comparaison tandis que le secteur minier, malgré une augmentation de 14,9% en 1984, voit sa part diminuer de 3,5% à 3,2%; le secteur forestier québécois ne compte que pour 10,1% des dépenses en immobilisations du secteur au Canada en 1984 comparativement à 14% en moyenne de 1980 à 1984.

En ce qui a trait au secteur de la construction, l'activité plus forte au Québec dans les domaines résidentiel et non résidentiel se traduit dans les dépenses en immobilisations des entreprises du secteur: la part du Québec dans le total des immobilisations des entreprises de construction au Canada se situe à 20,7% en 1984 en regard de 19,2% au cours de la période de 1980 à 1984.

Dans le secteur tertiaire, les dépenses en immobilisations augmentent de 5% au Québec en 1984 tandis qu'elles augmentent de 4,6% dans l'ensemble du Canada. La part du Québec dans les dépenses en immobilisations du secteur tertiaire est stable, se situant à 20,8% en 1984 alors qu'elle est de 21,2% en moyenne de 1980 à 1984. En 1984, cette part varie sensiblement selon les secteurs d'activité; elle va de 13,6% dans le secteur des finances, des assurances et des affaires immobilières, à 25,4% dans celui des administrations publiques.

Les augmentations les plus marquées des dépenses en immobilisations en 1984 se situent dans le secteur des services socio-culturels, commerciaux et personnels, celui des administrations publiques et dans le commerce où les hausses sont de 24,4%, 17,6% et 16,7% respectivement par rapport à 1983. Par contre, on note une diminution de 8,4% de la valeur des dépenses en immobilisations dans les transports, les communications et les services d'utilité publique, et une hausse de 0,3% seulement dans les finances, les assurances et les affaires immobilières, où les dépenses en immobilisations se sont accrues fortement en 1981 et 1982.

Finalement, l'habitation constitue un des domaines où le Québec se distingue du reste du Canada avec une hausse de 11,8% de ses immobilisations en 1984 comparativement à une baisse de 4,2% au Canada. Il en découle une hausse de la part du Québec dans le total canadien qui atteint 28% en 1984 en regard de 24% en 1983 et 21,4% en moyenne de 1980 à 1984.

Graphique 6C
Part du Québec dans les immobilisations canadiennes par industrie 1980-1984

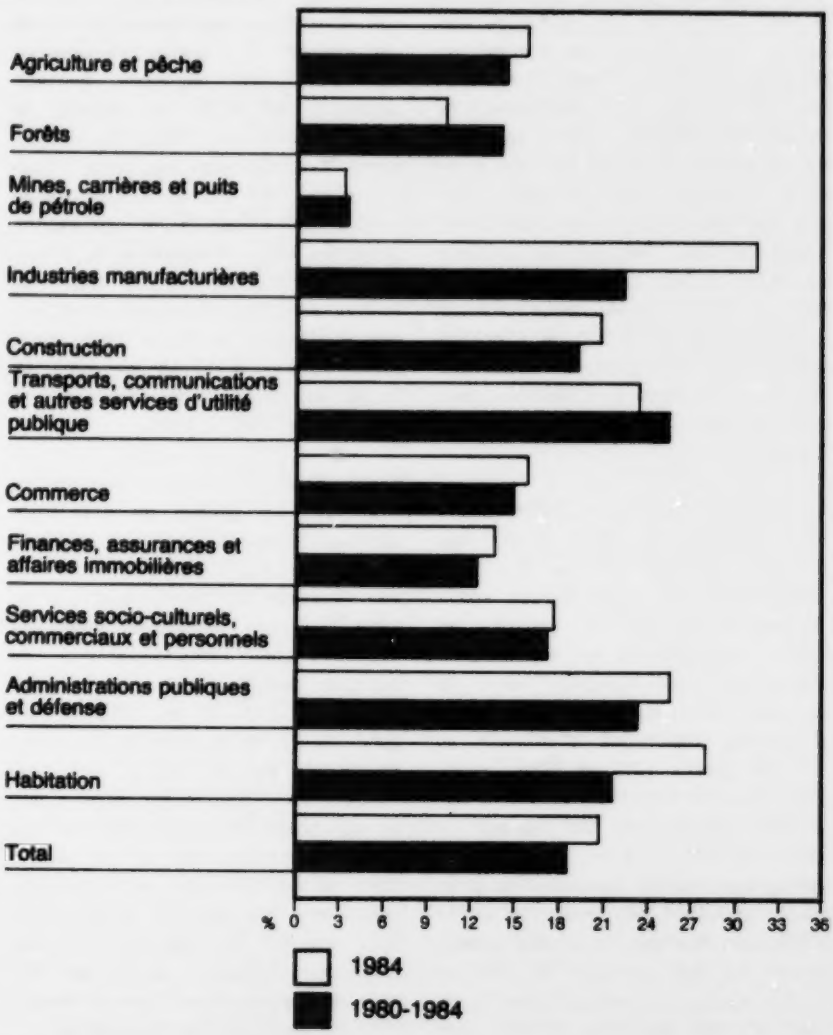


Tableau 6.3
Immobilisations par industrie[1]
1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984
			(000 000 $)		
Primaire	947,9	1 093,8	1 061,5	907,9	995,0
Variation en %	20,0	15,4	-3,0	-14,5	9,6
Agriculture et pêche	545,6	614,4	711,0	620,2	666,3
Variation en %	6,1	12,6	15,7	-12,8	7,4
Forêts	48,8	45,5	23,5	19,5	20,6
Variation en %	29,8	-6,8	-48,8	-17,0	5,6
Mines, carrières et puits de pétrole	353,5	433,9	327,0	268,2	308,1
Variation en %	48,6	22,7	-24,6	-18,0	14,9
Secondaire	2 403,7	2 508,8	2 393,8	2 338,9	3 121,3
Variation en %	45,0	4,4	-4,6	-2,3	33,5
Industries manufacturières	2 189,6	2 272,4	2 159,8	2 087,8	2 857,9
Variation en %	51,2	3,8	-5,0	-3,3	36,9
Construction	214,1	236,4	234,0	251,1	263,4
Variation en %	2,4	10,4	-1,0	7,3	4,9
Tertiaire	7 442,0	7 777,6	7 834,5	7 585,3	7 962,8
Variation en %	4,7	4,5	0,7	-3,2	5,0
Transports et entreposage	530,1	778,2	886,1	755,9	736,2
Variation en %	7,4	46,8	13,9	-14,7	-2,6
Communications	674,9	734,3	736,9	549,4	623,1
Variation en %	15,6	8,8	0,4	-25,4	13,4
Électricité, gaz et autres services d'utilité publique	2 643,3	2 716,9	2 678,6	2 368,1	2 006,9
Variation en %	-7,5	2,8	-1,4	-11,6	-15,3
Commerce	256,9	258,4	285,6	325,7	380,2
Variation en %	1,9	0,6	10,5	14,0	16,7
Finances, assurances et affaires immobilières	312,0	482,5	572,3	536,8	538,6
Variation en %	12,4	54,6	18,6	-6,2	0,3
Services socio-culturels, commerciaux et personnels	1 398,8	1 317,9	1 195,8	1 354,6	1 685,3
Variation en %	13,2	-5,8	-9,3	13,3	24,4
Administrations publiques et défense	1 626,0	1 489,4	1 479,2	1 694,8	1 992,5
Variation en %	15,8	-8,4	-0,7	14,6	17,6
Habitation	2 025,3	2 359,0	1 807,7	3 115,0	3 484,1
Variation en %	-12,0	16,5	-23,4	72,3	11,8
Total	12 818,9	13 739,2	13 097,5	13 947,1	15 563,2
Variation en %	8,1	7,2	-4,7	6,5	11,6

1. Les données de Statistique Canada sur les investissements privés et publics au Canada diffèrent légèrement des données des Comptes économiques en raison de différences conceptuelles. Dans le domaine de l'habitation en particulier, les Comptes économiques tiennent compte des commissions payées aux courtiers.

SOURCE: Statistique Canada.

Chapitre 7
Le secteur primaire et la construction

La production du secteur primaire est sujette à des fluctuations plus marquées que celle de la plupart des autres activités économiques. Les conditions climatiques, pour l'agriculture et la pêche, la conjoncture économique à l'extérieur du Québec, pour les industries forestières et minières, engendrent des variations annuelles assez importantes dans la production. Ainsi, en 1984 le secteur agricole enregistre une hausse de 18,3% de son produit intérieur brut grâce à des conditions climatiques favorables à la culture, à une forte demande américaine pour les viandes ainsi qu'à la croissance modérée des coûts de production.

L'industrie de la pêche et du piégeage obtient pour sa part une croissance de 6,9% de son produit intérieur malgré la saison de pêche maritime qualifiée plutôt de médiocre; selon les espèces, le volume des prises ou les prix de vente se révèlent faibles. L'industrie forestière et l'industrie minière ne connaissent, quant à elles, que de faibles hausses, de 3,6% et 2% respectivement, de leur produit intérieur brut alors que les marchés pour leurs produits sont peu dynamiques.

Quant à l'industrie de la construction, les travaux dans le secteur non résidentiel reprennent avec vigueur en 1984 venant s'ajouter à la construction résidentielle où l'activité demeure aussi importante qu'en 1983. Après avoir diminué au cours des deux années précédentes, le produit intérieur brut de l'industrie enregistre ainsi une croissance de 10,1% en 1984.

L'AGRICULTURE

Après une année difficile en 1983, l'agriculture québécoise connaît globalement une bonne croissance en 1984. Son produit intérieur brut s'accroît de 18,3% par rapport à l'année précédente où il avait diminué de 8,6%. Cette amélioration provient d'une croissance de la valeur de la production de 12,8%, accompagnée d'une hausse modérée de 4,8% de la valeur des consommations intermédiaires. La valeur de la production passe ainsi de 2 740,6 à 3 090,8 millions de dollars de 1983 à 1984, une augmentation de 350 millions de dollars dont 64 millions proviennent d'une hausse des paiements des divers programmes de soutien du revenu agricole. Ces paiements atteignent 280,8 millions de dollars en 1984 dont 17,1 millions versés par l'assurance-récolte (en baisse de 49,5%), 139,1 millions de paiements supplémentaires à l'industrie laitière (en hausse de 7,4%), 97,1 millions dans le cadre du programme provincial de stabilisation des revenus (en hausse de 88%) et 27,5 millions sous forme de paiements d'appoint (1,6 million en 1983). Une partie de ces paiements découlent cependant des résultats d'exploitation de l'année 1983.

Tableau 7.1
Agriculture
1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984
Valeur brute de la production (000 000 $)	2 382,9	2 787,6	2 836,9	2 740,6	3 090,8
Variation en %	12,3	17,0	1,8	-3,4	12,8
Recettes monétaires agricoles	2 279,8	2 708,5	2 795,1	2 718,4	3 033,7
Variation en %	15,0	18,8	3,2	-2,7	11,6
Revenu en nature	61,5	63,9	59,9	58,5	58,1
Variation en %	-10,4	3,8	-6,3	-2,3	-0,7
Valeur de la variation des stocks	41,6	15,3	-18,1	-36,3	-1,0
Indice des prix à la ferme des produits agricoles (1971 = 100)	254,9	286,4	299,0	304,6	304,0
Variation en %	4,4	12,4	4,4	1,9	-0,2
Valeur des consommations intermédiaires (000 000 $)	1 233,6	1 410,9	1 465,7	1 471,3	1 542,3
Variation en %	21,0	14,4	3,9	3,8	4,8
Indice des prix des entrées (Est du Canada) (1971 = 100)	88,6	100,0	102,9	104,6	108,4
Variation en %	9,2	12,8	2,9	1,7	3,6
PIB au coût des facteurs (000 000 $)	1 281,0	1 430,0	1 537,0	1 405,0	1 662,0
Variation en %	6,4	16,0	7,5	-8,6	18,3
Revenus nets des exploitants agricoles	603,0	648,0	672,0	591,0	784,0
Variation en %	-5,5	7,5	3,7	-12,1	32,7
Rémunération des salariés	191,0	215,0	134,0	251,0	267,0
Variation en %	11,0	12,6	8,8	7,3	6,4
Emploi (000)	78,3	78,7	76,8	79,5	76,9
Variation en %	14,9	0,5	-2,4	3,6	-3,2
Immobilisations (000 000 $)	531,2	609,0	706,0	614,8	659,8
Variation en %	5,4	14,6	15,9	-12,9	7,3
Construction	185,4	241,7	303,4	220,4	236,7
Variation en %	17,3	30,4	25,5	-27,4	7,4
Machinerie et équipement	345,8	367,3	402,6	394,4	423,1
Variation en %	0,0	6,2	9,6	-2,0	7,3

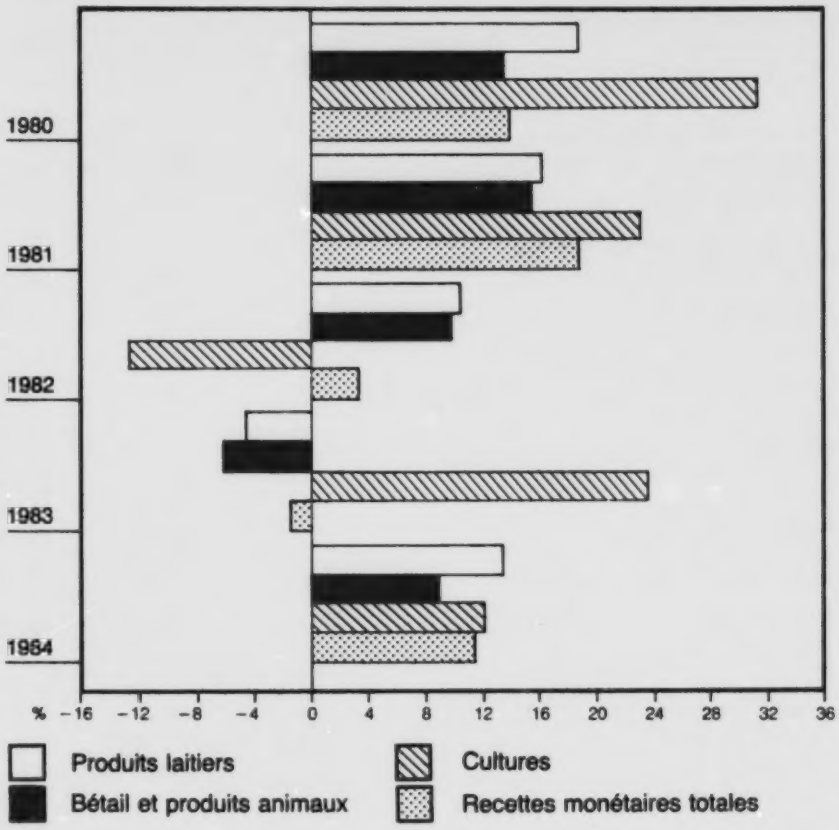
SOURCES: Statistique Canada; Bureau de la statistique du Québec; Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec.

Ce sont les exploitants agricoles eux-mêmes qui bénéficient le plus de la croissance du produit intérieur brut de l'agriculture dont le niveau atteint 1 662 millions de dollars en 1984, avec des revenus nets totalisant 784 millions de dollars, en hausse de 32,7% par rapport à 1983. Les intérêts sur la dette payés par les agriculteurs augmentent moins rapidement que l'ensemble des revenus, soit de 5,7% par rapport à l'année précédente; après avoir diminué sensiblement en 1982 et 1983, la valeur de ces paiements d'intérêt s'établit à 255,1 millions de dollars en 1984 comparativement à 280,8 millions de dollars en 1981. La rémunération totale des salariés de l'agriculture connaît aussi une croissance plus faible que l'ensemble des revenus tirés de l'agriculture, avec une hausse de 6,4% en 1984 qui l'amène à 267 millions de dollars. L'augmentation relativement modeste de la rémunération du travail reflète la diminution de l'emploi agricole qui passe de 79 500 en moyenne en 1983 à 76 900 en 1984, malgré la croissance du volume de la production agricole.

Les recettes monétaires agricoles, qui constituent la presque totalité de la valeur de la production agricole, s'élèvent à 3 033,7 millions de dollars en 1984, soit 11,6% de plus qu'en 1983; il s'agit d'une croissance réelle importante si l'on considère que l'indice canadien des prix à la ferme des produits agricoles ne connaît aucune augmentation en 1984, se situant même légèrement sous son niveau de 1983.

En ce qui concerne les produits animaux, ce sont les recettes provenant de la vente des produits laitiers qui enregistrent la hausse la plus significative, de 13,6%, qui porte ces recettes à 999,4 millions de dollars en 1984 en excluant les paiements supplémentaires versés aux producteurs. L'augmentation des quotas de production et une hausse de 4,6% des prix de vente moyens des produits laitiers contribuent à l'augmentation de ces recettes. Les marchés extérieurs pour la poudre de lait sont cependant saturés et la croissance de la valeur des exportations québécoises de produits laitiers est de 1,6% seulement en 1984; ces exportations sont évaluées à 204,6 millions de dollars.

Graphique 7A
Évolution des recettes monétaires agricoles[1]
1980-1984



1. Variation annuelle

Du côté des viandes, on constate une hausse de 5,8% des recettes provenant des ventes de porc qui atteignent 596,3 millions de dollars, et une hausse de 16,6% de celles provenant des ventes de volailles qui se chiffrent à 251,7 millions de dollars. Par contre, dans le cas du boeuf et du veau, la valeur des recettes, à 277,5 millions de dollars, est en baisse de 6% par rapport à 1983. Cela s'explique en partie par l'accroissement des ventes de viande bovine en 1983 provoqué par la diminution des quotas des producteurs laitiers et la réduction du cheptel qui s'en suivit. Par ailleurs, la valeur des exportations québécoises de viandes fraîches, réfrigérées ou congelées augmente de 4,7% en 1984 pour atteindre 347,7 millions de dollars; les producteurs de porc en particulier réalisent des ventes importantes aux États-Unis, qui entraînent cependant des menaces de mesures protectionnistes du côté américain.

En raison de conditions climatiques très favorables, les taux de croissance les plus élevés des recettes monétaires agricoles s'observent pour les produits de la culture: hausse de 22,1% pour le maïs, de 17,4% pour les légumes, de 13,4% pour les pommes de terre, et de 17,4% pour la floriculture et les pépinières. La situation est bonne pour l'ensemble des céréales, pour lesquelles l'indice des prix de vente est en hausse de 10,5% et le volume de production en hausse de 31,4%, par rapport à 1983. Dans le cas de la pomme de terre et des légumes, la croissance des recettes provient surtout d'une augmentation du volume des ventes puisque les prix ne se sont accrus que légèrement.

Par ailleurs, les conditions climatiques n'ont pas été propices aux produits de l'érable, les producteurs n'ayant pu maintenir le niveau de leurs recettes égal à celui de l'année dernière que grâce à une hausse de 13,3% des prix de vente.

La croissance modérée de 4,7% du coût des consommations intermédiaires permet une augmentation des revenus agricoles plus importante que la croissance de la valeur totale de la production. La valeur de ces consommations intermédiaires augmente de 4,8% en 1984 pour s'établir à 1 542,3 millions de dollars. Les dépenses pour l'alimentation du bétail qui comptent pour une large part du total, soit 667,7 millions de dollars en 1984, n'augmentent que de 2,8% par rapport à 1983; les dépenses pour la réparation de la machinerie sont évaluées à 251,3 millions de dollars, en hausse de 7,2% par rapport à l'année précédente.

L'indice des prix des intrants dans l'agriculture qui tient compte, en plus des consommations intermédiaires, des salaires, des frais d'intérêt, des loyers et des impôts fonciers, s'accroît de 3,6% en 1984 par rapport à 1983. Cette hausse modérée permet une amélioration de la rentabilité de l'activité agricole en 1984 comme en témoigne l'augmentation du revenu net des exploitants agricoles. Les perspectives encourageantes dans plusieurs secteurs favorisent aussi l'investissement. Ainsi, en 1984, les dépenses totales en immobilisations des entreprises agricoles sont en hausse de 7,3% alors qu'elles avaient diminué de 12,9% en 1983, par rapport à 1982.

L'EXPLOITATION FORESTIÈRE

L'activité de l'abattage en forêt ne connaît pas une forte croissance en 1984 comme en témoigne la hausse de 3,6% du produit intérieur brut de cette industrie alors que, pour l'ensemble de l'économie, l'augmentation est de 9%. Le résultat de 1984 constitue tout de même une amélioration par rapport à 1983 où le produit intérieur brut du secteur forestier avait chuté de 18,8%. La rémunération totale des salariés du secteur, qui compte pour 386 millions de dollars dans un produit intérieur brut de 460 millions de dollars en 1984, est par ailleurs en hausse de 2,9% en regard de 1983. Le nombre de personnes employées de l'industrie demeure à 21 000 comme en 1983. Alors que la rémunération hebdomadaire moyenne s'accroît de 3% dans l'ensemble de l'économie, elle augmente, dans le secteur forestier, de 1,9% par rapport à l'année précédente, pour la période de mars à décembre, et elle se situe à 482,70 $ pour l'ensemble de 1984. Par ailleurs, le nombre de jours-personnes perdus à cause de conflits de travail reste inférieur à 10 000 au cours des trois dernières années, après avoir atteint 385 000 en 1981.

Le peu de dynamisme du secteur forestier en 1984 survient dans une conjoncture assez favorable pour les principaux secteurs manufacturiers dont l'activité se situe en aval de l'exploitation forestière. En effet, l'industrie des papiers et des produits connexes accroît la valeur de sa production de 12,3% en 1984 tandis que l'industrie des produits du bois, qui comprend les scieries, connaît une augmentation de 7,6% de sa production. Dans le cas de l'industrie des papiers et des produits connexes, la croissance du volume de la production est faible cependant puisque l'indice de ses prix de vente s'accroît de 10,7% en 1984 par rapport à 1983. En fait, la consommation de bois à pâte dans les usines québécoises demeure inchangée à 25,1 millions de mètres cubes en 1984. La production de bois à pâte dans les concessions forestières est tout de même en hausse de 14,4% au Québec en 1984 et elle s'élève à 8,2 millions de mètres cubes. Les données sur la production de bois à pâte en forêt privée ne sont pas connues assez rapidement pour être incluses dans la présente publication, de même que celles sur la production totale de billes et billots destinés aux scieries ou à d'autres utilisations. Le fait qu'un grand nombre de petits producteurs privés participent à l'abattage parallèlement à de grandes entreprises qui sont impliquées aussi dans la production de bois d'oeuvre et la fabrication de pâtes et papiers allonge les délais de préparation de statistiques détaillées sur l'exploitation forestière.

La tendance, qui date du début des années soixante-dix, à utiliser dans les usines de pâtes et papiers des copeaux de bois qui proviennent des scieries amène certains effets négatifs sur l'activité des producteurs non intégrés de bois à pâte, mais cette utilisation plus complète de la ressource est susceptible à long terme de contribuer à la survie de la forêt québécoise. La possibilité d'une insuffisance des approvisionnements en bois au Québec d'ici la fin de la décennie a en effet été considérée sérieusement au cours des dernières années et une politique de reboisement accéléré a été mise en oeuvre en 1984. Ce programme, réalisé à parts égales par le gouvernement du Québec, les grandes entreprises et les producteurs indépendants, s'est soldé par la mise en terre de 85 000 plants en 1984, l'objectif étant de 300 000 plants en 1988.

Bien que la situation soit peu reluisante, on note certains éléments positifs dans le secteur forestier en 1984; outre la croissance des revenus, on constate que l'indice canadien des prix du bois acheté par l'industrie s'accroît de 4,8% en 1984, après avoir diminué de 7,6% en 1982 puis augmenté légèrement de 2,3% en 1983. Les immobilisations réalisées dans le secteur forestier au Québec connaissent aussi une hausse de 5,6% en 1984 pour atteindre 20,6 millions de dollars, la hausse atteignant 53,7% pour les achats de machines et équipements. Ces dépenses sont faibles cependant en regard de celles de plus de 45 millions de dollars effectuées en 1980 et 1981.

Tableau 7.2
Forêt (abattage)
1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984
PIB au coût des facteurs					
(000 000 $)	463	532	547	444	460
Variation en %	27,2	14,9	2,8	-18,8	3,6
Rémunération des salariés	365	445	406	375	386
Variation en %	-0,3	21,9	-8,8	-7,6	2,9
Emploi(000)	20,0	23,0	18,0	21,0	21,0
Variation en %	-13,0	15,0	-21,7	16,7	0,0
Jours-personnes perdus					
en arrêts de travail (000)	280,5	384,7	7,8	6,1	7,9
Immobilisations (000 000 $)	48,8	45,5	23,5	19,5	20,6
Variation en %	29,8	-6,8	-48,4	-17,0	5,6
Construction	24,4	24,2	16,3	12,8	10,3
Variation en %	47,0	-0,8	-32,6	-21,5	-19,5
Machinerie et équipement	24,4	21,3	7,2	6,7	10,3
Variation en %	16,2	-12,7	-66,2	-6,9	53,7

SOURCES: Statistique Canada; Bureau de la statistique du Québec.

LA PÊCHE ET LE PIÉGEAGE

Les industries de la pêche et du piégeage ne sont pas florissantes en 1984; en effet, pour la pêche maritime, la valeur des prises au débarquement ne s'accroît que de 1,4% tandis que la valeur totale des peaux d'animaux à fourrure capturés est en baisse de 12% par rapport à 1983. Ces deux activités, avec une production totale d'une valeur de 61,9 millions de dollars en 1984, ne représentent qu'une partie de l'activité de pêche et de piégeage, qui comprend aussi entre autres la pêche commerciale en eau douce. Au total, le produit intérieur brut, soit l'ensemble des revenus tirés de l'industrie, s'élève à 62 millions de dollars en 1984, ce qui représente une hausse de 6,9% par rapport à 1983. La rémunération des salariés s'accroît pour sa part de 5,3% en 1984. Parce que l'organisation de l'industrie repose sur l'existence d'un grand nombre d'entreprises individuelles, la rémunération des salariés compte pour une part relativement faible du produit intérieur brut de l'industrie, soit 20 millions de dollars en 1984[1].

La faible croissance de la valeur de la production des pêches maritimes est attribuable à trois espèces principalement, soit la morue, le homard et la crevette, dont les valeurs des prises au débarquement sont en baisse respectivement de 6,4%, 4,9% et 8,3%. Ces baisses résultent d'une diminution du volume des prises alors que le prix moyen s'accroît de 0,9% pour la morue (470 $/tonne), de 5,1% pour le homard (4 924 $/tonne) et qu'il diminue de 1,6% pour la crevette (1 317 $/tonne). Le volume de crabe capturé enregistre pour sa part une hausse importante de 17% mais la valeur des prises ne progresse que de 2,5% suite à une diminution de 12,4% du prix de vente moyen; cette valeur s'établit tout de même à 15,7 millions de dollars en 1984 comparativement à 4,7 millions de dollars en 1982 et 10,4 millions de dollars en 1983, ce qui place le crabe au premier rang, devant la morue, parmi les produits de la pêche maritime au Québec. Ce sont cependant la sébaste, le flétan du Groenland et la pétoncle dont les prises augmentent le plus fortement, soit de 41,7%, 44,4% et 97,1% respectivement, en valeur en 1984. Dans le cas du flétan du Groenland et de la pétoncle, des baisses du prix de vente moyen, de 16,3% et de 3,1% respectivement, compensent en partie l'augmentation du volume des prises.

1. Cette année, les statistiques sur le nombre de pêcheurs ainsi que celles qui permettent de distinguer la pêche côtière de la pêche hauturière ne sont pas disponibles au moment de mettre sous presse en raison d'une réorganisation administrative au niveau de la collecte des données.

En ce qui a trait au piégeage d'animaux à fourrure, il s'agit d'une activité en difficulté en 1984, la valeur des peaux produites passant de 6,7 millions de dollars en 1983 à 5,9 millions de dollars en 1984. Les prix de vente moyens reculent de 26 $ par peau à 22 $ par peau pour le castor, de 68 $ par peau à 57 $ par peau pour le renard, et de 30 $ par peau à 14 $ par peau pour le raton laveur, ce qui entraîne des diminutions de la valeur de la production de 25,9%, 28% et 46,2% respectivement pour ces trois espèces en 1984. Dans le cas du lynx du Canada, le nombre de peaux produites diminue de 48,5%, ce qui contribue à une baisse de 43,3% de la valeur de la production. Seules les valeurs des peaux de rat musqué et de martre sont en hausse en 1984, soit de 22,4% et 64,2%, en raison d'une croissance importante du nombre de bêtes capturées. Les conditions du marché semblent s'améliorer cependant puisque les ventes de vêtements en fourrure augmentent fortement au Canada en 1984, de même que les exportations sur le marché américain.

Tableau 7.3
Pêche et piégeage
1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984
Valeur de la production (000 $)	53 454,3	58 548,5	58 086,9	61 983,5	61 927,2
Variation en %	2,9	9,5	-0,8	6,7	-0,1
Valeur des prises au débarquement (000 $)	41 864,2	46 790,4	50 000,1	55 276,2	56 024,5
Variation en %	4,6	11,8	6,9	10,6	1,4
Pêche hauturière	18 462,4	21 077,7	24 426,0	25 677,6	-
Variation en %	90,7	14,2	15,9	5,1	-
Pêche côtière	23 401,8	25 712,7	25 574,1	29 598,6	-
Variation en %	15,6	9,9	-0,5	15,7	-
Valeur des fourrures (piégeage) (000 $)	11 590,1	11 758,1	8 086,8	6 707,3	5 902,7
Variation en %	-2,8	1,4	-31,2	-17,1	-12,0
PIB au coût des facteurs (000 000 $)	49,0	57,0	60,0	58,0	62,0
Variation en %	11,4	16,3	5,3	-3,3	6,9
Rémunération des salariés	12,0	16,0	18,0	19,0	20,0
Variation en %	9,1	33,3	12,5	5,6	5,3
Pêcheurs	4 330	4 724	4 895	6 234	-
Variation en %	-14,8	9,1	3,6	27,4	-
Pêche hauturière	616	594	595	600	-
Variation en %	5,5	-2,8	-0,7	0,8	-
Pêche côtière	3 714	4 130	4 300	5 634	-
Variation en %	-17,4	11,2	4,1	31,0	-
Immobilisations (000 000 $)	14,4	5,4	5,0	5,4	6,5
Variation en %	41,2	-62,5	-7,4	8,0	20,4
Construction	0,6	0,7	1,0	1,7	2,0
Variation en %	0,0	16,7	42,9	70,0	17,6
Machinerie et équipement	13,8	4,7	4,0	3,7	4,5
Variation en %	43,7	-65,9	-14,9	7,5	21,6

SOURCE: Statistique Canada; Bureau de la statistique du Québec, Statistiques des pêches maritimes au Québec.

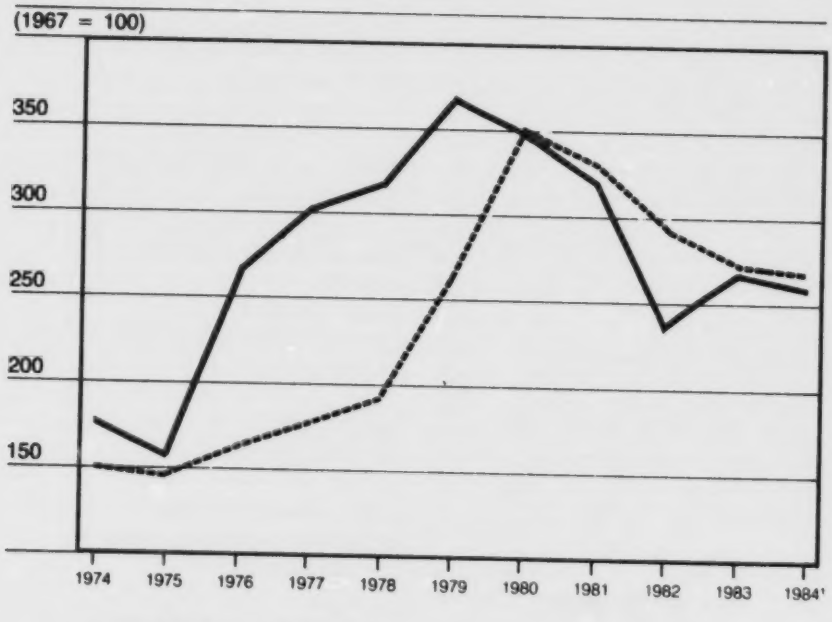
Dans le cas du renard, cependant, les trappeurs font face à la concurrence des fermes d'élevage (dont les données ne sont pas comptabilisées dans l'industrie du piégeage). Le nombre de peaux de renard produites dans ces fermes double en 1984, par rapport à 1983, alors que la valeur moyenne des peaux passe de 129 $ à 172 $.

Globalement, l'industrie de la pêche et du piégeage réalise des dépenses d'immobilisation d'une valeur de 6,5 millions de dollars en 1984; en 1983, ces dépenses totalisaient 5,4 millions de dollars mais elles ont déjà dépassé 10 millions de dollars annuellement en 1979 et 1980. Durant une bonne partie de 1984, l'industrie demeure en attente de décisions gouvernementales concernant l'organisation des pêches et de la transformation des produits marins, mais ces dossiers progressent rapidement en fin d'année.

L'EXPLOITATION MINIÈRE

Comme en 1983, où le secteur minier n'avait pu profiter de l'amélioration de la situation économique au niveau canadien et international, l'année 1984 marque peu d'amélioration de la valeur de la production minière au Québec malgré la hausse du volume d'extraction de certains minéraux. Le fléchissement du cours de quelques métaux et minéraux indique que la reprise du volume de production est un peu plus importante que l'augmentation en valeur ne le laisse entrevoir; en particulier, c'est le cas du minerai de fer où la production augmente malgré une forte diminution du prix moyen, due à une demande plus importante pour des types de minerais dont les prix sont beaucoup plus bas que la moyenne. Dans ce dernier cas, comme ailleurs dans le secteur minier, la concurrence internationale venant des pays en voie de développement vient atténuer la reprise de l'activité.

Graphique 7B
Indice de la valeur de la production minérale
1974-1984



1. Données préliminaires

En 1984, les expéditions minérales augmentent de 11,5%, passant de 2,02 milliards à 2,05 milliards de dollars. Cependant, pour tenir compte uniquement des activités du secteur primaire, il est nécessaire d'omettre la valeur des expéditions de certaines substances relevant uniquement du secteur manufacturier[2]. Ces ajustements ramènent le chiffre des expéditions minérales à 1 589 millions de dollars en 1984, comparativement à 1 624,6 millions de dollars l'année précédente, pour une baisse de 2,2%. Toutefois, il demeure que le volume des expéditions de la plupart des substances minérales augmente de 1983 à 1984. Ainsi, le volume des expéditions d'or augmente de 6,7% pour se situer à 29 282 kg. Cependant, en partie à cause du renchérissement de la devise américaine, on observe une diminution du prix de ce métal (-10,5%), ce qui a pour effet une baisse de la valeur des expéditions d'or de 3,5% par rapport à 1983. Le prix du cuivre diminue aussi de 9,1% en 1984. La baisse de la valeur de la production, soit de 10,5%, correspond presqu'uniquement à cette chute de prix, lequel se situe à son niveau le plus bas (1,89 $/kg en 1984) depuis 1978 (1,64 $/kg). En volume, les expéditions de cuivre diminuent de 3,1% par rapport à 1983.

La progression la plus remarquable, en ce qui concerne le volume des expéditions minérales, est celle du minerai de fer. En effet, les expéditions de minerai de fer augmentent de 43,9% en volume; cependant, la composition des types de minerai en demande fait que le prix moyen du minerai vendu au Québec diminue de 58,4% de 1983 à 1984. Il s'en suit une diminution de 2,8% de la valeur des expéditions. La hausse du volume des expéditions de minerai de fer en 1984 est en grande partie liée à la demande d'automobiles ainsi qu'à l'augmentation des investissements en machinerie et équipement aux États-Unis et au Japon.

2. Ces substances sont les scories de titane, le fer refondu, le soufre, la chaux, le ciment, les produits d'argile et les briques.

Tableau 7.4
Mines, carrières et puits de pétrole 1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984
Valeur brute de la production (000 000 $)	2 066,3	1 956,3	1 610,6	1 624,6	1 589,0
Variation en %	11,5	-5,3	-17,7	0,9	-2,2
Minéraux métalliques	1 292,5	1 243,2	1 118,4	1 061,3	1 040,1
Variation en %	23,7	-3,8	-10,0	-5,1	-2,0
Minéraux industriels	534,5	465,9	339,4	381,1	368,1
Variation en %	-1,0	-12,8	-27,2	12,3	-3,4
Matériaux de construction	239,4	253,8	162,0	182,2	180,7
Variation en %	-11,0	6,0	-36,2	12,5	-0,8
PIB au coût des facteurs (000 000 $)	1 458,0	1 545,0	1 451,0	1 201,0	1 225,0
Variation en %	30,4	6,0	-6,1	-17,2	2,0
Rémunération des salariés	798,0	880,0	781,0	754,0	776,0
Variation en %	14,8	10,3	-11,3	-3,5	2,9
Emploi (000)	27,0	29,0	24,0	25,0	27,0
Variation en %	-6,9	7,4	-17,2	4,2	8,0
Jours-personnes perdus en arrêts de travail (000)	122,6	31,8	2,7	28,6	5,8
Variation en %	-21,5	-74,1	-91,6	965,9	-79,7
Immobilisations (000 000 $)	353,5	433,9	327,0	268,2	308,1
Variation en %	48,6	22,7	-24,6	-18,0	14,9
Construction	254,7	298,0	245,3	221,7	234,4
Variation en %	54,4	17,0	-17,7	-9,6	5,7
Machinerie et équipement	98,8	135,9	81,7	46,5	73,7
Variation en %	35,5	37,6	-39,9	-43,1	58,5

SOURCES: Statistique Canada; Bureau de la statistique du Québec; Ministère de l'Énergie et des Ressources du Québec; Travail Québec.

Le volume des expéditions d'argent diminue de 3,9%, mais le prix de l'argent passe de 455,06 $/kg à 348,13 $/kg soit une baisse de 23,5%, ce qui cause une diminution de 26,1% de la valeur des expéditions d'argent. Le cas du zinc est différent de celui des autres métaux en ce qu'il comporte une augmentation du prix en plus d'une hausse du volume des expéditions. Le prix du zinc, qui était déjà considéré élevé en 1983 (1,15 $/kg) augmente de 22,6% en 1984 pour se situer à 1,41 $/kg. Cette hausse du cours du zinc est accompagnée d'une augmentation du volume de production de 8%, ce qui ramène la valeur des expéditions de zinc à un niveau comparable à celui de 1982.

L'amiante compte pour plus de 80% de la valeur des expéditions de minéraux industriels. Cette industrie a connu beaucoup de difficultés ces dernières années. En 1981 et 1982, on enregistrait des baisses de la valeur des expéditions d'amiante de 15,2% et 29%. En 1983, la valeur des expéditions augmente de 7,7% pour ensuite diminuer de 6,3% en 1984. En volume, la production d'amiante diminue de 6,6% en 1984.

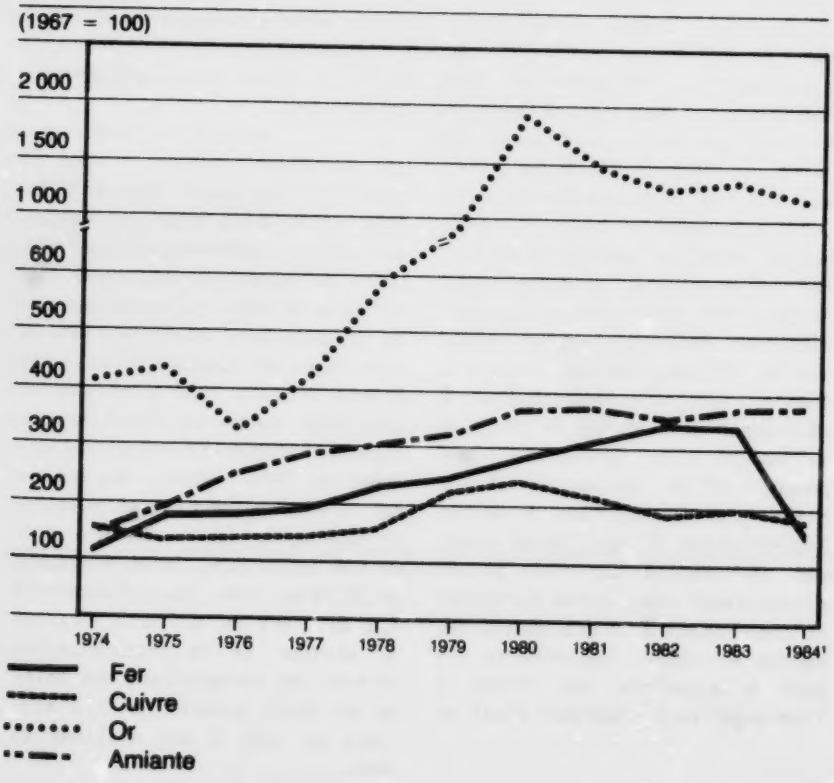
En excluant le titane (scories) qui est un produit du secteur manufacturier, le deuxième minéral industriel en importance quant à la valeur des expéditions est la tourbe avec 16,3 millions de dollars en 1984, soit une diminution de 10,5% par rapport à 1983.

Quant à la production de silice, sa valeur passe de 15,5 millions à 15,7 millions de dollars en hausse de 1,5% par rapport à 1983. Au total, la valeur de la production de minéraux industriels s'élève à 368,1 millions de dollars en 1984, soit 3,4% de moins qu'en 1983.

Les matières minérales utilisées comme matériaux de construction et provenant du secteur primaire sont la pierre, le sable et le gravier. La valeur des expéditions des carrières de sable et de gravier diminue de 12,8% en 1984, passant de 64,4 millions de dollars à 56,2 millions de dollars. Les expéditions de pierre augmentent pour leur part de 5,8% en 1984, passant de 117,8 millions à 124,6 millions de dollars mais cette valeur demeure loin des 150 à 200 millions atteint au cours de la période de 1978 à 1981.

Malgré la diminution de la valeur de la production minérale en 1984, l'activité mesurée par le volume de production s'intensifie quelque peu, ce qui est reflété dans la hausse de 2% du produit intérieur brut au coût des facteurs après deux années de baisse, soit -6,1% en 1982 et -17,2% en 1983.

Graphique 7C
Indice des prix des principaux produits miniers 1974-1984



1. Données préliminaires

La rémunération des salariés augmente de 2,9% en 1984 par rapport à 1983. Ceci est une indication de l'évolution de l'emploi, des heures travaillées et de la rémunération hebdomadaire moyenne. L'emploi augmente de 8% par rapport à 1983, ce qui correspond à une hausse de 2 000 emplois, qui porte le nombre d'emplois à 27 000 dans le secteur minier. La rémunération hebdomadaire moyenne s'y établit à 555,10 $ en 1984 et les données connues de la nouvelle enquête sur la rémunération indiquent une hausse de 5,9% pour les dix derniers mois de 1984, par rapport à la même période de 1983. Par contre, la durée hebdomadaire de travail augmente de 1,7% durant la même période, pour s'établir à 38,9 heures. Encouragées par des programmes gouvernementaux, les dépenses d'immobilisation reprennent après deux années consécutives de baisse pour s'élever à 308,1 millions de dollars, en hausse de 14,9% par rapport à 1983. C'est dans l'investissement en machinerie et équipement qu'on enregistre le plus fort taux de croissance, soit de 58,5%, ce qui porte la valeur de ces investissements à 73,7 millions, alors qu'elle était de 46,5 millions en 1983. A titre de comparaison, l'investissement en machinerie et équipement variait entre 72,9 et 135,9 millions de dollars de 1979 à 1982.

LA PRODUCTION D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE

La production d'énergie électrique peut être considérée comme une activité primaire. Cependant, au Québec cette production est réalisée presqu'entièrement par Hydro-Québec, dont l'activité est classée comme service d'utilité publique en raison de sa fonction de distribution d'électricité. Il en résulte que les revenus générés par la production d'électricité sont inclus dans le produit intérieur brut du sous-secteur tertiaire de l'électricité, du gaz et de l'eau, de même que plusieurs statistiques officielles qui sont compilées au niveau des entreprises. Quelques données concernant la production d'électricité au Québec sont tout de même disponibles.

En 1984, la consommation énergétique totale du Québec est en hausse de 3,4% selon une estimation du ministère de l'Énergie et des Ressources; l'électricité accroît sa part du total, qui passe de 34,5% en 1983 à 36,2% en 1984, suite à une augmentation de 8,4% de la consommation d'électricité. Malgré cela, on estime à environ 6% l'électricité produite mais invendue en 1984. Ces surplus qui découlent d'une diminution imprévue de la consommation d'énergie depuis 1980 mène Hydro-Québec à développer une stratégie de mise en marché plus agressive. Les programmes de conversion à la bi-énergie, les contrats de ventes industrielles à long terme ainsi que les rabais sur les tarifs s'inscrivent dans cette politique et contribuent à la croissance des ventes en 1984. Les efforts visant à accroître les ventes à l'étranger se poursuivent aussi en 1984; le volume des livraisons d'électricité en direction des États-Unis est en hausse de 10% tandis que le volume des livraisons vers les autres provinces canadiennes s'accroît de 24,5% par rapport à 1983. Ces livraisons hors du Québec totalisent 22,9 milliards de kWh en 1981 comparativement à 196 millions de kWh en 1983. Alors que les ventes aux États-Unis se faisaient auparavant sur une base excédentaire, une première vente d'énergie ferme est signée en 1984 prévoyant la livraison de 1,3 milliard de kWh par année pour une période de 10 ans. Par ailleurs, la quantité d'électricité reçue des autres provinces canadiennes s'élève à 36,1 milliards de kWh, en provenance principalement de Churchill Falls, ce qui représente une augmentation de 15,4% par rapport à 1983. La production totale d'électricité, qui comprend celle de quelques producteurs privés, atteint 122,1 milliards de kWh en 1984, en hausse de 10,4% par rapport à l'année précédente.

La puissance totale installée s'accroît également de 8,7% en 1984 suite à la mise en service des groupes de turbines de LG4; cette puissance se chiffre à 27,2 millions de kWh. L'accroissement de la puissance installée est en voie de ralentissement puisque les grands projets sont pratiquement complétés comme en témoigne les dépenses d'investissement effectuées en 1984. Ainsi, les dépenses totales d'immobilisation d'Hydro-Québec et de la Société d'énergie de la Baie James diminuent de 26,7% en 1984, pour s'établir à 1,6 milliard de dollars; celles du secteur de la production en particulier enregistrent une baisse de 60,1% passant de 1,2 milliard en 1983 à 464 millions en 1984.

Tableau 7.5
Énergie électrique
1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984
Puissance installée à la fin de l'année (000 kW)	20 532	22 222	22 812	24 971	27 150
Variation en %	13,2	8,2	2,7	9,5	8,7
Production totale (000 000 kWh)	97 807	102 904	100 020	110 539	122 069
Variation en %	10,0	5,2	-2,8	10,5	10,4
Livraisons totales hors du Québec (000 000 kWh)	17 536	18 522	17 922	19 600	22 918
Variation en %	5,1	5,6	-3,2	9,4	16,9
États-Unis	8 106	8 313	8 536	10 228	11 250
Variation en %	5,8	2,6	2,7	19,8	10,0
Autres provinces	9 429	10 209	9 386	9 372	11 668
Variation en %	4,6	8,3	-8,1	-0,2	24,5
Réceptions totales (000 000 kWh)	37 879	36 105	35 840	31 298	36 114
Variation en %	6,6	-4,7	-0,7	-12,7	15,4
Énergie électrique disponible (000 000 kWh)	118 150	120 487	117 937	12 237	13 265
Variation en %	9,7	2,0	-2,1	3,6	10,7
Immobilisations totales (000 000 $)	2 589	2 643	2 542	2 170	1 591
Variation en %	-8,1	2,1	-3,8	-14,6	-26,7
Immobilisations du secteur de la production (000 000 $)	-	1 643	1 357	1 163	464
Variation en %	-	-	-17,4	-14,3	-60,1
Hydro-Québec	-	451	433	421	325
Variation en %	-	-	-4,0	-2,8	-22,8
S.E.B.J.		1 192	924	742	139
Variation en %	-	-	-22,5	-19,7	-81,3
Autres immobilisations (transport, distribution, divers) (000 000 $)	-	1 000	1 185	1 007	1 127
Variation en %	-	-	18,5	-15,0	11,9

SOURCES: Statistique Canada; Hydro-Québec; Ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme du Québec.

L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

L'activité se maintient à un niveau assez élevé dans l'industrie de la construction en 1984 grâce à la reprise de la demande de construction non résidentielle. C'est ce secteur qui avait permis de maintenir l'activité de l'industrie de la construction en 1982, les grands travaux de génie et la construction de complexes commerciaux en cours se poursuivant tandis que la valeur de la construction résidentielle chutait de 15,4%. Par contre, en 1983 la valeur de la construction non résidentielle enregistrait une baisse de 7,2% et c'est la forte remontée de la valeur de la construction résidentielle, de 50,5% par rapport à 1982, qui permettait d'accroître de 8,4% la valeur totale de la production de l'industrie de la construction. Cette progression du secteur résidentiel ne se poursuit pas en 1984 et la valeur de la construction résidentielle[3] est en baisse de 2,2%, malgré les nouvelles formules de prêts hypothécaires et le prolongement jusqu'à la fin décembre du programme Corvée-Habitation.

La construction de maisons unifamiliales est freinée par les taux hypothécaires qui demeurent élevés et dont une remontée s'amorce au deuxième trimestre, à l'époque la plus propice à la mise en chantier de logements. La construction de maisons unifamiliales neuves subit ainsi une baisse de 20,2% en valeur, passant de 1,4 milliard en 1983 à 1,1 milliard de dollars en 1984. Pendant ce temps, la valeur de la construction d'unités de logements multiples s'accroît de 4,8% pour atteindre 577 millions de dollars.

L'activité de construction résidentielle est également soutenue par des dépenses croissantes pour la réparation et la rénovation de logements. Les dépenses de réparation des habitations totalisent 1,1 milliard de dollars au Québec en 1984 ce qui représente une augmentation de 6,8% par rapport à 1983. Les dépenses de transformation, les réfections importantes, les améliorations ne peuvent cependant pas être distinguées des dépenses pour la construction de chalets, l'installation de maisons mobiles et les coûts d'acquisition d'habitation; cet ensemble de dépenses s'accroît de 8,9% en 1984, pour atteindre 1,2 milliard de dollars. En y incluant les dépenses de réparation, on obtient un total de 2,3 milliards de dollars soit 57,7% de l'ensemble des dépenses pour la construction résidentielle en 1984 alors qu'en 1980 la part des réparations, transformations, etc. se situait à 53,1%. Un programme gouvernemental de subvention à la rénovation disponible à partir de février 1984 contribue à la croissance de ces dépenses; ce programme a contribué à la restauration de 34 000 logements après quoi il a été suspendu en octobre 1984, le budget prévu pour l'année ayant été dépassé.

Selon certains spécialistes, les données de Statistique Canada sous-estiment la valeur des travaux de rénovation. Par ailleurs, l'utilisation de composantes qui sont dorénavant construites en usines et simplement installées par les ouvriers de la construction contribuent à réduire l'activité du secteur de la construction.

En 1984, c'est donc une augmentation de 7,9% de la valeur de la construction non résidentielle, qui assure l'accroissement de 4,1% de la valeur de la production dans l'industrie de la construction; plus précisément, c'est la construction de bâtiments, d'une valeur de 3,1 milliards de dollars qui s'accroît fortement, de 23,1% par rapport à 1983, tandis que les travaux de génie, d'une valeur de 4,4 milliards de dollars, diminuent de 0,8%. La forte croissance des dépenses d'immobilisation des entreprises manufacturières se traduit par une hausse de 88,6% de la valeur des travaux de construction de bâtiments industriels, qui passe de 574,8 millions de dollars en 1983 à 1,1 milliard de dollars en 1984. L'augmentation est de 1,6% pour les bâtiments commerciaux et de 5,7% pour les édifices à vocation institutionnelle avec des nouvelles constructions d'une valeur de 1 milliard et 594 millions de dollars respectivement.

3. En raison de différences conceptuelles, ces statistiques sur la valeur de la production de la construction diffèrent de celles présentées au chapitre 2 sur les dépenses en construction qui sont tirées des Comptes économiques.

Tableau 7.6
Industrie de la construction
1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984
Valeur brute de la production (000 000 $)	9 352,4	10 308,8	10 219,6	11 082,1	11 535,6
Variation en %	2,5	10,2	0,9	8,4	4,1
Construction résidentielle	2 831,9	3 273,6	2 770,9	4 171,0	4 078,4
Variation en %	-7,4	15,6	-15,4	50,5	-2,2
Construction non résidentielle	6 520,5	7 035,2	7 448,7	6 911,0	7 457,3
Variation en %	7,5	7,9	5,9	-7,2	-7,2
Mise en chantier de logements (nombre)	29 186	29 645	23 492	40 318	41 902
Variation en %	-30,1	1,6	-20,8	71,6	3,9
Indice des prix des logements neufs (1981 = 100)					
Montréal	88,0	100,0	107,5	112,0	118,9
Variation en %	11,0	13,7	7,5	4,2	6,2
Québec	93,5	100,0	105,9	112,9	118,5
Variation en %	7,9	7,0	5,9	6,7	5,0
Indice des prix des entrées dans la construction résidentielle (1971 = 100)	227,5	246,3	259,0	287,5	293,4
Variation en %	5,0	8,3	5,2	11,0	2,1
Matériaux	221,7	238,8	245,6	272,4	276,1
Variation en %	2,6	7,7	2,8	10,9	1,4
Main-d'oeuvre	238,5	260,4	284,5	316,1	326,0
Variation en %	9,7	9,2	9,3	11,1	3,1
Indice des prix des entrées dans la construction non résidentielle (1971 = 100)	241,5	264,0	287,3	306,1	314,9
Variation en %	10,1	9,3	8,8	6,5	2,9
PIB au coût des facteurs (000 000 $)	3 039,0	3 646,0	3 489,0	3 324,0	3 659,0
Variation en %	8,6	20,0	-4,3	-4,7	10,1
Rémunération des salariés	2 046,0	2 419,0	2 127,0	2 077,0	2 263,0
Variation en %	6,4	18,2	-12,1	-2,4	9,0
Emploi (000)	115,3	124,7	113,1	115,9	121,4
Variation en %	-6,3	8,1	-9,3	2,5	4,7
Jours-personnes perdus en arrêts de travail (000)	475,0	4,8	0,4	19,7	0,5
Immobilisations (000 000 $)	214,1	236,4	234,0	251,1	263,4
Variation en %	2,4	10,4	-1,0	7,3	4,9
Construction	34,2	37,8	37,4	40,1	42,1
Variation en %	2,4	10,5	-1,1	7,2	5,0
Machinerie et équipement	179,9	198,6	196,6	211,0	221,3
Variation en %	2,4	10,4	-1,0	7,3	4,9

SOURCES: Statistique Canada; Bureau de la statistique du Québec.

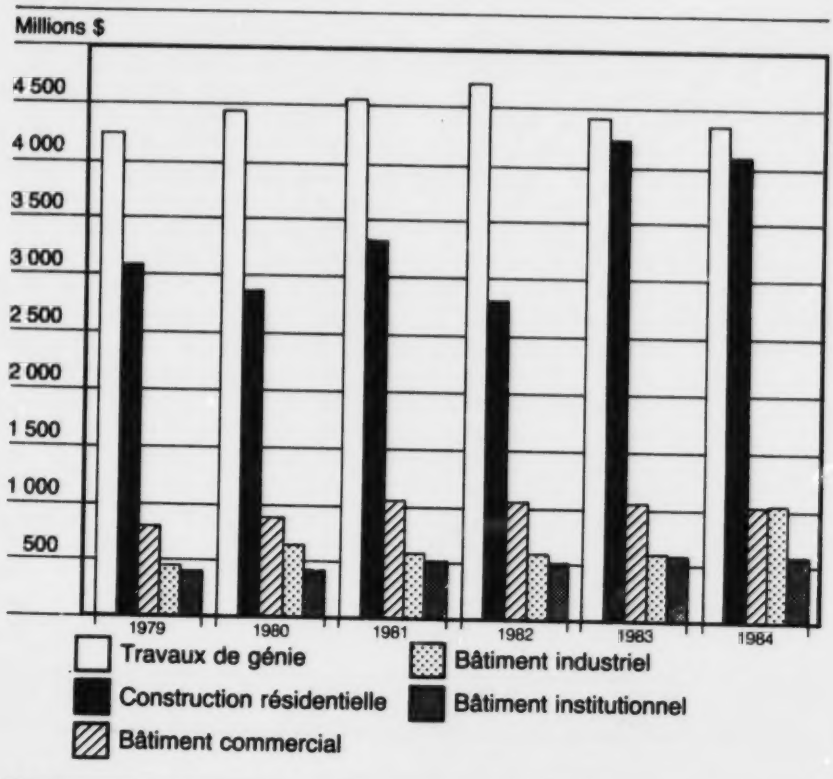
Tableau 7.7
Valeur globale des travaux de construction selon le genre de construction 1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984
			(000 000 $)		
Construction résidentielle	2 831,9	3 273,6	2 770,9	4 171,0	4 078,4
Variation en %	-7,4	15,6	-15,4	50,5	-2,2
Logements simples	938,9	1 037,3	585,4	1 437,3	1 146,3
Variation en %	-21,4	10,5	-43,6	145,5	-20,2
Logements multiples	390,2	569,7	481,4	550,5	577,2
Variation en %	-6,5	46,0	-15,5	14,4	4,8
Réparations et autres	1 502,8	1 666,5	1 704,1	2 183,2	2 354,8
Variation en %	3,9	10,9	2,3	28,1	7,9
Construction non résidentielle	6 520,5	7 035,2	7 448,7	6 911,0	7 457,3
Variation en %	7,5	7,9	5,9	-7,2	7,9
Bâtiments	2 118,0	2 513,5	2 776,6	2 522,7	3 105,1
Variation en %	13,5	18,7	10,5	-9,1	23,1
Industriels	618,2	661,7	601,3	574,8	1 084,3
Variation en %	45,2	7,0	-9,1	-4,4	88,6
Commerciaux	826,6	1 017,9	1 203,6	1 004,2	1 019,9
Variation en %	9,8	23,1	18,2	-16,6	1,6
Institutionnels	403,3	509,3	564,2	561,5	593,5
Variation en %	7,6	26,3	10,8	-0,5	5,7
Divers	269,9	324,5	407,5	382,1	407,5
Variation en %	-13,7	20,2	25,6	-6,2	6,6
Travaux de génie	4 402,5	4 521,7	4 672,0	4 388,3	4 352,7
Variation en %	4,8	2,7	3,3	-6,1	-0,8
Génie maritime	37,8	78,2	49,9	86,6	107,7
Variation en %	-24,8	106,9	-36,2	73,5	24,3
Routes et pistes d'envol	815,1	710,1	676,8	723,0	775,9
Variation en %	13,7	-12,9	-4,7	6,8	7,3
Canalisation et systèmes d'égoûts	499,8	480,7	517,5	500,3	550,5
Variation en %	6,5	-3,8	7,7	-3,3	10,0
Barrages et irrigations	29,9	40,3	40,5	37,0	38,3
Variation en %	8,3	34,7	0,7	-8,8	3,8
Réseaux électriques	2 004,6	1 985,8	1 751,7	1 760,7	1 446,7
Variation en %	-4,4	-0,9	-11,8	0,5	-17,8
Voies ferrées et lignes téléphoniques	341,5	372,5	305,0	303,5	326,9
Variation en %	10,9	9,1	-18,1	-0,5	7,7
Installations de gaz et pétrole	121,8	369,0	785,0	510,2	568,0
Variation en %	14,8	202,9	112,7	-35,0	11,3
Puits de mines et autres	552,0	485,2	545,6	467,0	538,1
Variation en %	29,9	-12,1	12,4	-14,4	15,2
Total	9 352,4	10 308,8	10 219,6	11 082,1	11 535,6
Variation en %	2,5	10,2	-0,9	8,4	4,1

SOURCE: Statistique Canada.

En ce qui a trait aux travaux de génie, la baisse de l'activité en 1984 est attribuable à la diminution de la valeur des dépenses en équipements pour la production et la distribution d'électricité; la valeur des constructions dans ce secteur se chiffre à 1,4 milliard de dollars en 1984 en regard de 1,8 milliard en 1983 et de 2 milliards en 1980. Pour leur part, les valeurs des constructions pour les installations de gaz et de pétrole (568 millions de dollars en 1984) ainsi que pour les puits de mines et des travaux divers (538 millions de dollars) s'accroissent respectivement de 11,3% et 15,2% en 1984, après avoir diminué de 35% et 14,4% entre 1982 et 1983. L'accroissement de la valeur de tous les autres types de travaux de génie est suffisant pour compenser presque totalement la diminution observée dans le secteur de l'électricité: la valeur des travaux pour les routes et pistes d'envol s'accroît de 7,3%, celle pour les canalisations et systèmes d'égout de 10%, celle pour les voies ferrées et les lignes téléphoniques, de 7,7%, celle de génie maritime de 24,3% et celle pour les barrages et l'irrigation de 3,8%.

Graphique 7D
Valeur globale des travaux de construction exécutés selon le genre de construction 1979-1984



Bien qu'il s'agit de la deuxième année de relance de l'ensemble de l'activité économique, l'industrie de la construction ne retrouve pas son niveau d'emploi de 1981; l'enquête sur la population active situe à 121 400 le niveau moyen de l'emploi en 1984, comparativement à 124 700 en 1981, 113 100 en 1982 et 115 900 en 1983. Les données de l'Office de la construction du Québec révèlent un recul plus marqué des heures travaillées dans l'industrie de 1981 à 1984, avec un total qui passe de 101,5 millions à 73 millions d'heures. L'écart entre les deux ensembles de données serait accentué par le développement du travail au noir; l'Office estime ce nombre d'heures à 25 millions en 1983, en regard de 67 millions pour les heures officiellement enregistrées. Par ailleurs, les ouvriers qui effectuent ce travail au noir peuvent se déclarer employés dans le secteur de la construction lors de l'enquête sur la population active, leurs réponses étant confidentielles.

La rémunération hebdomadaire moyenne excluant les heures supplémentaires augmente plus faiblement dans l'industrie de la construction que dans l'ensemble de l'économie, soit de 2,9% plutôt que 3,4%, se situant à 496,70 $ pour les dix derniers mois de 1984, comparativement à 482.70 $ pour les mêmes mois de 1983. Le renouvellement du décret régissant l'industrie de la construction ne provoque pas de grandes perturbations sur les chantiers et le nombre de jours-personnes perdus en arrêts de travail n'est que de 500 alors qu'on en comptait 19 700 en 1983 et 475 000 en 1980. Les coûts non salariaux des entreprises de construction subissent aussi des augmentations modérées en 1984 et l'indice du prix des entrées ne s'accroît que de 2,1% dans la construction résidentielle et de 2,9%, dans la construction non résidentielle. Cela contribue à réduire le nombre de faillites qui passe de 453 en 1983 à 396 en 1984; cependant, le passif total des faillites se maintient sensiblement au même niveau passant de 71,4 à 71,6 millions de dollars.

Tableau 7.8
Permis de bâtir par région administrative
(tous types de logements)
1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984
			(000 000 $)		
Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	790	485	442	1 000	720
Variation en %	-45,9	-38,6	-8,9	126,2	-28,0
Saguenay-Lac-Saint-Jean	1 543	1 196	792	1 666	1 564
Variation en %	-41,4	-22,5	-33,8	110,4	-6,1
Québec	4 754	5 297	3 858	6 612	5 568
Variation en %	-36,3	11,4	-27,2	71,4	-15,8
Trois-Rivières	2 391	1 701	1 098	2 500	3 395
Variation en %	-28,0	-28,9	-35,4	127,7	35,8
Estrie	1 182	982	572	1 775	1 629
Variation en %	-33,8	-16,9	-41,8	210,3	-8,2
Montréal	18 682	20 360	15 795	26 379	24 871
Variation en %	-12,6	9,0	-22,4	67,0	-5,7
Outaouais	808	796	851	2 642	4 876
Variation en %	-28,5	-1,5	6,9	210,5	84,6
Nord-Ouest	540	485	460	698	699
Variation en %	-45,2	-10,2	-5,2	51,7	0,1
Côte-Nord-Nouveau-Québec	216	235	136	193	168
Variation en %	-48,9	8,8	-42,1	41,9	-13,0
Total	30 906	31 537	24 004	43 465	43 490
Variation en %	-24,3	2,0	-23,9	81,1	0,1

SOURCE: Statistique Canada.

Finalement, les dépenses d'immobilisation des entreprises de construction atteignent 263,4 millions de dollars en 1984, en hausse de 4,9% par rapport à 1983; ce total comprend des dépenses en machinerie et équipement d'une valeur de 221,3 millions de dollars, qui augmentent aussi de 4,9% en 1984.

En ce qui concerne la construction résidentielle, il est possible d'étudier son évolution dans les différentes régions administratives du Québec à partir des données sur les permis de bâtir pour la construction de logements. En 1983, toutes les régions du Québec avaient connu une forte croissance du nombre de permis de bâtir alors que l'ensemble de la province enregistrait une hausse de 81,1% à ce chapitre. En 1984, seules les régions de Trois-Rivières et de l'Outaouais connaissent des hausses du nombre de permis de bâtir, de 35,8% et 84,6% respectivement par rapport à 1983. Les autres régions voient diminuer leur nombre de permis de bâtir, qui demeure cependant dans chacune des régions au-dessus du nombre observé en 1982, et il faut remonter plusieurs années en arrière pour retrouver un nombre de permis de bâtir supérieur au niveau de 1984.

Ainsi, dans la région du Bas-Saint-Laurent-Gaspésie, le nombre de permis de bâtir se situe à 720 en 1984 alors qu'on en comptait 790 en 1980. Dans les régions du Saguenay-Lac-St-Jean, de Québec, de l'Estrie et du Nord-Ouest, on en dénombre respectivement 1 564, 5 568, 1 629 et 699 en 1984, soit davantage qu'en 1980, 1981 et 1982; on en comptait respectivement 2 632, 7 462, 1 785 et 985 en 1979. Dans la région de Trois-Rivières, on dénombrait plus de permis de bâtir en 1978 qu'en 1984, soit 4 384 plutôt que 3 395, mais ce n'est pas le cas pour les régions de Montréal et de l'Outaouais qui en enregistrent en 1984 un total annuel plus élevé qu'au cours de la période de 1978 à 1982. Dans l'Outaouais, on assiste en 1983 à une très forte progression du nombre de permis de bâtir émis qui se poursuit en 1984; on en compte en effet 4 876 en 1984, en regard de 2 642 en 1983 et 851 en 1982 alors qu'on en dénombrait 1 581 en 1978.

Par ailleurs, comme dans l'ensemble du Québec, la plupart des régions connaissent en 1984 une évolution plus favorable pour la construction de logements multiples que pour celle de logements simples. Alors que, pour les logements simples, seules l'Outaouais et la région de Trois-Rivières connaissent une hausse du nombre de permis émis, dans le cas des logements multiples, on constate aussi des augmentations au Saguenay-Lac-St-Jean, en Estrie et au Nord-Ouest.

Chapitre 8
Le secteur de la fabrication

LA SITUATION DE L'ENSEMBLE DU SECTEUR DE LA FABRICATION

La valeur des expéditions[1] de l'industrie manufacturière au Québec, mesurée en dollars constants, retrouve en 1984 son niveau de 1981, grâce à une progression de 4,8% qui fait suite à une hausse de 5,2% en 1983 par rapport à l'année précédente. La croissance de la valeur des expéditions des produits de propre fabrication est de 9% en dollars courants en 1984 tandis que l'indice canadien des prix de vente industriels s'accroît de 4,1% en regard de 1983. Un tel indice peut aussi être calculé pour le Québec en utilisant les indices canadiens sectoriels pondérés par l'importance relative des 20 grandes catégories du secteur manufacturier au Québec; cet indice s'accroît un peu moins fortement que l'indice canadien, soit de 3,5% en regard de 1983.

Les exportations aux États-Unis, la construction résidentielle et les investissements des entreprises au Québec sont principalement responsables du dynamisme de la demande pour les produits manufacturés en 1984. Le Québec ne profite pas autant que l'ensemble du Canada de la vigueur de la demande puisque la valeur des expéditions manufacturières canadiennes s'accroît de 13,2% en dollars courants en 1984; la part du Québec dans les expéditions totales passe ainsi de 26,3% en 1983 à 25,3% en 1984. La croissance plus forte des expéditions canadiennes peut être imputée presqu'entièrement à l'industrie du matériel de transport; les exportations ontariennes d'automobiles et pièces d'automobiles enregistrent en effet une très forte progression en 1984. En excluant l'industrie du matériel de transport, la croissance de la valeur des expéditions manufacturières est de 8,6% au Québec et de 9,8% dans l'ensemble du Canada.

1. Les données des expéditions manufacturières utilisées dans cette publication sont présentées suivant la classification des industries de 1970.

Tableau 8.1
Part du Québec et de l'Ontario dans le secteur manufacturier canadien

	Valeur des expéditions		Emploi		Immobilisations	
	Québec	Ontario	Québec	Ontario	Québec	Ontario
	(%)					
1970-74 (moyenne)	27,1	51,4	-	-	23,3	46,0
1975-79 (moyenne)	26,1	50,5	30,0	47,8	20,8	51,7
1980	26,7	48,8	29,3	47,8	22,5	49,0
1981	26,4	49,1	27,9	48,8	17,8	44,3
1982	26,3	49,9	28,1	49,3	18,8	40,0
1983	26,3	50,8	28,2	49,6	23,6	43,9
1984	25,3	52,8	28,4	50,3	31,4	45,1

SOURCE: Statistique Canada.

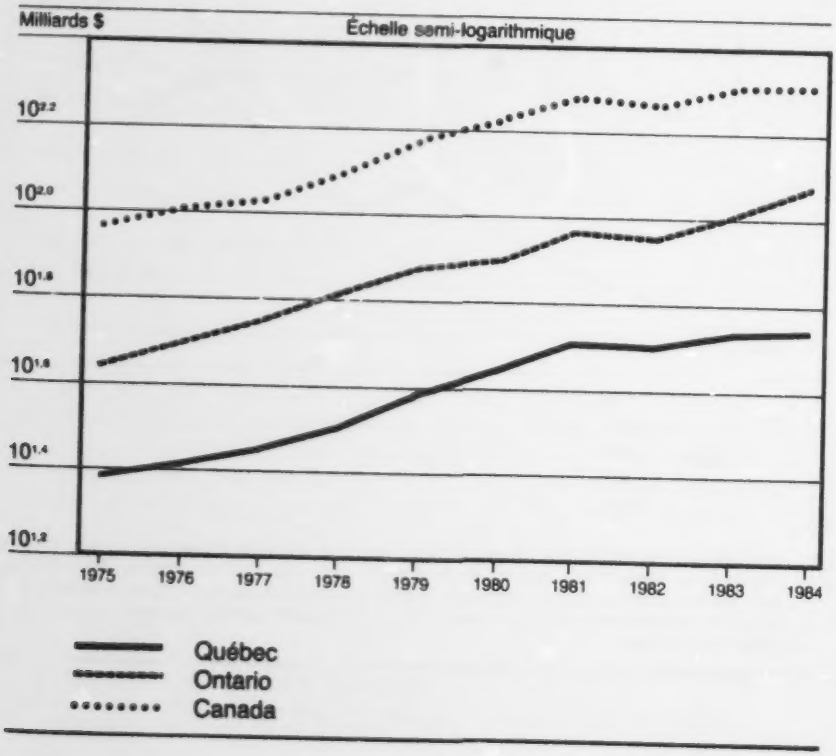
La plus forte activité dans le secteur manufacturier permet un accroissement de 7 000[2] du nombre de personnes employées, la première hausse depuis 1979. La diminution tendancielle de l'emploi qui accompagne la réorganisation de la production manufacturière a donc été freinée par deux années de forte croissance de l'activité. En 1983, la croissance de la production avait été accompagnée d'une forte hausse de la productivité puisque l'emploi total avait diminué de 10 000. La valeur ajoutée par heure-personne connaît en 1984 une hausse de 9,7% pour s'établir à 32,40 $ alors que l'augmentation était de 11,7% en 1983.

Cependant, en 1984, l'accroissement résulte en partie de la croissance relativement faible du coût total des consommations intermédiaires (8,1%), ce qui fait que la valeur ajoutée enregistre une croissance plus élevée que la valeur de la production, soit de 10,7% comparativement à 9,1%.

La valeur des salaires et traitements versés s'accroît pour sa part de 6,2% en 1984 et totalise 10 871,8 millions de dollars. Cette hausse est liée à une augmentation de 5,7% de la rémunération hebdomadaire moyenne pour les heures régulières de travail, au cours des dix derniers mois de 1984. La comparaison avec l'année précédente est possible seulement pour la période de mars à décembre à cause des changements apportés par Statistique Canada à son enquête sur les gains de travail. Au chapitre des relations de travail, on constate que le nombre de jours-personnes perdus à cause de conflits de travail, qui avait diminué de 1 238 000 à 539 000 entre 1980 et 1983, subit une augmentation sensible en 1984 pour s'élever à 794 000.

Pendant ce temps, la situation financière des entreprises s'améliore avec la reprise économique et la réduction des frais d'intérêt sur les emprunts, comme l'indique la baisse marquée du nombre de faillites dans le secteur manufacturier; on en dénombre en effet 301 au Québec en 1984 comparativement à 453 en 1982 et 432 en 1983. L'amélioration de la rentabilité de l'activité manufacturière au Canada est aussi révélée par les données sur les bénéfices de base des entreprises du secteur dont les actifs dépassent 10 millions de dollars: ces bénéfices atteignent 20,2 milliards de dollars au Canada en 1984 en regard de 10,9 milliards de dollars en 1982 et 15,4 milliards de dollars en 1983.

Graphique 8A
Expéditions manufacturières, Québec, Ontario, Canada
1975-1984

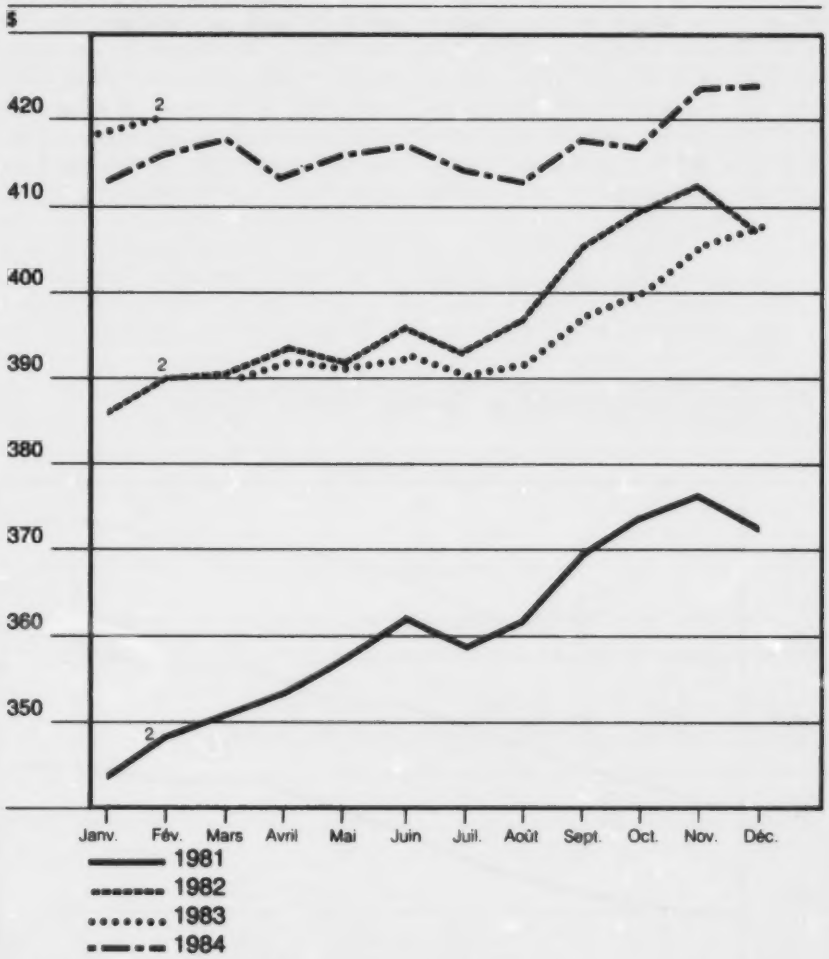


2. Selon une estimation préliminaire réalisée au BSQ des données du recensement des manufactures de Statistique Canada. L'enquête sur la population active menée auprès des ménages par Statistique Canada, dont les concepts et la méthodologie sont différents, donne une croissance de 26 800 de l'emploi manufacturier en 1984, par rapport à 1983. (Voir tableau 6.2).

L'année 1984 marque aussi la reprise de l'investissement des entreprises du secteur manufacturier; leurs dépenses d'immobilisation, totalisant 2 857,9 millions de dollars en 1984, sont en hausse de 36,9%, alors qu'en 1983 elles diminuaient de 3,3% par rapport à l'année précédente. Les dépenses en construction non résidentielle augmentent de 26,4% en 1984 tandis que les dépenses en machinerie et équipement sont en hausse de 40,1%. Ces dépenses génèrent une demande auprès des manufacturiers québécois et contribuent à la croissance des expéditions manufacturières bien qu'une forte proportion des biens d'équipement sont achetés à l'étranger; ainsi, au chapitre des machines industrielles spécialisées seulement, la valeur des importations du Québec en provenance de l'extérieur du Canada s'élève à 769,8 millions de dollars en 1984 comparativement à 523,2 millions de dollars en 1983.

L'évolution de la demande varie beaucoup d'une industrie à l'autre dans le secteur manufacturier. Les industries produisant des biens durables sont de façon générale plus affectées par la conjoncture et connaissent une augmentation plus forte de la valeur de leurs expéditions en 1984 comme en 1983; elles profitent particulièrement de la forte croissance des investissements aux États-Unis et au Québec en 1984. Les industries qui exportent une large part de leur production sont aussi plus affectées par des facteurs cycliques; par exemple, l'industrie de la première transformation des métaux subit les mauvaises conditions du marché mondial en 1984 tandis que l'industrie des papiers et des produits connexes bénéficie d'un accroissement des prix de vente et accroît la valeur de ses expéditions. Par ailleurs, les industries produisant des biens de consommation enregistrent généralement de faibles hausses de la valeur de leurs expéditions en 1984. La situation de chacune des vingt grandes industries manufacturières est décrite dans les paragraphes qui suivent.

Graphique 8B
Rémunération hebdomadaire moyenne dans l'industrie manufacturière[1] 1981, 1982, 1983 et 1984



1. À cause des modifications à l'enquête *emploi, gains et durée de travail* depuis mars 1983, le niveau de la rémunération hebdomadaire moyenne en 1983 n'est pas comparable au niveau des années précédentes; le graphique permet toutefois de comparer la croissance de la rémunération hebdomadaire moyenne au cours des quatre dernières années.
2. Ancienne enquête.

Tableau 8.2
Fabrication
1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984
Valeur de la production (000 000 $)	50 451,6	56 371,4	53 743,8	59 870,7	65 293,8
Variation en %	12,2	11,7	-4,7	11,4	9,1
Biens durables	19 949,0	20 378,9	18 027,6	21 445,5	24 430,2
Variation en %	15,6	2,2	-11,5	19,0	13,9
Biens non durables	30 958,4	35 992,5	35 716,2	38 425,2	40 863,5
Variation en %	11,5	16,3	-0,8	7,6	6,3
Valeur des expéditions et autres recettes (000 000 $)	50 188,7	55 451,1	54 293,1	59 465,7	64 583,9
Variation en %	13,7	10,5	-2,1	9,5	8,6
Indice des prix de vente industriels au Canada (1971=100)	247,2	272,3	288,8	298,8	310,9
Variation en %	13,5	10,2	6,0	3,5	4,1
Consommations intermédiaires (000 000 $)	30 469,1	33 632,1	32 515,6	36 166,3	39 110,4
Variation en %	13,1	10,4	-3,3	11,2	8,1
PIB au coût des facteurs (000 000 $)	15 350	17 314	14 868	16 871	18 374
Variation en %	14,7	12,8	-14,1	13,5	8,9
Bénéfices de base Canada (000 000 $)	17 457,0	16 667,0	10 945,0	15 366,0	20 162,0
Variation en %	10,9	-4,5	-34,3	40,4	31,2
Rémunération des salariés (000 000 $)	9 983	11 621	11 471	12 275	12 977
Variation en %	10,0	16,4	-1,3	7,0	5,7
Emploi salarié	527 925	525 977	482 337	472 851	479 615
Variation en %	-1,5	-0,4	-8,3	-2,0	1,4
Heures-personnes payées[1] (000 000 $)	804,4	794,1	708,4	710,5	717,6
Variation en %	-2,3	-1,3	-10,8	0,3	1,0
Valeur ajoutée par heure-personne ($)	22,80	25,60	26,50	29,60	32,40
Variation en %	14,7	12,4	3,4	11,7	9,7
Jours-personnes perdus en arrêts de travail (000)	1 238,0	774,6	646,0	538,9	793,6
Immobilisations (000 000 $)	2 189,6	2 272,4	2 159,8	2 087,8	2 857,9
Variation en %	51,2	3,8	-5,0	-3,3	36,9
Construction	474,1	524,4	581,8	493,6	623,7
Variation en %	43,0	10,6	10,9	-15,2	26,4
Machinerie et équipement	1 715,5	1 748,0	1 578,0	1 594,2	2 234,2
Variation en %	53,6	1,9	-9,7	1,0	40,1

1. Activité manufacturière seulement.
SOURCES: Statistique Canada; Bureau de la statistique du Québec.

Tableau 8.3
Valeur de la production, industries manufacturières
1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984
			(000 $)		
Aliments et boissons	8 657 348	9 688 651	10 117 911	10 318 782	10 888 584
Variation en %	13,1	11,9	4,4	2,0	5,5
Tabac	572 167	639 281	721 826	762 473	786 030
Variation en %	10,2	11,7	12,9	5,6	3,1
Caoutchouc et produits en matière plastique	941 307	1 219 244	1 168 952	1 329 681	1 509 632
Variation en %	5,7	29,5	-4,1	13,7	13,5
Cuir	457 874	524 944	478 935	498 570	579 369
Variation en %	-4,8	14,6	-8,8	4,1	16,2
Textile	2 333 829	2 624 179	2 170 391	2 631 622	2 729 035
Variation en %	10,8	12,4	-17,3	21,3	3,7
Bonneterie	612 250	666 931	589 385	675 903	702 222
Variation en %	13,2	8,9	-11,6	14,7	3,9
Vêtement	2 469 671	2 628 256	2 591 985	2 827 596	2 998 445
Variation en %	-0,8	6,4	-1,4	9,1	6,0
Bois	1 724 988	1 833 635	1 556 781	2 228 959	2 398 016
Variation en %	-0,8	6,3	-15,1	43,2	7,6
Meubles et articles d'ameublement	766 057	876 341	737 294	913 303	994 946
Variation en %	5,4	14,4	-15,9	23,9	8,9
Papiers et produits connexes	4 866 684	5 577 401	5 404 409	5 737 167	6 443 311
Variation en %	14,5	14,6	-3,1	6,2	12,3
Imprimerie, édition et industries connexes	1 652 256	1 878 981	1 943 042	2 098 511	2 373 116
Variation en %	18,9	13,7	3,4	8,0	13,1
Métaux primaires	5 076 754	4 630 598	4 161 382	5 660 360	6 561 440
Variation en %	19,1	-8,8	-10,1	36,0	15,9
Produits métalliques	3 655 928	3 357 448	3 307 035	3 182 779	3 643 145
Variation en %	25,2	-8,2	-1,5	-3,8	14,5
Machinerie	1 516 257	1 753 866	1 535 145	1 386 899	1 444 730
Variation en %	18,7	15,7	-12,5	-9,7	4,2
Matériel de transport	3 900 081	4 242 541	3 278 426	4 160 747	4 892 223
Variation en %	20,1	8,8	-22,7	26,9	17,6
Appareils et matériel électriques	2 244 012	2 520 867	2 386 342	2 718 219	3 085 788
Variation en %	10,6	12,3	-5,3	13,9	13,5
Produits minéraux non métalliques	1 064 921	1 163 601	1 065 201	1 194 190	1 409 960
Variation en %	0,8	9,3	-8,5	12,1	18,1
Produits du pétrole et du charbon	4 077 784	5 916 599	5 864 308	6 251 409	6 150 430
Variation en %	14,7	45,1	-0,9	6,6	-1,6
Produits chimiques et produits connexes	3 376 591	3 594 803	3 697 986	4 193 564	4 507 762
Variation en %	11,4	6,5	2,9	13,4	7,5
Industries manufacturières diverses	940 621	1 033 219	967 098	1 099 965	1 195 597
Variation en %	8,8	9,8	-6,4	13,7	8,7
Industries des biens durables	19 948 998	20 378 897	18 027 606	21 445 456	24 430 248
Variation en %	15,6	2,2	-11,5	19,0	13,9
Industries des biens non durables	30 958 382	35 992 489	35 716 228	38 425 243	40 863 533
Variation en %	11,3	16,3	-0,8	7,6	6,3
Total	50 451 621	56 371 386	53 743 831	59 870 699	65 293 781
Variation en %	12,2	11,7	-4,7	11,4	9,1

SOURCE: Bureau de la statistique du Québec, Statistiques principales des manufacturiers québécois, 1980-1984.

LA SITUATION DE CHACUN DES SOUS-SECTEURS

L'industrie du bois

L'industrie du bois s'est très bien sortie de la récession dès 1983 avec une croissance de 38,1% de la valeur des expéditions par rapport au bas niveau de 1982, et la valeur des expéditions de l'industrie connaît une nouvelle hausse de 8,1% en 1984 pour atteindre 2,2 milliards de dollars. La valeur de la production s'accroît à un rythme comparable, soit de 7,6%, les entreprises se limitant à maintenir leurs inventaires. Les exportations de bois d'oeuvre à l'extérieur du Canada contribuent à la croissance des expéditions, leur valeur totalisant 642 millions de dollars en 1984, soit 13,9% de plus qu'en 1983. La situation sur le marché des changes favorise l'exportation en direction des États-Unis, mais elle rend difficile l'exportation vers d'autres pays et réduit la compétitivité sur le marché américain, face aux pays scandinaves en particulier. Malgré la demande assez forte en 1984, la situation de l'industrie n'est pas très reluisante; en effet, les entreprises tentant de fonctionner à pleine capacité se disputent le marché et l'abondance de l'offre a un effet dépressif sur les prix de vente. L'indice des prix de vente de l'industrie diminue de 1,7% au Canada en 1984 après avoir enregistré une hausse de 11% en 1983. Les bénéfices de base des sociétés canadiennes dont les actifs dépassent 10 millions de dollars, qui avaient presque retrouvé leur niveau d'avant la récession avec 326 millions de dollars en 1983 (comparativement à 489 millions de dollars annuellement de 1977 à 1980), ne totalisent plus que 111 millions de dollars en 1984. Les entreprises qui opèrent en même temps des usines de pâtes et papiers réussissent mieux que les scieries non intégrées dont un grand nombre ferment leurs portes au Québec en 1984; la production de copeaux, requis en grande quantité par les usines de pâtes et papiers, contribue d'ailleurs à la surproduction de bois d'oeuvre. Les producteurs québécois de bois d'oeuvre réussissent à accroître leur part des expéditions canadiennes de l'industrie du bois, part qui passe de 21,7% en 1983 à 22,7% en 1984; la part du Québec se situait à 18,9% en 1980. La valeur ajoutée dans l'industrie au Québec s'accroît de 7,9% en 1984, les salaires et traitements totalisant 492,8 millions de dollars, en hausse de 6,9%. Une hausse de 2% du nombre de personnes employées combinée à un accroissement de 3,9% de la rémunération hebdomadaire moyenne (de mars à décembre 1984, comparativement à la même période de 1983), expliquent en bonne partie cette augmentation de la masse salariale. Le nombre de jours-personnes perdus en arrêts de travail atteint 74 000, soit nettement plus qu'au cours des deux années précédentes; ce nombre demeure toutefois inférieur au total de 116 000 observé en 1981.

Par ailleurs, malgré l'augmentation de 500 du nombre d'emplois dans l'industrie du bois en 1984, à 26 971, celui-ci demeure inférieur de 1 000 au niveau de 1981. Cette croissance de l'emploi beaucoup plus faible que la croissance de la production à prix constants se traduit par une augmentation de la valeur ajoutée par heure-personne qui s'élève de 16 $ en 1982 à 20 $ en 1983 puis à 21,90 $ en 1984.

Les conditions de marché ne sont pas très bonnes à court terme pour l'industrie. D'une part, la construction résidentielle risque d'être peu dynamique si les taux d'intérêt se maintiennent à des niveaux élevés; de plus, le déplacement de la demande vers les immeubles à logements multiples, qui s'observe aussi aux États-Unis, n'est pas favorable à l'industrie du bois car ce type de construction utilise beaucoup moins de bois que la maison unifamiliale. D'autre part, des pressions protectionnistes se font de nouveau sentir aux États-Unis où le lobby des grands producteurs américains tente d'obtenir la limitation à 25% de la part du marché américain occupé par les producteurs canadiens. Ces derniers sont toutefois déterminés à défendre leur point de vue; selon leur association, leur part du marché américain n'atteint pas 33%, comme le lobby le prétend, et une bonne partie des produits canadiens n'ont pas d'équivalent américain en termes de prix et de qualité. L'incertitude subsiste tout de même et provient aussi du marché des changes qui détermine la compétitivité sur les marchés en dehors des États-Unis. Les conditions ne favorisent donc pas l'investissement et, en 1984, la valeur des dépenses d'immobilisation des entreprises connaît une nouvelle baisse; ces dépenses totalisent 78,5 millions de dollars au Québec en 1984, comparativement à 83,1 millions de dollars en 1983 et 125 millions de dollars en 1982.

L'industrie du meuble

L'industrie québécoise du meuble bénéficie encore d'une forte demande de la part des consommateurs canadiens même si la force relative du dollar canadien, par rapport aux monnaies européennes, rend les fabricants européens plus compétitifs sur les marchés canadiens. Alors que la valeur des ventes au détail des magasins de meubles s'accroît de 13,6% au Québec et de 9,5% au Canada, la valeur des expéditions de l'industrie québécoise du meuble augmente de 9,3% pour atteindre 947,3 millions de dollars en 1984; la part des fabricants québécois dans les expéditions canadiennes de meubles passe de 31,8% en 1983 à 32,6% en 1984. Plus de 90% des expéditions de l'industrie du meuble du Québec est destinée au marché canadien (92,9% en 1982) de sorte que la compétitivité accrue que procure la faiblesse de la devise canadienne face au dollar américain ne peut se traduire immédiatement par une forte augmentation des expéditions de l'industrie; les exportations de meubles québécois en dehors du Canada passent tout de même d'une valeur de 83,2 millions de dollars en 1983 à 130,9 millions de dollars en 1984.

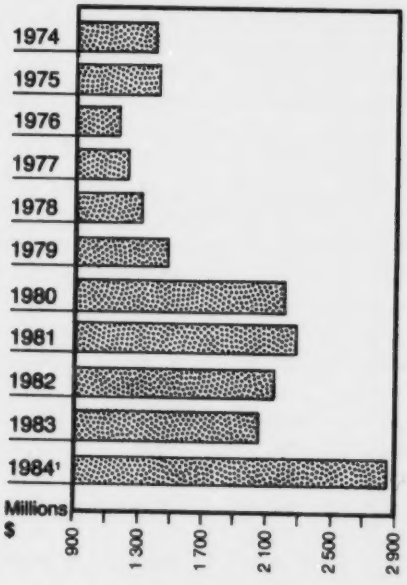
Tableau 8.4
Part du Québec dans la valeur des expéditions des industries manufacturières canadiennes 1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984
			(%)		
Aliments et boissons	26,4	26,1	27,1	26,6	26,7
Tabac	46,0	44,1	44,8	46,8	45,5
Caoutchouc et produits en matière plastique	21,8	22,6	23,0	23,5	23,1
Cuir	38,6	38,5	39,1	36,2	37,4
Textile	48,5	47,4	46,0	46,2	44,1
Bonneterie	63,6	64,3	64,7	66,3	67,5
Vêtement	61,6	61,4	61,4	62,1	61,6
Bois	18,9	20,6	21,1	21,7	22,7
Meubles et articles d'ameublement	31,9	30,4	30,7	31,8	32,6
Papiers et produits connexes	31,2	33,1	34,5	34,9	33,8
Imprimerie, édition et industries connexes	28,8	28,5	28,6	29,0	29,3
Métaux primaires	26,9	25,0	25,2	27,6	26,7
Produits métalliques	28,5	25,4	27,7	26,7	27,9
Machinerie	16,1	16,9	17,4	16,3	14,2
Matériel de transport	19,0	18,3	14,0	13,4	11,3
Appareils et matériel électriques	25,5	24,4	24,1	26,2	26,8
Produits minéraux non métalliques	21,6	21,1	21,5	21,9	23,9
Produits du pétrole et du charbon	26,1	26,7	26,9	27,4	25,5
Produits chimiques et produits connexes	23,4	22,9	22,9	23,0	22,9
Industries manufacturières diverses	21,9	22,5	22,5	23,4	26,1
Industries des biens durables	22,8	21,9	20,9	20,9	19,8
Industries des biens non durables	29,8	29,7	30,0	30,2	29,7
Total	**26,7**	**26,3**	**26,2**	**26,3**	**25,3**

SOURCE: Statistique Canada.

Compte tenu d'une hausse de 5,1% de l'indice des prix des produits de cette industrie au Canada en 1984, la croissance réelle de la valeur des expéditions québécoises est évaluée à 4,1%, comparativement à une croissance de 16,4% en 1983 où la demande avait été très vigoureuse à cause de la forte reprise de la construction résidentielle. Bien que l'augmentation de la production ait entraîné une hausse de 3,1% de l'emploi en 1983, suivie d'une hausse de 2,5% en 1984, l'emploi de l'industrie demeure inférieur de 1 800 au total de 17 900 qu'il atteignait en 1981. La valeur ajoutée par heure-personne passe de 16,70 $ en 1983 à 17,90 $ en 1984, une hausse de 7,4%.

Graphique 8C
Immobilisations, fabrication 1974-1984



1. Données provisoires.

Par ailleurs, la rémunération hebdomadaire moyenne ne s'accroît que de 1,2% en 1984 (selon les données de mars à décembre de 1984 et 1983) dans l'industrie du meuble; on y dénombre 17 302 jours-personnes perdus à cause de conflits de travail comparativement à 35 922 en 1983. Les salaires et traitements versés dans l'industrie totalisent 268,1 millions de dollars soit 3,4% de plus qu'en 1983, tandis que la valeur ajoutée progresse de 8,4%. Dans l'ensemble du Canada, l'industrie du meuble se révèle assez profitable en 1984 comme le démontre les données canadiennes qui ne concernent cependant que les grandes entreprises; les bénéfices de base des sociétés canadiennes dont les actifs dépassent 10 millions de dollars atteignent 36 millions de dollars en 1984 en regard de 29 millions de dollars en 1983. Ces bénéfices sont demeurés relativement élevés au cours de la récession, soit de 33,3 millions de dollars par année en moyenne pour la période de 1981 à 1984 alors qu'ils atteignaient 16 millions de dollars par année en moyenne de 1977 à 1980. Cependant, les dépenses d'immobilisation des entreprises québécoises de l'industrie n'ont pas été importantes au cours des dernières années: 4,3 millions de dollars en 1982, 5,7 millions de dollars en 1983 et 8,9 millions de dollars en 1984; celles-ci s'élevaient à 10,1 millions de dollars par année en moyenne de 1977 à 1981.

L'industrie des métaux primaires

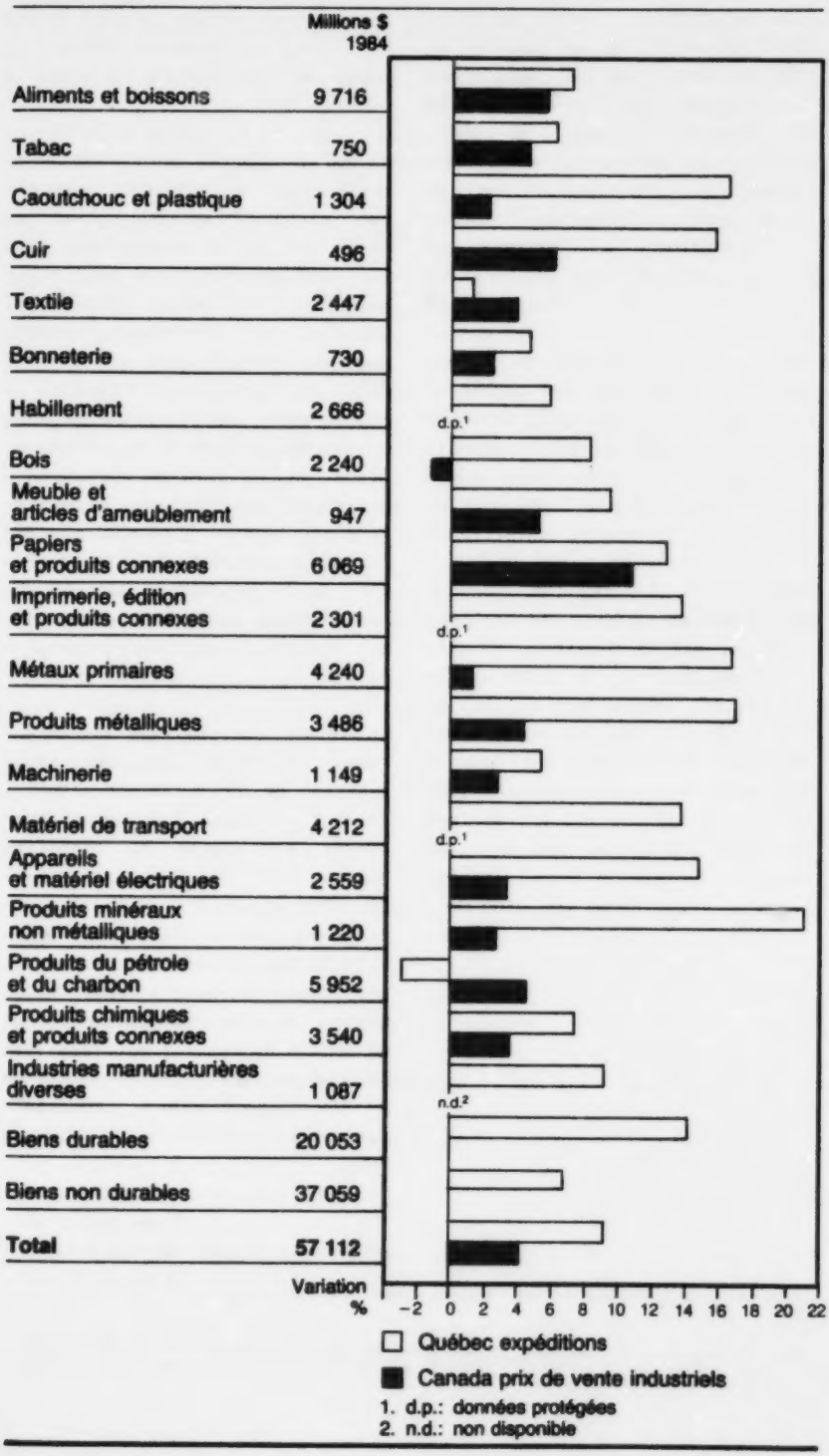
La production de l'industrie des métaux primaires au Québec est très largement destinée aux marchés extérieurs, les autres provinces canadiennes absorbant 24,9% de la production en 1982 tandis que l'extérieur du Canada en absorbait 48,5%. En 1984, les marchés internationaux des métaux primaires se caractérisent par une forte croissance de la demande, liée à l'expansion économique, accompagnée de la liquidation de stocks, cependant que, pour la plupart des métaux, des capacités de production excédentaires empêchent le niveau des prix de se redresser. Par exemple, la consommation d'aluminium s'est accrue de 3,4% en valeur dans le monde en 1984 (pays de l'Est exclus) alors que la consommation de cuivre a augmenté de 8%; le prix de l'aluminium a fléchi de 65,3 cents américains la livre en moyenne en 1983 à 56,8 cents américains la livre en 1984 tandis que le prix du cuivre passait de 72,1 cents américains la livre à 62,5 cents américains la livre. Cette faiblesse des cours mondiaux se reflète au niveau de l'indice canadien des prix de vente de l'industrie des métaux primaires qui ne s'accroît que de 1,1% en 1984 par rapport à 1983; cet indice canadien tient cependant compte des prix de l'acier et du nickel peu pertinents pour le Québec. Les données sur le commerce extérieur indiquent des résultats mitigés; ainsi, les valeurs des exportations du Québec à l'extérieur du Canada sont en baisse de 13% pour le cuivre et de 16,6% pour les métaux précieux en 1984; par contre, la valeur des exportations de zinc augmente de 18,4% et celle des exportations d'aluminium de 17,6% par rapport à 1983.

Tableau 8.5
Valeur ajoutée par heure-personne, industries manufacturières
1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984
			($)		
Aliments et boissons	26,7	30,4	33,4	32,8	34,0
Variation en %	10,0	13,9	10,1	-2,1	3,8
Tabac	54,1	58,1	69,0	75,9	81,1
Variation en %	17,1	7,4	18,6	10,0	7,0
Caoutchouc et produits en matière plastique	17,7	20,5	21,7	23,6	27,2
Variation en %	2,0	15,7	5,7	9,0	15,1
Cuir	11,8	12,8	13,3	13,6	15,1
Variation en %	8,7	8,5	3,9	2,0	11,2
Textile	16,8	18,7	18,4	21,1	21,4
Variation en %	11,8	11,5	-1,4	14,3	1,7
Bonneterie	12,2	13,2	13,4	15,6	16,8
Variation en %	12,6	7,7	2,1	16,3	7,6
Vêtement	11,7	12,8	13,2	14,3	15,5
Variation en %	13,7	9,9	2,6	8,3	8,8
Bois	14,1	16,6	16,0	20,0	21,9
Variation en %	-7,3	17,4	-3,5	25,3	9,3
Meubles et articles d'ameublement	12,3	14,5	14,1	16,7	17,9
Variation en %	24,9	18,3	-3,0	18,0	7,4
Papiers et produits connexes	31,1	7,7	-3,0	11,7	9,3
Variation en %	16,5	7,7	-3,0	11,7	9,3
Imprimerie, édition et industries connexes	29,4	34,1	35,9	38,4	42,6
Variation en %	16,5	16,2	5,1	7,0	11,0
Métaux primaires	37,2	35,1	32,5	45,9	52,8
Variation en %	30,5	-5,4	-7,5	41,2	15,0
Produits métalliques	19,5	21,9	25,9	24,8	29,7
Variation en %	14,3	12,6	18,1	-4,3	19,7
Machinerie	22,2	27,8	32,0	31,4	31,8
Variation en %	19,1	25,0	14,9	-1,8	1,4
Matériel de transport	24,4	27,4	24,4	35,5	39,3
Variation en %	14,9	12,2	-10,7	45,2	10,8
Appareils et matériel électriques	25,7	28,4	32,1	37,1	39,4
Variation en %	10,9	10,3	13,1	15,5	6,2
Produits minéraux non métalliques	23,6	24,8	27,3	30,8	36,0
Variation en %	14,2	5,1	10,1	12,7	17,2
Produits du pétrole et du charbon	140,2	184,1	118,4	128,8	132,4
Variation en %	25,9	31,3	-35,7	8,8	2,8
Produits chimiques et produits connexes	43,4	47,6	52,9	61,8	64,2
Variation en %	8,2	9,6	11,2	16,9	3,8
Industries manufacturières diverses	15,2	17,5	18,6	21,3	24,7
Variation en %	11,9	14,6	6,5	14,3	16,4
Industries des biens durables	22,3	24,6	25,5	30,1	33,8
Variation en %	16,5	10,2	3,5	18,2	12,4
Industries des biens non durables	23,2	26,3	27,1	29,2	31,5
Variation en %	14,0	13,6	3,1	7,6	7,8
Total	**22,8**	**25,6**	**26,5**	**29,6**	**32,4**
Variation en %	**14,7**	**12,4**	**3,4**	**11,7**	**9,7**

SOURCE: Bureau de la statistique du Québec, Statistiques principales des manufacturiers québécois, 1980-1984.

Graphique 8D
Expéditions manufacturières par industrie, Québec et prix de vente industriels, Canada 1984 / 1983



En dépit des conditions peu favorables sur les marchés, la valeur de la production de l'industrie québécoise des métaux primaires atteint 6 561,4 millions de dollars en 1984, une augmentation de 15,9% qui survient après une hausse de 36% en 1983. La valeur des expéditions connaît une hausse du même ordre, soit 16,7% par rapport à 1983, mais la part des producteurs québécois dans les expéditions canadiennes de métaux primaires s'abaisse de 27,6% en 1983 à 26,7% en 1984. Les entreprises réussissent à réduire leurs coûts de production, la valeur ajoutée augmentant plus fortement que la valeur de la production en 1984, soit de 21,9%. La valeur totale des salaires et traitements ne s'accroît que de 9,3% en regard de 1983. On observe d'ailleurs au Canada une forte augmentation de 100% des bénéfices de base des entreprises du secteur dont les actifs dépassent 10 millions de dollars, ces bénéfices s'élèvant à 1,3 milliard de dollars en 1984; ils demeurent inférieurs cependant à ceux de 1,7 et 1,6 milliard obtenus en 1980 et 1981.

Au Québec, l'avantage comparatif quant aux coûts de l'électricité est déterminant pour la rentabilité des industries de la première transformation des métaux et, en particulier, pour les producteurs d'aluminium; cela se traduit par des investissements importants, les dépenses d'immobilisation atteignant 420 millions de dollars par année en moyenne de 1980 à 1984, ce qui représente une forte hausse par rapport aux 260 millions dépensés annuellement au cours de la période de 1975 à 1979. En 1984, les dépenses d'immobilisation de l'industrie totalisent 714 millions de dollars, selon les données préliminaires.

Les investissements des dernières années n'ont pas entraîné un accroissement de l'emploi puisque, de 30 000 en 1980, le nombre d'emplois est descendu à 27 250 en 1984; ce nombre d'emplois en 1984 constitue tout de même une augmentation de 4,1% par rapport à 1983. Par contre, les investissements améliorent la productivité: la valeur ajoutée par heure-personne progresse de 15% en 1984 pour s'établir à 52,80 $ alors qu'elle valait 37,20 $ en 1980; il s'agit d'une augmentation importante même en tenant compte de l'inflation. Par ailleurs, la rémunération hebdomadaire moyenne s'accroît de 6,5% au cours des dix derniers mois de 1984, en regard de la même période de 1983; à 587,10 $ par semaine, il s'agit de la rémunération hebdomadaire la plus élevée parmi les industries manufacturières au Québec. Finalement, le nombre de jours-personnes perdus à cause d'arrêts de travail est un peu plus élevé en 1984 qu'en 1983, soit de 34 988 comparativement à 29 306, mais il reste très inférieur au total des années précédentes; ainsi, on en comptait 158 426 en 1982.

L'industrie des produits métalliques

L'industrie des produits métalliques au Québec n'avait pas vraiment participé à la reprise en 1983, la valeur de ses expéditions enregistrant une baisse de 4,6% par rapport à 1982. En 1984, l'industrie québécoise accroît la valeur de ses expéditions de 16,8%, soit davantage que l'industrie canadienne qui affiche une hausse de 12,8% mais qui n'avait enregistré qu'une baisse de 0,9% de la valeur de ses expéditions en 1983. Le renforcement de la demande se traduit par une augmentation de l'indice des prix de vente de cette industrie qui s'accroît de 4,2% en 1984 suite à une hausse de 2,2% seulement en 1983. L'industrie des produits métalliques a, par ailleurs, amélioré sa rentabilité dès 1983 au Canada, les bénéfices de base des sociétés dont les actifs dépassent 10 millions de dollars se chiffrant à 418 millions de dollars en 1983 et à 441 millions de dollars en 1984 comparativement à 294 millions en 1982 et 644 millions de dollars en 1981. Au Québec, les entreprises de cette industrie réalisent en 1984 les dépenses d'immobilisation les plus importantes des cinq dernières années; ces dépenses s'élèvent à 84,5 millions de dollars comparativement à 57,9 millions de dollars annuellement en moyenne au cours de la période de 1980 à 1984 et à 50,5 millions de dollars au cours de la période de 1975 à 1979.

La valeur ajoutée dans l'industrie québécoise des produits métalliques s'accroît au même rythme que la valeur de la production, soit de 14,5% par rapport à 1983; par ailleurs, la valeur totale des salaires et traitements versés augmente de 5,1% pour s'établir à 736,1 millions de dollars. La rémunération hebdomadaire moyenne se situe à 412,90 $ en 1984; au cours de la période de mars à décembre, elle est en hausse de 4,3% par rapport à la même période de 1983. Cependant, l'augmentation de la production est obtenue sans hausse du nombre d'employés qui demeure à peu près inchangé à 31 877.

La valeur ajoutée par heure-personne progresse donc de 19,7% passant de 24,80 $ en 1983 à 29,70 $ en 1984. Le nombre d'employés n'a cessé de décroître depuis 1980 où il atteignait 39 295; la valeur ajoutée par heure-personne s'établissait alors à 19,50 $. Comme dans la plupart des industries manufacturières, le nombre de jours-personnes perdus en arrêts de travail est faible en 1983 et en 1984, soit de 15 237 et 27 409 respectivement, comparativement à un total de 134 345 en 1980.

Tableau 8.6
Employés salariés, industries manufacturières
1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984
Aliments et boissons	59 381	58 666	55 875	56 651	57 172
Variation en %	-1,3	-1,2	-4,8	1,4	0,9
Tabac	4 613	4 573	4 490	4 377	4 214
Variation en %	-1,6	-0,9	-1,8	-2,5	-3,7
Caoutchouc et produits en matière plastique	13 620	14 127	13 030	13 236	13 737
Variation en %	-3,8	3,7	-7,8	1,6	3,8
Cuir	10 267	10 867	9 727	9 770	9 946
Variation en %	-6,4	5,8	-10,5	0,4	1,8
Textile	32 920	32 122	27 721	28 216	28 393
Variation en %	-0,3	-2,4	-13,7	1,8	0,6
Bonneterie	11 971	11 562	9 971	10 144	9 958
Variation en %	0,5	-3,4	-13,8	1,7	-1,8
Vêtement	58 061	56 922	54 441	55 079	53 656
Variation en %	-7,5	-2,0	-4,4	1,2	-2,6
Bois	29 213	27 976	23 608	26 450	26 971
Variation en %	-1,9	-4,2	-15,6	12,0	2,0
Meubles et articles d'ameublement	17 713	17 921	15 267	15 747	16 145
Variation en %	-7,0	1,2	-14,8	3,1	2,5
Papiers et produits connexes	43 556	45 011	43 144	41 812	43 214
Variation en %	-1,8	3,3	-4,1	-3,1	3,4
Imprimerie, édition et industries connexes	26 214	26 173	25 678	25 531	26 043
Variation en %	1,5	-0,2	-1,9	-0,6	2,0
Métaux primaires	30 000	30 884	27 609	26 166	27 250
Variation en %	-1,1	2,9	-10,6	-5,2	4,1
Produits métalliques	39 295	37 622	33 513	31 942	31 877
Variation en %	0,0	-4,3	-10,9	-4,7	-0,2
Machinerie	21 939	20 913	18 606	16 459	16 563
Variation en %	4,1	-4,7	-11,0	-11,5	0,6
Matériel de transport	39 227	39 318	35 235	31 119	33 430
Variation en %	1,6	0,2	-10,4	-11,7	7,4
Appareils et matériel électriques	29 219	30 520	29 172	26 131	27 174
Variation en %	0,4	4,5	-4,4	-10,4	4,0
Produits minéraux non métalliques	13 223	13 126	11 477	11 350	11 386
Variation en %	-6,0	-0,7	-12,6	-1,1	0,3
Produits du pétrole et du charbon	3 683	4 087	4 034	3 972	3 523
Variation en %	1,8	11,0	-1,3	-1,5	-11,3
Produits chimiques et produits connexes	26 707	26 444	24 737	23 987	25 120
Variation en %	1,6	-1,0	-6,5	-3,0	4,7
Industries manufacturières diverses	17 103	17 005	15 002	14 712	13 843
Variation en %	-2,6	-0,6	-11,8	-1,9	-5,9
Industries des biens durables	219 829	218 280	194 487	185 364	190 796
Variation en %	-0,7	-0,7	-10,9	-4,7	2,9
Industries des biens non durables	308 096	307 559	287 850	287 487	288 819
Variation en %	-2,3	-0,2	-6,4	-0,1	0,5
Total	527 925	525 977	482 337	472 851	479 615
Variation en %	-1,5	-0,4	-8,3	-2,0	1,4

SOURCE: Bureau de la statistique du Québec, Statistiques principales des manufacturiers québécois, 1980-1984.

L'industrie de la machinerie

Malgré l'augmentation importante des dépenses d'investissement en machinerie et équipement au Québec, les entreprises québécoises de l'industrie de la machinerie n'augmentent, en 1984, que de 5,2% la valeur de leurs expéditions, laquelle avait diminué de 15,5% en 1983 et de 11,9% en 1982. On observe une situation semblable aux États-Unis où les investissements en vue de la modernisation des équipements ne règlent pas le problème des surcapacités de production dans les sous-secteurs traditionnels de la machinerie et où les équipements les plus modernes ou leurs composantes sont pour une bonne part importés. De plus, la demande de machinerie et d'équipement s'adresse aussi à d'autres industries, dont celle du matériel de transport et celle du matériel électrique et électronique. L'industrie de la machinerie au Québec ne peut profiter de la faiblesse du dollar canadien en 1984 pour accroître ses exportations aux États-Unis; elle se concentre, en effet, dans quelques types d'équipements dont les machines pour les industries des pâtes et papiers et du textile, ainsi que des machines à forer pour les mines et les puits de pétrole et de gaz. Pour ce dernier produit, la valeur des exportations du Québec à l'extérieur du Canada diminue en 1984, s'établissant à 67,1 millions de dollars comparativement à 147 millions de dollars en 1983.

Dans l'ensemble du Canada, l'industrie de la machinerie connaît une situation plus favorable qu'au Québec en 1984, avec un accroissement de 21% de la valeur de ses expéditions, même si l'indice canadien des prix de vente de l'industrie n'augmente que de 2,7%. La part du Québec dans les expéditions canadiennes de machinerie passe donc de 16,3% en 1983 à 14,2% en 1984. Les bénéfices de base des sociétés dont les actifs atteignent 10 millions de dollars totalisent 288 millions de dollars au Canada en 1984, en regard de 131 millions de dollars en 1983; cependant, ces bénéfices se chiffraient à 326 millions de dollars par année en moyenne de 1977 à 1980.

Au Québec, la valeur des consommations intermédiaires augmente plus rapidement que la valeur de la production, soit de 4,9% contre 4,2%, de sorte que la valeur ajoutée n'augmente que de 3,5% en 1984 par rapport à 1983; les salaires et traitements versés sont en hausse de 3,8% et totalisent ainsi 398,6 millions de dollars. Cette augmentation résulte principalement d'un accroissement de 2,5% de la rémunération hebdomadaire moyenne (pour les dix derniers mois de l'année) puisque l'emploi total de l'industrie ne s'accroît que de 0,6% en 1984. On dénombre en effet 16 563 personnes occupant un emploi dans l'industrie de la machinerie au Québec en 1984 comparativement à 16 459 en 1983; l'emploi total n'a cessé de décroître depuis 1980 où les effectifs étaient de 21 939 personnes. La valeur ajoutée par heure-personne s'accroît légèrement en 1984, soit de 1,4% à 31,80 $. Par ailleurs, le nombre de jours-personnes perdus en arrêts de travail s'est approché du total de 71 355 atteint en 1980, atteignant 40 439 en 1984 alors qu'on n'en dénombrait que 1 565 en 1983.

On peut remarquer un certain dynamisme dans l'industrie de la machinerie au Québec en 1984, malgré une production plutôt stagnante, puisque les dépenses d'immobilisation réalisées sont les plus importantes des cinq dernières années; elles totalisent 87,7 millions de dollars comparativement à 62,6 millions de dollars annuellement en moyenne de 1980 à 1984. De plus, les intentions d'investir, exprimées en début d'année, laissent entrevoir des dépenses en immobilisations de beaucoup supérieures pour 1985.

L'industrie du matériel de transport

La valeur de la production de l'industrie québécoise du matériel de transport augmente moins fortement en 1984 qu'en 1983, soit de 17,6% plutôt que de 26,9%; elle passe de 4 160,7 millions de dollars en 1983 à 4 892,2 millions de dollars en 1984. La valeur de la production s'accroît nettement plus que la valeur des expéditions, ce qui reflète une reconstitution des stocks qui s'est amorcée en 1983. Cette industrie réalise une forte proportion de ses expéditions à l'extérieur de la province, soit 82,5% en 1982, et 65,3% à l'extérieur du Canada. Les exportations internationales de voitures particulières et châssis demeurent importantes en 1984, soit de 1 388,6 millions de dollars mais elles contribuent peu à la croissance des expéditions du secteur puisqu'elles n'augmentent que de 2,7%. Les exportations de pièces et d'accessoires d'autres véhicules automobiles s'accroissent cependant de 102,8 millions de dollars en 1983 à 157,2 millions de dollars en 1984.

Par ailleurs, la production de l'industrie aéronautique est stimulée par des exportations, hors du Canada, de moteurs d'avions et pièces dont la valeur passe de 467,5 millions de dollars en 1983 à 626,7 millions de dollars en 1984; la valeur des exportations d'avions entiers, d'assemblages, d'équipements et de pièces d'avions diminue par contre de 53,7 millions de dollars. La valeur des exportations de matériel roulant de chemin de fer qui atteignait 131,8 millions de dollars en 1983 ne s'élève qu'à 82,3 millions de dollars en 1984 alors que seulement quelques-uns des wagons pour le métro de New York ont été livrés comme véhicules d'essai.

Tableau 8.7
Jours-personnes perdus en arrêts de travail, industries manufacturières 1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984
Aliments et boissons	18 392	120 173	92 166	168 927	95 268
Tabac	0	11 340	0	0	0
Caoutchouc et produits en matière plastique	17 236	38 848	11 113	14 829	1 486
Cuir	1 196	6 532	2 804	1 188	5 280
Textile	11 072	31 701	27 050	6 785	1 957
Bonneterie	0	160	540	3 754	2 592
Vêtement	3 209	19 942	24 236	65 278	13 127
Bois	107 525	116 023	31 345	22 472	74 935
Meubles et articles d'ameublement	13 224	14 028	11 002	35 922	17 302
Papiers et produits connexes	368 866	73 219	85 449	23 325	157 019
Imprimerie, édition et industries connexes	10 706	16 292	28 561	2 615	1 976
Métaux primaires	200 092	196 688	158 526	29 306	34 988
Produits métalliques	134 345	15 597	53 341	15 307	27 409
Machinerie	71 355	10 213	1 320	1 565	40 439
Matériel de transport	19 763	65 698	48 630	88 560	143 543
Appareils et matériel électriques	47 586	6 632	35 624	12 147	28 830
Produits minéraux non métalliques	40 366	21 645	32 964	23 876	115 970
Produits du pétrole et du charbon	92 045	0	0	0	113
Produits chimiques et produits connexes	8 703	6 068	984	10 238	12 791
Industries manufacturières diverses	9 295	3 753	390	12 782	18 576
Total	1 237 976	774 552	646 045	538 876	793 601

SOURCE: Travail Québec.

Comme le principal secteur de croissance demeure celui de l'automobile sur les marchés extérieurs comme au Canada, l'industrie ontarienne du matériel de transport bénéficie d'une plus forte croissance et la part du Québec dans les expéditions canadiennes de matériel de transport est en baisse, s'établissant à 11,3% en 1984 comparativement à 13,4% en 1983; cette part atteignait 19% en 1980. L'industrie est très profitable au Canada en 1984; les bénéfices de base des sociétés dont les actifs dépassent 10 millions de dollars totalisent 3 823 millions de dollars en regard de 2 447 millions de dollars en 1983 et 508 millions de dollars en 1982.

Au Québec, les dépenses pour l'achat de consommations intermédiaires augmentent moins rapidement que la valeur de la production, soit de 15,9%, de sorte que la valeur ajoutée s'accroît de 20,3% à 2 033,1 millions de dollars. Le total des salaires et traitements versés se chiffre à 843,2 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 9,8% par rapport à 1983, augmentation qui survient après une diminution de 8,4% l'année précédente. Le nombre de personnes employées dans l'industrie du matériel de transport s'accroît de 7,4% en 1984 pour atteindre 33 340 comparativement à 31 119 en 1983; cependant, en 1981, on dénombrait 39 318 emplois dans l'industrie du matériel de transport. La valeur ajoutée par heure-personne qui s'était fortement accrue en 1983 passant de 24,40 $ en 1982 à 35,50 $, à la faveur d'une forte réduction de l'emploi, enregistre un accroissement plus modeste en 1984 pour s'établir à 39,30 $.

Par ailleurs, la rémunération hebdomadaire moyenne ne subit qu'une faible hausse de 2% par rapport à l'année précédente, pour la période de mars à décembre; elle se situe à 497 $ en moyenne en 1984. Au total, 143 543 jours-personnes de travail sont perdus à cause de conflits de travail en 1984 comparativement à 88 560 en 1983 et 185 995 en 1979; la courte grève des employés de l'industrie de l'automobile contribue à ces pertes de même qu'un conflit dans le secteur de la construction navale.

L'année 1984 est marquée par la vente de voitures de métro à la ville de New York; cela fera davantage connaître le fabricant québécois qui collabore déjà au développement de systèmes de transport en commun dans plusieurs pays. Dans le secteur de l'automobile, les efforts pour obtenir au Québec une importante usine d'assemblage ou de pièces n'ont pas donné de résultats concrets. Les chantiers navals sont par ailleurs en difficulté au Québec comme dans le reste du Canada et, d'après les solutions mises de l'avant, il semble que les producteurs canadiens misent davantage sur des mesures protectionnistes que sur l'amélioration de la compétitivité. Dans le domaine de l'aéronautique, une nouvelle activité est implantée au Québec, soit la fabrication d'hélicoptères, alors que d'autres activités comme la fabrication de moteurs d'avions semblent progresser.

Dans ce contexte, des dépenses d'immobilisation de 100 millions de dollars sont réalisées au Québec en 1984; des dépenses du même ordre ont été réalisées à chaque année depuis 1980, soit 96,5 millions en moyenne pour la période de 1980 à 1984, comparativement à 38,9 millions de dollars annuellement au cours des cinq années précédentes. L'industrie, comme celle du matériel électrique et électronique, bénéficie particulièrement de la forte croissance des dépenses militaires dans le monde.

L'industrie des appareils et du matériel électriques

L'industrie des appareils et du matériel électriques connaît une croissance relativement forte et, si on en juge par les données sur le commerce international du Québec, l'expansion est grandement stimulée par les exportations de matériel de télécommunication commercial ainsi que de tubes électroniques et semi-conducteurs dont les valeurs augmentent de 70,6% et 139,4% respectivement en 1984. La valeur des exportations à l'extérieur du Canada atteint un demi-milliard de dollars pour chacun de ces deux produits alors que la valeur totale de la production de l'industrie des appareils et du matériel électrique se chiffre à 3 085,8 millions de dollars en 1984, en hausse de 13,5% en regard de 1983. Les contrats obtenus à l'étranger par les firmes de génie-conseil, pour la construction de centrales électriques en particulier, favorisent l'exportation de matériel électrique et électronique.

Les exportations de l'industrie pourraient être très stimulées par la formation de consortiums et par une approche plus systématique de la question de l'exportation. Hydro-Québec envisage elle-même de s'associer à des entreprises privées pour développer et mettre sur le marché international des produits de haute technologie reliés à l'électricité. Le Canada, imitant d'autres pays, a par ailleurs adopté une loi empêchant le dumping de gros équipements électriques comme les turbines, ce qui va protéger le marché intérieur déjà étroit pour les fabricants canadiens.

La part du Québec dans la valeur des expéditions canadiennes augmente légèrement, de 26,2% en 1983 à 26,8% en 1984; elle était de 25,5% en 1980. Au niveau canadien, la valeur des bénéfices de base des sociétés dont les actifs dépassent 10 millions de dollars augmentent de 18% dans un contexte de hausse de prix très modérée, l'indice des prix de vente de l'industrie progressant de 3,2% par rapport à 1983. Ces bénéfices, de 1 062 millions de dollars en 1984, n'ont pas été très affectés par la récession et ils sont de 890 millions de dollars par année en moyenne de 1981 à 1984 comparativement à 492 millions de dollars au cours des quatre années précédentes.

Au Québec, la croissance de l'industrie se traduit par des dépenses en immobilisations totalisant 108,9 millions de dollars annuellement en moyenne de 1980 à 1984 en regard de 39,9 millions de dollars au cours de la période de 1975 à 1979. En 1984, les dépenses en immobilisations s'élèvent à 145,5 millions de dollars, après avoir atteint 157,2 millions de dollars en 1983.

La valeur ajoutée dans l'industrie se chiffre à 1 582,8 millions de dollars au Québec en 1984, ce qui représente une hausse de 11,1%, hausse moins marquée que celle de la valeur de la production parce que le coût des consommations intermédiaires s'accroît de 16,4%. Les salaires et traitements versés, d'une valeur de 670,3 millions de dollars, sont par ailleurs en hausse de 10,6%. L'augmentation de 6,1% de la rémunération hebdomadaire moyenne (évaluée sur dix mois) explique une partie de la croissance des salaires et traitements, qui est due aussi à l'accroissement de l'emploi. En effet, le nombre total de personnes employées passe de 26 131 en 1982 à 27 174 en 1984, ce qui est encore inférieur à l'effectif de 30 520 en 1981. Le nombre de jours-personnes perdus à cause d'arrêts de travail est deux fois plus élevé qu'en 1983, soit de 28 830 alors qu'on en comptait 47 586 en 1980.

L'industrie des produits minéraux non métalliques

Les fabricants de produits minéraux non métalliques, en particulier ceux qui produisent du ciment, du béton et des produits en béton, profitent encore de la forte activité de la construction résidentielle à quoi s'ajoute en 1984 une forte demande générée par la construction non résidentielle. La valeur de la production de l'industrie atteint 1 410 millions de dollars en 1984, une hausse de 18,1% par rapport à 1983, année où elle s'était accrue de 12,1%. Cette augmentation est d'autant plus significative que l'indice canadien des prix de vente de l'industrie ne croît que de 2,6% en 1984 comparativement à un accroissement de 4,5% en 1983. L'industrie de la construction est moins active dans le reste du Canada en 1984, ce qui contribue à accroître la part du Québec dans la valeur totale des expéditions de l'industrie canadienne des produits minéraux non métalliques, part qui atteint 23,9% en 1984 en regard de 21,9% en 1983. La valeur ajoutée dans l'industrie au Québec est en hausse de 17,5% par rapport à 1983, tandis que les salaires et traitements versés, totalisant 281,7 millions de dollars, augmentent de 5,9%. L'année 1984 est marquée par 10 conflits de travail qui occasionnent la perte de 115 970 jours-personnes de travail, le nombre le plus élevé des cinq dernières années. La rémunération hebdomadaire moyenne s'établit à 460 $ en 1984 et, évaluée sur les dix derniers mois, elle est en hausse de 2,9% par rapport à l'année précédente.

L'industrie compte 11 386 travailleurs en 1984 comparativement à 11 350 en 1983 et 13 223 en 1980. Cette stabilité des effectifs en 1984, malgré la croissance de la production, se traduit par un accroissement de 17,2% de la valeur ajoutée par heure-personne. Les données canadiennes sur les bénéfices de base des sociétés dont les actifs dépassent 10 millions de dollars montrent que ces bénéfices sont en hausse de 31,3% en 1984; cependant, à 461 millions de dollars, ils demeurent moins élevés que ceux de 503 millions de dollars réalisés en 1979.

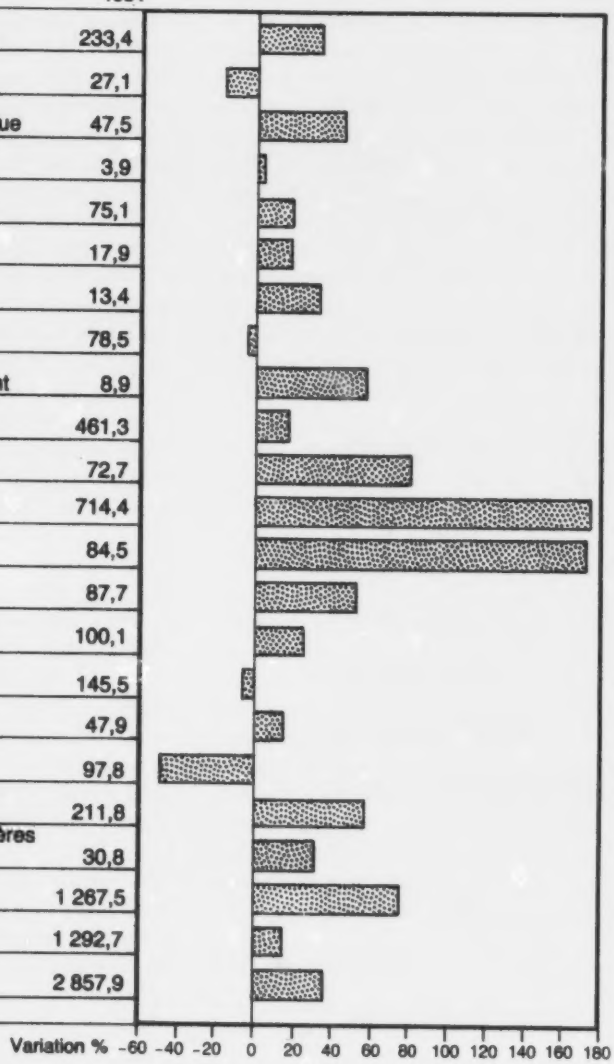
L'industrie québécoise des produits minéraux non métalliques réalise par ailleurs des dépenses en immobilisations de 47,9 millions de dollars en 1984. Ces dépenses atteignent 53,4 millions de dollars par année en moyenne de 1980 à 1984, ce qui constitue une faible hausse, compte tenu de l'inflation, par rapport aux dépenses de 45,4 millions observées au cours de la période de 1975 à 1979.

L'industrie des aliments et boissons

L'année 1984 se révèle meilleure que l'année précédente pour l'industrie québécoise des aliments et boissons; en effet, la valeur des expéditions augmente de 7% alors que l'indice canadien des prix de vente de l'industrie s'accroît de 5,6%. La croissance de la valeur des expéditions est donc de 1,3% à prix constants, comparativement à une baisse de 2,3% en 1983, par rapport à 1982. La demande intérieure pour les produits alimentaires se renforce comme l'indique les ventes au détail des magasins d'aliments dont la valeur s'accroît de 9,2% en 1984 pour atteindre 8,3 millions de dollars suite à une hausse de 3,2% en 1983. Les marchés extérieurs absorbent environ le quart de la production québécoise de l'industrie des aliments et boissons, soit 25,1% en 1982, la proportion n'étant que de 5,5% pour les marchés à l'extérieur du Canada. Cependant, la croissance de ces ventes hors du Canada contribue à l'amélioration de la situation de l'industrie en 1984; ainsi, en ce qui concerne les deux principaux produits exportés, la valeur des exportations de viandes atteint 347,7 millions de dollars en 1984, en hausse de 4,7%, tandis que la valeur des exportations de produits laitiers totalise 204,6 millions de dollars, en hausse de 1,6%. Dans ce dernier cas, la concurrence mondiale est forte alors que les stocks de poudre de lait demeurent élevés dans les pays producteurs. La compétition internationale est également très forte pour les producteurs de viande de porc et les producteurs québécois sont souvent menacés par des mesures protectionnistes.

Graphique 8E
Immobilisations par industrie, fabrication
1984 / 1983

	Millions $ 1984
Aliments et boissons	233,4
Tabac	27,1
Caoutchouc et plastique	47,5
Cuir	3,9
Textile	75,1
Bonneterie	17,9
Vêtement	13,4
Bois	78,5
Meubles et articles d'ameublement	8,9
Papiers et produits connexes	461,3
Imprimerie, édition et produits connexes	72,7
Métaux primaires	714,4
Produits métalliques	84,5
Machinerie	87,7
Matériel de transport	100,1
Appareils et matériel électriques	145,5
Produits minéraux non métalliques	47,9
Produits du pétrole et du charbon	97,8
Produits chimiques et produits connexes	211,8
Industries manufacturières diverses	30,8
Biens durables	1 267,5
Biens non durables	1 292,7
Total	2 857,9



Globalement, la valeur de la production de l'industrie des aliments et boissons augmente de 5,5% au Québec en 1984, tandis que la valeur des consommations intermédiaires est en hausse de 6%; la valeur ajoutée atteint 2 868,4 millions de dollars, soit 4,3% de plus qu'en 1983. La valeur totale des salaires et traitements versés enregistre une hausse semblable, de 4,6%, et s'établit à 1 281,6 millions de dollars. Comme la plupart des industries manufacturières, l'industrie des aliments et boissons compte, en 1984, moins d'employés qu'en 1980, soit 57 172 comparativement à 59 381; cependant, l'emploi connaît une légère augmentation de 0,9% en 1984 par rapport à 1983. La productivité de la main-d'oeuvre ne s'améliore pas sensiblement, malgré la hausse des prix de vente; en effet, la valeur ajoutée par heure-personne s'élève à 34 $ en 1984, comparativement à 32,80 $ en 1983 et 33,40 $ en 1982; la hausse de 3,8% en 1984 est faible en regard de l'augmentation de 9,7% enregistrée pour l'ensemble des industries.

Par ailleurs, la rémunération hebdomadaire moyenne vaut 406,60 $ en 1984, et elle s'accroît de 6,7% par rapport à l'année précédente selon les données disponibles, soit celles de mars à décembre. Le nombre de jours-personnes perdus à cause de conflits de travail, 95 268, se compare à celui des années précédentes à l'exception de 1983 où le total était exceptionnellement élevé, soit de 168 927.

Les bénéfices de base des sociétés dont les actifs dépassent 10 millions de dollars atteignent 1,8 milliard de dollars en 1984, ce qui constitue une assez faible hausse de 2,8% en regard de 1983. Cependant ces bénéfices se sont accrus régulièrement depuis 1978, n'ayant fléchi que de 1,7% à cause de la récession en 1982. Cette rentabilité de l'industrie se reflète au Québec dans des dépenses en immobilisations dont la valeur s'est élevée à 205 millions de dollars par année en moyenne de 1980 à 1984, comparativement à 119 millions de dollars en moyenne au cours de la période de 1975 à 1979. En 1984, les dépenses d'immobilisation se chiffrent à 233,4 millions de dollars. Parmi les projets en cours, citons la modernisation des usines de la transformation des produits marins, l'introduction de nouvelles technologies de conservation des produits alimentaires, le développement de nouveaux produits à base de lait et la conversion des chaînes d'embouteillage chez les brasseurs avec l'introduction de nouveaux contenants.

L'industrie du tabac

Le changement des mentalités face à l'usage du tabac et la hausse des taxes à la consommation pour ses produits se répercutent sur les activités des fabricants de produits du tabac mais les prix de vente se maintiennent puisque l'indice des prix de vente de l'industrie s'accroît de 4,5% en 1984 en regard de 1983. La valeur des expéditions de l'industrie augmente tout de même de 6% au Québec en 1984. Au Canada, l'augmentation est de 9,1% de sorte que la part du Québec dans la valeur totale des expéditions diminue, s'établissant à 45,5% comparativement à 46,8% en 1983; la part du Québec n'était cependant que de 44,8% en 1982.

La valeur totale de la production s'établit à 786 millions de dollars au Québec en 1984, ce qui représente une hausse de 3,1% par rapport à 1983; la valeur des consommations intermédiaires s'accroît moins fortement, soit de 2,1%, ce qui permet un accroissement de 3,8% de la valeur ajoutée qui atteint 454 millions de dollars. Les salaires et traitements versés, totalisant 127,3 millions de dollars, sont en hausse de 3,1%.

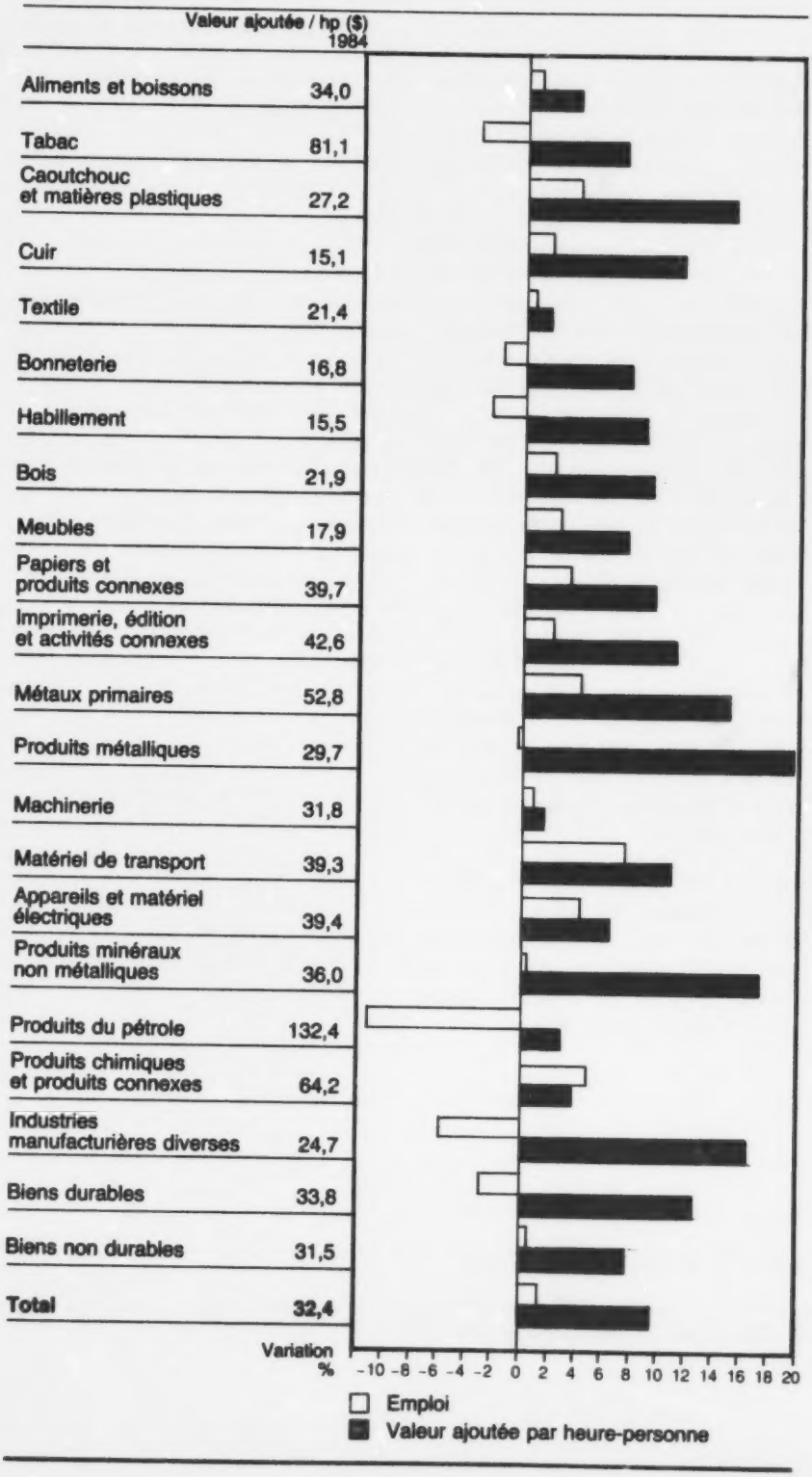
La rémunération hebdomadaire moyenne dans l'industrie du tabac est une des plus élevées du secteur manufacturier s'établissant à 589,80 $ en 1984 et elle connaît une augmentation de 7,6% par rapport à 1983 selon les données des dix derniers mois de l'année. On ne dénombre par ailleurs aucun arrêt de travail dans l'industrie au cours de l'année.

La situation de l'emploi se caractérise par une baisse de 3,7% du nombre de personnes employées qui se situe à 4 214 en 1984 comparativement à 4 377 en 1983 et 4 613 en 1980. La réduction des effectifs en 1984 est accompagnée d'une augmentation de 7% de la valeur ajoutée par heure-personne qui s'établit à 81,10 $ en regard de 75,90 $ en 1983.

Au niveau canadien, les bénéfices de base des sociétés dont les actifs dépassent 10 millions de dollars connaissent une hausse de 2,8%, la plus faible des six dernières années; ces bénéfices n'ont cessé d'augmenter depuis 1980 et ils s'élèvent à 298 millions de dollars en 1984 comparativement à 184 millions de dollars en 1980.

Les entreprises québécoises réalisent pour leur part des dépenses d'immobilisation de 27,1 millions de dollars en 1984, ce qui représente une baisse de 6 millions par rapport aux fortes dépenses de 1983. En moyenne, les dépenses en immobilisations se chiffrent à 23 millions de dollars par année pour la période de 1980 à 1984 alors qu'elles étaient de 11,7 millions de dollars par année de 1975 à 1979.

Graphique 8F
Emploi salarié et valeur ajoutée par heure-personne selon l'industrie Fabrication 1984 / 1983



L'industrie du caoutchouc et des produits en plastique

En 1984, l'industrie québécoise du caoutchouc et des produits en plastique connaît une seconde année de forte croissance avec une hausse de 13,5% de la valeur de sa production, alors que les prix de ses produits n'augmentent que de 2,1% par rapport à 1983, selon l'indice canadien des prix de vente. De plus, le coût total des diverses consommations intermédiaires ne s'accroît que de 11,5% et l'industrie génère une valeur ajoutée en hausse de 17%. Les données sur les bénéfices de base des sociétés dont les actifs dépassent 10 millions de dollars montrent que ces bénéfices atteignent des niveaux records au Canada en 1984; ils s'établissent à 327 millions de dollars ce qui est très supérieur aux 250 millions de dollars de bénéfices réalisés en 1981. La part du Québec dans les expéditions totales de l'industrie canadienne du caoutchouc et des produits en plastique revient à son niveau de 1982, 23,1% en 1984, après avoir augmenté à 23,5% en 1983.

Au Québec, la croissance de l'industrie se reflète dans les dépenses en immobilisations qui s'élèvent à 47,5 millions de dollars en 1984, les plus importantes des dix dernières années. L'industrie a peu augmenté ses dépenses en immobilisations au début des années

1980 et, pour la période de 1980 à 1984, elles sont de 30,8 millions de dollars par année en moyenne, comparativement à 25,7 millions de dollars de 1975 à 1979. Il s'agit aussi d'une des industries manufacturières où la baisse de l'emploi est la moins marquée de 1979 à 1984, soit de 3%, alors que la baisse est de 10,5% pour l'ensemble des industries manufacturières. En 1984, l'emploi total du secteur augmente de 3,8% par rapport à 1983, pour s'établir à 13 737. Cette hausse de l'emploi est faible en regard de la croissance de la production, et la valeur ajoutée par heure-personne augmente de 15,1% par rapport à l'année précédente; elle passe de 23,60 $ en 1983 à 27,20 $ en 1984.

Au total, les salaires et traitements versés progressent de 6,6% à 280,6 millions de dollars. La rémunération hebdomadaire moyenne s'établit à 362,40 $ en 1984 et les données de mars à décembre indiquent un accroissement de 5,2% par rapport à 1983; le nombre de jours-personnes perdus à cause de conflits de travail est le plus faible des cinq dernières années, soit de 1 486 seulement.

L'industrie du cuir

La valeur de la production de l'industrie du cuir augmente fortement en 1984, de 16,2% par rapport à 1983, pour atteindre 579,4 millions de dollars. Les prix de vente des produits du cuir sont en hausse de 5,9% selon l'indice canadien des prix de vente industriels. Cependant, la croissance des coûts des consommations intermédiaires est de 20,6%, par rapport à 1983, ce qui limite à 12% le taux de croissance de la valeur ajoutée de l'industrie. De plus, bien que la rémunération hebdomadaire moyenne de l'industrie du cuir soit parmi les plus faibles du secteur manufacturier, à 286,40 $, elle enregistre au cours des dix derniers mois de 1984 une hausse de 8,8% par rapport à la même période de 1983, soit la plus forte hausse de toutes les industries manufacturières. On dénombre aussi 5 280 jours-personnes perdus en arrêts de travail, le plus fort total depuis 1981. L'accroissement de 7,5% du montant total des salaires et traitements versés, soit 150,8 millions de dollars, demeure tout de même plus faible que la croissance de la valeur ajoutée.

Le nombre d'employés n'augmente que légèrement, de 9 770 en 1983 à 9 946 en 1984, ce qui se traduit par une hausse de 11,2% de la valeur ajoutée par heure-personne qui s'établit à 15,10 $.

Dans l'ensemble du Canada, la rentabilité de l'industrie du cuir s'est redressée en 1983 et elle s'améliore encore en 1984, du moins pour les entreprises dont les actifs dépassent 10 millions de dollars; en effet, les bénéfices de base de ces sociétés s'accroissent de 20,8% en 1983 et de 6,9% en 1984 pour atteindre 31 millions de dollars; ils ont culminé à 36 millions de dollars en 1981.

Les producteurs québécois avaient vu diminuer leur part relative des expéditons totales de l'industrie canadienne du cuir en 1983, à 36,2% en regard de 39,1% en 1982, mais en 1984 leur part augmente légèrement à 37,4%. Ils effectuent des dépenses en immobilisations totalisant 3,9 millions de dollars en 1984; de 1981 à 1984, ces dépenses s'élèvent à 4 millions de dollars annuellement en moyenne, un chiffre identique à celui de la période de 1977 à 1980.

Tableau 8.8
Salaires et traitements, industries manufacturières
1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984
			(000 $)		
Aliments et boissons	991 187	1 084 457	1 152 496	1 225 590	1 281 600
Variation en %	9,9	9,4	6,3	6,3	4,6
Tabac	93 012	105 250	117 122	123 523	127 340
Variation en %	9,4	13,2	11,3	5,5	3,1
Caoutchouc et produits en matière plastique	199 922	232 842	242 398	263 193	280 636
Variation en %	4,7	16,5	4,1	8,6	6,6
Cuir	124 371	140 912	136 307	140 263	150 817
Variation en %	-1,5	13,3	-3,3	2,9	7,5
Textile	472 289	513 941	473 212	507 542	530 454
Variation en %	9,4	8,8	-7,9	7,3	4,5
Bonneterie	145 684	155 480	140 593	149 163	153 650
Variation en %	10,6	6,7	-9,6	6,1	3,0
Vêtement	702 440	738 732	734 179	788 569	784 594
Variation en %	2,6	5,2	-0,6	7,4	-0,5
Bois	428 664	443 932	393 913	460 928	492 765
Variation en %	8,1	3,6	-11,3	17,0	6,9
Meubles et articles d'ameublement	233 913	264 083	238 537	259 394	268 094
Variation en %	4,4	12,9	-9,7	8,7	3,4
Papiers et produits connexes	889 051	1 058 959	1 107 687	1 150 870	1 250 040
Variation en %	7,9	19,1	4,6	3,9	8,6
Imprimerie, édition et industries connexes	475 072	522 405	559 985	595 342	636 312
Variation en %	13,9	10,0	7,2	6,3	6,9
Métaux primaires	660 680	785 666	818 070	828 717	906 024
Variation en %	16,3	18,9	4,1	1,3	9,3
Produits métalliques	658 097	687 353	698 348	700 328	736 110
Variation en %	8,5	4,4	1,6	0,3	5,1
Machinerie	386 246	404 289	411 449	384 197	398 647
Variation en %	16,3	4,7	1,8	-6,6	3,8
Matériel de transport	748 631	881 086	837 988	767 865	843 157
Variation en %	10,7	17,7	-4,9	-8,4	9,8
Appareils et matériel électriques	515 429	598 374	631 707	605 936	670 326
Variation en %	10,2	16,1	5,6	-4,1	10,6
Produits minéraux non métalliques	243 887	265 822	250 989	265 846	281 655
Variation en %	2,7	9,0	-5,6	5,9	5,9
Produits du pétrole et du charbon	98 150	117 474	134 022	140 228	131 678
Variation en %	16,1	19,7	14,1	4,6	-6,1
Produits chimiques et produits connexes	519 457	571 515	591 120	615 362	680 672
Variation en %	11,9	10,0	3,4	4,1	10,6
Industries manufacturières diverses	240 819	270 885	256 019	267 172	267 214
Variation en %	6,7	12,5	-5,5	4,4	0,0
Industries des biens durables	3 875 547	4 330 605	4 281 001	4 273 211	4 596 778
Variation en %	10,5	11,7	-1,1	-0,2	7,6
Industries des biens non durables	4 951 454	5 512 852	5 645 140	5 966 817	6 275 007
Variation en %	8,4	11,3	2,4	5,7	5,2
Total	8 837 002	9 843 454	9 926 138	10 240 028	10 871 785
Variation en %	9,6	11,4	0,8	3,2	6,2

SOURCE: Bureau de la statistique du Québec, Statistiques principales des manufacturiers québécois, 1980-1984.

L'industrie textile

Après avoir connu une forte expansion en 1983, l'industrie textile du Québec n'enregistre aucune croissance réelle en 1984. En effet, la valeur totale de ses expéditions, qui augmentait de 20,5% en 1983, s'accroît de 1,1% en dollars courants tandis que l'indice canadien des prix de vente de l'industrie est en hausse de 3,8% en regard de 1983. La croissance de la valeur des expéditions est de 5,9% pour l'ensemble de l'industrie textile canadienne de sorte que la part du Québec dans la valeur totale des expéditions enregistre un nouveau recul, se situant à 44,1% en 1984 comparativement à 46,2% en 1983 et à 48,5% en 1980. Le marché des produits textiles apparaît peu dynamique puisque la valeur des importations de ces produits connaît aussi une hausse nettement plus faible que l'année précédente; en ne considérant que les cinq principaux produits, la valeur des importations atteint tout de même 559,8 millions de dollars, une hausse de 9,1% en regard de 1983. En fait, la valeur des importations de fils et filés et de tissus larges de fibres artificielles diminue légèrement mais la valeur des importations augmente de plus de 20% pour les tissus larges de coton et les autres tissus larges.

La valeur totale de la production de l'industrie du textile s'élève à 2 729 millions de dollars au Québec en 1984, ce qui représente une augmentation de 3,7% par rapport à 1983. Le coût des consommations intermédiaires s'accroît moins fortement que la valeur de la production, soit de 3,4%, ce qui permet un accroissement de 4,2% de la valeur ajoutée, qui atteint 1 000,4 millions de dollars. La valeur ajoutée par heure-personne se situe à 21,40 $ en 1984, en hausse de 1,7% seulement par rapport à 1983. On dénombre un peu plus de personnes employées dans l'industrie, soit 28 393 en 1984 comparativement à 28 216 en 1983; le nombre d'emplois est toutefois inférieur à celui de 32 920 en 1980.

La rémunération hebdomadaire moyenne est de 352,70 $ dans l'industrie du textile au Québec en 1984 et elle est en hausse de 5,5% par rapport à 1983, selon les données des dix derniers mois de l'année. Le nombre de jours-personnes perdus à cause d'arrêts de travail s'établit à 1 957.

La valeur totale des salaires et traitements versés est de 530,5 millions de dollars et elle augmente à un taux semblable à la valeur ajoutée, soit de 4,5% par rapport à 1983. Par ailleurs, les bénéfices de base des sociétés canadiennes dont les actifs dépassent 10 millions de dollars totalisent 325 millions de dollars en 1984, comparativement à 350 millions de dollars en 1983. A l'exception de 1982, où ces bénéfices avaient chuté à 123 millions de dollars, les bénéfices de 1984 sont les plus faibles depuis 1978.

Les entreprises du Québec dépensent 75,1 millions de dollars en 1984 pour des immobilisations en construction, machines et équipements, ce qui constitue un montant similaire à la moyenne annuelle des cinq dernières années qui est de 76,9 millions de dollars. Ces dépenses traduisent les efforts des entreprises qui, face à la concurrence internationale, investissent dans de nouveaux équipements et se convertissent à de nouveaux produits en général plus sophistiqués.

L'industrie du vêtement

La demande de vêtement se stabilise au Québec en 1984 après qu'un rattrapage ait été observé au cours de 1983. Ainsi, la valeur des ventes au détail des magasins de vêtements s'accroît de 5,6% au Québec, suite à une augmentation de 18,9% en 1983. La croissance de ces ventes est semblable dans les autres provinces canadiennes qui absorbent, en 1982, 39,8% de la valeur des expéditions de l'industrie québécoise du vêtement; en effet, les ventes au détail de vêtements augmentent de 8,6% au Canada en 1984. La valeur des expéditions de l'industrie québécoise du vêtement s'accroît par ailleurs de 5,8%. Comme au cours des années précédentes, la valeur des importations de vêtements connaît un taux de croissance beaucoup plus élevé que celle des expéditions des fabricants québécois; par exemple, les importations de vêtements de dessus, à l'exclusion des tricots, atteignent une valeur de 255,4 millions de dollars en 1984, en hausse de 35,2% en regard de 1983; en 1982, elles atteignaient 155,8 millions de dollars. Parmi les producteurs canadiens, ceux du Québec conservent exactement la même part des expéditions totales en 1984 qu'en 1980, soit 61,6% alors qu'en 1983 cette part avait atteint 62,1%.

La valeur totale de la production de l'industrie du vêtement au Québec s'élève à 2 998,4 millions de dollars en 1984, ce qui représente une augmentation de 6%, alors qu'en 1983 la valeur de la production s'était accrue de 9,1% par rapport à 1982. La valeur ajoutée augmente de 5,7% pour atteindre 1 455,8 millions de dollars, tandis que le coût total des consommations intermédiaires est en hausse de 6,4%.

Même s'il n'existe pas d'indice des prix de vente de l'industrie du vêtement au Canada, les hausses de prix de vente ont été faibles puisque la composante de l'indice des prix à la consommation qui concerne l'habillement n'augmente que de 2,4% au Canada en 1984.

Malgré l'accroissement de la valeur de la production en 1984, le nombre de personnes employées dans l'industrie est plus faible que l'année précédente, soit de 53 656 comparativement à 55 079; l'industrie en comptait 62 757 en 1979. La modernisation de l'industrie pourrait permettre de concurrencer les pays à bas salaires, mais elle est accompagnée d'une réduction de l'emploi qui vise notamment à une spécialisation dans les produits de haut de gamme.

Les transformations en cours se reflètent dans les dépenses en immobilisations de l'industrie du vêtement qui totalisent 13,4 millions de dollars en 1984, en regard de 10,3 millions de dollars en 1983. Cependant, ces dépenses ne se sont pas sensiblement accrues depuis 1980, puisqu'elles sont de 11,7 millions de dollars par année en moyenne de 1980 à 1984, comparativement à 18,8 millions de dollars pour la période de 1975 à 1979.

La valeur ajoutée par heure-personne demeure une des plus faibles du secteur manufacturier à 15,50 $ en 1984, mais elle s'accroît de 8,8% par rapport à 1983. Dans le même temps, la rémunération hebdomadaire moyenne subit une diminution, qui est de 5,4% pour les dix derniers mois de 1984 par rapport aux mêmes mois de 1983. Le nombre de jours-personnes perdus en arrêts de travail est de 13 127, soit le plus faible depuis 1982. Dans ce contexte de rémunération à la baisse, la valeur totale des salaires et traitements versés diminue de 0,5% entre 1983 et 1984 pour s'établir à 784,6 millions de dollars, ce qui aide à la rentabilité de l'industrie. Les données canadiennes indiquent en l'occurence que, dans l'industrie du textile et de la bonneterie réunies, les bénéfices de base des sociétés dont les actifs dépassent 10 millions de dollars progressent de 47 millions de dollars en 1983 à 56 millions de dollars en 1984, alors qu'ils culminaient à 68 millions de dollars en 1980.

L'industrie de la bonneterie

La valeur de la production de l'industrie de la bonneterie est de 702,2 millions de dollars en 1984 et elle génère une valeur ajoutée de 298,4 millions de dollars. La valeur de la production augmente de 3,9% par rapport à 1983 tandis que la valeur ajoutée s'accroît de 4,2%, la hausse du coût total des consommations intermédiaires étant limitée à 3,6%. Le total des salaires et traitements versés s'établit par ailleurs à 153,7 millions de dollars, en progression de 3% en regard de 1983. La rémunération hebdomadaire moyenne se situe à 278 $ en 1984 et les données des dix derniers mois de l'année montrent un accroissement de 3,8% de la rémunération hebdomadaire moyenne par rapport aux mêmes mois de 1983. Les données de janvier et février ne sont pas comparables d'une année à l'autre à cause du changement à l'enquête de Statistique Canada sur la rémunération du travail survenu en mars 1983. L'industrie de la bonneterie, qui ne subissait pratiquement aucune perte de jours de travail depuis 1979, en compte 3 754 en 1983 et 2 592 en 1984.

La faible croissance de la production en 1984 n'est pas suffisante pour assurer le maintien du nombre de personnes employées qui est évalué à 9 958 en 1984 en regard de 10 144 en 1983; le nombre d'emplois de l'industrie atteignait 11 971 en 1980. La diminution tendancielle de l'emploi se produit parallèlement à une augmentation des dépenses en immobilisations qui se chiffrent à 14,9 millions de dollars par année en moyenne de 1980 à 1984 comparativement à 6,6 millions de dollars pour la période de 1975 à 1979. En 1984, les dépenses en immobilisations de l'industrie totalisent 17,9 millions de dollars. Ces investissements permettent aux entreprises du Québec d'accroître leur part des expéditions totales de l'industrie canadienne de la bonneterie; cette part passe de 63,6% en 1980 à 66,3% en 1983, puis à 67,5% en 1984. Cependant, les importations prennent une part grandissante du marché; en ce qui concerne les vêtements de dessus en tricots, la valeur des importations s'élève à 312,3 millions de dollars en 1984, en hausse de 31% par rapport à 1983. Cette concurrence étrangère ne permet guère d'augmentation des prix; aussi, en 1984, l'indice canadien des prix de vente des produits de la bonneterie ne s'accroît que de 2,2% en regard de 1983.

L'industrie du papier et des produits connexes

En 1984, l'augmentation des prix de vente permet à l'industrie du papier et des produits connexes d'accroître de 12,7% la valeur de ses expéditions; en effet, l'indice canadien des prix de vente de l'industrie progresse de 10,7% par rapport à l'année précédente. En 1983, le volume des expéditions avait connu une forte hausse mais les prix de vente avaient chuté de 3,1% selon le même indice. Les prix étant fixés en dollars américains, le renforcement de la devise américaine contribue à la hausse des prix de vente exprimés en dollars canadiens; cependant, les pays scandinaves, avec une monnaie qui se déprécie davantage, deviennent des compétiteurs importants sur le marché américain, tout comme certains pays d'Amérique latine. La faiblesse du dollar canadien a tout de même permis une forte augmentation des exportations canadiennes de papier journal vers le sud des États-Unis où les producteurs américains ont habituellement des coûts de production plus faibles.

Par contre, la force relative du dollar canadien face aux monnaies européennes défavorise les producteurs canadiens sur les marchés d'outre-mer; en conséquence, les quotas à l'importation de papier journal canadien établis par la Communauté économique européenne n'ont pas été contraignants. Au total, la valeur des exportations québécoises de papier d'imprimerie s'élève à 2 540,5 millions de dollars en 1984, ce qui constitue une augmentation de 19,8%. La valeur des exportations de pâtes de bois et pâtes similaires s'accroît, pour sa part, de 36,6% par rapport à 1983; elle s'établit à 366,9 millions de dollars.

Les producteurs du Canada profitent davantage que ceux du Québec de l'amélioration des marchés en 1984; les expéditions totales de l'industrie canadienne du papier sont en hausse de 16,5% en 1984, et la part des producteurs québécois fléchit, passant de 34,9% en 1983 à 33,8% en 1984. Les prix à la hausse entraînent le rétablissement des profits de l'industrie; les bénéfices de base des sociétés canadiennes dont les actifs dépassent 10 millions de dollars sont évalués à 1 533 millions de dollars en 1984 en regard de 680 millions en 1983.

Tableau 8.9
Immobilisations, industries manufacturières
1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984
			(000 000 $)		
Aliments et boissons	229,6	192,8	190,3	179,3	233,4
Variation en %	29,4	-16,0	-1,3	-5,8	30,2
Tabac	14,2	17,6	22,9	33,0	27,1
Variation en %	-0,7	23,9	30,1	44,1	-17,9
Caoutchouc et produits en matière plastique	26,7	18,5	28,3	33,2	47,5
Variation en %	-11,6	-30,7	53,0	17,3	43,1
Cuir	4,3	4,6	3,3	3,8	3,9
Variation en %	-8,5	7,0	-28,3	15,2	2,6
Textile	83,0	82,2	80,6	63,7	75,1
Variation en %	78,5	-1,0	-1,9	-21,0	17,9
Bonneterie	19,4	11,0	11,2	15,2	17,9
Variation en %	104,2	-43,3	1,8	35,7	17,8
Vêtement	14,4	13,2	7,3	10,3	13,4
Variation en %	41,2	-8,3	-44,7	41,1	30,1
Bois	68,5	61,1	125,0	83,1	78,5
Variation en %	13,4	-10,8	104,6	-33,5	-5,5
Meubles et articles d'ameublement	10,5	12,8	4,3	5,7	8,9
Variation en %	-5,4	21,9	-66,4	32,6	56,1
Papiers et produits connexes	365,3	481,4	472,1	401,3	461,3
Variation en %	57,2	31,8	-1,9	-15,0	15,0
Imprimerie, édition et industries connexes	39,0	32,2	28,8	40,6	72,7
Variation en %	58,5	-17,2	-10,8	41,0	79,1
Métaux primaires	403,3	439,9	280,0	260,3	714,4
Variation en %	256,0	9,1	-36,3	-7,0	174,5
Produits métalliques	72,9	65,3	35,9	31,0	84,5
Variation en %	11,1	-10,4	-45,0	-13,6	172,6
Machinerie	53,5	52,5	61,2	58,0	87,7
Variation en %	12,4	-1,9	16,6	-5,2	51,2
Matériel de transport	109,6	103,3	88,6	80,8	100,1
Variation en %	107,6	-5,7	-14,2	-8,8	23,9
Appareils et matériel électriques	61,5	86,2	94,2	157,2	145,5
Variation en %	39,5	40,2	9,3	66,9	-7,4
Produits minéraux non métalliques	72,7	58,4	45,8	42,2	47,9
Variation en %	11,5	-19,7	-21,6	-7,9	13,5
Produits du pétrole et du charbon	73,7	108,8	220,7	199,7	97,8
Variation en %	-4,9	47,6	102,8	-9,5	-51,0
Produits chimiques et produits connexes	208,2	171,3	120,2	135,0	211,8
Variation en %	20,6	-17,7	-29,8	12,3	56,9
Industries manufacturières diverses	28,7	20,5	17,0	23,6	30,8
Variation en %	27,0	-28,6	-17,1	38,8	30,5
Industries des biens durables	852,5	879,5	735,0	718,3	1 267,5
Variation en %	85,3	3,2	-16,4	-2,3	76,5
Industries des biens non durables	1 106,5	1 154,2	1 202,7	1 138,7	1 292,7
Variation en %	34,5	4,3	4,2	-5,3	13,5
Biens de capital imputés aux dépenses d'exploitation	230,6	238,7	222,1	230,8	297,7
Variation en %	39,3	3,5	-7,0	3,9	29,0
Total	2 189,6	2 272,4	2 159,8	2 087,8	2 857,9
Variation en %	51,2	3,8	-5,0	-3,3	36,9

SOURCE: Statistique Canada.

Au Québec, la valeur totale des salaires et traitements versés dans ce secteur se situe à 1 250 millions de dollars, en hausse de 8,6% tandis que la valeur ajoutée totale, de 2 677,8 millions de dollars, augmente de 13,6%. Cette valeur ajoutée est dégagée à partir d'une production d'une valeur de 6 443,3 millions de dollars, en hausse de 12,3% par rapport à 1983. Les effectifs des travailleurs de l'industrie augmentent de 3,4% en 1984 et totalisent 43 214 personnes. Ils étaient de 45 011 en 1981. La valeur ajoutée par heure-personne passe de 36,30 $ en 1983 à 39,70 $ en 1984, une hausse de 9,3%. Par ailleurs, en ne considérant que la période de mars à décembre, on constate une hausse de 4,8% de la rémunération hebdomadaire moyenne, par rapport à l'année précédente; elle se situe à 523,10 $ en 1984.

Le nombre de jours-personnes perdus en arrêts de travail est plus élevé qu'au cours des trois années précédentes, atteignant 157 019, ce qui reste en-dessous du total de 368 866 dénombré en 1980.

Par ailleurs, dans le cadre du programme de modernisation en cours, les entreprises québécoises effectuent en 1984 des dépenses d'immobilisation de 461,3 millions de dollars, en hausse de 15% par rapport à l'année précédente. Ces dépenses, qui se chiffraient à 214,7 millions de dollars par année en moyenne de 1975 à 1979 se sont élevées à 436,3 millions de dollars par année au cours de la période de 1980 à 1984.

L'industrie de l'imprimerie, de l'édition et les industries connexes

L'industrie de l'imprimerie, de l'édition et les industries connexes connaissent une expansion continue depuis plusieurs années, la valeur de la production n'ayant pas diminué en 1982 malgré la récession. En 1984, le taux de croissance est de 13,1% par rapport à 1983 ce qui porte la valeur de la production à 2 373,1 millions de dollars. Malgré la forte hausse des prix du papier, le coût total des consommations intermédiaires n'augmente pas plus rapidement que la valeur de la production, soit de 13,3% par rapport à l'année précédente ce qui permet une augmentation de 13% de la valeur ajoutée de l'industrie. Les entreprises ont, semble-t-il, réussi à transmettre les hausses des prix des intrants dans leurs prix de vente mais il n'existe pas, pour cette industrie, un indice des prix de vente qui permettrait de le confirmer.

La croissance des expéditions de l'industrie est semblable au Québec et dans l'ensemble du Canada, de sorte que la part du Québec dans la valeur totale des expéditions des entreprises canadiennes se maintient depuis 1980; elle passe de 29% en 1983 à 29,3% en 1984. Les bénéfices de base des sociétés canadiennes dont les actifs dépassent 10 millions de dollars sont en progression constante depuis 1980 et ils atteignent 684 millions de dollars en 1984 en regard de 572 millions de dollars en 1983.

Au Québec, la croissance de l'industrie se traduit par des dépenses en immobilisations en hausse; elles totalisent 42,7 millions de dollars par année en moyenne de 1980 à 1984, en regard de 23 millions de dollars pour la période de 1975 à 1979. En 1984, ces dépenses atteignent un sommet à 72,7 millions de dollars. Le nombre d'employés de l'industrie enregistre en 1984 sa première augmentation depuis 1980, passant de 25 531 en 1983 à 26 043 en 1984, ce qui n'est pas très loin des 26 214 emplois observés en 1980. La valeur ajoutée par heure-personne n'en augmente pas moins de 11% pour s'établir à 42,60 $. Par ailleurs, alors que le nombre de jours-personnes perdus à cause de conflits n'est que de 1 976 en 1984, la croissance de la rémunération hebdomadaire moyenne est de 1,4% pour la période de mars à décembre en regard de la même période de 1983; elle se situe à 409,30 $ en moyenne pour l'ensemble de 1984. La valeur totale des salaires et traitements versés atteint 636,3 millions de dollars, soit une hausse de 6,9% en regard de 1983; cette croissance est plus faible que celle de la valeur ajoutée totale.

L'industrie des produits du pétrole et du charbon

La production de l'industrie du pétrole et du charbon est évaluée à 6 150,4 millions de dollars au Québec en 1984, ce qui représente une diminution de 1,6% faisant suite à une augmentation de 6,6% en 1983, par rapport à 1982. En tenant compte de l'augmentation des prix de vente de l'industrie, de 4,4% selon l'indice canadien des prix de vente industriels, la valeur réelle des expéditions des entreprises québécoises de produits du pétrole et du charbon diminue de 7% en 1984.

La force relative du dollar défavorise les entreprises canadiennes du secteur sur les marchés à l'extérieur de l'Amérique du Nord. De plus, l'arrivée des produits des nouvelles raffineries ultramodernes de l'Arabie Saoudite perturbe les marchés nord-américains. Une restructuration de l'industrie est en cours alors que les entreprises délaissent les produits pour lesquels les marchés sont saturés. La pétrochimie québécoise fait face à des difficultés particulières; en effet, les taxes sur le pétrole importé et les frais de transport gonflent le coût de ses approvisionnements en matières premières. En 1984, les entreprises vivent dans l'attente des changements qui seront apportés à la politique nationale de l'énergie et d'une éventuelle politique canadienne de développement de l'industrie pétrochimique.

Le déclin relatif de la pétrochimie québécoise se reflète dans la part qu'elle occupe dans la valeur totale des expéditions de l'industrie canadienne des produits du pétrole et du charbon; cette part baisse à 25,5% en 1984 après avoir atteint 27,4% en 1983 et 26,1% en 1980. Les bénéfices de base des sociétés canadiennes dont les actifs dépassent 10 millions de dollars enregistrent par ailleurs une forte augmentation en 1984, puisqu'ils s'établissent à 5,5 milliards de dollars en regard de 4,4 milliards de dollars en 1983. Ces bénéfices totalisaient 5,7 milliards de dollars en 1980.

Au Québec, la valeur ajoutée dans l'industrie de la pétrochimie diminue de 5,9% en 1984 et se chiffre à 545 millions de dollars. Les salaires et traitements payés, totalisant 131,7 millions de dollars, sont aussi en baisse de 6,1% par rapport à 1983. Cela s'explique principalement par la diminution de 11,3% du nombre d'employés qui est de 3 523 en 1984 comparativement à 3 972 en 1983. La valeur ajoutée par heure-personne est la plus élevée du secteur manufacturier à 132,40 $ mais elle ne s'accroît que de 2,8% en 1984. Par ailleurs, la rémunération hebdomadaire moyenne pour les heures régulières de travail se révèle en baisse de 4,5% lorsque l'on compare les mois de mars à décembre de 1984 aux mêmes mois de 1983; elle se situe à 660,70 $. Un seul conflit de travail, d'une demi-journée, est survenu en 1984 entraînant la perte de 113 jours-personnes de travail.

Les modifications apportées aux installations des raffineries pour changer la composition de la production ainsi que la construction d'une nouvelle raffinerie ont entraîné des dépenses en immobilisations importantes, atteignant en moyenne 140,1 millions de dollars par année au Québec de 1980 à 1984; ces dépenses sont cependant moins élevées en 1984, soit de 97,8 millions de dollars.

L'industrie chimique

La valeur de la production de l'industrie chimique s'accroît de 7,5% en 1984 pour atteindre 4 507,8 millions de dollars. Les principaux produits fabriqués par l'industrie sont les produits chimiques industriels, les produits pharmaceutiques, les matières plastiques et résines synthétiques, les produits de toilette et les peintures et vernis. La valeur des expéditions de l'industrie connaît une hausse de 3,5% à prix constants, c'est-à-dire une fois dégonflée par l'indice canadien des prix de vente de l'industrie qui est en hausse de 3,1% en 1984, par rapport à 1983. La part du Québec dans la valeur totale des expéditions de l'industrie chimique canadienne se maintient près de 23% depuis 1980 et elle se situe à 22,9% en 1984.

Au chapitre de l'emploi, l'industrie chimique est une de celles qui augmentent le plus ses effectifs en 1984, avec une hausse de 4,7% qui amène le nombre d'employés à 25 120. En 1980, l'industrie en comptait 26 707 et la réduction des effectifs s'est accompagnée d'une augmentation de la valeur ajoutée par heure-personne de 43,40 $ en 1980 à 61,80 $ en 1983; en 1984, l'augmentation n'est que de 3,8% et la valeur ajoutée par heure-personne s'établit à 64,20 $. La rémunération hebdomadaire moyenne s'accroît pour sa part de 6,4% par rapport à l'année précédente, selon les données de mars à décembre, et elle se situe à 490,50 $ en 1984. Le nombre total de jours-personnes perdus en arrêts de travail est plus élevé qu'au cours des dernières années, soit de 12 791; on en dénombrait cependant 99 898 en 1979.

Les croissances de l'emploi et de la rémunération hebdomadaire moyenne entraînent une augmentation de 10,6% des salaires et traitements versés qui totalisent 680,7 millions de dollars. Quant à la valeur ajoutée totale, valant 1 909,8 millions de dollars en 1984, elle est en hausse de 8,8% en regard de 1983. La rentabilité des entreprises canadiennes de produits chimiques s'améliore puisque les bénéfices de base des sociétés dont les actifs dépassent 10 millions de dollars augmentent de 20,4% par rapport à 1983; ils s'élèvent à 1 779 millions de dollars, le total le plus élevé depuis 1977.

Au Québec, les dépenses en immobilisations totalisent 211,8 millions de dollars en 1984, une hausse appréciable en regard des 135 millions de 1983. Cependant, les dépenses en immobilisations annuelles de l'industrie chimique entre 1980 et 1984 ne sont pas plus importantes qu'au cours des cinq années précédentes, même en dollars courants, s'établissant à 170 millions de dollars pour les deux périodes.

Chapitre 9
Le secteur tertiaire

Le produit intérieur brut du secteur tertiaire enregistre une augmentation de 8,9% en 1984 et cette croissance des revenus en dollars courants s'observe dans chacun des sous-secteurs tertiaires. Par contre, bien que l'emploi du secteur augmente de 2,5% et les dépenses d'immobilisation de 3,7%, ce ne sont pas toutes les activités de service qui connaissent une croissance au chapitre de l'emploi et des investissements.

LES TRANSPORTS, COMMUNICATIONS ET AUTRES SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE

Le secteur des transports, communications et autres services d'utilité publique génère globalement un produit intérieur brut de 11 383 millions de dollars en 1984 ce qui représente 13,1% du produit intérieur brut total du Québec. Le taux de croissance du produit intérieur brut de ce secteur est de 9,4%, par rapport à l'année précédente, alors qu'il avait été de 8,4% en 1983. Ces données préliminaires sont toutefois sujettes à caution en raison de la difficulté de compiler les statistiques sur les bénéfices des sociétés et d'autres catégories de revenus. Cependant, la principale composante du produit intérieur brut, soit la rémunération totale des salariés, enregistre une forte croissance de 8,1% en 1984, par rapport à 1983. Comme depuis le début de la décennie, l'accroissement des revenus générés dans ce secteur s'accompagne d'une réduction significative de l'emploi; on compte ainsi 202 500 personnes employées dans ce secteur en 1984 comparativement à 212 200 en 1983 et 240 500 en 1979. Toutes les différentes activités enregistrent une diminution de l'emploi en 1984; les transports, de 119 000 en 1983 à 115 000 en 1984 (149 000 en 1979), les communications, de 61 000 à 60 000 (67 000 en 1979) et les autres services d'utilité publique, de 32 000 à 28 000 (25 000 en 1979).

Il n'existe cependant pas beaucoup d'autres indicateurs permettant de décrire l'évolution des activités de ces secteurs. Le domaine du transport est très lié à l'évolution de l'ensemble de l'économie et bénéficie en 1984 de la croissance du commerce intérieur et extérieur. Par exemple, le port de Montréal connaît en 1984 une hausse de 4,7% de son trafic qui atteint ainsi 23,8 millions de tonnes métriques. Les compagnies aériennes annoncent aussi une amélioration de leurs résultats d'exploitation en 1984. Pour ces dernières, comme pour les entreprises de camionnage, l'impact de la déréglementation en cours aux États-Unis et qui est attendue aussi au Canada constitue une des principales préoccupations. L'incertitude qui en résulte n'incite pas les entreprises à effectuer des dépenses d'investissement et, en 1984, les dépenses en immobilisations des entreprises du secteur des transports sont en baisse de 2,6%; elles totalisent 736,2 millions de dollars comparativement à 755,9 millions de dollars en 1983 et 886,1 millions de dollars en 1982. Les dépenses d'immobilisation du secteur des autres services d'utilité publique, soit l'électricité, le gaz et l'eau, sont aussi en baisse, pour une troisième année consécutive, en raison de la diminution des dépenses consacrées au réseau électrique; ces dépenses d'immobilisation sont de 2 006,9 millions de dollars en 1984 en regard de 2 368,1 en 1983. Finalement, dans le domaine des communications, les dépenses en immobilisations atteignent 623,1 millions de dollars en 1984, comparativement à 549,4 millions de dollars en 1983, l'augmentation étant en bonne partie attribuable aux réseaux téléphoniques qui réalisent des dépenses d'investissement de plus de 500 millions de dollars en 1984.

LE COMMERCE DE GROS ET DE DÉTAIL

La poursuite de la reprise se reflète au niveau de l'activité commerciale en 1984. C'est au chapitre de l'emploi que l'expansion du commerce est la plus évidente, puisque le nombre de personnes employées augmente de 5,1% en 1984, par rapport à 1983; on dénombre ainsi 480 000 employés dans le commerce en 1984 ce qui est supérieur au total de 468 000 observé en 1981. C'est cependant l'emploi à temps partiel qui est en hausse, passant de 83 000 en 1981 à 98 000 en 1984, tandis que l'emploi à temps plein diminue légèrement, de 385 000 en 1981 à 382 000 en 1984.

Tableau 9.1
Transport, communications et autres services d'utilité publique 1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984
PIB au coût des facteurs (000 000 $)	7 653	8 241	9 639	10 445	11 430
Variation en %	14,0	7,7	17,0	8,4	9,4
Rémunération des salariés	4 810	5 431	5 944	6 251	6 757
Variation en %	20,0	12,9	9,4	5,2	8,1
Emploi(000)	230,1	229,5	218,2	212,2	202,5
Variation en %	-4,3	-0,3	-4,9	-2,8	-4,6
Jours-personnes perdus en arrêts de travail (000)	225,4	349,2	187,2	81,5	77,5
Immobilisations (000 000 $)	3 848,3	4 229,4	4 301,6	3 673,4	3 366,2
Variation en %	-2,2	9,9	1,7	-14,6	-8,4
Construction	2 310,3	2 486,7	2 624,1	2 069,2	1 748,7
Variation en %	-8,2	7,6	5,5	-21,1	-15,5
Machinerie et équipement	1 538,0	1 742,7	1 677,5	1 604,2	1 617,5
Variation en %	8,4	13,3	-3,7	-4,4	0,8
Transports	530,1	778,2	886,1	755,9	736,2
Variation en %	7,4	46,8	13,9	-14,7	-2,6
Communications	674,9	734,3	736,9	549,4	623,1
Variation en %	15,6	8,8	0,4	-25,4	13,4
Autres services d'utilité publique	2 643,3	2 716,9	2 678,6	2 368,1	2 006,9
Variation en %	-7,5	2,8	-1,4	-11,6	-15,3

SOURCES: Bureau de la statistique du Québec; Travail Québec.

En ce qui concerne le commerce de détail, l'accroissement de la valeur des ventes est de 12,5% en 1984 suite à une augmentation de 9,7% en 1983, par rapport à l'année précédente. La valeur des ventes d'automobiles augmente à nouveau de plus de 25 % de même que celle des marchands de téléviseurs, radios, appareils vidéos et accessoires. Les grands magasins contribuent à l'accroissement du commerce de détail avec des ventes en hausse de 9,1% par rapport à 1983, tandis que la valeur des ventes des seuls magasins d'aliments s'accroît de 9,2%. On peut signaler aussi une augmentation de plus de 10% de la valeur des ventes pour les pharmacies, les librairies et papeteries, les fleuristes, les magasins de meubles, d'appareils ménagers ainsi que pour les magasins d'articles de sport.

Le commerce constitue une activité où la forte concurrence contribue à maintenir les marges bénéficiaires à de faibles niveaux, en particulier celles de l'alimentation. Malgré cela, les revenus générés dans le commerce sont en hausse de 9,1%, le produit intérieur brut du secteur atteignant 9,7 milliards de dollars en 1984; la rémunération globale des salariés, qui en constitue la plus grande part soit 6,9 milliards de dollars en 1984, est en hausse de 6,9% en regard de 1983. On constate par ailleurs une diminution du nombre de jours-personnes perdus en arrêts de travail, qui passe de 190 000 en 1983 à 96 800 en 1984.

L'expansion de l'activité de commerce de gros et de détail se reflète dans les dépenses en immobilisations qui, après s'être maintenues en 1982 à 258,4 millions de dollars, augmentent à 325,7 millions de dollars en 1983 puis à 380,2 millions de dollars en 1984; pour 1984, il s'agit d'une hausse de 16,7%, soit de 20,3% pour les dépenses en nouvelles constructions et de 15,4% pour les dépenses en machinerie et équipement.

Tableau 9.2
Commerce de gros et de détail
1980-1984

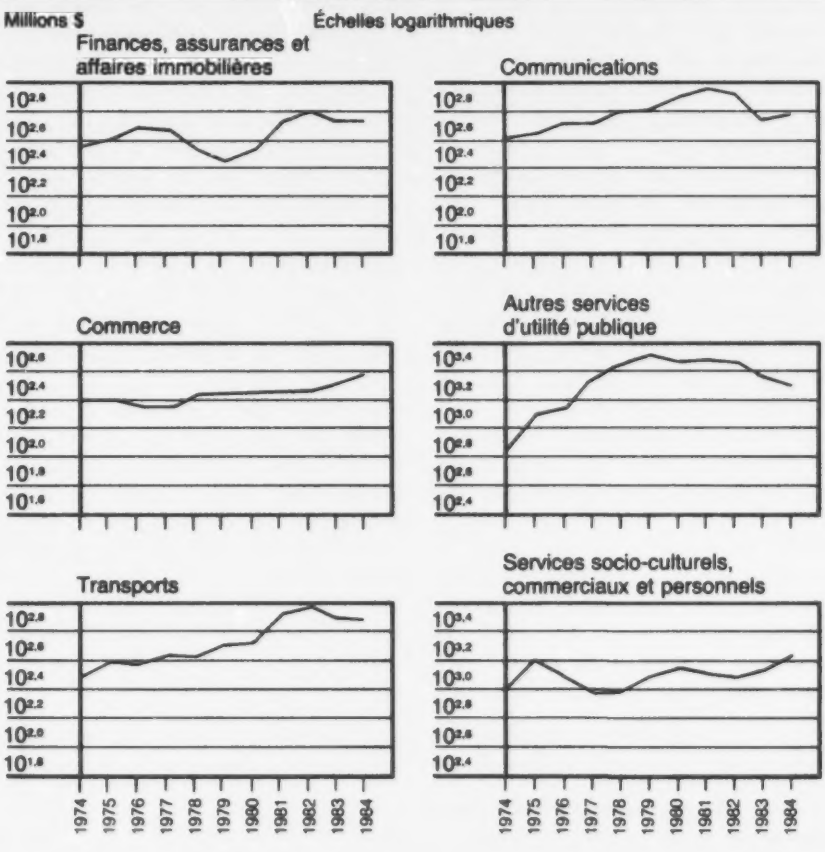
	1980	1981	1982	1983	1984
PIB au coût des facteurs (000 000 $)	7 408	8 132	8 105	8 899	9 705
Variation en %	10,7	9,8	-0,3	9,8	9,1
Rémunération des salariés	5 249	5 867	5 942	6 426	6 870
Variation en %	11,1	11,8	1,3	8,1	6,9
Emploi(000)	452,3	467,8	440,8	457,1	480,3
Variation en %	2,7	3,4	-5,8	3,7	5,1
Jours-personnes perdus en arrêts de travail (000)	99,2	85,5	148,3	190,0	96,8
Immobilisations (000 000 $)	256,9	258,4	285,6	325,7	380,2
Variation en %	1,9	0,6	10,5	14,0	16,7
Construction	63,3	51,8	81,9	86,1	103,6
Variation en %	-5,4	-18,2	58,1	5,1	20,3
Machinerie et équipement	193,6	206,6	203,7	239,6	276,6
Variation en %	4,6	6,7	-1,4	17,6	15,4

SOURCES: Bureau de la statistique du Québec; Travail Québec.

LES FINANCES, ASSURANCES ET AFFAIRES IMMOBILIÈRES

Le secteur des institutions financières est très actif en 1984, tant au point de vue des opérations courantes que de l'évolution de la structure organisationnelle des activités. En ce qui a trait aux activités courantes, l'encours des prêts personnels et celui des prêts hypothécaires sont en hausse de 10,1% (banques à charte) et 6,8% respectivement au Québec. Par contre, les dépôts des particuliers dans les banques et autres institutions sont en baisse, les autres instruments d'épargne comme les bons du Trésor, les obligations et les actions, accaparant une plus grande part de l'épargne personnelle. L'ensemble du secteur des finances, des assurances et des affaires immobilières enregistre une hausse de 10,9% de son produit intérieur brut, suite à l'augmentation de 19,7% en 1983; la rémunération des salariés totalise 4,2 milliards de dollars en 1984 ce qui représente une hausse de 8,9% par rapport à 1983.

Graphique 9A
Immobilisations secteur tertiaire 1974-1984



Cette expansion s'accompagne d'un accroissement de l'emploi total du secteur qui atteint 146 500 en 1984, comparativement à 142 900 en 1983; cependant, la croissance des deux dernières années n'a pas encore annulé la diminution de l'emploi au cours de la récession et de la réorganisation des opérations qui l'a accompagnée, puisqu'en 1980 le secteur des finances, des assurances et des affaires immobilières comptaient 150 700 emplois.

Sur le plan institutionnel, on assiste en 1984 à la poursuite de la réduction graduelle du cloisonnement qui existe entre les quatre grandes catégories d'entreprises du secteur financier, soit les banques, les sociétés et les caisses d'épargne et de crédit, les sociétés de fiducie, les compagnies d'assurances et les courtiers en valeur. Les dépenses en immobilisations des entreprises ne s'accroissent que du 0,3% en 1984; elles demeurent toutefois élevées, à 538,6 millions de dollars, après avoir atteint un niveau record de 572,3 millions de dollars en 1982.

Tableau 9.3
Finances, assurances et affaires immobilières
1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984
PIB au coût des facteurs (000 000 $)	6 742	7 936	9 015	10 790	11 968
Variation en %	6,1	17,7	13,6	19,7	10,9
Rémunération des salariés	2 825	3 242	3 599	3 820	4 161
Variation en %	11,5	14,8	11,0	6,1	8,9
Emploi(000)	150,7	140,1	134,6	142,9	146,5
Variation en %	20,3	-7,0	-3,9	6,2	2,5
Jours-personnes perdes en arrêts de travail (000)	33,2	47,8	44,6	8,4	31,0
Immobilisations (000 000 $)	312,0	482,5	572,3	536,8	538,6
Variation en %	12,4	54,6	18,6	-6,2	0,3
Construction	257,4	394,0	480,5	392,3	412,1
Variation en %	22,5	53,1	22,0	-18,4	5,0
Machinerie et équipement	54,6	88,5	91,8	144,5	126,5
Variation en %	-19,0	62,1	3,7	57,4	-12,5

SOURCES: Bureau de la statistique du Québec; Travail Québec.

LES SERVICES SOCIO-CULTURELS, COMMERCIAUX ET PERSONNELS

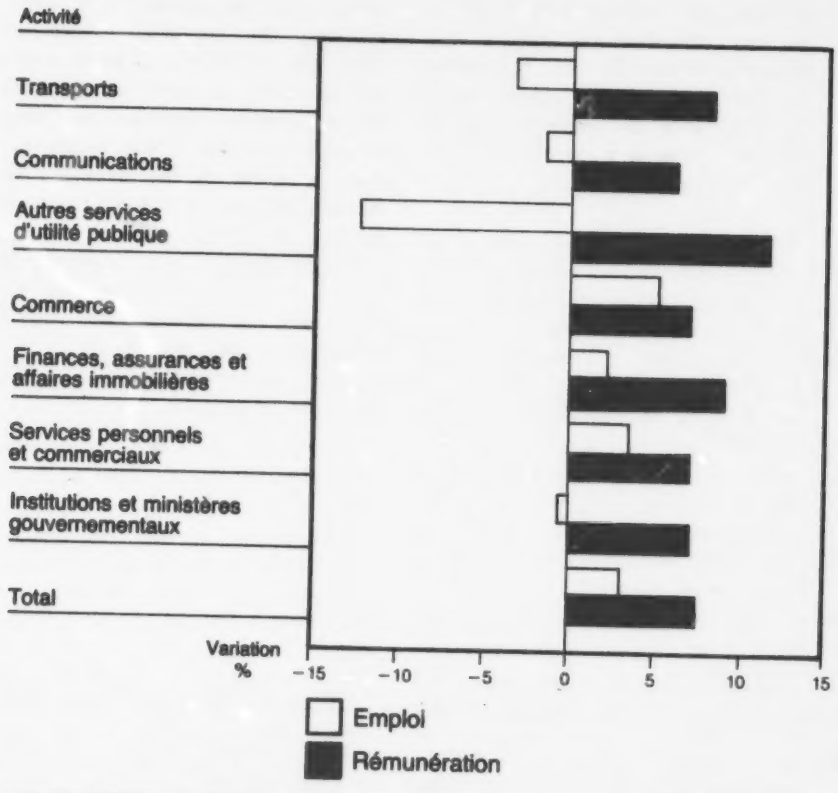
Le vaste agrégat que constituent les activités de services socio-culturels, commerciaux et personnels poursuit une croissance assez régulière qui peut être appréciée par l'évolution de l'emploi; le nombre de personnes employées dans ces activités augmente de 3,5% en 1984, après avoir augmenté de 3,1% en 1983, par rapport à l'année précédente. Au total, le secteur emploie 888 200 personnes en 1984, ce qui représente 32,6% de l'emploi total au Québec, alors qu'en 1981 la part du secteur se situait à 31%. En raison de la stabilité de l'activité dans la plupart des services publics durant la récession, l'emploi du secteur des services socio-culturels, commerciaux et personnels n'a diminué que de 1,4% en 1982 alors que, dans l'ensemble de l'économie, l'emploi chutait de 5,2%. La récession a cependant amené en 1983 des modifications dans les politiques salariales des gouvernements. Cela s'est reflété dans la rémunération globale des salariés qui n'a augmenté que de 0,9% en 1983, par rapport à 1982; en 1984, le taux de croissance de la rémunération des salariés du secteur, à 7%, est comparable à celui de l'ensemble de l'économie.

Tableau 9.4
Services socio-culturels, commerciaux et personnels
1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984
PIB au coût des facteurs (000 000 $)	14 852	17 138	18 402	18 874	20 385
Variation en %	15,0	15,4	7,4	2,6	8,1
Rémunération des salariés	11 246	13 073	14 182	14 310	15 309
Variation en %	14,7	16,2	8,5	0,9	7,0
Emploi(000)	812,0	843,5	831,8	857,8	888,2
Variation en %	4,7	3,9	-1,4	3,1	3,5
Jours-personnes perdus en arrêts de travail (000)	146,1	90,4	270,4	1 448,1	105,6
Immobilisations (000 000 $)	1 398,8	1 317,9	1 195,8	1 354,6	1 685,3
Variation en %	13,2	-5,8	-9,3	13,3	24,4
Construction	388,9	433,0	410,6	424,5	485,1
Variation en %	8,3	11,3	-5,2	3,4	14,3
Machinerie et équipement	1 009,9	884,9	785,2	930,1	1 200,2
Variation en %	15,2	-12,4	-11,3	18,5	29,0

SOURCES: Bureau de la statistique du Québec; Travail Québec.

Graphique 9B
Emploi et rémunération des salariés secteur tertiaire
1984 / 1983



Les 30 000 emplois additionnels dénombrés en 1984 proviennent de l'enseignement (7 000), des hôpitaux (9 000),des cabinets de médecins et de dentistes (4 000), des organismes religieux (8 000), des services extérieurs aux entreprises (4 000) et de services divers (7 000); on constate, par ailleurs, une diminution de 8 000 emplois dans le secteur des services personnels où une augmentation de 18 000 avait été observée en 1983 par rapport à 1982. Dans le domaine des relations de travail, suite à une année de renouvellement des conventions collectives du secteur public et parapublic en 1983 qui avait entraîné la perte de 1 448 100 jours-personnes de travail, l'année 1984 se solde par un total de 105 600 jours-personnes de travail perdus. Bien que les dépenses en immobilisations des institutions publiques demeurent inchangées par rapport à l'année précédente à 474 millions de dollars en 1984, le total des dépenses en immobilisations du secteur des services socio-culturels, commerciaux et personnels augmente de 330 millions de dollars, pour atteindre 1 685 millions de dollars. Les dépenses en nouvelles constructions passent de 425 à 485 millions de dollars tandis que les dépenses en machinerie et équipement s'élèvent de 930 millions à 1 200 millions de dollars.

LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES ET LA DÉFENSE

Le secteur des administrations publiques et de la défense maintient son niveau d'activité en 1984 si on en juge par le nombre de personnes employées qui demeure à peu près identique à ce qu'il était en 1983, soit de 195 800. Les effectifs sont inchangés pour chacun des trois niveaux de gouvernement. Une amélioration au chapitre de la productivité du travail peut avoir augmenté la production du secteur mais, comme pour la plupart des activités de service, il n'existe pas de données permettant d'évaluer cette production.

Le produit intérieur brut du secteur mesure pour sa part l'ensemble des revenus générés par le secteur; il est en hausse de 7,1% en 1984, par rapport à 1983, alors que la rémunération totale des salariés s'accroît de 7%. Cette dernière composante compte pour 6,4 milliards de dollars dans un produit intérieur brut de 7,6 milliards de dollars.

Les dépenses en immobilisations des ministères gouvernementaux augmentent de 17,6% en 1984, soit de près de 300 millions de dollars, pour se situer à 1 992,5 millions de dollars. Comme en 1983, où la hausse globale avait été de 14,6%, ce sont les dépenses des ministères fédéraux qui connaissent la plus forte augmentation, passant de 362 millions de dollars en 1983 à 534 millions de dollars en 1984; celles des ministères provinciaux passent de 503 à 530 millions de dollars alors que les dépenses en immobilisations des administrations locales augmentent de 830 à 929 millions de dollars.

Tableau 9.5
Administrations publiques et défense
1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984
PIB au coût des facteurs (000 000 $)	5 214	5 925	6 649	7 128	7 644
Variation en %	20,4	13,6	12,2	7,2	7,2
Rémunération des salariés	4 437	5 016	5 652	6 003	6 423
Variation en %	21,7	13,0	12,7	6,2	7,0
Emploi(000)	186,6	195,3	184,4	196,6	195,8
Variation en %	-0,5	4,6	-5,5	6,6	-0,4
Jours-personnes perdus en arrêts de travail (000)	375,1	21,7	31,9	63,4	21,3
Immobilisations (000 000 $)	1 626,0	1 489,4	1 479,2	1 694,8	1 992,5
Variation en %	15,8	-8,4	-0,7	14,6	17,6
Construction	1 476,0	1 352,6	1 337,3	1 446,1	1 715,7
Variation en %	14,9	-8,4	-1,1	8,1	18,6
Machinerie et équipement	150,0	136,8	141,9	248,7	276,8
Variation en %	25,9	-8,8	3,7	75,3	11,3

SOURCES: Statistique Canada; Bureau de la statistique du Québec.

Conclusion

APERÇU DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE AU COURS DE LA PREMIÈRE MOITIÉ DE 1985

Dans l'ensemble, la croissance des principaux indicateurs économiques au Québec demeure forte au premier semestre de 1985 bien que les taux de croissance soient moins élevés qu'en 1984. Ainsi, sur le plan de la demande, les ventes au détail augmentent de 8,1% au cours des six premiers mois de 1985, par rapport à la période correspondante de l'année précédente (comparativement à 12,5% en 1984, par rapport à 1983), et les mises en chantier de logements atteignent 22 250 unités, soit 6,1% de plus qu'à la même période l'an dernier. La valeur des exportations internationales chargées au Québec s'accroît de 9,2% au premier semestre de 1985 mais la croissance est sensiblement moins importante au deuxième trimestre de 1985 (5,6%) qu'au premier trimestre (13,2%), par rapport aux mêmes périodes de 1984. Par ailleurs, la croissance des investissements demeure soutenue: ils augmentent de 8,7% en 1985 grâce, surtout, à une hausse de 12,8% des investissements privés alors que les investissements publics (incluant ceux des sociétés d'État) ne s'accroissent que de 0,7%.

L'évolution des prix, des salaires et de l'emploi constituent autant d'autres aspects positifs de la situation économique au cours du premier semestre de 1985. L'indice des prix à la consommation à Montréal s'accroît en moyenne de 3,8% de janvier à juin 1985 en regard de la même période de 1984. Des hausses légèrement plus fortes que la moyenne sont enregistrées en mai et en juin mais elles sont davantage attribuables à des mesures fiscales qu'à des pressions de la demande ou des coûts de production. De même, les hausses salariales restent modérées alors que la rémunération hebdomadaire moyenne au Québec s'accroît de 2,7% de janvier à juin 1985 par rapport aux six premiers mois de l'année dernière, comparativement à une hausse de 3% dans l'ensemble du Canada. Cette faible augmentation des salaires associée à une hausse encore moindre des prix des matières premières expliquent la modération dans la croissance des prix de vente dans l'industrie canadienne, dont l'indice s'élève de 2,9% au premier semestre de 1985 par rapport à la même période de 1984. Cependant, la croissance modérée des taux de rémunération du travail limite à 6,4% la croissance de la valeur totale des salaires et traitements versés au premier semestre de 1985; en 1984, les salaires et traitements versés étaient en hausse de 6,9% en regard de 1983.

Sur le marché du travail, on dénombre 66 000 emplois de plus au premier semestre de 1985 qu'au cours du premier semestre de l'année précédente, soit une augmentation de 2,5% qui porte le nombre total d'emplois à 2 736 000. Durant la même période, l'emploi à temps plein s'établit à 2 346 000 et l'emploi à temps partiel à 390 000, soit des augmentations de 1,6% et 8% respectivement. Bien que la population active soit en hausse de 1,1%, cette croissance de l'emploi fait chuter le taux de chômage de 13,7% au premier semestre de 1984 à 12,7% au premier semestre de 1985. Durant cette période, on note toutefois sur le marché du travail une baisse de 16 000 emplois dans le secteur manufacturier. La diminution de l'emploi dans ce secteur peut être associée au faible accroissement des expéditions des manufacturiers québécois qui n'augmentent, en valeur nominale, que de 1,5% au cours des six premiers mois de 1985 par rapport à la période correspondante de l'année précédente, comparativement à une hausse de 6% dans l'ensemble du Canada.

L'activité économique au Québec poursuit donc son expansion au cours du premier semestre de 1985, non sans toutefois qu'apparaissent quelques points faibles. En particulier, l'environnement extérieur de l'économie québécoise s'assombrit au cours des premiers mois de 1985 alors que l'économie

Tableau 10.1
Principaux indicateurs de l'économie québécoise
1985 (Données non corrigées des variations saisonnières)

	1985			
	I	II	Dernières données	Janvier à juin 1985
Demande en biens et services				
Ventes au détail (000 000 $)	6 675,2	8 376,5	2 743,3[1]	15 051,7
Variation en %	7,8	8,3	4,4	8,1
Mises en chantier	9 306	12 944	-	22 250
Variation en %	9,0	4,0	-	6,1
Exportations (000 000 $)	4 457,8	4 818,0	1 590,3[1]	9 279,2
Variation en %	13,2	5,6	8,9	9,2
Immobilisations (000 000 $)	-	-	16 919,2[2]	-
Variation en %	-	-	8,7	-
Production de biens et services				
Expéditions manufacturières (000 000 $)	14 174,3	15 374,9	5 253,9[1]	29 549,2
Variation en %	-0,1	3,0	3,2	1,5
Énergie électrique produite (000 000 kWh)	38 568,4	-	10 251,2[3]	-
Variation en %	9,9	-	8,0	-
Main-d'oeuvre et emploi				
Population active (000)	3 059	3 204	3 284[4]	3 131,5
Variation en %	0,4	1,8	2,7	1,1
Taux d'activité (%)	60,0	62,7	64,1[4]	61,3
Emploi (000)	2 655	2 817	2 938[4]	2 736,0
Variation en %	1,7	3,1	4,1	2,5
Taux de chômage (%)	13,2	12,1	10,6[4]	12,7
Prix, salaires et revenus				
Indice des prix à la consommation à Montréal	125,7	127,4	129,1[4]	126,5
Variation en %	3,7	3,9	5,1	3,8
Salaires et traitements (000 000 $)	12 386,8	13 039,3	4 459,4[1]	12 714,7
Variation en %	6,4	6,4	5,8	6,4
Rémunération hebdomadaire moyenne ($)	394,4	400,0	401,5[1]	397,2
Variation en %	2,3	3,2	2,6	2,7
Marchés financiers (%)				
Taux d'escompte	10,57	9,86	9,20[5]	10,21
Taux préférentiel des banques	11,29	10,73	10,25[5]	11,01
Papier commercial à 90 jours	10,45	9,80	9,05[5]	10,12

1. Juin 1985.
2. Pour toute l'année 1985, selon les données révisées à la mi-année de l'enquête "Investissements privés et publics" de Statistique Canada.
3. Mai 1985.
4. Août 1985.
5. 28 août 1985.

SOURCES: Statistique Canada; Bureau de la statistique du Québec; Banque du Canada.

américaine, principal débouché des exportations internationales du Québec, donne des signes de ralentissement de son activité. Toutefois, le relâchement de la politique monétaire et l'affaiblissement du dollar américain face aux principales monnaies étrangères sont deux facteurs susceptibles de favoriser la croissance de l'économie américaine.

L'évolution de la demande

Le ralentissement de la croissance de la demande des consommateurs au premier semestre de 1985 se manifeste dans la valeur des ventes au détail de la plupart des catégories de commerces, mais il est plus prononcé chez ceux qui enregistraient de très fortes progressions en 1984. Ainsi, la valeur des ventes d'automobiles neuves s'accroît encore de façon importante au premier semestre de 1985 (19,7% par rapport à la même période de 1984) mais à un taux sensiblement inférieur à celui observé en 1984 (29%, par rapport à 1983). De même, la valeur des ventes de meubles, appareils ménagers, radios, téléviseurs et accessoires s'accroît de 5,4% au premier semestre de 1985, en regard d'une augmentation de 15,8% en 1984. La diminution des taux de croissance est également significative pour les magasins d'alimments (3,1% au premier semestre de 1985 comparativement à 9,2% en 1984, par rapport à l'année précédente), les magasins de chaussures (4,5% comparativement à 9,8%), les pharmacies (11,2% comparativement à 22,2%) et les magasins d'articles de sport (3% comparativement à 13,8%). Par ailleurs, alors que la croissance de la valeur totale des ventes au détail est plus faible au premier semestre de 1985 (8,1%) qu'en 1984 (12,5%), cette croissance se révèle légèrement plus forte au deuxième trimestre de 1985 (8,3%) qu'au premier trimestre (7,8%), par rapport aux mêmes périodes de 1984.

Au chapitre de la construction résidentielle, le premier semestre de 1985 voit se concrétiser les derniers effets du programme Corvée-Habitation, pour lequel les demandes devaient être faites avant la fin de 1984; de plus, les taux d'intérêt des prêts hypothécaires, après une brève remontée à 11,75% en mars, s'abaisse progressivement jusqu'à 10% en juin. On dénombre ainsi davantage de mises en chantier au Québec au premier semestre de 1985 qu'au premier semestre de 1984, soit 22 250 comparativement à 20 980. Cependant, ce sont les mises en chantier de logements en rangée et multiples dont le nombre augmente au premier semestre de 1985 (de 123,8% et 18,1% respectivement par rapport au premier semestre de 1984) tandis que le nombre de mises en chantier de logements simples et doubles diminue (de 10,7% et 6% respectivement).

Comme en 1984, les dépenses des entreprises en construction non résidentielle, machinerie et équipement constituent un élément dynamique de la demande en 1985. Selon les données révisées à la mi-année de l'enquête de Statistique Canada sur les investissements privés et publics[1], ces derniers devraient entraîner des dépenses de 13,3 milliards de dollars (en excluant la construction résidentielle) au Québec en 1985, ce qui représente une augmentation de 10,5% par rapport à 1984, où ils étaient en hausse de 11,5% en regard de 1983.

Selon cette même enquête, en 1985 ce sont les investissements des entreprises commerciales qui connaîtraient une augmentation importante, de 17,9%, tandis que les investissements publics n'augmenteraient que de 0,7% en regard de 1984. Des programmes gouvernementaux favorisant les investissements dans le secteur minier ainsi que dans le secteur manufacturier, où l'aide prend la forme de réduction des tarifs d'électricité, contribuent à la croissance des dépenses d'investissement; cette croissance résulte aussi de l'amélioration des perspectives économiques en Amérique du Nord, et elle est devenue possible suite à l'assainissement de la situation financière des entreprises. On compte d'ailleurs nettement moins de faillites d'entreprises au Québec au premier semestre de 1985 qu'au cours de la même période de 1984, soit 1 457 comparativement à 1 789.

En ce qui a trait à la demande extérieure, la valeur totale des exportations internationales du Québec s'accroît de 9,2% au premier semestre de 1985, soit de 13,2% au premier trimestre et de 5,6% au second trimestre, par rapport aux mêmes périodes de l'année précédente. En 1984, le taux de croissance de la valeur des exportations québécoises se situait à 16%, par rapport à 1983; pour les exportations à destination des Etats-Unis en particulier, le taux de croissance atteignait 25,2% en 1984 alors qu'il

1. Statistique Canada, Investissements privés et publics.

s'établit à 7,6% au premier semestre de 1985, par rapport à la même période de 1984.

L'affaiblissement du taux de croissance des exportations s'observe pour plusieurs produits importants: le papier à imprimerie (7,3% au premier semestre de 1985, comparativement à 19,8% en 1984), le bois d'oeuvre (7,7% comparativement à 13,9%), les moteurs d'avion et pièces (baisse de 3,2% comparativement à une hausse de 34,1%), le matériel commercial de télécommunication, les tubes électroniques et les semi-conducteurs (20,2% comparativement à 99,8%), les hydrocarbures et dérivés, le mazout et l'essence (2,8% comparativement à 51,1%) et l'électricité (baisse de 15,9% comparativement à une hausse de 18%). On peut toutefois constater un renforcement du taux de croissance au premier semestre de 1985 pour la valeur des exportations de voitures particulières et châssis (18,6% comparativement à 2,7%), de minerai de fer (48,8% comparativement à 16%) et de métaux de première transformation (11,3% comparativement à 7,8%).

L'évolution sectorielle de l'activité économique

Au niveau sectoriel, le fait le plus marquant de la première moitié de 1985 réside dans la faiblesse du secteur manufacturier dont la valeur des expéditions ne s'accroît que de 1,5% en dollars courants par rapport aux six premiers mois de 1984. Celle-ci avait progressé de 9,5% en 1984[2], mais le taux de croissance avait fléchi à 3,9% au quatrième trimestre de 1984, pour ensuite devenir nul (-0,1%) au premier trimestre de 1985; la hausse de 3% de la valeur des expéditions manufacturières au second trimestre de 1985, par rapport au même trimestre de l'année précédente, constitue donc une amélioration. Parmi les industries manufacturières qui enregistrent une forte croissance de la valeur de leurs expéditions au cours des six premiers mois de 1985, on retrouve celles qui profitent de la vigueur de l'investissement dans les secteurs résidentiels et non résidentiels, soit les industries de la machinerie (hausse de 33,1% par rapport aux mêmes mois de 1984), des produits métalliques (11%), des produits électriques et électroniques (5,4%), des produits minéraux non métalliques (10,1%) et l'industrie du meuble (8,7%).

L'industrie des papiers et des produits connexes connaît également une forte croissance de la valeur de ses expéditions au premier semestre de 1985 (5,1%) mais le taux de croissance diminue sensiblement en mai et juin. Par ailleurs, plusieurs industries de biens non durables voient la valeur de leurs expéditions diminuer au cours du premier semestre de 1985; on peut mentionner l'industrie des produits du pétrole et du charbon (baisse de 8,2% par rapport au premier semestre de 1984), celle des produits en caoutchouc, dont l'activité est perturbée par un important conflit de travail au début de l'année (-20,2%), celle du cuir (-6,8%) et l'industrie des textiles de première transformation (-6,4%). Deux autres industries contribuent de façon significative à la faiblesse de la valeur des expéditions manufacturières au cours des six premiers mois de 1985, soit celle du bois, -1,3%, et celle des métaux de première transformation, -2,5%; toutefois, un redressement marqué se produit en juin dans ces deux industries.

Le peu de vigueur du secteur manufacturier québécois se manifeste aussi au chapitre de l'emploi; on en compte en effet 534 000 dans ce secteur au premier semestre de 1985, soit 16 000 de moins qu'au premier semestre de 1984; la baisse tendancielle de l'emploi manufacturier a connu une pause en 1984, celui-ci s'étant accru de 27 000, par rapport à 1983.

Il existe cependant un élément très positif en ce qui a trait au secteur manufacturier, au Québec, soit la très forte progression des dépenses en immobilisations des entreprises; celles-ci ont augmenté de 36,9% en 1984 et elles devraient s'accroître de 23,7%[3] en 1985, pour atteindre 3,5 milliards de dollars. Les hausses les plus significatives se situent dans l'industrie des papiers et des produits connexes (61,8%) et dans celle des métaux de première transformation (25,2%) où elles atteindraient respectivement 747 millions de dollars et 895 millions de dollars.

2. Ce taux de croissance diffère légèrement de celui présenté dans les chapitres précédents (9%) parce qu'il est établi à partir des données des expéditions manufacturières selon la nouvelle classification (CTI 1980) utilisée depuis le début de 1985.

3. Selon l'enquête de Statistique Canada citée précédemment.

L'industrie de la construction bénéficie de la croissance des dépenses pour les bâtiments industriels et les autres types de constructions non résidentielles; la valeur des permis de bâtir émis pour la construction non résidentielle augmente en effet de 47,6% au premier semestre de 1985. Quant à la construction résidentielle, l'activité est également importante au premier semestre de 1985 puisque le nombre de mises en chantier de logements est en hausse de 6,1% par rapport au premier semestre de 1984. Le nombre de personnes employées dans l'industrie de la construction passe ainsi de 105 000 à 109 000 pour cette période de comparaison.

Dans le secteur minier, le volume total de minerai traité s'accroît de 1% au premier semestre de 1985, en regard de la même période de 1984, suite à une hausse de 19,1% pour les minéraux de métaux non ferreux tandis que les volumes traités de minéraux de métaux ferreux et d'amiante diminuent de 2,5% et 3,3% respectivement. Par ailleurs, le volume total de minerai extrait est en baisse de 4,4% en raison d'une baisse de 13,5% pour les minéraux de métaux ferreux. Globalement le secteur minier compte environ un millier d'emplois de moins qu'au premier semestre de 1984, soit 23 000. Cependant on enregistre une forte croissance des dépenses en immobilisations de la part des entreprises du secteur; elles s'élèveraient à 391,3 millions de dollars[4], en 1985, en hausse de 27% par rapport à 1984.

En ce qui concerne le secteur primaire, on peut aussi souligner une augmentation de 12 000 du nombre de personnes employées dans l'agriculture, qui s'établit à 85 000 au premier semestre de 1985, alors que les recettes monétaires agricoles sont en hausse de 5% par rapport au premier semestre de 1984.

Dans le secteur tertiaire, c'est l'emploi qui constitue le meilleur indicateur disponible du niveau d'activité. Sur cette base, le secteur tertiaire connaît une forte croissance au premier semestre de 1985 puisque l'emploi s'y accroît de 73 000 par rapport au premier semestre de 1984. Cette augmentation provient des sous-secteurs des services socio- culturels, commerciaux et personnels (hausse de 42 000), des transports, communications et autres services d'utilité publique (10 000), du commerce (22 000), ainsi que des finances, assurances et affaires immobilières (7 000); seule l'administration publique enregistre une diminution du nombre d'emplois (-8 000) pour cette période de comparaison.

Par ailleurs, les dépenses en immobilisations dans le secteur tertiaire atteindraient 8,4 milliards de dollars en 1985[4], ce qui représente une augmentation de 6,1% par rapport à 1984. Les augmentations les plus significatives se situent dans les finances, les assurances et les affaires immobilières (42,6%) ainsi que dans les services socio-culturels, commerciaux et personnels (21,3%). Par contre, les dépenses en immobilisations diminueraient dans les transports (-20,7%) où sont comptabilisées les dépenses pour la construction de gazoducs et dans le secteur de l'électricité, du gaz et des services d'utilité publique (-6,4%).

4. Selon l'enquête de Statistique Canada citée précédemment.

Annexe

Tableau A2.1
Variation de l'indice des prix à la consommation
Canada et principales villes
1984/1983

	Halifax	Québec	Montréal	Toronto	Calgary	Edmonton	Vancouver	Canada
					(%)			
Ensemble	4,4	3,7	4,2	4,8	2,5	2,7	4,0	4,3
Alimentation	4,6	4,6	4,8	6,8	5,0	4,6	5,1	5,5
Habitation	3,9	4,0	4,4	4,0	-0,7	0,3	2,6	3,8
Habillement	2,5	2,7	2,3	2,6	2,1	2,5	2,6	2,4
Transports	3,8	2,7	3,8	4,2	4,1	4,0	5,1	4,2
Santé et soins personnels	5,0	4,2	3,7	4,3	3,9	2,7	3,6	3,9
Loisirs, lecture et formation	5,8	0,9	2,6	3,9	2,3	2,9	4,1	3,4
Tabacs et alcool	9,1	7,0	7,0	8,4	9,7	9,3	7,7	8,2

SOURCE: Statistique Canada.

Tableau A2.2
Expéditions manufacturières au Québec
(à prix constants)[1]
1984

	1984				
	I	II	III	IV	1984
	(000 $)				
Aliments et boissons	705 011,3	777 746,6	754 290,7	780 251,0	3 017 299,6
Variation en %	-2,0	2,9	-0,4	4,5	1,3
Tabac	52 606,3	63 110,9	58 816,8	66 551,9	241 085,9
Variation en %	2,9	0,5	-3,7	8,2	1,9
Caoutchouc	122 713,1	136 175,8	127 560,8	134 752,7	521 202,4
Variation en %	16,3	14,1	12,3	13,4	14,0
Cuir	36 733,2	36 378,6	52 212,7	42 437,9	167 762,4
Variation en %	19,0	10,0	9,9	1,0	9,3
Textile	247 423,1	271 252,9	216 763,2	246 474,0	981 913,2
Variation en %	0,8	-0,3	-2,3	-7,9	-2,5
Bonneterie	86 040,2	92 123,2	94 989,0	90 352,2	363 504,6
Variation en %	2,7	6,4	-2,1	3,0	2,4
Habillement[2]	220 217,8	195 450,9	236 341,0	205 701,5	857 711,2
Variation en %	-0,1	6,7	0,9	0,1	1,7
Bois	195 221,0	241 493,6	219 252,2	204 072,1	860 038,9
Variation en %	17,3	16,4	6,4	1,6	10,1
Meubles et articles d'ameublement	77 053,1	78 548,6	71 007,5	79 517,5	306 126,7
Variation en %	16,3	5,0	-3,8	0,0	4,0
Papiers	457 478,1	463 218,2	428 054,7	436 214,8	1 784 965,7
Variation en %	13,7	3,8	-2,8	-5,5	1,9
Imprimerie, édition[2]	176 728,9	188 595,6	178 156,7	196 627,1	740 108,4
Variation en %	9,1	10,3	10,9	7,1	9,3
Première transformation des métaux	332 569,0	342 250,1	308 009,1	324 455,7	1 307 283,9
Variation en %	45,2	16,6	6,8	0,5	15,3
Produits métalliques	296 484,8	273 517,9	297 420,8	310 577,0	1 178 000,6
Variation en %	18,9	13,6	21,3	-1,3	12,2
Machinerie	102 911,7	108 647,9	97 907,0	115 131,8	424 598,4
Variation en %	2,8	-10,3	11,2	9,0	2,4
Matériel de transport[2]	361 461,0	372 679,3	286 121,8	335 000,5	1 355 262,6
Variation en %	28,0	6,8	0,9	3,4	9,4
Produits électriques	258 489,8	283 542,2	272 470,0	290 031,4	1 104 533,4
Variation en %	12,6	13,9	11,6	7,2	11,2
Minéraux non métalliques	68 404,4	100 577,3	103 091,1	99 969,3	372 042,0
Variation en %	31,0	21,0	5,8	19,9	17,7
Pétrole et charbon	248 578,6	216 011,5	181 619,7	199 444,1	845 653,8
Variation en %	6,5	2,9	-15,1	-21,1	-7,1
Produits chimiques	268 344,8	280 423,3	262 866,5	268 059,6	1 079 694,2
Variation en %	6,4	4,3	0,5	3,0	3,5
Divers	80 109,2	91 718,4	88 332,9	89 257,4	349 417,9
Variation en %	5,5	12,7	2,9	-0,6	4,9
Total	4 572 837,5	4 738 290,4	4 433 089,8	4 625 603,8	18 369 821,5
Variation en %	11,5	7,0	1,7	-0,5	4,8

1. Dégonflées par l'indice des prix de vente canadiens de l'industrie.
2. Dégonflées par l'indice global des prix de vente canadiens.
SOURCE: Statistique Canada.

Tableau A3.1
Population selon l'âge et le sexe
1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984
			(000)		
15-19 ans					
Hommes	318,2	308,7	295,6	279,2	262,3
Variation en %	-1,4	-3,0	-4,2	-5,6	-6,1
Femmes	308,8	298,9	285,5	269,3	252,5
Variation en %	-1,7	-3,2	-4,5	-5,7	-6,2
20-24 ans					
Hommes	312,9	314,7	313,8	313,7	312,8
Variation en %	0,8	0,6	-0,3	-0,1	-0,3
Femmes	315,3	318,0	316,6	315,2	311,4
Variation en %	0,9	0,9	-0,4	-0,4	-1,2
25-44 ans					
Hommes	944,2	968,1	994,3	1 019,3	1 042,3
Variation en %	2,6	2,5	2,7	2,5	2,2
Femmes	954,6	979,3	1 006,8	1 033,8	1 058,7
Variation en %	2,7	2,6	2,8	2,7	2,4
45-64 ans					
Hommes	586,5	592,8	597,7	603,0	609,3
Variation en %	0,9	1,1	0,8	0,9	1,0
Femmes	632,0	638,3	643,7	649,0	654,8
Variation en %	0,9	1,0	0,8	0,8	0,9
65 ans et plus					
Hommes	216,2	222,2	227,9	233,3	238,1
Variation en %	2,7	2,8	2,6	2,4	2,0
Femmes	293,1	304,1	314,1	323,6	332,8
Variation en %	3,9	3,8	3,3	3,0	2,8
15 ans et plus					
Hommes	2 377,8	2 406,8	2 429,7	2 448,4	2 464,5
Variation en %	1,4	1,2	1,0	0,8	0,7
Femmes	2 503,9	2 538,8	2 566,8	2 590,6	2 609,9
Variation en %	1,6	1,4	1,1	0,9	0,7

SOURCE: Statistique Canada.

Tableau A3.2
Population active selon l'âge et le sexe
1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984
			(000)		
15-19 ans					
Hommes	159,3	151,5	129,0	125,4	122,6
Variation en %	3,6	-4,9	-14,9	-2,8	-2,3
Femmes	132,9	128,6	111,4	109,7	103,5
Variation en %	0,4	-3,3	-13,4	-1,6	-5,6
20-24 ans					
Hommes	264,3	265,0	253,6	253,8	253,8
Variation en %	1,3	0,3	-4,3	0,1	0,0
Femmes	228,0	228,6	225,0	228,0	226,0
Variation en %	3,0	0,3	-1,6	1,3	-0,9
25-44 ans					
Hommes	889,8	910,7	920,2	941,3	964,0
Variation en %	2,1	2,4	1,0	2,3	2,4
Femmes	544,3	590,8	594,1	632,6	677,5
Variation en %	6,8	8,5	0,6	6,5	7,1
45-64 ans					
Hommes	490,9	486,8	479,4	485,6	477,0
Variation en %	1,5	-0,8	-1,5	1,3	-1,8
Femmes	239,0	241,8	245,7	249,9	250,9
Variation en %	5,8	1,2	1,6	1,7	0,4
65 ans et plus					
Hommes	26,7	23,7	25,7	23,0	23,8
Variation en %	-0,3	-11,3	8,5	-10,4	3,6
Femmes	13,2	12,8	14,0	19,5	23,7
Variation en %	12,1	-2,5	9,1	39,3	21,4
15 ans et plus					
Hommes	1 830,6	1 837,7	1 807,9	1 829,4	1 840,8
Variation en %	1,9	0,4	-1,6	1,2	0,6
Femmes	1 157,3	1 202,6	1 190,0	1 239,6	1 281,8
Variation en %	5,1	3,9	-1,0	4,2	3,4

SOURCE: Statistique Canada.

Tableau A3.3
Taux d'activité selon l'âge et le sexe
1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984
			(%)		
15-19 ans					
Hommes	50,1	49,1	43,6	44,9	46,7
Femmes	43,0	43,0	39,0	40,7	41,0
20-24 ans					
Hommes	84,5	84,2	80,8	80,9	81,1
Femmes	72,3	71,9	71,1	72,3	72,6
25-44 ans					
Hommes	94,2	94,1	92,5	92,3	92,5
Femmes	57,0	60,3	59,0	61,2	64,0
45-64 ans					
Hommes	83,7	82,1	80,2	80,5	78,3
Femmes	37,8	37,9	38,2	38,5	38,3
65 ans et plus					
Hommes	12,3	10,7	11,3	9,9	10,0
Femmes	4,5	4,2	4,5	6,0	7,1
15 ans et plus					
Hommes	**77,0**	**76,4**	**74,4**	**74,7**	**74,7**
Femmes	**46,2**	**47,4**	**46,4**	**47,8**	**49,1**

SOURCE: Statistique Canada.

Tableau A3.4
Emploi selon l'âge et le sexe
1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984
			(000)		
15-19 ans					
Hommes	125,7	118,8	89,1	90,1	93,9
Variation en %	2,3	-5,5	-25,0	1,1	4,3
Femmes	104,6	102,1	83,7	81,7	80,4
Variation en %	-0,7	-2,4	-18,0	-2,4	-1,5
20-24 ans					
Hommes	223,0	221,0	196,3	193,8	204,8
Variation en %	0,9	-0,9	-11,2	-1,3	5,7
Femmes	196,9	197,2	183,8	187,7	187,3
Variation en %	1,9	0,1	-6,8	2,1	-0,2
25-44 ans					
Hommes	824,9	840,6	811,7	828,3	854,6
Variation en %	1,3	1,9	-3,4	2,1	3,2
Femmes	500,3	530,8	520,0	552,8	595,6
Variation en %	8,6	6,1	-2,0	6,3	7,7
45-64 ans					
Hommes	461,3	456,0	438,7	441,1	434,8
Variation en %	1,1	-1,2	-3,8	0,6	-1,4
Femmes	218,3	223,8	222,9	225,1	224,5
Variation en %	4,8	2,5	-0,4	1,0	-0,3
65 ans et plus					
Hommes	26,3	23,0	24,9	22,3	23,3
Variation en %	-0,3	-12,4	8,3	-10,4	4,5
Femmes	13,0	12,8	13,8	19,2	23,6
Variation en %	14,7	-1,3	7,1	39,4	23,0
15 ans et plus					
Hommes	1 661,0	1 659,3	1 560,4	1 575,7	1 611,3
Variation en %	1,3	-0,1	-6,0	1,0	2,3
Femmes	1 032,8	1 066,8	1 024,0	1 066,4	1 111,0
Variation en %	5,5	3,3	-4,0	4,1	4,2

SOURCE: Statistique Canada.

Tableau A3.5

Rapport emploi/population selon l'âge et le sexe

1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984
			(%)		
15-19 ans					
Hommes	39,5	38,5	30,1	32,3	35,9
Femmes	33,9	34,1	29,3	30,4	31,9
20-24 ans					
Hommes	71,3	70,2	62,6	61,8	65,5
Femmes	62,5	62,0	58,0	59,5	60,2
25-44 ans					
Hommes	87,4	86,8	81,6	81,3	82,0
Femmes	52,4	54,2	51,6	53,5	56,3
45-64 ans					
Hommes	78,7	76,9	73,4	73,1	71,4
Femmes	34,5	35,1	34,6	34,7	34,3
65 ans et plus					
Hommes	12,2	10,3	10,9	9,6	9,8
Femmes	4,4	4,2	4,4	5,9	7,1
15 ans et plus					
Hommes	**69,9**	**68,9**	**64,2**	**64,4**	**65,4**
Femmes	**41,2**	**42,0**	**39,9**	**41,2**	**42,6**

SOURCE: Statistique Canada.

Tableau A3.6

Chômeurs selon l'âge et le sexe

1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984
			(000)		
15-19 ans					
Hommes	33,7	32,8	40,1	35,4	28,7
Variation en %	8,3	-2,5	22,1	-11,6	-19,1
Femmes	28,5	26,4	27,7	28,1	23,2
Variation en %	6,9	-7,3	4,7	1,5	-17,5
20-24 ans					
Hommes	41,3	44,3	57,3	60,1	48,8
Variation en %	3,3	7,1	29,4	4,9	-18,7
Femmes	31,1	31,3	41,3	40,3	38,8
Variation en %	10,4	0,8	31,6	-2,4	-3,7
25-44 ans					
Hommes	64,8	70,0	108,8	113,1	109,5
Variation en %	12,0	8,1	55,4	4,0	-3,2
Femmes	43,8	60,0	74,1	79,6	82,0
Variation en %	-10,5	36,9	23,5	7,4	3,0
45-64 ans					
Hommes	29,4	30,6	40,7	44,4	42,2
Variation en %	8,3	4,0	33,0	9,2	-5,1
Femmes	20,9	18,1	22,9	25,2	26,6
Variation en %	19,0	-13,5	26,7	9,8	5,6
15 ans et plus					
Hommes	**169,7**	**178,5**	**247,5**	**253,6**	**229,5**
Variation en %	**8,5**	**5,2**	**38,7**	**2,5**	**-9,5**
Femmes	**124,4**	**135,8**	**165,8**	**173,3**	**170,5**
Variation en %	**2,2**	**9,1**	**22,2**	**4,5**	**-1,6**

SOURCE: Statistique Canada.

Tableau A3.7
Taux de chômage selon l'âge et le sexe
1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984
			(%)		
15-19 ans					
Hommes	21,1	21,7	31,1	28,2	23,4
Femmes	21,4	20,5	24,8	25,6	22,4
20-24 ans					
Hommes	15,6	16,7	22,6	23,7	19,2
Femmes	13,6	13,7	18,3	17,7	17,1
25-44 ans					
Hommes	7,3	7,7	11,8	12,0	11,4
Femmes	8,1	10,2	12,5	12,6	12,1
45-64 ans					
Hommes	6,0	6,3	8,5	9,1	8,8
Femmes	8,8	7,5	9,3	10,1	10,6
15 ans et plus					
Hommes	**9,3**	**9,7**	**13,7**	**13,9**	**12,5**
Femmes	**10,8**	**11,3**	**13,9**	**14,0**	**13,3**

SOURCE: Statistique Canada.

Tableau A3.8
Population de 15 ans ou plus par région administrative
1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984
			(000)		
Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	180,9	179,3	175,7	177,8	179,2
Variation en %	4,6	-0,9	-2,0	1,2	0,8
Saguenay-Lac-Saint-Jean	217,2	199,8	199,2	202,6	204,2
Variation en %	4,8	-9,0	-0,3	1,7	0,8
Québec	767,8	785,5	776,5	782,4	789,9
Variation en %	2,5	2,3	-1,1	0,8	1,0
Trois-Rivières	326,8	336,0	340,1	342,5	344,9
Variation en %	0,3	2,8	1,2	0,7	0,7
Estrie	177,3	173,0	179,5	181,3	182,5
Variation en %	1,4	-2,4	3,8	1,0	0,6
Montréal	2 791,6	2 824,0	2 854,8	2 879,3	2 898,7
Variation en %	1,4	1,2	1,1	0,9	0,7
Outaouais	196,2	198,6	202,8	205,3	205,7
Variation en %	-1,3	1,2	2,1	1,2	0,2
Nord-Ouest	97,3	109,3	118,8	118,9	120,6
Variation en %	-3,2	12,3	8,7	0,1	1,4
Côte-Nord-Nouveau-Québec	90,7	81,2	73,0	73,0	73,0
Variation en %	13,3	-10,5	-10,1	0,0	0,0

SOURCE: Statistique Canada.

Tableau A3.9
Population active par région administrative
1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984
			(000)		
Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	95,1	91,1	82,6	90,8	99,7
Variation en %	5,3	-4,2	-9,3	10,0	9,7
Saguenay-Lac-Saint-Jean	125,3	108,5	106,4	107,1	109,6
Variation en %	10,2	-13,4	-1,9	0,6	2,3
Québec	459,3	469,0	457,7	457,8	476,3
Variation en %	4,8	2,1	-2,4	0,0	4,0
Trois-Rivières	188,3	196,3	193,3	199,0	197,1
Variation en %	4,3	4,2	-1,5	2,9	-1,0
Estrie	107,5	104,8	107,7	112,5	107,5
Variation en %	3,0	-2,6	2,8	4,5	-4,4
Montréal	1 754,4	1 807,0	1 796,0	1 808,8	1 841,4
Variation en %	2,2	3,0	-0,6	0,7	1,8
Outaouais	124,7	124,1	122,1	131,5	1288,8
Variation en %	-1,1	-0,5	-1,6	7,7	-2,1
Nord-Ouest	54,6	60,5	69,3	70,5	68,3
Variation en %	-1,7	10,8	14,6	1,7	-3,2
Côte-Nord-Nouveau-Québec	55,8	46,2	44,0	44,7	47,3
Variation en %	24,1	-17,2	-4,7	1,5	6,0

SOURCE: Statistique Canada.

Tableau A3.10
Rapport emploi/population par région administrative
1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984
			(%)		
Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	45,8	41,8	37,0	40,0	43,7
Saguenay-Lac-Saint-Jean	50,4	47,4	45,5	43,9	45,1
Québec	54,1	53,4	51,2	51,5	53,7
Trois-Rivières	50,2	51,8	47,5	48,8	48,7
Estrie	54,2	53,8	50,7	52,7	51,5
Montréal	57,2	58,0	54,8	54,4	55,9
Outaouais	56,6	55,4	52,4	56,3	53,9
Nord-Ouest	48,0	47,2	45,1	46,7	46,0
Côte-Nord-Nouveau-Québec	53,4	48,6	50,8	52,2	53,1

SOURCE: Statistique Canada.

Tableau A4.1
Encours des prêts des caisses locales d'épargne et de crédit
1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984
			(000 000 $)		
Prêts sur reconnaissance de dette	2 925,5	3 220,3	3 394,5	4 154,3	5 094,9
Variation en %	17,6	10,1	5,4	22,4	22,6
Prêts hypothécaires	6 986,8	7 546,3	6 873,8	7 648,8	8 905,6
Variation en %	16,6	8,0	-8,9	11,3	16,4
Total	**9 912,3**	**10 766,5**	**10 268,0**	**11 803,0**	**14 000,6**
Variation en %	**16,9**	**8,6**	**-4,6**	**14,9**	**18,6**

SOURCE: Bureau de la statistique du Québec, Statistiques trimestrielles des caisses locales par fédération.

Tableau A4.2
Part de la formation brute de capital fixe dans les emplois du produit intérieur brut
1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984
			%		
Construction résidentielle	4,1	3,9	2,3	2,4	2,5
F.B.C.F. des entreprises (excluant la construction résidentielle)	12,5	11,8	11,6	9,6	9,9
F.B.C.F. des administrations publiques	2,8	2,3	3,1	4,4	4,3
F.B.C.F. totale en % du PIB	**19,3**	**18,1**	**17,0**	**16,4**	**16,7**

SOURCE: Bureau de la statistique du Québec.

Tableau A4.3
Immobilisations des secteurs privé et public
1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984[1]
			(000 000 $)		
Secteur privé	7 786,2	8 615,9	7 897,6	8 689,5	10 291,5
Variation en %	12,3	10,7	-8,3	10,0	18,4
Entreprises commerciales	5 683,1	6 182,0	6 006,0	5 477,1	6 680,8
Variation en %	24,9	8,8	-2,8	-8,8	22,0
Institutions et habitation	2 103,1	2 433,9	1 891,6	3 212,4	3 610,7
Variation en %	-11,7	15,7	-22,3	69,8	12,4
Secteur public	5 032,7	5 123,3	5 199,9	5 257,6	5 271,7
Variation en %	2,3	1,8	1,5	1,1	0,3
Entreprises publiques	3 076,6	3 249,9	3 347,6	3 088,7	2 805,3
Variation en %	-5,3	5,6	3,0	-7,7	-9,2
Institutions publiques	330,1	384,0	373,1	474,1	473,9
Variation en %	22,1	16,3	-2,8	27,1	0,0
Gouvernements	1 626,0	1 489,4	1 479,2	1 694,8	1 992,5
Variation en %	15,8	-8,4	-0,7	14,6	17,6
Total	12 818,9	13 739,2	13 097,5	13 947,1	15 563,2
Variation en %	8,1	7,2	-4,7	6,5	11,6

1. Données préliminaires.
SOURCE: Statistique Canada.

Tableau A4.4
Importance relative des immobilisations des secteurs privé et public
1974-1984

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984[1]	Moyenne 1973-1984
							(%)					
Secteur privé	68,5	60,2	62,9	58,4	56,2	58,5	60,7	62,7	60,3	62,3	66,1	61,5
Entreprises commerciales	47,0	41,3	36,4	33,6	34,5	38,4	44,3	45,0	45,9	39,3	42,9	40,9
Institutions et habitation	21,5	18,9	26,5	24,8	21,7	20,1	16,4	17,7	14,1	23,0	23,2	20,6
Secteur public	31,5	39,8	37,1	41,6	43,8	41,5	39,3	37,3	39,7	37,7	33,9	38,5
Entreprises publiques	13,4	22,8	21,4	25,4	28,3	2,5	24,0	23,7	29,6	22,1	18,0	23,1
Institutions publiques	3,7	2,6	2,6	2,7	2,5	2,3	2,6	2,8	2,8	3,4	3,0	2,8
Gouvernements	14,5	14,4	13,1	13,5	13,0	11,8	12,7	10,8	11,3	12,2	12,8	12,6

1. Données préliminaires.
SOURCE: Statistique Canada.

Tableau A4.5

Répartition des émissions d'obligations du secteur public québécois selon la monnaie, par organisme 1983-1984

	Monnaies							
	canadienne		américaine		européennes		autres	
	1983	1984	1983	1984	1983	1984	1983	1984
	($)							
Administration publique provinciale	78,9	81,3	12,5	13,4	8,6	2,9	-	2,4
Gouvernement du Québec	75,0	76,3	14,8	17,0	10,2	3,6	-	3,1
Commissions scolaires	100,0	100,0	-	-	-	-	-	-
Cégeps	-	100,0	-	-	-	-	-	-
Université du Québec	100,0	100,0	-	-	-	-	-	-
Institutions de santé	100,0	100,0	-	-	-	-	-	-
Administrations publiques locales	65,8	60,8	15,1	22,9	19,1	16,3	-	-
Municipalités	77,7	76,4	5,5	1,8	16,8	21,8	-	-
Communautés urbaines	35,5	35,2	39,6	57,6	24,9	7,2	-	-
Corporations de comté	-	100,0	-	-	-	-	-	-
Entreprises publiques	53,7	47,5	28,2	8,6	18,1	38,5	-	5,4
Hydro-Québec	41,6	46,9	35,6	7,5	22,8	39,8	-	5,8
Régie des installations olympiques	-	-	100,0	-	-	-	-	-
Sidbec	100,0	-	-	-	-	-	-	-
Autres entreprises provinciales	100,0	61,7	-	38,3	-	-	-	-
Commissions de transport	100,0	45,4	-	-	-	54,6	-	-
Total	67,9	71,6	18,6	14,3	13,5	11,6	-	2,5

SOURCE: Bureau de la statistique du Québec, Statistiques trimestrielles des caisses locales par fédération.

Tableau A5.1
Balance des paiements internationaux, Canada
1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984
			(000 000 $)		
Commerce de marchandises	8 488	7 368	17 813	17 705	20 668
Opérations au titre des services					
Voyages	-1 228	-1 116	-1 284	-2 204	-2 126
Intérêts et dividendes	-5 384	-6 622	-9 126	-8 954	-11 254
Transports	536	440	585	539	667
Autres opérations au titre des services	-3 760	-6 278	-5 517	-5 139	-5 243
Retenues fiscales	-995	-1 110	-1 178	-1 043	-1 100
Solde des opérations au titre des services	-10 831	-14 686	-16 520	-16 801	-19 056
Solde au titre des biens et services	-2 343	-7 318	1 293	904	1 612
Transferts nets	1 247	1 552	1 371	781	940
Solde total du compte courant	1 096	-5 766	2 663	1 686	2 553

SOURCE: Statistique Canada.

Tableau A6.1
PIB au coût des facteurs par industrie, répartition en pourcentage
1961, 1971, 1980-1984

	1961	1971	1980	1981	1982	1983	1984
Primaire	6,4	4,5	5,0	4,8	4,9	3,9	3,9
Agriculture	2,6	1,8	2,0	2,0	2,0	1,8	1,9
Forêts	1,1	0,7	0,7	0,7	0,7	0,6	0,5
Pêche et piégeage	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Mines, carrières et puits de pétrole	2,6	2,0	2,3	2,1	2,1	1,5	1,4
Secondaire	37,0	31,6	29,0	29,2	24,9	25,4	25,4
Industries manufacturières	30,6	25,8	24,2	24,1	20,2	21,2	21,2
Construction	6,4	5,8	4,8	5,1	4,7	4,2	4,2
Tertiaire	56,6	63,9	65,9	65,9	70,2	70,7	70,6
Transports, communications et autres services d'utilité publique	12,9	12,2	12,0	11,5	13,1	13,1	13,2
Transports	-	-	5,3	5,2	5,5	5,5	5,5
Entreposage	-	-	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Communications	-	-	2,8	2,8	3,1	3,0	3,1
Électricité, gaz et eau	-	-	3,7	3,3	4,2	4,4	4,4
Commerce de gros	12,2[1]	12,3[1]	4,9	4,8	4,7	4,8	4,8
Commerce de détail			6,8	6,6	6,3	6,2	6,4
Finances, assurances et affaires immobilières	11,8	11,9	10,6	11,0	12,2	13,6	13,8
Services socio-culturels, commerciaux et personnels	14,5	21,0	23,4	23,8	24,9	23,8	23,5
Administration publique et défense	5,2	6,5	8,2	9,0	8,9	9,0	8,8
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

1. Total du commerce de gros et de détail.
SOURCE: Statistique Canada.

Tableau A6.2
Immobilisations par industrie
Ontario
1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984
			(000 000 $)		
Primaire	1 584,3	1 791,7	1 762,7	1 666,7	1 780,6
Variation en %	13,0	13,1	-1,6	-5,4	6,8
Agriculture et pêche	1 053,7	1 140,0	1 177,9	1 143,9	1 204,1
Variation en %	10,0	8,2	3,3	-2,9	5,3
Forêts	39,3	48,6	20,3	18,4	28,8
Variation en %	21,3	23,7	-58,2	-9,4	56,5
Mines, carrières et puits de pétrole	491,3	603,1	564,5	504,4	547,7
Variation en %	19,5	22,8	-6,4	-10,6	8,6
Secondaire	5 063,4	5 972,1	4 930,6	4 228,3	4 472,9
Variation en %	32,9	17,9	-17,4	-14,2	5,8
Industries manufacturières	4 778,7	5 646,7	4 601,0	3 888,1	4 101,1
Variation en %	34,8	18,2	-18,5	-15,5	5,5
Construction	284,7	325,4	329,6	340,2	371,8
Variation en %	7,4	14,3	1,3	3,2	9,3
Tertiaire	9 318,1	11 234,0	12 589,8	12 452,8	13 886,8
Variation en %	11,8	20,6	12,1	-1,1	11,5
Transports et entreposage	926,3	1 240,4	1 444,5	1 062,8	1 105,0
Variation en %	10,7	33,9	16,5	-26,4	4,0
Communications	902,7	1 010,5	1 038,4	923,5	1 039,3
Variation en %	16,9	11,9	2,8	-11,1	12,5
Électricité, gaz et autres services d'utilité publique	1 829,9	2 634,5	3 405,6	3 393,2	3 290,5
Variation en %	4,7	44,0	29,3	-0,4	-3,0
Commerce	593,3	681,6	688,5	716,4	915,5
Variation en %	13,4	14,9	1,0	4,1	27,8
Finances, assurances et affaires immobilières	1 164,2	1 280,9	1 290,0	1 561,7	1 806,0
Variation en %	14,9	10,0	0,7	21,1	15,6
Service socio-culturels, commerciaux et personnels	1 866,2	2 169,8	2 402,3	2 321,9	2 762,9
Variation en %	5,4	16,3	10,7	-3,3	19,0
Administration publique	2 035,5	2 216,3	2 320,5	2 473,3	2 967,6
Variation en %	21,9	8,9	4,7	6,6	20,0
Habitation	3 140,3	3 743,4	3 139,9	4 375,8	4 686,2
Variation en %	-11,5	19,2	-16,1	39,4	7,1
Total	**19 106,1**	**22 741,2**	**22 423,0**	**22 723,6**	**24 826,5**
Variation en %	**11,8**	**19,0**	**-1,4**	**1,3**	**9,3**

SOURCE: Statistique Canada.

Tableau A6.3
Immobilisations par industrie
Canada
1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984
			(000 000 $)		
Primaire	13 254,5	15 146,2	14 851,2	13 864,4	14 060,7
Variation en %	28,4	14,3	-1,9	-6,6	1,4
Agriculture et pêche	4 467,8	4 859,9	4 341,6	4 086,5	4 204,1
Variation en %	2,3	8,8	-10,7	-5,9	2,9
Forêts	343,0	281,7	148,0	154,9	203,7
Variation en %	14,1	-17,9	-47,5	4,7	31,5
Mines, carrières et puits de pétrole	8 443,7	10 004,6	10 361,6	9 623,0	9 652,9
Variation en %	49,3	18,5	3,6	-7,1	0,3
Secondaire	10 955,0	14 043,9	12 785,9	10 143,3	10 359,0
Variation en %	28,8	29,4	-9,0	-20,7	2,1
Industries manufacturières	9 746,8	12 739,3	11 492,5	8 858,4	9 089,3
Variation en %	30,9	30,7	-9,8	-22,9	2,6
Construction	1 108,2	1 304,6	1 293,4	1 984,9	1 269,7
Variation en %	12,5	17,7	-0,9	-0,7	-1,2
Tertiaire	31 070,1	37 278,6	38 975,1	36 517,0	38 197,0
Variation en %	11,0	20,0	4,6	-6,3	4,6
Transports et entreposage	3 236,8	5 013,2	5 398,6	4 163,6	4 005,7
Variation en %	27,9	54,9	7,7	-22,9	-3,8
Communications	2 827,6	3 245,4	3 258,9	2 643,6	2 895,9
Variation en %	18,6	14,8	0,4	-18,9	9,5
Électricité, gaz et autres services d'utilité publique	6 698,6	7 984,9	9 195,6	8 649,4	7 523,7
Variation en %	-2,1	19,2	15,2	-5,9	-13,0
Commerce	1 728,7	1 999,2	1 936,5	2 026,1	2 412,6
Variation en %	9,8	15,6	-3,1	4,6	19,1
Finances, assurances et affaires immobilières	3 626,2	4 423,1	3 925,4	3 916,0	3 953,5
Variation en %	11,9	22,0	-11,3	-0,2	1,0
Service socio-culturels, commerciaux et personnels	6 666,3	7 641,0	8 318,6	8 279,9	9 558,8
Variation en %	9,5	14,6	8,9	-0,5	15,4
Administration publique	6 285,9	6 971,8	6 941,5	6 838,4	7 846,8
Variation en %	18,1	10,9	-0,4	-1,5	14,7
Habitation	11 013,6	13 135,4	10 148,8	12 994,1	12 453,2
Variation en %	-5,2	19,3	-22,7	28,0	-4,2
Total	**66 193,2**	**79 604,1**	**76 761,0**	**73 518,8**	**75 069,9**
Variation en %	**13,4**	**20,3**	**-3,6**	**-4,2**	**2,1**

SOURCE: Statistique Canada.

Tableau A7.1
Recettes monétaires agricoles
1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984
			(000 000 $)		
Bétail et produits animaux	1 764 598	2 038 657	2 240 940	2 068 854	2 253 149
Variation en %	13,6	15,5	9,9	-7,7	8,9
Produits laitiers	741 751	862 727	951 290	878 319	997 404
Variation en %	18,8	16,3	10,3	-7,7	13,6
Porc	492 236	576 040	682 889	563 519	596 345
Variation en %	16,3	17,0	18,5	-17,5	5,8
Boeuf et veau	242 223	268 744	272 693	295 313	277 465
Variation en %	2,4	10,9	1,5	8,3	-6,0
Volaille	198 170	220 660	222 939	215 909	251 733
Variation en %	5,3	11,3	1,0	-3,2	16,6
Oeufs	68 911	82 700	80 017	82 794	90 095
Variation en %	16,1	20,0	-3,2	3,5	8,8
Mouton et agneau	1 536	2 146	2 984	3 731	4 296
Variation en %	19,5	39,7	39,0	25,0	15,1
Autres bétails et produits animaux	19 771	25 640	28 265	29 269	35 811
Variations en %	-0,3	29,7	10,2	3,6	22,4
Cultures	315 688	389 144	338 209	418 051	468 342
Variation en %	31,5	23,3	-13,1	23,6	12,0
Maïs	82 101	96 694	93 998	115 843	141 451
Variation en %	55,1	17,8	-2,8	23,2	22,1
Blé	11 160	13 000	9 742	9 023	10 962
Variation en %	68,0	16,5	-25,1	-7,4	21,5
Orge	7 730	13 816	17 926	19 111	24 066
Variation en %	117,1	78,7	29,7	6,6	25,9
Avoine	8 058	8 807	8 611	8 532	10 016
Variation en %	25,2	9,3	-2,2	-0,9	17,4
Betterave sucrière	8 491	2 789	2 949	2 614	1 762
Variation en %	197,5	-67,2	5,7	-11,4	-32,6
Pomme de terre	27 467	42 592	31 818	36 573	41 456
Variation en %	8,2	55,1	-25,1	14,9	13,4
Légumes	61 447	75 287	84 365	83 379	97 863
Variation en %	16,7	22,5	12,1	-1,2	17,4
Fruits	29 207	31 656	36 241	35 115	35 782
Variation en %	0,4	8,4	14,5	-3,1	1,9
Floriculture et pépinières	29 893	34 549	33 833	33 516	39 363
Variation en %	14,0	15,6	-2,1	-9,9	17,4
Tabac	17 587	18 579	23 471	23 675	26 379
Variation en %	9,0	5,6	26,3	0,9	11,4
Autres cultures	15 575	44 375	-13 741	16 797	22 153
Variation en %	3,4	184,9	-	-	31,9
Assurance-récolte[1]	16 972	7 000	8 996	33 873	17 089
Variation en %	436,9	-58,8	28,5	276,5	-49,5
Produits forestiers et de l'érable	55 710	61 027	45 503	48 758	48 480
Variation en %	2,7	9,5	-25,4	7,2	-0,6
Autres recettes monétaires[1]	143 774	219 630	170 316	182 706	263 703
Variation en %	6,1	52,8	-22,5	7,3	44,3
Total	2 279 770	2 708 458	2 795 105	2 718 369	3 033 674
Variation en %	15,0	18,8	3,2	-2,7	11,6

1. Ces rubriques représentent des paiements en vertu de divers programmes de soutien du revenu agricole.
SOURCE: Statistique Canada.

Tableau A7.2
Dépenses d'exploitation et d'amortissement du secteur agricole
1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984
			(000 000 $)		
Dépenses d'exploitation	1 583 529	1 892 259	1 975 488	1 973 714	2 067 290
Variation en %	19,0	19,5	4,4	-0,1	4,7
Impôts fonciers	28 146	31 381	33 992	36 495	38 320
Variation en %	12,6	11,5	8,3	7,4	5,0
Loyers	14 438	14 856	18 060	21 244	21 053
Variation en %	16,1	2,9	21,6	17,6	-0,9
Salaires	131 427	154 298	184 229	203 265	210 527
Variation en %	3,9	17,4	19,4	10,3	3,6
Intérêts sur dette	175 895	280 789	273 506	241 439	255 109
Variation en %	19,9	59,6	-2,6	-11,7	5,7
Entretien de machinerie	156 691	190 763	219 241	234 520	251 304
Variation en %	16,7	21,7	14,9	7,0	7,2
Engrais et chaux	117 873	131 822	135 956	143 442	156 705
Variation en %	9,4	11,8	3,1	5,5	9,2
Autres dépenses pour les cultures	88 561	101 571	114 916	119 393	130 440
Variation en %	17,4	14,7	13,1	3,9	9,3
Alimentation du bétail	591 263	680 397	676 159	649 492	667 678
Variation en %	26,6	15,1	-0,6	-3,9	2,8
Autres dépenses pour le bétail	47 931	57 019	60 492	61 768	62 478
Variation en %	21,8	19,0	6,1	2,1	1,1
Réparation des bâtiments	49 504	50 593	49 615	51 371	52 758
Variation en %	9,5	2,2	1,9	3,5	2,7
Électricité et téléphone	57 360	60 543	61 150	65 425	66 829
Variation en %	15,4	5,5	1,0	7,0	2,1
Divers	124 440	138 227	148 172	145 860	154 089
Variation en %	23,4	11,1	7,2	-1,6	5,6
Dépenses d'amortissement	219 263	244 060	256 739	258 500	259 875
Variation en %	17,9	11,3	5,2	0,7	0,5
Total	1 802 792	2 136 319	2 232 227	2 232 214	2 327 165
Variation en %	18,9	18,5	4,5	0,0	4,3

SOURCE: Statistique Canada; Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec.

Tableau A7.3
Principales espèces capturées
Pêche maritime et piégeage
1980-1984

Pêche maritime	1980	1981	1982	1983	1984			1984/1983 (var.%)		
	(000 $)				(000 $)	(tonnes)	($/t)	Valeur	Volume	Val.moy.
Morue	14 097,3	18 556,6	16 686,6	15 440,2	14 446,8	30 698,6	470	-6,4	-7,3	0,9
Homard	6 108,9	7 128,1	7 776,6	9 826,5	9 348,7	1 894,8	4 934	-4,9	-9,4	5,1
Crevette	5 552,0	5 880,1	6 885,6	7 431,1	6 816,9	5 176,3	1 317	-8,3	-6,7	-1,6
Crabe	3 785,8	4 713,0	10 382,3	15 349,1	15 729,6	12 297,9	1 279	2,5	17,0	-12,4
Sébaste	2 227,1	2 557,9	2 738,0	2 181,3	3 090,2	13 471,3	229	41,7	38,7	1,8
Hareng	1 937,5	1 515,5	990,1	768,9	760,4	3 245,7	234	-1,1	14,1	-13,3
Flétan du Groenland	1 982,6	1 134,2	1 098,3	589,4	851,2	1 478,4	576	44,4	72,7	-16,3
Pétoncle	730,4	1 006,3	313,1	943,6	1 860,0	183,6	10 131	97,1	103,5	-3,1
Autres	5 442,6	3 408,6	3 129,5	2 746,1	3 120,7	-	-	-	-	-
Total	**41 864,2**	**46 790,4**	**50 000,1**	**55 276,2**	**56 024,5**	**74 701,3**	-	**1,4**	-	-

Piégeage	1980	1981	1982	1983	1984			1984/1983 (var.%)		
	(000 $)				(000 $)	(000 peaux)	($/peau)	Valeur	Volume	Val.moy.
Castor	4 178,2	3 173,2	1 677,0	1 417,5	1 050,5	47,7	22	-25,9	-12,5	-15,4
Rat musqué	2 353,1	2 054,7	971,3	905,6	1 108,9	221,8	5	22,4	10,2	0,0
Renard	1 510,4	2 213,4	1 810,9	1 330,4	958,2	16,9	57	-28,0	-13,8	-16,2
Raton laveur	757,8	817,7	586,5	320,1	172,2	12,3	14	-46,2	15,0	-54,3
Lynx du Canada	630,8	1 148,4	1 137,9	986,7	569,1	1,7	328	-43,3	-48,5	9,3
Martre	570,9	714,9	868,4	830,4	1 363,9	27,3	50	64,2	48,4	11,1
Autres	1 588,9	1 635,8	1 038,8	916,6	679,9	-	-	-	-	-
Total	**11 590,1**	**11 758,1**	**8 086,8**	**6 707,3**	**5 902,7**	-	-	**-12,0**	-	-

SOURCE: Statistique Canada; Bureau de la statistique du Québec, Statistiques des pêches maritimes du Québec.

Tableau A7.4
Valeur brute de la production au niveau de la transformation
Industrie minière
1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984
			(000 000 $)		
Minéraux métalliques	1 292 497	1 243 238	1 118 445	1 061 268	1 040 137
Variation en %	23,7	-3,8	-10,0	-5,1	-2,0
Colombium ou niobium	15 302	18 612	20 832	12 133	17 500
Variation en %	0,1	21,6	11,9	-41,8	44,2
Cuivre	253 696	198 570	165 413	135 280	121 036
Variation en %	33,4	-21,7	-16,7	-18,2	-10,5
Or	357 954	307 082	360 119	459 538	443 631
Variation en %	110,5	-14,2	17,3	27,6	-3,5
Minerai de fer	531 011	599 546	466 930	372 930	362 448
Variation en %	-2,3	12,9	-22,1	-20,1	-2,8
Molybdène	17 859	21 897	4 199	148	1 060
Variation en %	65,4	22,6	-80,8	96,5	616,2
Sélénium	6 088	5 852	3 814	1 650	1 309
Variation en %	10,1	-3,9	-34,8	-56,7	-20,7
Argent	45 881	20 127	14 784	17 896	13 227
Variation en %	50,9	-56,1	-26,5	21,0	-26,1
Zinc	63 706	63 616	71 897	52 058	69 438
Variation en %	-16,3	-0,1	13,0	27,6	33,4
Autres	1 000	7 936	10 457	9 685	10 488
Variation en %	-70,4	693,8	31,8	-7,4	8,3
Minéraux industriels	534 458	465 933	339 399	381 093	368 092
Variation en %	-1,0	-12,8	-27,2	12,3	-3,4
Amiante	495 526	420 044	298 145	321 212	301 118
Variation en %	-2,0	-15,2	-29,0	7,7	-6,3
Dolomie magnésitique brucite	10 404	11 472	8 216	6 826	4 700
Variation en %	15,7	10,3	-28,4	-16,9	-31,1
Tourbe	15 761	15 359	15 967	18 215	16 308
Variation en %	7,9	-2,6	4,0	14,1	-10,5
Quartz ou silice	11 022	12 950	12 444	15 463	15 696
Variation en %	23,5	17,5	-3,9	24,3	1,5
Autres	1 745	6 108	4 627	19 377	30 270
Variation en %	-1,7	250,0	-24,2	318,8	56,2
Sable et gravier	77 593	99 471	58 995	64 435	56 161
Variation en %	-7,4	28,2	-40,7	9,2	-12,8
Pierre	161 766	154 302	103 020	117 796	124 581
Variation en %	-12,6	-4,6	-33,2	14,3	5,8
Total	2 066 314	1 962 944	1 619 859	1 624 592	1 588 971
Variation en %	11,5	-5,0	-17,5	-0,3	-2,2

SOURCE: Statistique Canada; Ministère de l'Energie et des Ressources du Québec.

Tableau A7.5
Prix de quelques minéraux extraits au Québec
1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984[1]
Argent ($/kg)	774,79	405,60	316,07	455,06	348,13
Variation en %	102,8	-47,7	-22,1	44,0	-23,5
Or ($/g)	23,02	17,72	14,92	16,74	15,01
Variation en %	99,3	-23,0	-15,8	12,2	-10,3
Bismuth ($/kg)	6,80	6,96	6,02	-	-
Variation en %	-12,9	2,4	-13,5	-	-
Cadmium ($/kg)	7,33	4,94	3,06	3,06	4,83
Variation en %	2,8	-32,6	-38,7	0,0	57,8
Cuivre ($/kg)	2,60	2,21	1,95	2,08	1,89
Variation en %	10,6	-15,0	-11,8	6,7	-9,1
Molybdène ($/kg)	25,18	22,44	11,14	9,88	10,15
Variation en %	29,3	-10,9	-50,4	-11,3	2,7
Nickel ($/kg)	8,80	9,06	8,70	8,69	6,73
Variation en %	25,9	3,0	-4,0	0,1	-22,6
Plomb ($/kg)	1,09	0,98	0,72	0,73	0,74
Variation en %	-16,8	-10,1	-26,5	1,4	1,4
Sélénium ($/kg)	24,81	23,79	23,49	10,11	25,68
Variation en %	-21,8	-4,1	-1,3	57,0	154,0
Tellure ($/kg)	50,26	34,96	32,56	-	-
Variation en %	-2,7	-30,4	-6,9	-	-
Zinc ($/kg)	0,97	1,20	1,08	1,15	1,41
Variation en %	1,0	23,7	-10,0	6,5	22,6
Minerai de fer ($/t)	30,43	33,53	36,64	36,39	15,15
Variation en %	16,8	10,2	9,3	0,7	-58,4
Amiante ($/t)	430,58	437,25	399,90	431,45	433,26
Variation en %	14,2	1,6	-8,5	7,9	0,4

1. Données préliminaires.
SOURCE: Ministère de l'Energie et des Ressources du Québec.

Tableau A7.6

Permis de bâtir par région administrative (logements simples)
1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984
Bas-Saint-Laurent—					
Gaspésie	469	295	291	470	348
Variation en %	-49,7	-37,1	-1,4	61,5	-26,0
Saguenay — Lac-Saint-Jean	855	545	403	859	777
Variation en %	-35,4	-36,3	-26,1	113,2	-9,5
Québec	2 562	1 612	1 779	3 259	2 653
Variation en %	-41,4	-37,1	10,4	83,2	-18,6
Trois-Rivières	1 217	842	586	1 237	1 341
Variation en %	-28,5	-30,8	-30,4	111,1	8,4
Estrie	546	334	373	701	531
Variation en %	-34,8	-38,8	11,7	87,9	-24,3
Montréal	9 177	8 833	7 212	12 464	11 278
Variation en %	-14,3	-3,7	-18,4	72,8	-9,5
Outaouais	511	464	521	1 297	1 380
Variation en %	-35,0	-9,2	12,3	148,9	6,4
Nord-Ouest	241	242	259	447	410
Variation en %	-39,0	0,4	7,0	72,6	-8,3
Côte-Nord — Nouveau-Québec	185	131	87	140	113
Variation en %	-34,2	-29,2	-33,6	60,9	-19,0
Total	**15 763**	**13 298**	**11 511**	**20 874**	**18 831**
Variation en %	**-26,1**	**-15,6**	**-13,4**	**81,3**	**-9,8**

SOURCE: Statistique Canada.

Tableau A7.7
Permis de bâtir par région administrative
(logements doubles et multiples)
1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984
Bas-Saint-Laurent—					
Gaspésie	265	146	97	438	294
Variation en %	-42,9	-44,9	-33,6	351,5	-32,9
Saguenay — Lac-Saint-Jean	573	468	220	571	599
Variation en %	-51,3	-18,3	-53,0	159,5	4,9
Québec	1 898	3 462	1 797	2 731	2 216
Variation en %	-31,7	82,4	-48,1	52,0	-18,9
Trois-Rivières	1 028	720	317	1 161	1 866
Variation en %	-30,3	-30,0	-56,0	266,2	60,7
Estrie	578	529	148	992	1 003
Variation en %	-35,4	-8,5	-72,0	570,3	1,1
Montréal	8 834	10 805	7 705	12 893	12 640
Variation en %	-11,5	22,3	-28,7	67,3	-2,0
Outaouais	120	120	185	1 133	3 335
Variation en %	-26,4	0,0	54,2	512,4	194,4
Nord-Ouest	261	192	162	203	220
Variation en %	-50,5	-26,4	-15,6	25,3	8,4
Côte-Nord — Nouveau-Québec	16	81	12	42	36
Variation en %	-85,8	406,3	-85,2	250,0	-14,3
Total	**13 573**	**16 523**	**10 643**	**20 164**	**22 209**
Variation en %	**-23,7**	**21,7**	**-35,6**	**89,5**	**10,1**

SOURCE: Statistique Canada.

Tableau A8.1
Valeur des expéditions manufacturières[1]
1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984
			(000 $)		
Aliments et boissons	7 439 252	8 314 051	8 982 040	9 084 135	9 715 843
Variation en %	14,1	11,8	8,0	1,1	7,0
Tabac	557 078	606 093	668 234	707 614	750 417
Variation en %	14,0	8,8	10,3	5,9	6,0
Caoutchouc et produits en matière plastique	890 664	1 020 594	979 438	1 121 015	1 304 298
Variation en %	7,5	14,6	-4,0	14,5	18,3
Cuir	418 564	468 825	416 115	428 825	496 034
Variation en %	-1,7	12,0	-11,2	3,0	15,7
Textile	2 144 554	2 392 413	2 008 379	2 420 164	2 447 045
Variation en %	7,7	11,6	-16,1	20,5	1,1
Bonneterie	600 136	650 940	617 472	697 754	730 095
Variation en %	14,8	8,5	-5,1	13,0	4,6
Vêtement	2 382 264	2 512 260	2 317 480	2 520 017	2 666 403
Variation en %	1,4	5,5	-7,8	8,7	5,8
Bois	1 590 341	1 740 920	1 500 277	2 072 413	2 239 956
Variation en %	-1,1	9,5	-13,8	38,1	8,1
Meubles et articles d'ameublement	739 763	842 310	714 459	866 984	947 307
Variation en %	5,7	13,9	-15,2	21,3	9,3
Papiers et produits connexes	4 529 581	5 199 938	5 043 197	5 384 599	6 069 237
Variation en %	12,8	14,8	-3,0	6,8	12,7
Imprimerie, édition et industries connexes	1 621 519	1 840 884	1 878 937	2 024 540	2 301398
Variation en %	19,9	13,5	2,1	7,7	13,7
Métaux primaires	3 603 737	3 618 131	2 947 662	3 639 395	4 240 470
Variation en %	28,3	0,4	-18,5	23,5	16,5
Produits métalliques	3 348 633	3 066 481	3 126 234	2 983 669	3 486 157
Variation en %	25,9	-8,4	1,9	-4,6	16,8
Machinerie	1 234 149	1 466 223	1 291 979	1 092 129	1 148 865
Variation en %	17,0	18,8	-11,9	-15,5	5,2
Matériel de transport	3 681 268	3 976 804	3 150 744	3 702 328	4 211 701
Variation en %	20,3	8,0	-20,8	17,5	13,8
Appareils et matériel électriques	1 979 793	2 176 771	2 046 187	2 229 231	2 558 909
Variation en %	15,2	9,9	-6,0	8,9	14,8
Produits minéraux non métalliques	912 752	1 005 745	918 988	1 008 771	1 220 071
Variation en %	0,3	10,2	-8,6	9,8	20,9
Produits du pétrole et du charbon	3 786 415	5 418 022	5 740 151	6 138 060	5 951 756
Variation en %	14,4	43,1	5,9	6,9	-3,0
Produits chimiques et produits connexes	2 623 689	3 015 140	2 925 185	3 301 157	3 539 506
Variation en %	14,0	14,9	-3,0	12,9	7,2
Industries manufacturières diverses	822 173	911 170	870 908	995 900	1 086 719
Variation en %	9,9	10,8	-4,4	14,4	9,1
Total	**44 906 324**	**50 243 712**	**48 144 066**	**52 418 700**	**57 112 186**
Variation en %	**14,1**	**11,9**	**-4,2**	**8,9**	**9,0**

1. Produits de propre fabrication.

SOURCE: Statistique Canada.

Tableau A8.2
Indice des prix de vente, industries manufacturières
1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984
			(1971=100)		
Aliments et boissons	256,6	279,4	294,4	304,8	321,9
Variation en %	10,7	8,9	5,4	3,5	5,6
Tabac	177,5	193,6	216,1	235,1	245,6
Variation en %	11,2	9,1	11,6	8,8	4,5
Caoutchouc et produits en matière plastique	202,6	224,0	241,4	245,1	250,2
Variation en %	16,3	10,6	7,8	1,5	2,1
Cuir	245,3	262,1	272,0	278,8	295,1
Variation en %	2,5	6,8	3,8	2,5	5,9
Textile	203,9	228,1	236,3	240,3	249,3
Variation en %	12,8	11,9	3,6	1,7	3,8
Bonneterie	167,2	181,3	191,2	196,5	200,7
Variation en %	8,8	8,4	5,5	2,7	2,2
Bois	244,6	245,4	238,6	264,8	260,4
Variation en %	-6,2	0,3	-2,8	11,0	-1,7
Meubles et articles d'ameublement	233,9	258,5	282,2	294,2	309,1
Variation en %	12,0	10,5	9,2	4,2	5,1
Papiers et produits connexes	277,2	306,1	317,3	307,3	340,3
Variation en %	15,7	10,4	3,6	-3,1	10,7
Métaux primaires	308,3	312,6	310,7	320,6	324,2
Variation en %	19,1	1,4	-0,6	3,2	1,1
Produits métalliques	232,7	256,0	277,8	283,9	295,8
Variation en %	10,0	10,0	8,5	2,2	4,2
Machinerie	207,8	233,1	254,5	263,3	270,5
Variation en %	11,3	12,2	9,2	3,4	2,7
Appareils et matériel électriques	189,5	203,7	217,1	224,3	231,6
Variation en %	9,9	7,5	6,6	3,3	3,2
Produits minéraux non métalliques	234,9	270,7	305,3	319,2	327,6
Variation en %	11,9	15,2	12,8	4,5	2,6
Produits du pétrole et du charbon	404,6	551,7	634,4	674,8	704,4
Variation en %	25,9	36,4	15,0	6,4	4,4
Produits chimiques et produits connexes	251,6	286,4	306,9	316,6	327,8
Variation en %	17,1	13,8	7,1	3,1	3,5
Total	**247,2**	**272,3**	**288,8**	**298,8**	**310,9**
Variation en %	**13,5**	**10,2**	**6,0**	**3,5**	**4,1**

SOURCE: Statistique Canada.

Tableau A8.3
Valeur ajoutée, industries manufacturières
1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984
			(000 $)		
Aliments et boissons	2 390 413	2 647 211	2 747 431	2 751 190	2 868 430
Variation en %	9,0	10,7	3,8	0,1	4,3
Tabac	328 380	358 776	415 275	437 547	453 960
Variation en %	13,9	9,3	15,7	5,4	3,8
Caoutchouc et produits en matière plastique	395 741	503 956	472 696	522 203	611 159
Variation en %	-0,2	27,3	-6,2	10,5	17,0
Cuir	222 774	254 721	237 227	249 678	279 653
Variation en %	-2,3	14,3	-6,9	5,2	12,0
Textile	892 120	985 664	807 213	960 287	1 000 410
Variation en %	8,0	10,5	-18,1	19,0	4,2
Bonneterie	263 228	279 789	243 212	286 336	298 392
Variation en %	11,4	6,3	-13,1	17,7	4,2
Vêtement	1 157 493	1 257 963	1 239 119	1 377 170	1 455 780
Variation en %	1,4	8,7	-1,5	11,1	5,7
Bois	754 954	807 712	642 886	944 659	1 019 010
Variation en %	-8,9	7,0	-20,4	46,9	7,9
Meubles et articles d'ameublement	391 491	455 380	371 294	465 948	505 001
Variation en %	8,1	16,3	-18,5	25,5	8,4
Papiers et produits connexes	2 150 572	2 432 782	2 176 011	2 357 650	2 677 820
Variation en %	13,1	13,1	-10,6	8,3	13,6
Imprimerie, édition et industries connexes	945 004	1 078 852	1 101 657	1 194 050	1 349 180
Variation en %	17,5	14,2	2,1	8,4	13,0
Métaux primaires	1 619 202	1 472 916	1 241 820	1 704 530	2 077 890
Variation en %	37,9	-9,0	-15,7	37,3	21,9
Produits métalliques	1 285 883	1 392 732	1 398 283	1 284 910	1 472 720
Variation en %	13,2	8,3	0,4	-8,1	14,6
Machinerie	725 197	829 597	793 529	738 784	764 964
Variation en %	21,4	14,4	-4,3	-6,9	3,5
Matériel de transport	1 613 360	1 772 187	1 323 414	1 690 670	2 033 070
Variation en %	26,6	9,8	-25,3	27,8	20,3
Appareils et matériel électriques	1 157 229	1 288 800	1 284 439	1 424 750	1 582 770
Variation en %	12,1	11,3	-0,3	10,9	11,1
Produits minéraux non métalliques	485 255	512 780	487 933	550 921	647 189
Variation en %	0,9	5,7	-4,8	12,9	17,5
Produits du pétrole et du charbon	548 663	840 962	556 223	579 264	545 029
Variation en %	6,6	53,3	-33,9	4,1	-5,9
Produits chimiques et produits connexes	1 407 665	1 507 622	1 510 586	1 755 390	1 909 840
Variation en %	12,0	7,1	0,2	16,2	8,8
Industries manufacturières diverses	455 760	520 995	503 561	552 279	601 236
Variation en %	4,3	14,3	-3,3	9,7	8,9
Industries des biens durables	8 032 571	8 531 304	7 543 598	8 805 172	10 102 614
Variation en %	16,7	6,2	-11,6	16,7	14,7
Industries des biens non durables	11 157 813	12 200 597	12 010 211	13 023 044	14 050 889
Variation en %	9,1	13,5	-5,2	8,4	7,9
Total	18 734 624	21 200 597	19 553 810	21 828 216	24 153 503
Variation en %	9,6	13,2	-7,8	11,6	10,7

SOURCE: Bureau de la statistique du Québec.

Tableau A8.4
Rémunération hebdomadaire moyenne, industries manufacturières
1984

	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
					($)					
Aliments et boissons	409,8	401,9	399,5	401,7	404,8	400,9	402,9	408,0	414,8	419,4
Variation en %	9,1	4,8	5,2	4,6	9,0	8,6	5,5	6,9	7,1	6,9
Tabac	586,9	586,4	580,6	580,1	588,9	583,9	595,0	598,7	610,2	616,3
Variation en %	13,6	10,2	7,2	7,6	8,4	4,3	4,8	5,7	8,3	6,3
Caoutchouc et produits en matière plastique	352,3	345,3	350,1	349,2	329,5	357,5	376,9	378,3	401,6	400,6
Variation en %	1,1	-1,3	1,0	2,0	-4,8	4,7	6,5	8,5	17,5	17,3
Cuir	292,9	291,5	299,8	285,2	284,0	289,8	276,5	279,9	294,3	270,3
Variation en %	12,9	12,5	19,1	10,6	7,7	10,2	3,8	4,8	3,6	4,1
Textile	355,4	349,9	346,9	348,2	344,7	355,1	359,5	355,0	361,7	360,6
Variation en %	6,8	4,8	3,2	5,6	4,2	4,2	5,9	5,7	7,0	7,9
Bonneterie	290,5	272,5	281,2	276,5	271,5	277,8	280,7	280,0	281,8	276,0
Variation en %	9,4	-0,2	4,3	4,7	1,6	5,3	6,9	4,5	-1,6	3,4
Vêtement	262,0	259,3	263,5	264,3	265,7	265,3	270,1	271,5	254,7	257,2
Variation en %	-3,2	-2,4	-2,1	-3,6	-1,0	-6,5	-4,3	-5,8	-12,2	-12,0
Bois	370,4	354,2	354,3	356,0	352,6	348,7	349,2	356,7	360,2	359,4
Variation en %	13,0	7,0	6,4	7,1	6,2	0,7	0,3	3,0	-2,6	-0,2
Meubles et articles d'ameublement	320,4	299,5	310,8	312,8	322,5	324,0	328,6	328,6	326,8	322,2
Variation en %	1,5	-4,8	-0,4	-0,7	1,1	4,7	3,5	2,4	3,3	1,2
Papiers et produits connexes	520,4	523,2	530,7	529,6	520,8	519,2	523,9	521,2	525,5	530,8
Variation en %	9,4	8,2	5,1	7,0	4,4	3,4	3,0	2,5	2,5	3,0
Imprimerie, édition et industries connexes	410,0	407,3	406,3	420,5	417,5	407,1	404,7	397,3	414,5	423,9
Variation en %	-0,9	-1,8	1,9	5,1	2,5	2,5	1,1	-2,2	1,9	3,0
Métaux primaires	578,7	577,3	582,7	594,0	590,2	577,9	603,7	591,4	595,3	597,3
Variation en %	7,1	5,7	7,4	9,5	8,5	5,3	8,2	4,1	4,2	4,8
Produits métalliques	417,8	408,7	409,9	409,2	400,0	415,3	416,1	420,0	411,8	411,4
Variation en %	6,2	3,2	4,8	5,4	3,5	6,2	5,9	6,9	2,9	-1,7
Machinerie	426,1	420,9	424,4	423,2	422,1	432,4	430,4	442,1	458,0	451,0
Variation en %	0,1	-0,8	0,2	-1,6	2,2	1,8	2,4	4,7	10,2	5,8
Matériel de transport	499,7	495,1	498,1	493,4	484,1	491,8	494,9	468,3	513,2	518,0
Variation en %	4,4	1,4	3,8	2,9	0,9	2,2	-1,6	-5,8	4,3	8,1
Appareils et matériel électriques	467,1	470,7	468,7	474,6	472,4	473,5	472,2	473,3	470,2	471,1
Variation en %	3,7	5,4	5,5	8,3	8,4	8,4	6,9	6,2	3,7	5,2
Produits minéraux non métalliques	465,5	461,6	463,9	458,5	459,5	448,3	455,8	466,2	457,0	453,5
Variation en %	4,8	3,6	5,8	4,4	3,8	0,4	1,1	2,5	2,2	0,5
Produits du pétrole et du charbon	663,1	639,1	650,3	634,7	645,1	635,9	647,1	673,1	693,0	665,6
Variation en %	-1,2	-5,5	-4,9	-6,9	-2,9	-7,5	-3,7	-3,4	-1,8	-7,1
Produits chimiques et produits connexes	484,7	487,4	487,7	491,8	486,0	484,0	490,7	494,0	504,1	504,9
Variation en %	6,9	7,9	7,6	6,6	7,1	6,5	5,6	4,6	6,0	5,4
Industries manufacturières diverses	350,4	352,2	356,5	353,3	351,8	343,5	348,9	346,4	347,8	350,1
Variation en %	6,1	7,6	7,2	5,3	4,7	2,7	1,2	-2,2	-4,0	-1,9
Industries des biens durables	453,3	447,0	448,7	450,4	447,8	448,4	453,7	450,6	456,3	456,6
Variation en %	6,7	4,7	6,4	7,5	7,2	6,4	6,2	5,1	4,6	4,1
Industries des biens non durables	395,8	391,8	395,0	396,5	393,3	391,6	395,9	395,8	402,4	405,8
Variation en %	7,7	5,8	6,0	5,8	5,6	5,1	4,9	4,1	4,2	4,8
Total	418,2	413,3	416,1	417,7	414,5	413,6	418,2	417,0	424,0	424,9
Variation en %	7,5	5,6	6,4	6,6	6,3	5,7	5,4	4,4	4,5	4,4

SOURCE: Statistique Canada.

Tableau A8.5

Bénéfices de base des sociétés ayant un actif total de 10 millions ou plus, industries manufacturières, Canada
1980-1984

	1980	1981	1982	1983	1984
			(000 000 $)		
Aliments et boissons	1 406	1 534	1 508	1 716	1 764
Variation en %	8,2	9,1	-1,7	13,8	2,8
Tabac	184	240	272	292	298
Variation en %	10,2	30,4	13,3	7,4	2,1
Caoutchouc et produits en matière plastique	201	259	160	218	327
Variation en %	1,0	28,9	-38,2	36,2	50,0
Cuir	29	36	24	29	31
Variation en %	3,6	24,1	-33,3	20,8	6,9
Textile et bonneterie	367	359	123	350	325
Variation en %	-8,3	-2,2	-65,7	184,6	-7,1
Vêtement	68	42	30	47	56
Variation en %	41,7	-38,2	-28,6	56,7	19,1
Bois	378	187	-76	326	111
Variation en %	-47,0	-50,5	-140,6	-528,9	-66,0
Meubles et articles d'ameublement	25	35	33	29	36
Variation en %	31,6	40,0	-5,7	-12,7	24,1
Papiers, produits connexes et exploitation forestière	2 656	1 907	557	680	1 533
Variation en %	8,7	-28,2	-70,8	22,1	125,4
Imprimerie, édition et industries connexes	415	500	546	572	684
Variation en %	20,6	20,5	9,2	4,8	19,6
Métaux primaires	1 715	1 648	357	656	1 313
Variation en %	23,3	-3,9	-78,3	83,8	100,2
Produits métalliques	630	644	294	418	441
Variation en %	-2,3	2,2	-54,3	42,2	5,5
Machinerie	379	340	153	131	288
Variation en %	-10,4	-10,3	-55,0	-14,4	119,8
Matériel de transport	415	684	508	2 447	3 823
Variation en %	-63,0	64,8	-25,7	381,7	56,2
Appareils et matériel électriques	658	890	709	900	1 062
Variation en %	12,9	35,3	-20,3	26,9	18,0
Produits minéraux non métalliques	462	418	134	351	461
Variation en %	-8,2	-9,5	-67,9	161,9	31,3
Produits du pétrole et du charbon	5 769	5 087	4 277	4 445	5 554
Variation en %	41,6	-11,8	-15,9	3,9	24,9
Produits chimiques et produits connexes	1 438	1 585	1 053	1 478	1 779
Variation en %	26,7	10,2	-33,6	40,4	20,4
Industries manufacturières diverses	262	272	283	281	276
Variation en %	29,1	3,8	4,0	-0,7	-1,8
Industries des biens durables	4 662	4 846	2 112	5 258	7 535
Variation en %	-13,6	3,9	-56,4	149,0	43,3
Industries des biens non durables	12 795	11 821	8 853	10 108	12 627
Variation en %	23,7	-7,6	-25,3	14,4	24,9
Total	17 457	16 667	10 945	15 366	20 162
Variation en %	10,9	-4,5	-34,3	40,4	31,2

SOURCE: Statistique Canada.